U d'/ of Ottawa
39003002209475

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
University of Toronto

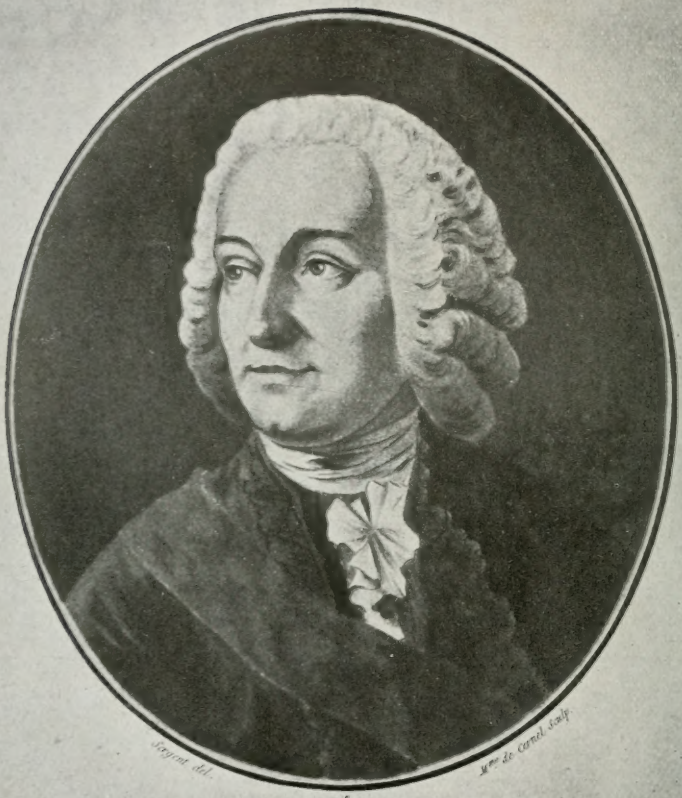
http://www.archive.org/details/dupleixetladfe00duca

DUPLEIX

ET

LA DÉFENSE DE PONDICHÉRY

(1748)



1789

JOSEPH-FRANÇOIS, MARQUIS DUPLEIX,

Commandeur de l'Ordre Royal et Milit.e de St. Louis, Commandant Général des Etablissemens françois dans l'Inde, Gouv.r pour le Roy des Ville et fort de Pondichery; né à Landrecy en 1697; mort à Paris le 11 9.bre 1763.

MARQUIS DE NAZELLE

DUPLEIX

ET

LA DÉFENSE DE PONDICHÉRY

(1748)

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

et les Archives de la Famille de DUPLEIX

PARIS
LIBRAIRIE HONORÉ CHAMPION, ÉDITEUR
5, QUAI MALAQUAIS

1908
Tous droits réservés

DS
462.8
.D8D82
1908

AVANT-PROPOS

En présentant ce travail au lecteur, je lui dois quelques explications préliminaires sur la manière dont il a été conçu et sur le but que je me suis proposé en l'écrivant.

Offrir au public une histoire complète et détaillée de Dupleix, est une ambition que peut caresser un historien de profession, doublé d'un écrivain rompu au métier. N'étant ni l'un ni l'autre, il serait téméraire de ma part de porter si haut mes visées. Il convient d'en rabattre, et de réduire mes prétentions dans des limites plus en proportion avec mes forces.

La composition d'un ouvrage historique de cette importance, suppose, avant tout, une série de recherches de détail, patientes et consciencieuses, sur chacun des faits qu'il s'agit de raconter et de coordonner. Lorsqu'on veut élever un monument, il faut, avant de commencer à bâtir, amener à pied d'œuvre les matériaux, les dégrossir et les disposer commodément en vue de leur mise en place définitive. J'ai pensé que je pourrais peut-être, dans l'ordre littéraire, m'essayer dans ce modeste métier de tailleur de pierres.

L'idée d'entreprendre des études aussi ardues, et auxquelles je n'étais en aucune manière préparé,

m'est venue à la suite de l'examen que j'avais fait d'anciens papiers de famille provenant de Dupleix, dont j'ai l'honneur d'être un des arrière-petits neveux. En dépouillant ces archives, j'ai été frappé de l'intérêt historique que présentait ce lot de documents, et après l'avoir soigneusement classé et catalogué, je me suis décidé à en tirer, si j'en étais capable, quelque parti pour une ou plusieurs publications.

Comme sujet de cette première étude, j'ai pris un des épisodes les plus brillants de l'histoire de Dupleix : la résistance victorieuse qu'il opposa dans Pondichéry aux attaques de l'amiral Boscawen en 1748. Je me suis proposé de raconter en détail la suite des évènements qui se sont déroulés dans l'Inde, depuis la fin d'octobre 1746 jusqu'aux premiers jours de janvier 1749. La nouvelle officielle de la suspension d'armes conclue en Europe au mois d'avril précédent, suspension d'armes qui fut le préliminaire du traité d'Aix-la-Chapelle, parvint à cette époque à Pondichéry, et mit un terme à la lutte à main armée entre les deux compagnies rivales ; cette lutte entrait dès lors dans une nouvelle phase, que je me propose d'étudier dans une autre publication qui fera suite à celle-ci.

Voulant faire une monographie de la défense de Pondichéry, j'ai été conduit à faire remonter le début de mon récit à près de deux années en arrière; il était nécessaire en effet de mettre le lecteur au courant des évènements qui avaient précédé et

préparé ceux qui font plus directement l'objet de ce travail. J'ai pris comme point de départ, le moment où La Bourdonnais, quittant le Coromandel après avoir pris Madras, remet sa conquête à Dupleix, lui laissant la responsabilité entière des mesures à prendre. J'ai évité d'aborder, même de loin, la question des dissentiments et de la querelle devenue historique qui avait éclaté entre les deux rivaux. Il faudrait de gros volumes pour épuiser ce sujet, et encore peut-on douter que la lumière soit jamais faite complètement sur l'origine et sur les détails de cette affaire. La dispute, comme on le sait, s'envenima après le retour de La Bourdonnais en Europe, et son incarcération à la Bastille. La plupart des pièces à l'aide desquelles j'ai tenté de reconstituer la fin de l'année 1746 portent la trace non équivoque de cette animosité; j'ai cherché, dans mon travail, à atténuer autant que possible le caractère de polémique que présentent ces matériaux, dont je me suis servi seulement pour en dégager les faits eux-mêmes, évitant de porter sur les personnages qui y ont eu part des jugements qui pourraient presque toujours prêter à la controverse.

Tout important que soit le lot de manuscrits anciens que je possède, il ne m'aurait pas suffi, et j'ai dû, pour en combler les lacunes, recourir aux bibliothèques et aux dépôts d'archives où il existe des pièces se rapportant à la Compagnie des Indes et à Dupleix. Je me suis peu à peu constitué un petit trésor de notes et de copies, à l'aide desquelles

j'ai travaillé exclusivement, ne me servant des ouvrages récemment publiés qu'à titre de renseignement et de contrôle. Non pas que je fasse fi des travaux de mes devanciers ; mais j'ai craint, en les suivant de trop près, de me laisser entraîner par leur style et par leurs idées, et, dût cet aveu paraître quelque peu présomptueux de ma part, j'ai voulu rester dégagé de toute influence contemporaine. A défaut d'autre mérite, mon travail aura celui d'avoir été composé entièrement d'après des documents de l'époque, dont l'authenticité ne peut pas faire de doute, pour la plupart manuscrits, et dont beaucoup sont écrits de la main de Dupleix lui-même.

J'ai indiqué ci-après les sources où j'ai trouvé les éléments de cette étude. Je ne puis avoir la prétention d'avoir tout vu ; et même, dans la nomenclature que je donne des documents qui m'ont passé sous les yeux, j'ai dû me borner à ne citer que les plus importants au point de vue de mon travail.

Le lecteur trouvera, à la fin du volume, un certain nombre de pièces justificatives, et quelques notes qui n'auraient pu trouver place dans le corps de l'ouvrage. Afin de ne pas surcharger outre mesure la publication et d'éviter les redites, j'ai restreint le choix que j'en ai fait presque exclusivement aux documents faisant partie de mes archives personnelles, et dont une bonne partie sont probablement inédits. En publiant ainsi ces pièces peu connues, si elle ne sont tout-à-fait

ignorées, je me suis proposé de faire partager au lecteur le plaisir que j'ai éprouvé moi-même à vivre *mon histoire en la retrouvant morceau par morceau dans ces anciens papiers dont le style conserve le cachet d'une époque disparue et d'un monde lointain, si différent du nôtre. J'ai fait une large part aux lettres de Dupleix, copiées sur les registres de minutes autographes que j'ai en ma possession.*

Il me reste encore un devoir à remplir, c'est d'adresser ici l'expression de ma très profonde reconnaissance aux personnes qui ont bien voulu se faire mes maîtres et mes guides, m'aider de leurs conseils, encourager mon travail et me donner les moyens matériels de le mener à bien, en dirigeant mes recherches dans les dédales des bibliothèques. C'est grâce à leurs bons offices et à leur bienveillant concours que j'ai pu réunir assez de matériaux pour baser un travail sérieux ; je les prie d'en agréer mes plus vifs remerciements. Les pierres sont belles et de bonne qualité ; si l'édifice laisse à désirer, la faute ne peut en incomber qu'à l'ouvrier qui les a mises en œuvre.

Guignicourt, le 1er Mai 1907.

PRINCIPAUX DOCUMENTS CONSULTÉS

Bibliothèque Nationale.

MANUSCRITS.

Ancien fonds français. Volumes 9333 à 9364 (Collection Margry).— 12086 et 12087.— 20158.— 9364. — Le volume 12086 contient (fol. 54-76) une relation du siège de Pondichéry ; le volume 9364 en renferme (fol. 231-240) une autre identique quant au fond, un peu différente dans la forme.

Nouvelles acquisitions françaises. Volumes 9144 à 9170. — Plus particulièrement les volumes 9144-9145-9146 (Lettres de la Compagnie des Indes).

IMPRIMÉS.

L H[4] 77 (Relation du siège de Pondichéry) V$_e$ 1694. — Pondichéry sauvé, poëme en 4 chants, par Morel de Lomer, Paris 1751. Je cite cet ouvrage pour la curiosité, car il n'a au point de vue de l'histoire qu'une valeur minime.

D'autres ouvrages anglais ou français publiés au XVIIIe siècle, dont la liste est trop longue pour la donner ici, et dans lesquels j'ai trouvé *passim* quelques renseignements.

Archives du Ministère des Affaires étrangères.

MANUSCRITS.

Asie, mémoires et documents, tome 12. Au fol. 146 à 177 : Lettre de Kerjean au maréchal de Noailles, datée du 2 mars 1750. — Au fol. 54 à 76, une relation du siège de Pondichéry identique à celle figurant au n° 12086 de la Bibliothèque nationale et mentionnée ci-dessus.

Archives du Ministère des Colonies.

MANUSCRITS.

Correspondance générale, Inde : *C² 81.* — Autographes ou copies anciennes de lettres échangées entre la Bourdonnais, Dupleix et différents autres personnages. Une partie de ces lettres a été imprimée, comme pièces justificatives aux « mémoires » que Dupleix et la Bourdonnais firent publier à l'occasion du procès de ce dernier. J'ai travaillé plutôt sur cet imprimé que je pouvais consulter tout à loisir, en possédant un exemplaire dans ma bibliothèque.

Correspondance générale, Inde C² 82. — Fol. 62 : Un plan manuscrit, où sont figurés les travaux d'approche de Boscawen contre Pondichéry (1).—

(1) C'est d'après ce document que j'ai dessiné le croquis dont le lecteur trouvera la reproduction dans le corps de ce volume.

Fol. 122 : Lettre de David à la Compagnie, du 28 mars 1748. — Une autre lettre du même à M. Rouillé, du 20 juillet 1748. — Fol. 145 : Lettre de M. de Lozier-Bouvet aux syndics et directeurs généraux, du 10 octobre 1748. — Fol. 154 : Correspondance de M. David avec l'Inde (18 lettres).

Bibliothèque de l'Arsenal.

MANUSCRITS.

5148. Fol. 12-13. — Plan de Goudelour et du Fort St-David.

6432. — Plan de Pondichéry.

Archives départementales de Seine-et-Oise.

MANUSCRITS.

E 3746-3762. — Je n'ai pas trouvé de pièces se rapportant à la période dans laquelle je me suis renfermé pour cette étude : je dois cependant signaler particulièrement ce dossier, qui est très important à cause des registres de minutes de la correspondance de Dupleix qu'il contient. Ces lettres sont toutes relatives à des évènements postérieurs à ceux dont je me suis occupé ici.

Bibliothèque de la Ville de Versailles.

MANUSCRITS.

526 (327 f). — J'y ai trouvé *passim,* quelques renseignements généraux.

Archives personnelles de l'Auteur.

Dupleix, *Série A.* — Registre de minutes des lettres de Dupleix. Ces registres commencent presque tous en juillet 1748 : ils sont écrits de sa propre main.

Série B. — Registres de copies de lettres de Dupleix, ou d'extraits de ses lettres (d'une main autre que la sienne).

Série C. — Expéditions de lettres de Dupleix. Une partie de ces lettres sont autographes.

Série D. — Documents relatifs aux princes indigènes. (Traductions de lettres adressées à Dupleix par les nababs, leurs ministres, ou les agents que Dupleix entretenait dans leur entourage.)

Bibliothèque personnelle de l'Auteur.

1. — *Mémoire pour le sieur de la Bourdonnais* avec les pièces justificatives : à Paris, de l'imprimerie de Delaguette, 1750 : un volume in-8°.

Supplément au mémoire du sieur de la Bourdonnais : à Paris, de l'imprimerie de Delaguette,

1751. — *Mémoire à consulter pour la famille du sieur Dupleix* : à Paris, de l'imprimerie d'Antoine Boudet, 1751.

Second mémoirè à consulter pour la famille du sieur Dupleix : à Paris, de l'imprimerie d'Antoine Boudet, 1757.

Ces trois mémoires sont reliés en un volume pareil et faisant Tome II avec le précédent.

2. — *Mémoires historiques de B. F. Mahé de la Bourdonnais*, gouverneur des îles de France et de Bourbon, recueillis et publiés par son petit-fils : Paris, Pélicier et Chatet, 1827, un volume in-12°.

3. — *Robert Orme* : A history of the military transactions of the British nation in Indostan, from the year 1745, etc..... by Robert Orme, esq. F. A. S. London, printed for F. Wingrave, successor to Mr Nourse, in the Strand. 1803. — Madras, reprinted by Pharoch and C°, Athœnœum Press, Mount Road, 1861, deux vol. in-8° de texte et un troisième de cartes et dessins.

4. — *Asiatic annual Register for the year 1802* (à la page 34 : An authentic account of the late admiral Boscawen, during the time he commanded in Coromandel, and of the transactions of the fleet and the army under his command). London, printed for J. Debrett, Piccadilly, and T. Cadwell jun. And W. Davies, Strand, 1803. — 1 vol. in-12.

5. — *M. J. Vinson* : Les Français dans l'Inde : extraits du journal d'Anandarangapoullé, courtier de la Compagnie française des Indes (1736-1748) traduit du tamoul par Julien Vinson, professeur à

l'École spéciale des langues orientales. Paris, Ernest Leroux, 1891.

6. — *Lettres édifiantes et curieuses* écrites des missions étrangères : Mémoires des Indes, tomes 7, 8, 9 ; à Lyon, chez Vernarel, libraire, et Et. Calvin et Cie, libraires, rue St-Dominique, n° 19, 1819.

7°. — *M. P. Cultru* : Dupleix, ses plans politiques, sa disgrâce. — Paris, Hachette, 1901.

Enfin, les ouvrages de MM. le colonel Malleson, Hamont, Bionne, etc., et une série de brochures, d'articles de journaux et de revues qu'il serait trop long de détailler ici.

INTRODUCTION

Il convient, avant d'entrer en matière, de rappeler sommairement les principaux évènements qui avaient contribué à mettre nos établissements dans les conditions où nous les trouvons, à l'époque que nous nous sommes fixée pour le début de cette étude.

Après avoir fait ses débuts à Chandernagor, comme conseiller, en 1720, Dupleix avait été, dix ans après, nommé directeur de ce comptoir. Il dépendait, dans ce poste, du gouverneur général de Pondichéry, qui était alors M. Dumas. En quelques années, il avait fait prospère l'établissement dont on lui avait confié la direction, en y créant un centre du commerce entre l'Inde et la Chine. En même temps qu'il rendait la vie à notre petit comptoir, dont les affaires étaient auparavant à peu près nulles, il s'amassait pour lui-même une fortune considérable, en armant à ses frais et pour son compte des bâtiments qu'il envoyait trafiquer aux îles de la Sonde et par delà le détroit de Malacca. Ces entreprises n'avaient pas été sans éveiller quelques susceptibilités, quand on les avait connues en France : mais comme les résultats en étaient favorables, les mémoires que Dupleix envoyait à la Direction de la Compagnie modifièrent facilement l'opinion en sa faveur ; et, en

1741, il fut désigné pour prendre, à la place de Dumas, le gouvernement de Pondichéry et la direction générale de tous les établissements de la Compagnie française dans l'Inde.

Il avait pris possession de son nouveau poste au mois d'octobre. C'était au lendemain d'une invasion des Marattes, qui venaient de dévaster toute la région : Chandasaheb, le nabab d'Arcate (1), avait été cerné et pris dans Trichinapaly par Ragogi Bhonsla, qui commandait à toutes ces hordes de pillards. Dumas avait donné asile dans Pondichéry à la famille du prince vaincu, qui s'était constamment montré l'ami sincère des Français tant qu'il avait été sur le trône, et avait répondu à toutes les sommations et à toutes les menaces du général maratte en lui montrant ses canons en batterie sur les mauvais remparts de la ville, remis en état à la hâte par l'ingénieur Cossigny. Cette attitude avait intimidé Ragogi, qui n'avait pas osé attaquer les Français.

Lorsqu'il ne resta plus rien à piller dans la région, les Marattes se décidèrent à retourner dans leurs montagnes, emportant leur butin et emmenant Chandasaheb, dont Ragogi espérait tirer une

(1) Le souverain de toute l'Inde était le Padischah ou Grand Mogol, empereur de Delhi, qui désignait pour administrer et gouverner en son nom le Dekan tout entier, un soubab ou lieutenant, son représentant direct dans le Sud de la presqu'île. Le titulaire de cette dignité était alors Nizam oul Moulk *(al Moulk, el Molouck)*. Le soubab déléguait lui-même ses pouvoirs, pour la province du Carnate, à un nabab ou gouverneur, qui résidait à Arcate.

forte rançon. Afin de pourvoir au gouvernement du Carnate, Nizam oul Moulk avait désigné, pour succéder à son père, le fils du nabab prisonnier, Sabder Ali Kan. Ce prince, trop jeune encore pour remplir convenablement sa charge, était placé sous la tutelle d'un vieux guerrier, Anwar-Oudin-Kan, chargé de maintenir l'ordre dans la province et surtout d'en faire rentrer les revenus. Cet état de choses dura peu : Sabder Ali Kan, attiré dans un guet-apens, périt bientôt assassiné, et sa succession échut à son honnête tuteur Anwar-Oudin-Kan. Ce prince demeura en bons rapports avec les Français, officiellement du moins. Peut-être les travaux qu'il voyait faire pour la défense de Pondichéry avaient-ils quelque influence sur l'attitude que la Cour d'Arcate observait vis-à-vis de nous.

Dupleix, ayant repris la place de Dumas, avait encore d'autres raisons fort graves pour travailler à mettre sa ville à l'abri d'une attaque. Dès les premiers jours de sa prise de commandement, des bruits d'une guerre probable entre l'Angleterre et la France avaient commencé à circuler, apportés par les vaisseaux venant d'Europe, et ces bruits prenaient, de mois en mois, plus de consistance. Il allait s'agir de résister, non plus aux armées du pays ou aux Marattes pillards, mais peut-être à des troupes européennes. Aussi Dupleix, enfreignant délibérément les instructions qui lui arrivaient de France, où les Directeurs de la Compagnie jugeaient mal de la situation réelle aux Indes, poussait les travaux avec la dernière activité, fai-

sant face aux dépenses par ses avances personnelles : si bien que lorsque la guerre éclata en 1744, la Direction de la Compagnie, inquiète pour tout de bon cette fois de ce qui allait arriver à ses établissements, apprit avec joie que Dupleix avait transgressé ses ordres, et que, grâce à cette désobéissance, Pondichéry était en état de se défendre.

La situation était réellement critique. Dupleix, obéissant aux dernières instructions reçues, qui étaient, pour cette fois, d'accord avec nos intérêts, avait écrit à M. Morse, le gouverneur anglais de Madras, pour arriver à conclure un traité assurant la neutralité entre les deux Compagnies de France et d'Angleterre. Mais les Anglais, qui avaient dans les mers de l'Inde une belle flotte de guerre, tandis que nous n'y avions pas un seul vaisseau sérieusement armé, n'entendaient pas de cette oreille. Dupleix n'obtint rien, et le commodore Barnet continua de courir les mers, capturant tous les bâtiments français qui lui tombaient sous la main, en attendant qu'il se présentât, avec son escadre renforcée, devant Pondichéry, pour le détruire.

Cependant La Bourdonnais, qui était alors gouverneur des îles de France et de Bourbon, avait reçu des ordres pour se porter au secours de l'Inde. Mais, par une inconséquence singulière, un autre ordre faisait rentrer en France la plupart des vaisseaux de guerre qu'il avait à sa disposition. De sorte que Dupleix, averti qu'il allait être secouru, apprenait en même temps que les moyens

matériels allaient manquer. Il envoya aussitôt, à tous risques, le dernier petit bâtiment qui lui restât en rade, avec des dépêches pour La Bourdonnais, l'informant de la situation précaire où il se trouvait.

Devant l'imminence du danger qui menaçait son collègue des Indes, dont il était encore à ce moment l'ami, La Bourdonnais fait des prodiges d'activité et d'énergie. On lui avait laissé huit ou dix bâtiments de commerce, et on lui avait envoyé de France l'*Achille*, de 70 canons. Il arme les bâtiments qui ne l'étaient pas, leur fournit des équipages, recrute des esclaves cafres pour en faire des soldats, et part avec une flotte. La tempête le rejette à la baie d'Antongil en démâtant ses vaisseaux : en six semaines il parvient à tout réparer, allant chercher à cinq ou six lieues dans les terres les bois nécessaires pour refaire ses gréements : puis, reprenant la mer le 1er juin 1746, il jette l'ancre à Mahé à la fin du même mois. Il apprend là que la flotte anglaise l'attend sur la côte du Coromandel, au large de Negapatam, pour lui barrer le passage. Les vaisseaux ennemis, portant tous du canon de 24, étaient bien plus forts en artillerie que les nôtres, qui n'avaient que du 8 et du 12. Ils étaient en mesure de bombarder Pondichéry avant l'arrivé de notre flotte : mais l'attitude du nabab Anwar-Oudin, qui s'était nettement déclaré pour nous, au cas où les ennemis nous tireraient un seul coup de canon, les en avait empêchés, et la flotte stationnait au mouil-

lage de Goudelour. On avait dû transporter à terre l'amiral Barnet, qui était mort au mois d'avril, et le commodore Peyton avait pris le commandement à sa place. Il continuait sa croisière, avec ses six vaisseaux et leurs deux cent soixante-dix bouches à feu.

Le 6 Juillet, la Bourdonnais se trouvait en vue de l'ennemi. Il manœuvrait de manière à arriver, s'il le pouvait, à l'abordage, comptant sur sa supériorité numérique en hommes pour compenser son infériorité en artillerie. Les Anglais, au contraire, se tenaient à distance et accablaient nos vaisseaux de leurs boulets de gros calibre. Une canonnade furieuse s'engagea vers quatre heures du soir, et dura jusqu'à la nuit.

La Bourdonnais devait s'attendre à soutenir, le lendemain matin, un nouveau combat. Les Anglais étaient parvenus à garder l'avantage du vent, et nos vaisseaux avaient fortement souffert du feu de la veille. Mais les leurs n'étaient pas indemmes, et, quoi qu'il n'en laissât rien paraître, la joie de La Bourdonnais fut grande lorsqu'au lever du jour il vit Peyton lui refuser la bataille, se diriger vers le Sud, et lui laisser le champ libre. Il en profita pour cingler au plus tôt sur Pondichéry, où il arriva le lendemain daus la soirée.

Son premier soin fut de s'aboucher avec Dupleix, et, tandis qu'on remettait les navires en état, de dresser avec lui le plan des opérations ultérieures.

Après des hésitations et des pourparlers, dans

lesquels perçait déjà, entre ces deux hommes amis jusque là, le germe de la mésintelligence qui devait causer plus tard de si grands malheurs à nos affaires et à eux-mêmes, il fut décidé que la flotte chercherait à s'emparer de Madras. La place de Pondichéry prêtait, pour mettre l'armement des vaisseaux sur un pied suffisant, près de quatre-vingts canons, qu'on embarqua sans délai.

Avant de se décider à tenter l'aventure, La Bourdonnais voulut s'assurer que la flotte anglaise ne viendrait pas prendre la sienne à dos, pendant qu'il attaquerait la place. Il fit donc voile, non pour Madras, mais pour Negapatam où il comptait se renseigner sur les faits et gestes de Peyton. Les vaisseaux anglais étaient revenus dans ces parages : mais ils n'acceptèrent pas la bataille que les Français leur offraient, et disparurent définitivement pour gagner Ceylan. La Bourdonnais s'en revint à Pondichéry.

Il y reste jusqu'au 15 août, et après des tergiversations et des discussions qui s'accordent mal avec le tempérament d'un homme aussi énergique et aussi décidé, envoie, sans lui, la flotte se présenter devant Madras.

Le Gouverneur Morse s'attendait à une attaque sérieuse, et dans cette prévision il avait cherché à mettre Anwar-Oudin dans ses intérêts : mais, comme il avait commis la faute essentielle de ne pas confier à son envoyé les présents d'usage pour « le vieil avaritieux », celui-ci avait fait la sourde oreille. Au reste, Dupleix avait paré d'avance le

coup, en faisant savoir au nabab que si les Français s'emparaient de Madras, ce serait pour lui remettre la ville à lui-même. Nous avions donc, de ce côté, une sécurité complète.

La Porte Barré, qui remplaçait la Bourdonnais, ne prit pas la responsabilité d'attaquer sans son chef. Il s'en revint quelques jours après, ramenant à Pondichéry deux petits bâtiments qu'il avait capturés en route. Le 15 septembre seulement, l'Amiral, prenant cette fois le commandement, fit voile pour tenter l'attaque décisive.

Le 16 et le 17, les Français mettent à terre les hommes et les canons, et viennent occuper, à l'Ouest de la Ville Noire, le jardin du gouverneur, où ils élèvent des batteries. Deux sorties de la garnison sont successivement repoussées. Le 18, le feu est ouvert sur terre et sur mer ; et dès le 19, les Anglais proposent de traiter ; après quarante-huit heures de négociations, le gouverneur rend à discrétion la place à La Bourdonnais, le 21 septembre dans l'après-midi.

C'est ici que commence l'ère des sérieuses difficultés entre La Bourdonnais et le Conseil de Pondichéry. La Bourdonnais soutient que son droit de conquête met la ville prise à sa disposition entière et sans contrôle. Il refuse, en conséquence, de la remettre aux représentants du Conseil de Pondichéry, envoyés par Dupleix, et va même jusqu'à les faire mettre en prison ; puis, comprenant qu'il est allé trop loin, écrit à Dupleix pour lui proposer de lui remettre la ville, s'il

s'engage à garantir l'exécution des clauses pour lesquelles il dit s'être engagé personnellement d'honneur avec le Gouverneur Anglais.

Nous ne pouvons pas insister ici avec détails sur ce qui se passa, dans ces quelques jours, entre l'Amiral et le Gouverneur de Pondichéry. Toujours est-il que les pourparlers, plus ou moins aigres, pour ne pas dire davantage, de part et d'autre, avaient duré jusqu'aux premiers jours d'octobre ; c'est ici que nous allons entrer complètement dans notre sujet.

I

LE DÉPART DE LA BOURDONNAIS

Le 29 octobre 1746, La Bourdonnais avait fait voile et gagné le large pour ne plus jamais revenir au Coromandel.

A la suite des graves dissentiments qui avaient éclaté entre Dupleix et lui, la croisière de nos vaisseaux devant Madras s'était prolongée au-delà des limites que la prudence commandait de ne pas dépasser. La Bourdonnais avait retardé de jour en jour la remise de la place à son rival. Soit qu'il voulût seulement affirmer son droit de conquête, en exigeant de Dupleix et de son conseil la ratification des articles du traité qu'il avait conclu avec les Anglais de sa propre autorité, soit qu'il eût d'autres motifs moins désintéressés de ne pas s'éloigner encore, il s'était obstiné à rester devant Madras avec ses vaisseaux, sur lesquels il avait fait embarquer une partie des troupes avec lesquelles il s'était emparé de cette ville. A une époque de l'année où le changement de mousson amène presque toujours, dans ces parages, des coups de vent soudains et d'une extrême violence, c'était jouer gros jeu : l'événement se chargea de le prouver. Dans la nuit du 13 au 14 octobre un ouragan que rien n'avait fait prévoir s'éleva tout à coup. Les vaisseaux, surpris, n'eurent que le

temps de lever l'ancre et de gagner la haute mer, pour n'être pas jetés à la côte.

Lorsque la tempête fut calmée, on vit revenir successivement ce qui restait de l'escadre, dans un état lamentable. Le *Bourbon* et le *Neptune* avaient tous leurs mâts brisés, ils avaient dû jeter à la mer presque toute leur artillerie ; l'*Achille*, qui avait été de tous le moins maltraité, était rentré n'ayant plus que son mât de misaine, et avait sacrifié tous ses canons pour ne pas couler bas ; la *Princesse-Marie* s'était mise à la côte pour sauver son équipage ; le *Phénix* avait disparu, le *Duc d'Orléans* avait sombré à six lieues au large, à quelques encâblures de l'*Achille* qui n'avait pas pu lui porter secours ; on n'en put sauver que six hommes. La *Marie-Gertrude* et un autre petit bâtiment qu'on avait récemment pris aux Anglais s'étaient perdus corps et biens, et de toutes les embarcations de la rade, il n'en restait pas une. Le désastre était aussi complet qu'irrémédiable.

Heureusement, Pondichéry avait été épargné par le coup de vent qui avait fait tant de ravages à Madras. Dupleix, informé par une lettre de La Bourdonnais des malheurs qui venaient d'arriver, lui répondait le 17 octobre, que les navires qu'il avait dans sa rade étaient indemnes, et qu'il faisait en toute hâte charger sur le *Lys* des ancres, des agrès et du matériel pour l'envoyer au plus tôt tout le long de la côte afin de porter secours aux bâtiments désemparés qu'il pourrait rencontrer sur son chemin.

Quatre des navires de La Bourdonnais se trouvaient à Pondichéry au moment de la tempête : c'étaient le *Saint-Louis*, commandant Béard, et le *Lys*, commandant de Boisquenay ; le *Sumatra*, qui n'avait pas pris part à l'expédition de Madras, et la *Renommée*, que l'on chargeait de biscuit pour ravitailler l'escadre. Le *Saint-Louis* et le *Lys* étaient venus prendre à Pondichéry des cargaisons pour l'Europe, et devaient partir dès que les réparations urgentes auraient été faites à bord.

Il y avait encore dans la rade trois autres bâtiments récemment arrivés d'Europe sous le commandement de M. Dordelin Cette escadre, qui avait touché à Mahé vers la mi-septembre, avait paru devant Pondichéry le 8 octobre, apportant de France des nouvelles et des instructions pour le Gouverneur et pour le Conseil. Elle était composée du *Centaure*, de 70 canons, monté par Dordelin ; du *Brillant*, de 50 canons, commandant du Dézert ; et du *Mars*, de 25 canons, commandant Gardin du Brossay. Les vaisseaux étaient en bon état ; mais les équipages arrivaient fort éprouvés par la traversée. Plus de deux cents malades du *Centaure* et du *Brillant* avaient été mis à terre.

A la suite de la tempête, nos forces navales se trouvaient réduites à ces quelques navires et à l'*Achille*, que La Bourdonnais espérait pouvoir remettre en état de naviguer.

Le *Bourbon* et le *Neptune* avaient été mis en trop mauvais point pour qu'on pût de longtemps

en tirer parti. Il en était de même de la *Princesse-Marie* qu'on avait déséchouée, mais qui, non plus que la *Renommée*, ne pouvait plus servir que pour assurer, par le beau temps, les communications entre Pondichéry et Madras.

Prolonger le séjour de nos vaisseaux sur la côte eût été maintenant une folie ; c'était exposer de gaieté de cœur tout ce qui nous en restait à une nouvelle catastrophe, et la tempête du 13 nous avait déjà coûté suffisamment cher.

La Bourdonnais avait posé, comme condition absolue de la remise de Madras au Conseil de Pondichéry, la reconnaissance du traité de rançon, pour lequel il avait, disait-il, engagé sa parole d'honneur au gouverneur anglais, M. Morse. Cette convention stipulait la remise de la place conquise à ses anciens possesseurs, contre une rançon représentée par des billets payables à des échéances plus ou moins éloignées. Dupleix et son Conseil avaient, à cet égard, des vues entièrement opposées. Ils estimaient, d'autre part, que La Bourdonnais avait excédé ses pouvoirs, et n'avait pas le droit de conclure à lui seul et de son propre chef, un arrangement avec les Anglais pour un établissement de terre. Une correspondance des plus aigres avait été échangée, et des incidents de la dernière violence s'étaient produits entre l'amiral et les représentants du Conseil de Pondichéry envoyés par Dupleix pour prendre possession de Madras au nom de la Compagnie. Les rapports entre les deux rivaux s'étaient cependant un peu

détendus quelques jours après : un moyen terme avait été proposé, et, le 12 octobre, La Bourdonnais avait écrit à Dupleix en lui parlant de son départ :

« Monsieur, dès qu'il ne s'agit plus de manquer « à ma parole, je me détermine aisément. M. Des- « prémenil vient de me répondre que vous tien- « driez les articles de la capitulation de Madrast : « à ces conditions je ne vous aurai jamais assez « tôt remis cette place, pour que vous en tiriez ce « qui vous revient par le traité. Si vous y faites « du changement, je ne réponds pas qu'ils soient « acceptés. C'est donc, Monsieur, aux conditions « de n'y rien changer que vous pourrez envoyer « vos vaisseaux et vos troupes dans le *Centaure*, « et je vais vous rendre Madrast. Je le quitterai « avec un grand plaisir, dès que vous et le Conseil « aurez signé le traité et les derniers articles, que « je vous envoie par un exprès. Sitôt que je les « aurai reçus, j'appareille, et vous êtes le maître. »

Après le désastre du 13 octobre, l'état de nos forces navales ne permettait plus de différer le départ. L'Amiral et le Gouverneur sont d'accord sur ce point, et se préoccupent chacun de leur côté de la destination la plus convenable à donner aux vaisseaux.

La Bourdonnais veut les emmener se radouber dans quelque port du Malabar, et en repartir aussitôt pour courir sus aux Anglais et leur livrer bataille. Il écrit à Pondichéry pour exposer son plan, et réclame, pour l'exécuter, des hommes et

de nouveaux canons. Dupleix et son Conseil, qui avaient la responsabilité des établissements de la Compagnie, devaient envisager les choses à un point de vue tout autre, et avoir égard, avant tout, à la sécurité de nos possessions : de ce côté encore, le Gouverneur et l'Amiral ne s'accordaient en aucune façon. On ne pouvait pas non plus admettre à Pondichéry la prétention que La Bourdonnais avait émise de donner, seul et sans consulter le Conseil, des ordres aux vaisseaux qui venaient d'arriver. Les instructions que Dordelin avait apportées étaient catégoriques, et le mettaient, lui et ses collègues, à la disposition du Gouvernement de Pondichéry. C'était une cause de conflit de plus, ajoutée à toutes celles qui existaient déjà.

Avant de rien décider, il était essentiel de connaître au juste quelles étaient les forces navales des Anglais, et l'endroit où elles stationnaient pour le moment Dupleix et son Conseil en étaient réduits, à cet égard, à des conjectures tout à fait vagues

Après le combat qu'il avait livré au mois de juillet précédent à l'amiral Peyton, La Bourdonnais n'avait pas jugé à propos de continuer à le poursuivre.

L'infériorité de nos vaisseaux sur ceux des Anglais au point de vue de la marche lui faisait craindre de ne pas pouvoir les rejoindre, et il avait d'ailleurs hâte de remettre à Pondichéry les

fonds et les papiers importants qui lui avaient été confiés.

Il était venu y mouiller dès le 9, et après s'être ravitaillé, en était reparti le 4 août pour Negapatam, espérant trouver là quelques nouvelles de la flotte ennemie.

Les vaisseaux français, contrariés par les vents, n'y parvinrent qu'après treize jours d'une traversée fatigante. A peine étaient-ils arrivés en rade qu'on signalait au large six navires anglais. Les nôtres appareillèrent aussitôt pour se porter à leur rencontre. Après quarante-huit heures de manœuvres au cours desquelles l'adversaire lui refusa par deux fois le combat, La Bourdonnais eut le chagrin de le voir, le 19 à midi, nous gagner de vitesse et disparaître sans retour.

On reçut quelques jours après à Negapatam des renseignements qui apprirent que la flotte de Peyton avait pris la direction de Ceylan pour rentrer probablement à Trincomali. La Bourdonnais ne disposait pas de moyens suffisants pour aller l'y bloquer. Il pouvait d'autant moins le risquer, que le bruit courait de l'arrivée prochaine de deux bâtiments de guerre venant d'Europe et amenant aux Indes l'amiral Griffin.

Depuis cette époque on n'avait pas eu d'autres nouvelles jusqu'à la mi-septembre. Des informations parvenues à Karikal annonçaient que vers le 15 de ce mois, des embarcations de Ceylan avaient eu connaissance des vaisseaux anglais dans les parages de Batticaloa (sur la côte Sud-

Est de l'île). Le *Centaure* avait aussi rencontré dans ces mêmes eaux, lorsqu'il y était passé, des navires suspects se dirigeant vers le Sud, ce qui avait obligé son commandant, en conséquence des ordres qu'il avait reçus, à s'écarter de sa route. Ces divers renseignements semblaient indiquer que Peyton, après avoir pris à Trincomali le temps strictement nécessaire pour remettre ses vaisseaux en état, s'était dirigé sur Batavia ou sur Bombay ; mais rien n'était venu confirmer plus positivement cette supposition ; les derniers avis parvenus de Mahé tendaient au contraire à l'infirmer.

Le Conseil restait dans l'incertitude la plus complète. On savait seulement, par une lettre que La Bourdonnais avait écrite le 30 septembre, qu'une pièce avait été trouvée dans les papiers du gouverneur de Madras, dans laquelle il était question du rendez-vous donné aux vaisseaux de Peyton et à ceux de Griffin. Mais La Bourdonnais avait jalousement gardé le secret sur son contenu. Ce ne fut que le 20 octobre qu'il se rendit aux instances personnelles et pressantes de Dupleix, et qu'il voulut bien lui faire connaître, par « un petit papier confidentiel » que la flotte anglaise devait se trouver, soit à Mergui (1), soit au Bengale.

C'était enfin là une donnée précise, qui permettait de prendre une décision en connaissance de cause ; le difficile allait être de faire accepter à

(1) L'archipel et la rade de Mergui, sur la côte Ouest de la presqu'île indo-chinoise, par 11° de latitude Nord.

La Bourdonnais ce que le Conseil aurait délibéré. Il n'y paraissait pas disposé, et continuait de prétendre avoir seul qualité pour donner des ordres aux vaisseaux, même aux derniers arrivés.

Dès que La Bourdonnais avait appris qu'ils avaient jeté l'ancre en rade de Pondichéry, il s'était hâté d'écrire à chacun de leurs commandants une lettre personnelle, pour leur signifier la Commission du Roi dont il était porteur, et l'autorité qu'il prétendait avoir sur eux, à l'exclusion du Conseil et du Gouverneur. Il leur avait prescrit de reprendre la mer du 20 au 26, et de venir le rejoindre devant Madras, pour recevoir de lui des instructions sur lesquelles il ne s'expliquait pas davantage. Une seconde lettre, envoyée le 13 octobre, insistait encore sur ces premières injonctions.

Dordelin et ses collègues, qui apportaient d'Europe des ordres positifs, aux termes desquels ils devaient se mettre à la disposition du Gouvernement de Pondichéry, se trouvèrent embarrassés. Ils répondirent le 15 à La Bourdonnais, pour lui exposer leur situation : « Ils (les ordres de la « Compagnie) portent que nous devons suivre de « point en point ceux qui nous seront donnés par « M. Dupleix et le Conseil supérieur de Pondi- « chéry ; c'est donc à eux à nous prescrire la « conduite que nous devons tenir en cette occa- « sion. »

La réponse n'était pas du goût de La Bourdonnais. Il renvoya immédiatement aux capitaines une

sommation d'avoir à lui obéir, et de venir sans délai le rejoindre à Madras. Il écrivait en même temps une autre lettre au Conseil, dans laquelle il revendiquait, dans les termes les plus vifs, le commandement sans contrôle de tous les navires de la Compagnie.

Les pauvres capitaines se trouvaient de la sorte pris entre l'enclume et le marteau. Leur perplexité était d'autant plus grande que l'esprit de décision ne paraît pas avoir été une de leurs qualités dominantes. D'une part, La Bourdonnais était bien réellement porteur d'une commission du Roi. L'étendue des pouvoirs qu'elle lui donnait pouvait être discutée ; mais elle ne lui en conférait pas moins la direction des opérations sur mer ; de plus, cet homme exerçait sur eux une fascination singulière, qui s'expliquait assez par l'énergie dont il avait fait preuve en mainte circonstance critique, et par le succès qui avait couronné ses entreprises les plus follement audacieuses. D'un autre côté, Dupleix commandait également pour le Roi dans l'Inde, et les papiers d'Europe, que Dordelin lui-même avait apportés, le mettaient, lui et ses vaisseaux, à la disposition du Conseil supérieur.

Comme les ordres du Conseil et ceux de La Bourdonnais concordaient pour prescrire à l'escadre d'appareiller aussitôt, et que la pénurie de chelingues et de petites embarcations retardait l'embarquement des vivres et des approvisionnements indispensables pour reprendre la croisière, les capitaines crurent se tirer momentanément

d'embarras, en écrivant à l'amiral, le 17 octobre, pour lui affirmer toute leur bonne volonté, et s'excuser sur les circonstances où ils se trouvaient de ne pas se rendre immédiatement à son appel.

Mais celui-ci n'était pas dupe de ce faux-fuyant. Il n'entendait pas laisser discuter un seul instant le droit qu'il s'attribuait de commander seul aux vaisseaux ; il continua de leur envoyer ordres sur ordres de venir le rejoindre à Madras ; il n'y était naturellement question ni du Gouverneur, ni du Conseil, auquel La Bourdonnais notifiait simplement, le 20 octobre, les mesures qu'il avait décidées.

Le *Saint-Louis* et le *Lys* devaient se rendre à Achem, munis de passeports anglais, prévus par un article de la capitulation de Madras, et dont ils devaient faire usage dans le cas où ils auraient rencontré en route, ou bien dans cette rade, des vaisseaux de guerre ennemis. La mauvaise saison passée, c'est-à-dire vers la fin de décembre, ils devaient revenir à Palliacate, y prendre les marchandises provenant de Madras et les porter aux Iles.

La Bourdonnais partait de sa personne avec l'*Achille*, le *Mars*, le *Brillant* et le *Centaure* pour la côte du Malabar. Il comptait y réparer complètement l'*Achille*, dont le gréement n'avait pu être refait qu'imparfaitement, profiter de son séjour dans un des ports de la côte pour acheter et armer les navires qu'il pourrait y trouver et repartir avec son escadre ainsi renforcée pour « faire quelque bon coup. »

La *Renommée*, le *Sumatra*, la *Princesse-Marie* et le *Neptune* étaient laissés à Pondichéry. Les deux premiers devaient être chargés immédiatement et envoyés aux Iles, où les deux autres les auraient rejoints après avoir été réparés. Ces quatre navires attendraient ensuite à Port-Louis le retour du *Saint-Louis* et du *Lys*, pour partir avec eux à destination de France.

En même temps qu'il envoyait au Conseil l'exposé de ce plan, La Bourdonnais faisait parvenir aux capitaines des ordres en conséquence, et sur un ton qui n'admettait ni réplique, ni discussion. Il leur était enjoint de réclamer à Dupleix tous les hommes qui avaient été débarqués, et de se tenir prêts à appareiller avant la pleine lune, soit pour rallier l'*Achille* à Madras, si le vent soufflait du Sud, soit pour le rencontrer en mer, si la brise du Nord lui permettait de venir au-devant d'eux.

Le « bon coup à faire », que ce fût une bataille à livrer sur mer aux Anglais, ou un coup de main à risquer sur un de leurs établissements, devait tenter l'esprit audacieux et entreprenant de La Bourdonnais. Un nouveau succès l'eût couvert de gloire, l'eût rendu le maître incontesté des mers de l'Inde et aurait donné à la nation française un immense prestige. Son plan était d'ailleurs parfaitement conçu, et de l'aveu même des Anglais, aurait eu beaucoup de chances de réussite.

Mais Dupleix et son Conseil se trouvaient exposés à des dangers dont l'amiral ne s'était

préoccupé en aucune manière. Pour exécuter ses projets, il lui fallait de nouveaux canons ; il avait compté sur ceux qu'on lui fournirait encore de Pondichéry pour remplacer l'artillerie que l'*Achille* avait dû jeter à la mer, et pour mettre celle des autres navires sur un pied qui leur permît d'affronter sans désavantage les vaisseaux anglais. Il se trouvait qu'à présent Dupleix allait avoir à défendre deux places au lieu d'une, et que leurs garnisons pouvaient avoir sur les bras, d'un moment à l'autre, toute l'armée du nabab Anwar-Oudin-Kan. Ce prince l'avait envoyée camper à proximité de Madras, sous les ordres de son fils Maphouz-Kan ; et à l'instigation des agents que les Anglais entretenaient dans son entourage, il commençait à réclamer sur un ton de plus en plus menaçant l'exécution de la promesse qu'on lui avait faite de le mettre en possession de la ville, aussitôt qu'elle aurait été prise par les Français. Il ne restait plus au Gouverneur que juste assez de canons pour le tenir en respect s'il s'avisait de nous attaquer : car il avait déjà prêté à la flotte, pour l'expédition de Madras, soixante-douze bouches à feu dont vingt-quatre de gros calibre, et quatre mortiers. Une grande partie de ce matériel avait été engloutie pendant la tempête : de sorte que même en utilisant les canons qu'on avait trouvés dans la place conquise, et ceux du *Bourbon* et du *Neptune*, qui avaient été désarmés, comme étant hors d'état de tenir la mer, on n'avait encore que le strict néces-

saire pour mettre nos deux établissements à couvert d'une attaque.

La sécurité des vaisseaux que La Bourdonnais envoyait seuls à Achem avec les passeports signés du gouverneur anglais de Madras ne semblait pas non plus suffisamment assurée. Dupleix et le Conseil de Pondichéry n'attribuaient aux papiers qui devaient les sauvegarder qu'une efficacité discutable : car des exemples antérieurs avaient montré que les capitaines des navires de guerre anglais faisaient peu de cas de ces sortes de conventions, et trouvaient facilement d'excellentes raisons pour n'en pas tenir compte.

Aussi lorsque Dordelin et ses collègues, obéissant aux ordres de La Bourdonnais, demandèrent que l'on renforçât leurs navires en hommes et en artillerie, le Conseil se contenta de leur répondre par une délibération laconique : « Acte de la pré-« sente requête. — Le Conseil continuera de « travailler à l'expédition des vaisseaux. — Fait « au Conseil, le 26 octobre 1746. »

On avait tenu le 22 une réunion à laquelle Dordelin, de Penlan, de Boisquenay et Béard étaient convoqués pour être entendus. A la suite de cette séance, le Conseil décida de s'en tenir aux mesures qui avaient été précédemment adoptées, et de les faire mettre à exécution le plus tôt possible. Les ordres en conséquence furent rédigés et remis à Dordelin.

Tous les vaisseaux disponibles devaient partir ensemble pour Achem, sous le commandement de

ce capitaine. On lui laissait l'initiative du parti à prendre, au cas où des navires de guerre anglais lui seraient signalés. Si la rade d'Achem était libre, il devait y mouiller, et entrer aussitôt en pourparlers avec le roi du pays, tout d'abord pour se procurer des vivres. Ce premier point réglé, M. Miran, conseiller de Pondichéry, qui avait été embarqué tout exprès pour conduire cette négociation, devait présenter ses réclamations pour le règlement d'anciens comptes, et notamment d'une indemnité pour la perte du *Favori*, capturé le 5 avril 1744 par le commodore Peyton dans une rade neutre. M. Miran devait également s'efforcer d'obtenir du Roi la continuation de cette neutralité.

On devait profiter du séjour de nos vaisseaux dans ces parages pour y surveiller les allées et venues des navires anglais, notamment au débouché du détroit de Malacca ; visiter les bâtiments suspects, et rapporter à Pondichéry les lettres et les papiers qu'on pourrait y avoir saisis.

Enfin, lorsque la saison dangereuse aurait pris fin, c'est-à-dire vers le 25 décembre, les vaisseaux avaient ordre de revenir à Palliacate, et de faire, en y arrivant, des signaux dont le détail était minutieusement indiqué.

Ces ordres étaient placés sous pli cacheté, et Dordelin ne devait en prendre connaissance qu'une fois en pleine mer.

Les capitaines se trouvaient de plus en plus embarrassés. Ils avaient tous reçu de La Bour-

donnais, au nom du Roi, l'ordre de venir le rejoindre à Madras, après avoir complété au moyen des ressources de Pondichéry, leurs équipages et leur armement. Au nom du Roi également, le Conseil les envoyait à une destination qu'il ne leur faisait même pas connaître, en se refusant catégoriquement à leur fournir ni un homme, ni un canon ; et la lettre qui accompagnait l'ordre cacheté n'était pas conçue en termes moins catégorique que celle de La Bourdonnais :

« Vous n'ignorez pas les pouvoirs de M. le « Gouverneur général : vous connaissez ceux du « Conseil dans des cas semblables : c'est donc en « conséquence que nous vous ordonnons, au nom « du Roi, de la Nation et de la Compagnie, d'exé- « cuter à la lettre les ordres dont vous êtes « porteurs, et d'appareiller sur le champ. »

Devant cette mise en demeure, Dordelin ne pouvait qu'obéir. Il mit donc à la voile ; sitôt qu'il eut gagné quelques lieues au large, il ouvrit les plis qui lui avaient été remis, et convoqua les autres capitaines à son bord pour leur en communiquer le contenu. Après discussion, il fut décidé que les vaisseaux rejoindraient tout d'abord La Bourdonnais, et une lettre fut rédigée pour exposer au Conseil les raisons qui avaient engagé à prendre ce parti :

« Qu'il vous plaise de considérer que nos repré- « sentations sont justes : et que notre escadre est « bien inférieure en artillerie et en tout à celle de

« M. Peyton : raisons qui nous engagent à aller « trouver M. de La Bourdonnais s'il est possible, « ou revenir ici si nous ne le rencontrons pas. « Nous sommes, etc..... Signé : Dordelin, Gardin « du Brossay, de Boisquenay, Béard et de « Chantoiseau. »

Cependant, La Bourdonnais avait si activement poussé les réparations de l'*Achille*, qu'il l'avait remis en état de naviguer. Une grande parade eut lieu à Madras dans la matinée du 23 octobre, à l'occasion de la remise officielle du commandement de la place à Duval d'Espréménil, qui devait en prendre le gouvernement. Pendant la cérémonie, le vent se mit à souffler avec violence ; l'*Achille* fut obligé de prendre le large pour ne pas être jeté à la côte. Ce fut dans une mauvaise barque que La Bourdonnais dut rejoindre son bord, au milieu de la tourmente ; il prit aussitôt la direction de Pondichéry.

Le 26, ses vigies lui signalèrent cinq bâtiments faisant route vers le Nord. C'était Dordelin qui se rendait à Madras. Après s'être fait montrer les ordres donnés par le Conseil de Pondichéry, l'amiral enjoignit aux capitaines de n'en pas tenir compte et de le suivre. Ceux-ci ne demandaient pas mieux ; le voisinage des canons de l'*Achille* et surtout la présence de La Bourdonnais, qui exerçait sur eux un ascendant extraordinaire, les rassurait. Le lendemain, les six bâtiments étaient revenus devant Pondichéry.

« Quoique je fusse en droit, écrit La Bourdon-

« nais dans ses Mémoires, de reprocher à ces « messieurs de Pondichéry la manière dont on « agissait avec moi, je me contentai de leur faire « connaître que la lettre adressée aux capitaines, « et si injurieuse pour moi, m'avait été remise. « *Je ne vous dirai rien, ajoutais-je, de la façon « dont j'y suis traité. Je n'ai que le temps de vous « parler du service du Roi et de la Compagnie. Si « l'envie de commander me dévorait, ainsi qu'on « cherche à le faire penser, je prendrais le parti « qui me conviendrait, puisque les capitaines des « vaisseaux sont du sentiment de suivre mes ordres. « Mais je me fais honneur, dans cette occasion, « de sacrifier tous mes droits et mon amour-« propre au bien de l'État. Vous voulez commander « jusqu'aux vaisseaux : j'y consens : et pour mon-« trer mon zèle pour le vrai bien, je vais suivre votre « plan, en tâchant moi-même de gagner Achem, « après que j'aurai joint la* Renommée, *qui nous « apporte notre pain. Si je peux me raccommoder « à Achem, et me mettre en état navigable, je re-« viens avec vos cinq vaisseaux et je ferai tout ce « que je pourrai pour l'honneur de la Nation, en « suivant même vos arrangements. Si, au contraire, « je ne puis attraper Achem, je ferai route pour « les Iles, et je vous renverrai votre escadre, pour « laquelle je vous avoue que je crains beaucoup. « Si cette docilité fait souffrir mon amour-propre, « elle fera au moins honneur à ma façon de pen-« ser, en montrant que je préfère le bien de la « Nation à tout ce qui m'est particulier.* »

« Avant que de faire partir cette lettre, j'eus « l'attention de la communiquer aux capitaines « des cinq vaisseaux qui me représentèrent que « suivant ma lettre, j'allais encore les laisser aux « ordres de M. Dupleix et du Conseil, s'il arrivait « que le mauvais état de mon vaisseau m'empê- « chât de les accompagner jusqu'à Achem. Sur « ces représentations, il fut tenu un conseil de « guerre à bord de l'*Achille* où il fut décidé, de « l'avis de tous les officiers, que les cinq vais- « seaux le *Centaure*, le *Mars*, le *Brillant*, le *St-* « *Louis* et le *Lys*, armés comme ils étaient, « n'étaient plus en état de résister à l'escadre « anglaise, en quelque état qu'elle fût, par rapport « à la différence du canon, et à la supériorité de « la marche ».

En envoyant à Dupleix une copie de la délibération des capitaines, La Bourdonnais insistait encore auprès de lui pour obtenir des canons et des hommes, et reprendre son projet d'aller au Malabar. Le temps était mauvais, et l'amiral ne jugea pas à propos de descendre à terre, prétextant les craintes qu'il avait d'être arrêté s'il venait à Pondichéry. Dupleix, de son côté, ne voulut ni aller à bord, ni même y envoyer un membre du Conseil. Il maintint, dans leur intégrité, toutes les dispositions qui avaient été ordonnées.

La Bourdonnais, comprenant que rien ne ferait fléchir désormais la résistance de Dupleix et de son Conseil, et peut-être se rendant compte lui-

même, sans vouloir l'avouer, des raisons sur lesquelles cette résistance était appuyée, se résigne à renoncer définitivement à ses projets, et à se diriger sur Achem :

« Lorsque j'eus inutilement épuisé tous les « moyens imaginables de leur faire entendre « raison, je n'eus plus qu'un parti à prendre : ce « parti fut de céder : et ce qui contribua le plus « à m'y déterminer, fut la disposition où parais- « saient être ces messieurs, de profiter des « vaisseaux en janvier 1747, pour envoyer, « disaient-ils, en Europe, quatre ou cinq belles « cargaisons dont la Compagnie avait très grand « besoin. Je craignais beaucoup qu'on ne me « reprochât d'avoir fait manquer un envoi que les « circonstances rendaient si intéressant. D'un « autre côté, je considérais que l'escadre n'ayant « ni assez d'artillerie, ni des équipages suffisants, « ni des vivres convenables, il m'était impossible « de faire aucune entreprise utile, surtout tant que « M. Dupleix et son Conseil viendraient me contre- « carrer en tout ».

Dupleix fut informé de la décision prise par l'amiral par une lettre personnelle, qui fut portée à terre par un des officiers de l'*Achille* et qui lui parvint à onze heures du soir. Il remit séance tenante sa réponse, en approuvant les mesures que La Bourdonnais se proposait de prendre, et en l'informant de celles qu'il comptait prendre de son côté pour donner satisfaction aux demandes qui lui étaient adressées.

Au reçu du pli que lui rapportait son envoyé, La Bourdonnais expédie à terre un dernier billet pour le Gouverneur, et dans la matinée du 29 octobre, il prend définitivement le large.

L'infériorité de la marche de l'*Achille*, du *Sumatra* et du *Lys* sur celle des autres vaisseaux, faisait prévoir qu'à moins de circonstances exceptionnellement favorables, l'escadre pourrait difficilement rester groupée pendant toute la traversée, et que peut être même elle n'arriverait pas tout entière à destination. Dès le lendemain du départ, des instructions très détaillées furent données par La Bourdonnais aux commandants des vaisseaux en prévision de cette éventualité : elles réglaient les signaux à échanger ainsi que la conduite à tenir dans les diverses circonstances où l'on pourrait se trouver, et se terminaient par un ordre absolu et formel aux commandants du *Centaure,* du *Mars*, du *Brillant* et du *Saint-Louis*, d'avoir à rallier, quoi qu'il pût arriver, l'île de France pour le 15 mars, et de quitter à cet effet la côte de Coromandel, à la fin de janvier 1747. Cent cinquante hommes, pris dans l'équipage de l'*Achille*, furent envoyés à bord de ces quatre navires pour en renforcer le personnel : et les commandants du *Mars* et du *Saint-Louis* reçurent les deux passeports de Madras pour en faire usage le cas échéant.

Comme il était à craindre, l'escadre se trouva bientôt séparée en deux. L'*Achille*, le *Sumatra* et le *Lys* restèrent en arrière, et malgré tous les efforts perdirent de vue les autres vaisseaux. Après

avoir lutté quelque temps contre le vent, La Bourdonnais, désespérant de les rejoindre, et craignant d'exposer ses trois navires écloppés aux risques d'une nouvelle tempête. se détermina à faire route pour l'île de France, où il arriva le 10 décembre.

Il y trouva le nouveau Gouverneur, M. David, qui lui communiqua les instructions qu'il avait reçues à son endroit. La Bourdonnais était investi du commandement des vaisseaux qui repartaient pour l'Europe. Il reprit aussitôt la mer avec l'*Achille* et cinq autres vaisseaux qu'il devait ramener en France. Dans les parages du cap de Bonne-Espérance, une tempête les dispersa, et trois navires seulement purent rallier le vaisseau-amiral. Il fallut ensuite éviter les croisières anglaises qui sillonnaient à ce moment l'Atlantique. Malgré quelques chaudes alertes, La Bourdonnais eut la bonne fortune d'y parvenir, et d'amener les quatre bâtiments qui lui restaient jusqu'à la Martinique, où ils attendirent une escorte de vaisseaux du Roi qu'on leur envoyait de France. L'amiral, de sa personne, avait pris passage sur un vaisseau hollandais pour rentrer en Europe.

Pendant ce temps, Dordelin avait continué sa route dans l'Est. Comme Griffin avait quitté Achem depuis quelque temps avec ses deux navires pour rallier Peyton dans l'Hoogly, les Français trouvèrent la rade complètement libre lorsqu'ils y jetèrent l'ancre le 6 décembre après cinq semaines de la plus pénible traversée.

II

LA BATAILLE DE SAINT-THOMÉ

Le départ de La Bourdonnais avec l'escadre rendait à Dupleix l'autorité pleine et entière sur Madras, comme sur les autres établissements de la Compagnie. Il n'y avait plus à craindre aucune contestation à ce sujet ; mais la situation restait difficile à bien des égards.

L'éventualité d'une scission dans le commandement, et d'une guerre ouverte entre les partisans de l'un ou de l'autre des prétendants à l'autorité, se trouvait écartée par l'éloignement de La Bourdonnais. Mais il subsistait, à la suite des incidents qui venaient de se produire, un état d'esprit fâcheux parmi les officiers et les employés, des germes de division et de secrètes jalousies qui parfois s'étaient fait jour. Les officiers de la marine et ceux des troupes de terre venus de l'Ile de France ne se soumettaient pas sans répugnance aux ordres de ceux qu'ils considéraient avec dédain comme des marchands. De plus, l'indulgence calculée avec laquelle La Bourdonnais avait traité les Anglais, avait créé entre eux et certains de nos agents des relations de nature à gêner leur action et à semer la discorde dans notre personnel. Cet état de choses n'était guère favorable à nos affaires, et pouvait avoir pour l'avenir les plus graves inconvénients.

Un danger d'un autre ordre, et non moins sérieux, menaçait notre nouvelle conquête. C'était l'intervention du nabab Anwar-Oudin-Kan contre nous. Au début de l'expédition de Madras, ce prince avait vu d'un mauvais œil les préparatifs qu'on faisait à Pondichéry. A l'instigation des Anglais, il avait même adressé à La Bourdonnais une sommation d'avoir à retirer les troupes qu'il avait débarquées, sous peine d'encourir son ressentiment. La Bourdonnais lui avait répondu sur un ton hautain, lui déclarant que c'était une affaire entre les Anglais et le Roi de France; qu'il n'avait d'ordres à recevoir que de son souverain, et que si l'armée du nabab voulait venir l'attaquer, il l'attendait de pied ferme. Dupleix avait approuvé la teneur de cette lettre : mais d'autre part, jugeant que si les Français venaient à avoir sur les bras une armée indigène avant qu'ils ne se fussent rendus maîtres de Madras, le succès de l'expédition risquait d'être compromis, il entama personnellement des négociations avec le nabab, de manière à gagner du temps : il lui fit entendre qu'il ne cherchait à s'emparer de la ville que pour exercer des représailles contre les Anglais qui avaient capturé plusieurs de nos vaisseaux, et qu'il la remettrait aux généraux maures aussitôt qu'il l'aurait en sa possession. Dans sa pensée, il il comptait d'ailleurs la démanteler entièrement avant de la leur rendre, s'il était forcé d'en venir à s'exécuter sur ce point. La prudence la plus élémentaire le lui commandait, car il était par-

faitement certain qu'Anwar-Oudin n'aurait rien de plus pressé que de la revendre, à beaux deniers comptants, à ses anciens possesseurs, et il fallait que ceux-ci ne retrouvassent plus qu'un établissement sans défense et sans valeur militaire.

Il est difficile de dire dans quelle mesure Dupleix comptait tenir l'engagement de remettre Madras au nabab : mais quoi qu'il en fût, la promesse avait été faite : les Français étaient maintenant les maîtres dans la place, et Anwar-Oudin attendait toujours le moment d'en être mis en possession. La question du traité de rançon, qui restait en suspens, empêchait de pouvoir y songer pour le moment, et nos ennemis exploitaient habilement la situation, en insinuant au nabab que les prétendues difficultés qui s'étaient élevées entre l'amiral et le gouverneur de Pondichéry n'étaient qu'une comédie imaginée par Dupleix pour avoir un prétexte de se soustraire à l'engagement qu'il avait pris. De plus en plus mécontent, Anwar-Oudin avait rassemblé dix mille hommes commandés par son fils Maphouz-Kan. Cette armée vint s'installer sous les murs de Madras, dans le but d'occuper la place si on la remettait de bonne grâce, ou de s'en emparer par la force si les Français tardaient à la livrer. Les bandes de soldats du nabab venaient journellement rôder jusque sous le canon des remparts. Ce voisinage facilitait singulièrement les menées des Anglais, qui continuaient d'entretenir des intelligences avec la cour d'Arcate, et même avec celle du Mogol. La crainte

de nos armes retenait encore les chefs de l'armée maure : ils hésitaient à affronter des soldats capables d'avoir pris en quelques jours une place aussi bien défendue que l'était Madras, et commandés par un homme tel que La Bourdonnais. Mais leurs sentiments à notre égard étaient profondément hostiles : les Anglais restés dans Madras ne cessaient d'exciter les généraux à prendre l'offensive, et l'insolence des soldats qui se répandaient par groupes de plus en plus nombreux dans les campagnes environnantes, faisait présager que l'orage allait éclater un jour ou l'autre.

Ce fut dans ces conjonctures que d'Espréménil prit possession de son commandement, le 23 octobre. Il devait être secondé par un Conseil provincial composé d'officiers ou d'employés choisis pour une moitié par La Bourdonnais, pour l'autre par Dupleix. La Bourdonnais, avant de partir, avait désigné pour remplir ces fonctions, M. Desjardins, ainsi que son propre frère, Mahé de la Villebague. Ce dernier avait reçu en outre le commandement de la *Princesse Marie*, qui restait dans la rade. Dupleix avait proposé ce poste à MM. Barthélemy et du Laurens ; le second ayant refusé on le remplaça par M. Bruyère, et on adjoignit à ces deux conseillers M. Gosse, sous-marchand de la Compagnie, et comme ses deux collègues, membre du Conseil de Pondichéry.

Tous trois s'étaient mis en route pour Madras, quelques heures après le départ de La Bourdonnais. Tout alla fort bien jusqu'aux environs de

Saint-Thomé : mais là, les voyageurs se trouvèrent environnés tout à coup d'une nuée de cavaliers de Maphouz-Kan. Barthélemy, Bruyère et Gosse réussirent à leur échapper : il n'en fut pas de même de M. Panon, ingénieur, qui se rendait aussi à Madras pour y prendre la direction des travaux de fortification. Les Maures, après l'avoir arrêté, n'osèrent cependant pas le garder et le laissèrent aller au bout de quelques heures, en le chargeant d'informer ses compatriotes que tout Français qui s'aventurerait dans le pays serait dorénavant fait prisonnier de guerre.

Cet acte d'hostilité ouverte, accompli le jour même du départ de La Bourdonnais, marquait avec évidence l'intention qu'avaient les ennemis de nous attaquer, en profitant de l'embarras où ils supposaient qu'allait nous jeter le changement de gouverneur. Cette arrestation n'avait pas été le fait de quelques pillards isolés : c'était une insolence préméditée, équivalent à une déclaration de guerre : il était clair qu'un conflit armé allait s'ensuivre à brève échéance.

Il entrait dans les vues de Dupleix de laisser à Maphouz-Kan toute l'initiative de la provocation. En cherchant à se rendre maître par la force de la place, qu'on ne leur avait, à la vérité, pas encore remise malgré la promesse faite, mais qu'on n'avait pas non plus refusé de leur livrer quand les circonstances l'auraient permis. les Maures déchiraient eux-mêmes le pacte conclu, et déliaient le Gouverneur de ses engagements vis-à-vis d'eux.

Aussi, les instructions données à d'Espréménil portaient d'éviter à tout prix le moindre semblant d'hostilité de notre part ; de ne plus laisser de détachements dans la campagne, et tout en observant attentivement les faits et gestes des ennemis, de conserver une attitude strictement défensive dans la place et ses abords immédiats.

En même temps qu'il faisait arrêter les Français, Maphouz-Kan avait envoyé un ambassadeur à Madras. Cet homme, reçu par d'Espréménil, lui tint un fort long discours, où il était question de la promesse faite par Dupleix, et du droit que son maître tenait de ce chef, d'occuper Madras. Il terminait en disant que le nabab était décidé à soutenir ses prétentions par la force, dans le cas où on ne lui donnerait pas satisfaction. Cette démarche, ainsi que l'arrivée dans le pays de soldats maures de plus en plus nombreux, à Saint-Thomé et aux environs, faisait prévoir que les ennemis ne tarderaient guère à nous attaquer ouvertement.

Pour se conformer aux ordres de modération qu'il avait reçus de Pondichéry, d'Espréménil voulut tenter encore de négocier. Il fit sortir de Madras, le 27 octobre, une escorte de cinquante cipayes, pour accompagner MM. Gosse, conseiller, et Kerjean, le neveu de Dupleix. Ces deux messieurs avaient mission d'obtenir du général maure des explications sur les procédés dont il usait vis-à-vis des Français, et de lui demander la mise en liberté de M. de Bury, fils du major général de

Pondichéry, qu'il avait fait arrêter quelques jours auparavant.

A peine nos envoyés étaient-ils sortis de la ville, qu'ils se trouvèrent cernés, eux et leur escorte, par une troupe de cavaliers. On les dépouilla de tous leurs effets ; puis les cipayes furent renvoyés à Madras, après avoir subi les pires traitements. Quant aux deux Français, ils furent amenés à St-Thomé, où on les mit en présence d'un des lieutenants de Maphouz-Kan. Celui-ci se plaignit à eux du manque d'égards avec lequel d'Espréménil avait traité l'ambassadeur de son maître. Ce personnage n'avait, disait-il, reçu, ni à son arrivée, ni à son départ, les honneurs auxquels lui donnait droit sa qualité, non plus que les présents qu'il est d'usage d'offrir en pareille circonstance. Le nabab en avait été fort irrité : les ordres qu'il avait donnés d'agir comme on le faisait à l'égard des Français ne l'avaient été qu'en représailles de cette réception injurieuse, et des paroles hautaines par lesquelles d'Espréménil avait répondu à l'envoyé. Le souverain du Carnate, Anwar-Oudin, voulait d'ailleurs de gré ou de force, être mis en possession de Madras, et Maphouz-Kan, parti d'Arcate avec une armée et des canons, était prêt à réaliser ce dessein, si Dupleix ne voulait pas tenir sa promesse de bonne grâce.

On apprit en effet à Madras, quelques jours après, que le gros des troupes maures avec leur général, s'était rapproché. Les prisonniers français, amenés devant Maphouz-Kan, furent reçus avec

distinction ; ce prince leur proposa de régler avec eux la question de Madras ; mais, sur le refus catégorique opposé par nos deux envoyés, ils furent gardés captifs, tandis que l'armée ennemie continuait sa marche vers la ville.

La situation se tendait de plus en plus. Un siège en règle était imminent. D'Espréménil, malade, ne se sentant pas la force d'en affronter la fatigue, préféra remettre le commandement à son second en rang dans le Conseil, M. Barthélemy, et s'embarqua dans une chelingue, pour gagner Pondichéry, dans la nuit du 27 octobre.

Il nous faut ici mentionner un incident qui se produisit alors, et qui, insignifiant en lui-même, a cependant son intérêt pour l'histoire ultérieure de Dupleix, parce qu'il explique comment Barthélemy, qui avait été jusque là pour lui un collaborateur dévoué, vint plus tard se ranger parmi ses ennemis.

En prévision des complications graves qui pouvaient se produire d'un instant à l'autre, Dupleix aurait voulu avoir à Madras un homme sûr et énergique, capable de réprimer avec vigueur les menées des Anglais et des Arméniens (1) restés dans la ville, dont les relations avec les assiégeants étaient notoires. Il fallait aussi que ce chef fût à

(1) Cette dénomination d' « Arméniens » employée dans tous les documents de l'époque, s'applique à une catégorie de négociants ou de banquiers, généralement de race parsie, qui avait à peu près monopolisé le grand commerce dans toute l'Inde.

même de diriger en rase campagne les opérations de la guerre qui n'allait sans doute pas tarder à éclater. Ni d'Espréménil, ni Barthélemy n'en étaient capables. Barthélemy, très entendu en matière d'administration, n'inspirait au Gouverneur, au point de vue militaire, qu'une médiocre confiance. De plus, les rapports qu'il avait eus avec les Anglais, du temps de La Bourdonnais, étaient de nature à paralyser l'autorité qu'il lui fallait prendre sur eux dans les circonstances présentes, et à lui rendre difficile l'application des mesures de rigueur auxquelles il serait indubitablement nécessaire de recourir contre eux, en raison de leur attitude et des évènements. Dupleix avait songé à le remplacer par Paradis (1).

C'était incontestablement un de ses officiers les plus braves et les plus capables. Dupleix l'aurait nommé dès le premier jour commandant de Madras, s'il n'avait pas eu à ménager la susceptibilité de La Bourdonnais et de ses officiers des Iles : La Bourdonnais parti, il décida de l'y

(1) Il est permis de croire que Dupleix n'avait pas beaucoup plus de confiance en d'Espréménil qu'en Barthélemy. La maladie que le premier donna comme raison, pour appuyer sa demande de rentrer à Pondichéry, arrivant à point nommé, paraît assez singulière. Ne peut-on supposer que Dupleix ait demandé à d'Espréménil, qui était le gendre de Mme Dupleix, de céder sa place à un officier qu'il trouvait plus apte à se tirer d'affaire, et que celui-ci, par déférence pour son quasi beau-père, ait acquiescé à ce désir en prenant le premier prétexte venu ?

envoyer, tout au moins comme second de la place (1).

Tant que Barthélemy conservait son poste, il ne pouvait pas être question de ce changement, pour des raisons d'ancienneté de service et de préséance. Dupleix cherchait donc un moyen de le rappeler à Pondichéry, sans toutefois lui retirer brutalement ses fonctions, et en ménageant autant que possible l'amour-propre d'un homme qui avait rendu, somme toute, d'excellents services. Il écrivit à ce sujet à d'Espréménil une lettre confidentielle, en le priant d'agir discrètement sur Barthélemy, et de l'amener à demander spontanément à quitter Madras.

La fatalité voulut que cette lettre parvînt à Madras le lendemain même du départ de d'Espréménil, et ce fut Barthélemy en personne qui la décacheta. Bien qu'elle ne contînt aucun terme blessant à son égard, il n'en fut pas moins extrêmement blessé des doutes que Dupleix élevait sur ses aptitudes à diriger des opérations militaires, et surtout du choix de l'homme sur lequel

(1) Paradis était un officier de fortune. D'origine suisse, il était parti tenter la chance aux colonies, et avait débuté par les modestes fonctions d'arpenteur, aux Iles de France et de Bourbon. Vers 1740, lorsque l'ingénieur Cossigny fut envoyé dans l'Inde pour inspecter et compléter les fortifications de nos comptoirs, il l'accompagna pour collaborer, sous sa direction, à leur réfection. Il était revenu à Pondichéry avec La Bourdonnais, en qualité d'ingénieur. Il avait gagné la confiance de Dupleix qui l'avait gardé près de lui, comptant utiliser ses connaissances professionnelles et l'activité qu'il lui connaissait.

il avait jeté les yeux pour le remplacer. Car l'avancement qu'on avait donné à Paradis, qui était d'origine étrangère, et avait débuté dans des emplois qui n'avaient rien de militaire, avait soulevé contre lui, dans le corps des officiers et dans celui des employés de la Compagnie, des jalousies très accentuées. Dans les circonstances présentes, Barthélemy ne voulut pas montrer son irritation : il conserva son poste, et se prépara pour une vigoureuse défense.

La ville de Madras s'étendait, à cette époque, sur une longueur de côtes d'une demi-lieue. La partie méridionale, dénommée « Ville Blanche », renfermait les établissements de la Compagnie anglaise, les maisons de ses employés, et le Fort Saint-George qui servait de citadelle et de réduit. Elle était protégée du côté de la terre par une ceinture de remparts dont la rivière Montaron baignait le pied. Ce cours d'eau formait, vers l'Ouest, une île sur laquelle on avait construit des ouvrages. Leur feu battait un terrain plat et découvert, s'étendant vers le Sud-Est jusqu'à une lagune, ancien bras de la rivière dont les marées et les vents avaient obstrué l'embouchure dans la mer. Il y avait là une digue de sable de peu de largeur couverte d'eau à la marée haute : cet endroit était appelé « la Bouée de Barre ».

Au Nord de la « Ville Blanche », la « Ville Noire » occupait un carré d'environ cinq cents mètres de côté.

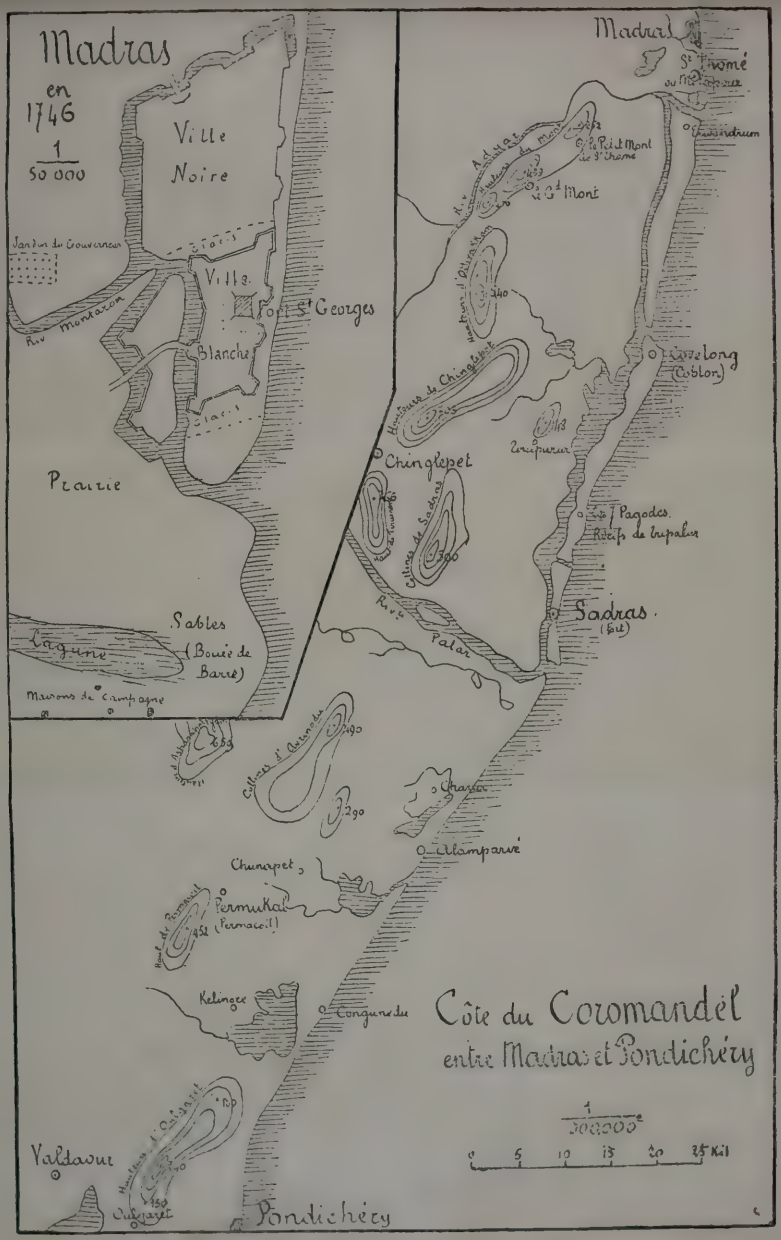
Elle s'appuyait au Sud sur les remparts de la

« Ville Blanche » : les faces nord et ouest en étaient protégées par une muraille assez mal construite, garnie de batteries, et couverte vers l'extérieur par un autre bras du Montaron dont l'embouchure était ensablée comme celle du bras du Sud.

A quelques milles au sud-ouest, sur les collines, les Anglais avaient construit des maisons de plaisance. Cette agglomération de villas qu'on appelait « le Mont », s'étendait sur un assez grand espace. D'autres villas étaient aussi disséminées, çà et là, dans la campagne environnante. La plus importante était celle du gouverneur, placée au milieu d'un grand jardin sur la rive gauche du Montaron, et dans l'angle qu'il formait à une portée de canon du rempart ouest de la Ville noire.

Tous ces alentours étaient au pouvoir de l'ennemi, qui interceptait les communications par terre avec Pondichéry. Les troupes françaises, rentrées dans la place, ne montraient aux Maures ni soldats, ni canons. L'insolence des gens de Maphouz-Kan s'en accrut. Le lendemain du départ de d'Espréménil, ils vinrent, par bravade, défiler au pied des remparts, à une demi portée du boulet.

Ils possédaient, grâce aux Anglais, les renseignements les plus détaillés sur les dispositions prises dans la ville. L'ancien commandant des troupes noires au service de la Compagnie d'Angleterre les avait rejoints. Ce chef, auquel s'étaient


Madras
en
1746
1
50 000
Ville
Noire
Jardin du Gouverneur
Glacis
Ville
Fort St Georges
Riv. Montaron
Blanche
Glacis
Prairie
Sables
(Bouée de
Barre)
Lagune
Maisons de Campagne
Madras
St Thomé
Le Petit Mont
de St Thomé
Gd Mont
Riv. Adyar
Hauteurs d'Ottiskam
Hauteurs de Chinglepet
Covelong
(Coblon)
Chinglepet
Pagodes.
Récifs de trupalur
Collines de Sadras
Sadras.
(Fort)
Riv. Palar
Collines d'Avenadu
Chunapet
Permukal
(Permacoil)
Kelinore
Congunedu
Côte du Coromandel
entre Madras et Pondichéry
1
500,000
0 5 10 15 20 25 Kil
Valdaour
Hauteurs d'Oulgaret
Oulgaret
Pondichéry

ralliés des paliagares (1), des cipayes et des pions qu'il avait eu autrefois sous ses ordres et qui s'étaient dispersés lors de la capitulation, connaissait à merveille les points faibles de la défense ; il avait acquis, au service des Européens, quelques notions de tactique. Nous l'avions malheureusement laissé échapper ; et son concours, aussi bien que les intelligences qu'il entretenait avec les Anglais de la place, était précieux pour nos adversaires.

Cet homme avait fait prévaloir, dans les conseils de Maphouz-Kan, un plan d'attaque analogue à celui qu'avait naguère adopté La Bourdonnais. Comme il avait vu, lors de la reddition, enclouer tous les canons qui défendaient la Ville Noire et que l'enceinte était facile à escalader de ce côté, ce fut par là qu'il conseilla de chercher à pénétrer dans la place. La lagune qui gênait l'accès du pied de la muraille pouvait être facilement mise à sec ; il suffisait de donner un écoulement à l'eau vers la mer, en coupant un des bancs de sable qui l'en séparaient. On abaissait ainsi le niveau du Montaron ; la marée montante remplaçait l'eau douce par de l'eau saumâtre, et comme les Maures tenaient la source qui alimen-

(1) C'étaient de petits princes du pays, possesseurs d'une forteresse ou deux et de quelques troupes. Ils étaient constamment en guerre les uns contre les autres, ou contre le nabab leur suzerain, et louaient leurs services à un parti ou à un autre, suivant l'avantage qu'ils comptaient pouvoir en tirer.

tait par ailleurs la ville, les assiégés se trouvaient du même coup exposés aux privations de la soif.

Maphouz-Kan fit en conséquence occuper la Bouée de Barre, et entasser, dans le jardin du Gouverneur, en face du point qu'il avait choisi pour donner l'assaut, des fascines, des échelles et tout le matériel d'escalade.

Barthélemy, instruit à temps de ce qui se préparait, fit aussitôt prévenir M. de la Villebague d'avoir à débarquer les canons de la *Princesse-Marie* pour en armer les batteries de la Ville Noire, dont la garnison fut renforcée de 450 hommes. Une cinquantaine d'Anglais, soupçonnés d'entretenir des relations avec les assiégeants, furent appréhendés au corps et incarcérés. S'étant mis ainsi à l'abri d'une surprise, le commandant attendit les évènements.

Les ennemis s'évertuèrent d'abord à déboucher le fond de la lagune à la Bouée de Barre. Les détachements que les Français envoyaient contre eux sur ce point mettaient aussitôt les travailleurs en fuite ; mais dès que nos colonnes étaient rentrées, ils revenaient à l'ouvrage, si bien qu'en peu de temps la saignée était faite et que l'eau, dans les fossés, avait baissé de moitié. La soif commençait à se faire sentir dans la ville, et cet état de choses ne pouvait pas durer plus longtemps.

Barthélemy, comptant sur la terreur qu'inspirait aux Maures le seul bruit du canon, donna l'ordre à l'un des bastions de la Ville Blanche de tirer à poudre sur les ouvriers, afin de les disperser.

Ces détonations furent prises, dans les batteries du reste des remparts, pour un signal. Tous les canons de l'enceinte firent feu en même temps. Les Maures se croyaient en pleine sécurité dans le jardin du Gouverneur et aux environs, persuadés qu'ils étaient qu'il n'y avait pas dans la Ville Noire une seule pièce en état de tirer. Ils furent couverts à l'improviste d'une grêle de boulets. Il n'en fallait pas tant pour les faire fuir en désordre. Maphouz-Kan eut quelque peine à rallier son monde, et s'en fut camper au Nord-Ouest de la ville, hors de la portée du canon.

C'était maintenant la guerre ouverte. Au surplus, la situation de la place ne permettait plus d'hésiter ; les vivres se faisaient rares, l'eau potable manquait, et le soldat, énervé par sa longue inaction dans les postes des remparts, devenait difficile à contenir. Les officiers en corps étaient venus trouver Barthélemy ; ils demandaient à marcher, alléguant qu'il était de toute nécessité d'éloigner par un coup de vigueur les ennemis de la place afin de pouvoir la ravitailler. On pouvait espérer, en même temps, tirer de leurs mains Kerjean et Gosse, que l'on savait être encore aux environs, prisonniers des soldats de Maphouz-Kan.

M. de la Tour, capitaine des grenadiers, reçut, à la suite de cette démarche, l'ordre de faire une sortie avec 400 hommes. Il devait balayer le terrain autour de la ville, chasser les pillards qui l'occupaient, chercher à retrouver la trace de nos

compatriotes arrêtés, et les délivrer s'il était possible.

La Tour sortit de Madras le 2 novembre au lever du jour. On avait négligé de faire suivre le gros des troupes ennemies, lorsqu'elles avaient battu en retraite ; on ne savait pas au juste quelle direction elles avaient prises, de sorte qu'on ne les rencontra pas tout d'abord.

Le détachement avait parcouru toute la campagne au nord de la ville, sans y trouver autre chose que des maraudeurs isolés Dirigeant alors sa marche plus à l'ouest, La Tour se trouva bientôt en vue du camp où toute l'armée de Maphouz-Kan était réunie. Il y avait là une douzaine de mille hommes, cavaliers, fantassins et porteurs, entassés pêle-mêle, sans avoir pris la moindre précaution contre une attaque.

La Tour forma sa troupe en deux colonnes, pour marcher droit aux tentes qu'il apercevait. En le voyant s'approcher, les Maures sautèrent à cheval, se groupèrent par escadrons, et profitant de leur supériorité numérique, manœuvrèrent de manière à envelopper les Français. La Tour fit former le carré en mettant au centre les deux canons dont il disposait. Dès que les cavaliers de Maphouz-Kan furent à portée, l'infanterie s'écarta de droite et de gauche, démasquant les pièces ; et M. d'Ancy, qui commandait les artilleurs, fit ouvrir un feu nourri sur les assaillants.

Les premiers boulets, frappant dans la masse des Maures, culbutèrent plusieurs chevaux ;

l'élan du reste de la troupe s'arrêta tout net. Après une minute d'hésitation, pendant laquelle on put croire que les ennemis allaient tenir bon, ceux-ci, voyant que le feu des canons ne diminuait pas, et ne pouvant pas concevoir comment ils pouvaient tirer avec une pareille rapidité (1), s'ébranlèrent enfin et prirent la fuite dans toutes les directions, abandonnant leur camp et tout ce qui s'y trouvait. Nos soldats s'en emparèrent, le livrèrent au pillage et y mirent le feu.

Les pertes des Maures avaient été considérables : les nôtres étaient insignifiantes. La Tour rallia son monde, et reprit le chemin de Madras, rapportant deux étendards pris aux ennemis et ramenant quantité de bestiaux, de chevaux et de bêtes de somme. On avait trouvé dans le camp plusieurs pièces de canon : mais elles étaient en si mauvais état qu'on les jeta sur place dans un puits, après les avoir enclouées. Les soldats avaient découvert aussi des effets appartenant à Kerjean et à Gosse. Cela pouvait légitimer toutes les inquiétudes sur le sort des deux prisonniers, dont on n'avait pas retrouvé d'autre trace.

Cette défaite fit perdre à Maphouz-Kan son assurance, et les Anglais de Madras eurent peine à dissimuler leur désappointement de notre succès. Ils en furent d'autant plus marris qu'on avait pris

1. C'étaient des canons dits à « la Suédoise » et qui pouvaient tirer, si l'on en croit les relations de l'époque, jusqu'à vingt coups par minute. — Voir à la fin du volume une note à ce sujet.

dans la tente des principaux officiers maures des lettres fort compromettantes pour eux, et qui dévoilaient avec évidence le rôle qu'ils avaient joué et la part qu'avaient eue leurs intrigues dans tout ce qui venait de se passer.

Maphouz-Kan avait reculé encore. Il s'était établi, cette fois, à l'ouest de Madras, et assez loin, en se gardant avec un soin qui n'était guère dans les habitudes des armées du pays. La campagne était redevenue libre : la garnison se hâta d'en profiter pour faire rentrer tous les bestiaux et tous les vivres que l'on put découvrir.

Cependant Dupleix, instruit de ce qui se passait, et jugeant qu'il convenait d'infliger aux Maures une leçon sévère, avait mis en route, dans la nuit du 3 au 4 novembre, un détachement de 400 hommes, sous les ordres de Paradis. Un exprès avait été dépêché à Madras, pour avertir Barthélemy du départ de cette colonne et le prévenir d'envoyer, de son côté, des troupes, afin de prendre, s'il était possible, les ennemis entre deux feux.

Maphouz-Kan apprit bientôt qu'il était menacé d'une attaque venant de Pondichéry. Il porta aussitôt toutes ses forces sur la rivière Adyar, qui se jette dans la mer à Saint-Thomé, afin d'en occuper le passage avant que le détachement français n'y fût arrivé. Il s'établit près de cette ville, sur la rive Nord, mit en batterie ce qu'il possédait d'artillerie, et renforça par endroits sa ligne de défense de quelques palissades ou de levées de terre.

Paradis, qui croyait la garnison de Madras prévenue, supposait que son attaque allait être soutenue par d'autres troupes qui prendraient l'ennemi à revers. Après avoir reconnu la position des Maures, il franchit sans hésiter la rivière sous le feu de leurs mauvais canons : dès qu'il eut pris pied sur l'autre bord, il fit jouer sa mousqueterie, qui commença d'ébranler les troupes de Maphouz-Kan, et fonça dessus à la baïonnette au premier signe d'hésitation qu'il aperçut parmi elles. Cette charge, qui coûta beaucoup de monde aux ennemis, leur causa une telle épouvante que tout lâcha pied et s'enfuit devant la petite colonne française. Les soldats de Paradis se mirent à la poursuite des fuyards l'épée dans les reins, pénétrèrent derrière eux dans la ville de Saint-Thomé, et en firent un grand carnage. Maphouz-Kan, monté sur son éléphant de bataille qui portait le grand étendard du Carnate, avait pris la fuite dès qu'il avait vu plier ses troupes devant l'assaut furieux des Français.

La dépêche que Dupleix avait fait passer à Barthélemy était malheureusement arrivée trop tard : elle n'était parvenue à son destinataire que le matin même de l'action, à quatre heures. La Tour fut commandé en toute hâte pour venir appuyer Paradis. Mais, quelque diligence qu'il eût pu faire pour mettre sa colonne en route, il n'arriva sur le champ de bataille que pour voir les Français vainqueurs déboucher de Saint-Thomé à la poursuite des derniers fuyards. Si, comme Dupleix y comp-

tait, Barthélemy avait pu être prévenu quelques heures plus tôt, le détachement de La Tour aurait coupé toute retraite à l'ennemi pendant que Paradis l'attaquait de front et l'aurait sans aucun doute entièrement anéanti.

Les troupes de Pondichéry étaient fatiguées par la marche qu'elles avaient dû fournir, par le combat et par la poursuite. Paradis s'en remit à La Tour du soin d'occuper Saint-Thomé, et d'y détruire le matériel que les Maures y avaient abandonné. Lui-même rallia ses troupes dispersées, et se dirigea sur Madras, emmenant le bétail et les chevaux dont elles s'étaient emparées. La Tour, resté en arrière, s'occupa de faire brûler les affûts des canons qu'il trouva, et enclouer les pièces, qui furent jetées dans les puits, car elles étaient inutilisables. Mais ses officiers ne purent contenir les soldats, exaspérés par les privations qu'ils avaient endurées depuis plusieurs jours. Les troupes se débandèrent et mirent la ville au pillage, après avoir massacré encore bon nombre des ennemis qui s'étaient cachés dans les maisons. Le commandant dut intervenir de sa personne pour faire cesser le désordre. Ayant, à la fin, pu réunir son monde, il reprit le chemin de Madras, ramenant encore quelques chevaux et quelques bestiaux qu'il avait capturés aux environs.

Maphouz-Kan demeura terrifié par le résultat de cet engagement dans lequel une infime colonne française était venue à bout de son armée entière. Il ne voulut plus risquer d'avoir affaire à de pareils

adversaires, et se replia sur Arcate avec toutes ses forces, nous laissant complètement maîtres de la situation.

La retraite de ce prince était, en elle-même, un résultat matériel fort considérable. Mais la portée de la victoire de Paradis était bien plus grande encore, à cause même du petit nombre de troupes qui avait pris part au combat. Un demi-millier de Français avait mis en déroute des ennemis vingt fois plus nombreux et forcé de fuir honteusement le fils d'un prince auquel son grand âge, ses exploits devenus légendaires et ses incalculables richesses donnaient dans toute l'Inde méridionale une renommée immense. Le bruit d'un pareil événement allait atteindre les provinces les plus reculées de l'empire, parvenir jusqu'à la cour du Mogol lui-même, et provoquer partout un respect mêlé de crainte pour des soldats capables d'un pareil exploit et pour l'homme qui les commandait à son gré. Depuis la conquête de Madras, le prestige des Anglais était détruit : on les considérait comme une puissance inférieure, incapable de défendre ses possessions, et avec laquelle il n'y avait pas d'intérêt à traiter, puisque les Français étaient plus forts qu'eux. Maintenant, ces mêmes Français venaient de mettre en déroute le fils et le meilleur général d'Anwar-Oudin et de faire trembler sur son trône Anwar-Oudin lui-même : la gloire du gouverneur de Pondichéry et la réputation de ses armées allaient en être portées à leur comble.

Dupleix, qui connaissait son monde indigène, avait bien vu tout le parti qu'il pourrait tirer du succès de nos armes. Il ne négligea rien pour donner à sa victoire tout le retentissement possible, et pour la faire publier partout. Il écrivit lui-même à tous les nababs pour la leur annoncer, en accompagnant ses lettres, à la mode orientale, de présents en rapport avec la dignité du destinataire. Le gazetier de la cour de Delhi chantait ses louanges sur tous les tons, et les missives de félicitations que Dupleix reçut de tous côtés marquèrent assez l'impression produite au loin par ce premier choc d'une poignée de soldats européens contre une des innombrables, coûteuses et peu solides armées d'un potentat indigène.

Dupleix en tirait lui-même une révélation de sa propre force. Il vit dès lors clairement qu'il pouvait désormais prendre vis-à-vis des souverains dont il était officiellement le vassal, un autre ton que par le passé, et que les intérêts de la Compagnie pourraient trouver dans la crainte qu'inspiraient nos armes, une garantie plus efficace que les promesses péniblement obtenues, jamais accordées sans arrière-pensée par la diplomatie méfiante et cauteleuse des souverains du pays, qui étaient toujours prêts à reprendre d'une main ce qu'ils avaient donné de l'autre.

III

ANNULATION DE LA CAPITULATION DE MADRAS.

La victoire que Paradis venait de remporter donnait aux Français l'avantage important de couper court, pour le moment du moins, aux tentatives d'aggression des indigènes. Mais elle n'avançait en rien la réalisation du projet qui tenait le plus à cœur à Dupleix : profiter du succès remporté par La Bourdonnais à Madras pour se débarrasser complètement et définitivement du voisinage des Anglais sur la côte de Coromandel. Si La Bourdonnais, après s'être emparé de leur principal établissement, avait purement et simplement remis la ville au gouverneur et au Conseil de Pondichéry, au lieu de négocier de son propre chef pour en tirer une rançon dont le paiement n'était rien moins qu'assuré, quelques troupes, envoyées aussitôt sur le fort Saint-David, en auraient eu facilement raison, car la minime garnison qui l'occupait n'aurait pas pu résister longtemps ; Dupleix aurait fait tomber du coup le dernier refuge qui restât aux Anglais, et se serait assuré dans tout le pays une situation prépondérante sans rivaux et sans conteste. Aucune somme d'argent, si considérable qu'elle pût être, ne pouvait être mise en balance avec un pareil résultat, que Dupleix s'était cru au moment d'atteindre.

Malheureusement, ce qui s'était passé avait tout remis en question. L'occupation temporaire de Madras, dans les conditions que La Bourdonnais avait stipulées, ne procurait aux Français qu'un avantage illusoire ; et, de plus, nos ennemis avaient su profiter de la bienveillance tout au moins intempestive avec laquelle La Bourdonnais avait fermé les yeux sur leurs agissements pour faire passer à Saint-David une partie de leurs troupes, qui auraient dû rester prisonnières à Madras. L'hostilité d'Anwar-Oudin à notre égard n'était que le résultat de leurs machinations ; et si la leçon que Paradis venait d'infliger à l'armée de ce prince écartait momentanément le danger, elle ne l'avait pas supprimé. L'orage pouvait se reformer à la première occasion, et nos ennemis n'étaient pas gens à se faire scrupule de profiter des influences puissantes dont ils disposaient, grâce à une large rémunération, tant à Golconde qu'à Arcate, pour en faire bientôt naître une.

Dupleix était parfaitement décidé à ne rendre à aucun prix Madras aux Anglais. Nous n'examinerons pas ici quelle valeur pouvait avoir la capitulation signée par La Bourdonnais, ni dans quelle mesure Dupleix et le Conseil étaient tenus de l'exécuter. Quels avaient été les termes exacts de la promesse verbale faite par d'Espréménil, parlant au nom du Conseil, à l'amiral, de tenir à sa place, après son départ, la parole que celui-ci disait avoir engagée au gouverneur Morse ? Quelle était au juste la teneur de la convention écrite,

signée quelques jours après par les membres du Gouvernement de Pondichéry, à la suite de laquelle le départ des vaisseaux avait été décidé ? Doit-on s'en rapporter, pour le texte de cette pièce, à celui que La Bourdonnais produisit, quelques années plus tard, à l'occasion de son procès, ou à la rédaction, très différente, que lui en opposa Dupleix ?

Nous n'essaierons pas de résoudre ce problème ; et nous nous bornerons à faire observer que les circonstances ne permettaient pas à Dupleix de rendre Madras à ses anciens possesseurs, dans les conditions que ceux-ci prétendaient avoir été stipulées ; un tel acte équivalait à une trahison vis-à-vis de la Nation et de la Compagnie.

C'était, d'une part, donner nous-mêmes à nos ennemis des armes pour nous détruire, en leur rendant, sans autre compensation que le paiement plus ou moins problématique de la rançon, une place de guerre d'une importance au moins égale à celle de Pondichéry ; et de plus, c'était perdre, outre le bénéfice matériel de notre victoire, tout le prestige sur les indigènes et toute la sécurité que nous pouvions attendre dans l'avenir de nos succès récents ; car les nababs n'auraient pas manqué de regarder cette restitution comme un aveu d'infériorité, et comme la reconnaissance, par nous-mêmes, de notre propre déchéance vis-à-vis de nos adversaires. Les Anglais se seraient bien gardés de perdre une pareille occasion de relever leur influence ; et leurs menées à la cour

d'Anwar-Oudin et à celle de Nizam n'auraient pas manqué de déchaîner contre nous une nouvelle attaque si formidable, que le sort de tous nos établissements dans l'Inde pouvait en être compromis.

Au surplus, la conduite qu'avaient tenue les Anglais de Madras aurait suffi pour légitimer toutes les mesures de rigueur. Pas un instant leurs intelligences avec nos ennemis n'avaient cessé ; et la complicité de tous les principaux fonctionnaires de la Compagnie d'Angleterre avec les assaillants qui nous menaçaient du dehors était flagrante. On en avait eu vingt fois des preuves matérielles, tant par les rapports de nos espions que par les pièces écrites trouvées dans le butin dont nos soldats s'étaient emparés. C'était là un grave danger, auquel il était indispensable de parer au plus tôt par des mesures radicales propres à faire cesser cet état de choses.

La mission militaire que Dupleix avait confiée à Paradis n'était en réalité que le prétexte de son envoi à Madras. Ce qui restait à faire à cet officier, une fois arrivé dans la ville, était, aux yeux du Gouverneur, infiniment plus important. Il devait assumer la direction des affaires et les conduire de telle sorte que la possession tranquille et entière de notre conquête fût désormais assurée. Dupleix lui avait remis des lettres pour le Conseil provincial de Madras, et lui avait fait verbalement des recommandations très positives au sujet de la ligne de conduite qu'il aurait à tenir vis-à-vis de

Barthélemy, de certains membres du gouvernement dont la fermeté paraissait douteuse, et des Anglais eux-mêmes.

Aussitôt que Paradis fut arrivé, son premier soin fut d'aller trouver Barthélemy, pour lui communiquer les instructions qu'il apportait. Desjardins et Mahé de La Villebague, les deux conseillers qu'avait choisis La Bourdonnais, devaient être désormais tenus à l'écart des délibérations. Ces deux messieurs ne furent donc pas convoqués à la première conférence qui eut lieu, et à laquelle assistèrent seuls Barthélemy, Bruyère, et Friell, neveu de Madame Dupleix, envoyé de Pondichéry pour remplacer dans le Conseil M. Gosse, toujours prisonnier du nabab Anwar-Oudin.

Après avoir donné lecture des lettres de Dupleix, Paradis déclara qu'il fallait procéder à l'arrestation du gouverneur anglais et de son conseil, et mettre MM. de la Villebague et Desjardins en demeure de résigner leurs fonctions. A ces propositions, Barthélemy et Bruyère se récrièrent tout d'abord ; mais le premier, comprenant que Paradis ne faisait qu'exprimer la volonté formelle de Dupleix, n'osa pas prendre la responsabilité d'y résister, et donna finalement son acquiescement à la mesure qui frappait les deux conseillers ; son adhésion entraîna celle de Bruyère ; quant à Friell, il n'avait soulevé aucune objection.

Barthélemy n'avait cependant pas consenti à se charger de notifier aux deux intéressés la décision

qui les condamnait. Il déclara ne plus vouloir désormais s'occuper des affaires, en attendant qu'il eût obtenu de Pondichéry son rappel, qu'il allait demander immédiatement. Ce fut Paradis qui rédigea lui-même les lettres destinées à La Villebague et à Desjardins et qui les leur fit tenir.

Au reçu de cette communication, ces deux messieurs adressèrent au conseil de Madras, ainsi qu'à celui de Pondichéry, une vive protestation. Ils déclaraient en même temps se démettre de leurs fonctions, et réclamaient de Paradis la production d'ordres écrits qui pussent l'autoriser à user à leur égard d'un pareil procédé. Mais comme Dupleix n'avait donné à ce sujet que des instructions verbales, il ne fut pas possible de leur donner satisfaction sur ce point.

Barthélemy était fixé, par la lettre de Dupleix à d'Espréménil qu'il avait décachetée, sur les intentions de Dupleix à son égard. Il était décidé à ne pas rester plus longtemps à Madras, et attendait que les circonstances lui permissent de s'éloigner honorablement. La sécurité dont jouissait à présent la ville, à la suite de la défaite des Maures, rendait son départ possible, et ce départ volontaire lui évitait une disgrâce publique et humiliante. Il écrivit donc à Pondichéry, ainsi qu'il l'avait déclaré, pour demander son rappel, en donnant comme prétexte son mauvais état de santé, et, en attendant de recevoir la réponse à sa lettre, se considéra comme dégagé de toute obligation et de toute responsabilité, protestant qu'il

entendait rester étranger à tout ce qui allait se passer.

Dupleix comptait sur la retraite de Barthélemy pour pouvoir nommer Paradis au gouvernement de Madras. Il avait d'ores et déjà remis à cet officier une commission qui lui donnait le commandement de la garnison. Le 5 novembre, une revue de toutes les troupes fut passée à Madras, pour recevoir officiellement le nouveau commandant en cette qualité. Mais le choix qu'avait fait Dupleix ne plaisait pas au militaire, qui ne se souciait guère d'avoir à obéir à un officier qui n'avait pour lui ni la noblesse d'origine, ni l'ancienneté de service. L'aide-major de la garnison, chargé de prononcer la formule de reconnaissance, substitua au titre de « commandant des troupes » celui de « second de la place ». Il s'excusa ensuite de son erreur, sur ce qu'il avait mal entendu l'ordre qui lui avait été donné. Cette méprise amena dans le conseil un incident, soulevé par M. Bruyère, qui prétendait, en raison de son ancienneté, avoir droit à ce rang ; de sorte que cette bévue, sans aucun doute calculée, contribua encore à mettre la zizanie entre les conseillers. Par suite de la disgrâce de Desjardins et de La Villebague, le nombre de ceux-ci, se trouvait réduit à quatre : Barthélemy, qui ne voulait plus s'occuper de rien ; Paradis, Bruyère et Friell. Toutes ces discussions produisaient sur les Anglais et sur les indigènes l'impression la plus fâcheuse pour nous ; les détails que nous venons de rapporter donnent

une idée de l'état d'esprit qui régnait à Madras et des difficultés qu'il fallait surmonter pour y rétablir l'ordre et la discipline.

Sur ces entrefaites, Barthélemy avait reçu la réponse de Dupleix à la lettre qu'il lui avait écrite. Après avoir déclaré une fois de plus qu'il ne voulait avoir aucune part aux mesures qu'on allait prendre à l'égard des Anglais, et qu'il refusait de s'y associer à quelque degré que ce fût, il remit officiellement le gouvernement à Paradis et se prépara au départ. Bruyère, second en rang dans le Conseil, voulut élever une protestation contre la nomination de Paradis à un poste auquel il prétendait avoir droit ; mais il fut mis aux arrêts, et une lettre qu'il reçut de Dupleix le décida à conserver ses fonctions de second, sans insister davantage.

Aussitôt que l'on connut à Pondichéry la nouvelle de l'installation de Paradis comme gouverneur de Madras, Dupleix fit tenir une réunion extraordinaire du Conseil et des notables citoyens de Pondichéry. Il prit la parole devant cette assemblée, pour exposer la situation où l'on se trouvait, et demander l'avis de ses auditeurs sur l'opportunité de s'en tenir au traité fait par La Bourdonnais, ou de le dénoncer. Tout le monde émit l'opinion que les circonstances exigeaient qu'on le déclarât nul et non avenu. Le procès-verbal de cette délibération, rédigé séance tenante, fut envoyé à Madras, avec ordre de notifier sans délai la décision qui venait d'être prise aux

autorités anglaises et de la publier dans toute la ville.

Aux termes de l'acte que Paradis fit signifier le 10 novembre à M. Morse et à son Conseil, les articles de la capitulation de La Bourdonnais étaient et demeuraient lettre morte. La ville de Madras, avec toutes ses dépendances, était déclarée appartenir au Roi de France. Tous les effets, marchandises, agrès, apparaux, munitions, existant dans les magasins, devenaient propriété de la Compagnie de France. Les particuliers conservaient tous leurs biens, et s'ils jugeaient à propos de quitter la ville, étaient autorisés à emporter ce que bon leur semblerait, et à se retirer où ils le voudraient, à la seule condition de s'engager d'honneur à ne pas servir contre la France. Ceux d'entre eux qui préféreraient rester à Madras étaient tenus de prêter serment au Roi de France. Le gouverneur anglais, les conseillers, les employés et les officiers de la Compagnie d'Angleterre jouissaient des mêmes droits que les autres citoyens. Enfin, pour couper court aux relations qui s'étaient établies entre les Anglais et nos ennemis du dehors, défense était faite aux personnes qui voudraient rester dans la ville, d'habiter les maisons situées à l'extérieur de l'enceinte des remparts. Un délai de quelques jours était laissé, afin que chacun pût prendre une décision et faire les préparatifs convenables.

Il est certain que toutes ces conditions étaient fort dures ; mais il est non moins certain que les

circonstances et les derniers événements rendaient cette sévérité nécessaire, et excusaient ce qu'elle pouvait avoir de vexatoire.

Barthélemy n'avait cessé de blâmer toutes ces mesures. Il ne prenait plus, depuis que Paradis était arrivé, aucune part aux délibérations, et aussitôt qu'il avait reçu de Pondichéry l'autorisation d'y revenir, il avait donné des ordres pour la réunion d'une escorte qui devait l'accompagner. Mais Paradis, qui avait reçu d'autres instructions, s'était opposé à ce départ, en alléguant d'ailleurs que le droit de disposer des troupes n'appartenait plus à présent qu'à lui seul.

Les Anglais, qui devaient bien s'attendre à ce qui arrivait, en furent au premier moment, fort décontenancés. Le gouverneur Morse et son conseil rédigèrent une protestation énergique contre un acte qu'ils qualifiaient de violation de la parole donnée. Ils refusèrent de livrer les clefs de leurs magasins, dont il fallut enfoncer les portes. Quelques personnes s'enfuirent de nuit avec leurs femmes, abandonnant leurs maisons et ce qu'elles contenaient ; le Gouverneur français y fit aussitôt mettre les scellés. Les Anglais firent passer en Europe beaucoup de plaintes et de récriminations plus ou moins fondées. La Bourdonnais, ainsi que ses partisans, s'en fit l'écho, lorsqu'il lui fallut répondre devant des juges de sa conduite après la prise de Madras.

Bon nombre d'officiers et d'employés anglais avaient aussi quitté la ville à la faveur d'un

déguisement, et s'étaient rendus au fort Saint-David ; au nombre de ceux-ci se trouvait un petit commis aux écritures, qui s'appelait Clive, et auquel personne ne faisait encore attention à cette époque. MM. Morse, Monson, et les principaux membres de leur Conseil avaient refusé de partir : ils attendaient le moment d'être conduits à Pondichéry avec leurs familles.

Un détachement de 400 hommes, aux ordres de MM. de Bury et de La Tour, avait été commandé pour leur servir d'escorte. Barthélemy, Desjardins et de la Villebague devaient profiter de la même occasion pour quitter Madras. Tout ce convoi se mit en route le 20 novembre.

Après quatre journées de marche, on se trouvait à quelques lieues de Pondichéry, près du bois de Calapette. Un détachement de 300 hommes, tout de neuf habillés, et envoyés par Dupleix pour servir d'escorte d'honneur au Gouverneur anglais et à sa suite, attendait en cet endroit. Pour entrer dans la ville, cette troupe prit la tête de la colonne : les soldats de Madras suivaient, portant tous à leur chapeau une longue palme verte. Ce fut au milieu d'une foule toujours grossissante que le cortège parvint aux portes de Pondichéry, où Dupleix en personne attendait M. Morse pour le saluer. Il avait, nous raconte Mahé de la Villebague, déployé pour cette cérémonie, un faste extraordinaire et s'était entouré de tous les attributs auxquels sa qualité de Gouverneur et celle de nabab lui donnait le droit de prétendre. Des

gardes à cheval le précédaient, ainsi que tous les pions armés, avec les banderolles, les grosses timbales et les éléphants. Trois conseillers de Pondichéry étaient aux côtés du Gouverneur. Ces messieurs témoignèrent à M. Morse et aux personnes qui l'accompagnaient la plus grande déférence. Ce fut ensuite entre une double haie de troupes et au bruit du canon qu'on les conduisit à travers les rues de la ville jusqu'au palais du Gouverneur, où une réception splendide les attendait. Madame Dupleix, richement parée, vint au-devant de Madame Morse et des dames anglaises, et leur fit elle-même les honneurs de leur nouvelle résidence.

La Villebague, dans une lettre qu'il écrivit à son frère et que celui-ci fit publier plus tard à l'appui du mémoire qu'il produisit pour sa défense, insiste sur le caractère fastueux, au point d'en être insultant pour les vaincus, de cette réception. C'est dans cette pièce que nous avons puisé les détails qui précèdent. Il est certain que par tempérament, Dupleix n'avait pas d'aversion pour les cérémonies d'apparat, et que l'éclat donné à celle-ci devait flatter son amour-propre ; mais il est permis de se demander si la gloriole d'un triomphe public a vraiment été la seule raison de la pompe déployée à l'arrivée du Gouverneur Morse à Pondichéry. N'avait-on pas aussi pour but d'affirmer aux yeux des indigènes, d'une manière éclatante, la supériorité des Français sur leurs rivaux européens, et de produire sur eux

une impression de respect et de crainte qui ne pouvait qu'être favorable à notre influence ? Les détracteurs de Dupleix ne se sont pas fait faute d'attribuer à sa vanité démesurée, presque maladive, bien des actes qui n'étaient parfois motivés que par un calcul profond et par la connaissance qu'il avait de la mentalité des Hindous ; il savait que la meilleure manière de s'assurer leurs bons offices, était de leur présenter les soldats français comme invincibles, et le Roi de France comme un demi-dieu.

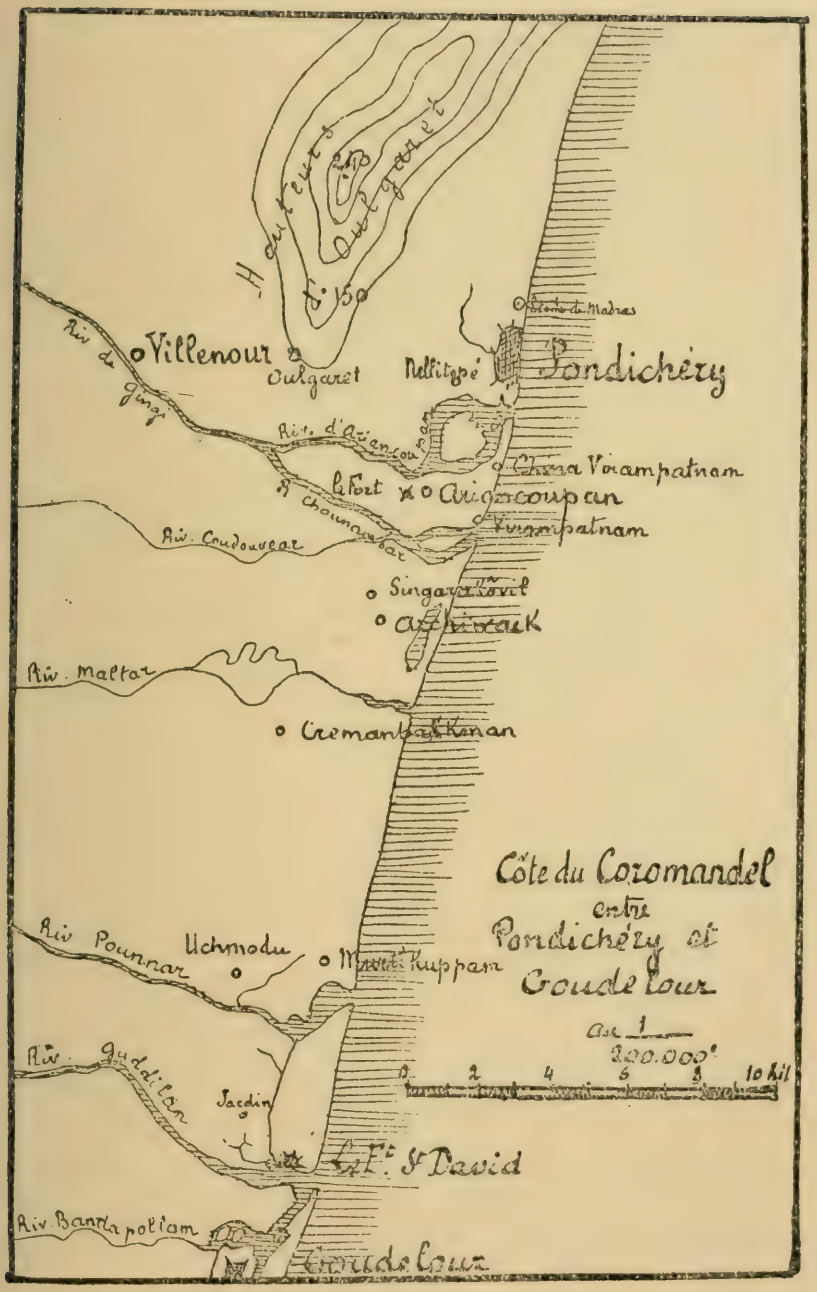
D'ailleurs, MM. Morse, Monson et leurs familles furent traités à Pondichéry avec toute sorte de considération et d'égards. Leur correspondance même et celle de Dupleix en présentent des témoignages irrécusables. Dupleix alla même jusqu'à permettre à tous les Anglais qui le lui demandèrent d'aller s'établir à Goudelour. Pourtant, on faisait à Pondichéry les préparatifs d'une expédition contre Saint-David et l'on avait intérêt à n'en pas donner connaissance à ses défenseurs. Mais Dupleix comptait sans doute avoir bon marché de la petite forteresse, maintenant qu'il était délivré de tout souci du côté de Madras. C'était à présent vers le Sud qu'il allait diriger tous ses efforts.

IV

PREMIÈRE TENTATIVE CONTRE LE FORT SAINT-DAVID

Au milieu de toutes les préoccupations qui l'avaient assailli, et des difficultés auxquelles il avait eu à faire face, Dupleix n'avait jamais perdu de vue l'objectif qui lui tenait si fort à cœur : s'emparer du dernier refuge qui restât aux Anglais dans le voisinage de Pondichéry. La situation de nos ennemis était bien précaire, depuis que nous leur avions enlevé Madras : mais une étincelle suffisait à rallumer l'incendie, et tant que le foyer dont elle pouvait partir n'était pas définitivement éteint, tous les avantages obtenus ne pouvaient pas donner aux Français une sécurité complète. L'expérience du passé montrait que nous avions affaire à des rivaux irréductibles, peu scrupuleux sur le choix des moyens, et que la seule manière d'assurer pour l'avenir la prospérité du commerce de la Compagnie de France était de profiter de l'occasion qui s'offrait pour les détruire entièrement.

Nous avons dit que la plupart des Anglais, commerçants ou militaires, de Madras, s'étaient retirés au fort Saint-David. Ce poste commandait et protégeait la ville et le mouillage de Goudelour (Cuddalore), donnant encore aux escadres britanniques la possibilité de venir s'y ravitailler et d'y débarquer des renforts. C'était un petit fortin,


Hauteurs d'Oulgaret
Villenour
Oulgaret
Nellitypé
Pondichéry
Riv. d'Ariancoupan
Viriampatnam
Le Fort
Ariancoupan
Riv. Coudouvear
Singarakovil
Riv. Maltar
Cremanbakkenan
Côte du Coromandel
entre
Pondichéry et
Goudelour
Riv. Pounnar
Uchmodu
Riv. Guddilan
Jardin
Le Ft. St David
Riv. Bandapollam
Goudelour
0 2 4 6 8 10 Kil

bâti sur quelques acres de terrain que la Compagnie d'Angleterre avait achetés en 1691. A l'origine, on l'avait construit uniquement en vue de s'y défendre contre les Marattes et les pillards indigènes : mais depuis la guerre, on avait beaucoup augmenté l'importance des ouvrages, et on l'avait mis en état de résister à des troupes européennes. La ville de Goudelour, située à trois quarts de lieue au sud, était également protégée vers la terre par une ceinture de remparts : elle n'avait pas d'ouvrages de fortification regardant la mer. Telle qu'elle était, la place pouvait fort bien se défendre par elle-même dans le cas où le fort Saint-David serait tombé aux mains des Français : mais en raison du petit nombre d'hommes dont nos ennemis disposaient, il n'était pas probable que la résistance pût s'y prolonger bien longtemps après la chute du fort.

Dès l'époque de l'expédition de Madras, il avait été déjà question, entre Dupleix et La Bourdonnais, de s'attaquer à Goudelour et à Saint-David : cette conquête devait, à bref délai, compléter et couronner le succès remporté contre le principal centre des Anglais sur la côte. Les circonstances n'avaient pas permis de donner, à cette époque, une suite effective à ce projet. C'était regrettable, car l'expédition aurait présenté à ce moment des chances de succès qui avaient bien diminué depuis. L'exode des Anglais de Madras avait triplé la garnison : le siège de la Compagnie d'Angleterre y avait été transporté : et tout ce

monde, sachant bien qu'il aurait à soutenir un jour ou l'autre l'attaque des Français, s'y préparait avec l'énergie et l'activité que donnent aux braves gens les situations désespérées.

Il était pour Dupleix grand temps d'agir. Chaque journée qui se passait était mise à profit par les ennemis pour améliorer leurs travaux de défense, sous la direction des quelques officiers de valeur venus de Madras. Les négociations avec Anwar-Oudin étaient, d'autre part, conduites avec l'adresse la plus consommée. Un premier résultat de ces menées avait été de réconcilier les deux fils du nabab, qui commandaient ses armées, Maphouz-Kan et Saladad-Kan (ce dernier n'est autre que le célèbre Mahamet-Ali-Kan, le même qui par la suite défia pendant plusieurs années, dans Trichinapaly, les efforts de Chandasaheb allié aux Français). Les deux frères étaient depuis bien longtemps jaloux l'un de l'autre, et se détestaient cordialement, mais cette antipathie réciproque n'avait pas résisté aux avances des Anglais et tous deux s'étaient à présent réunis pour essayer de nous écraser. Anwar-Oudin avait été personnellement circonvenu : et la promesse qui lui avait été faite par nos adversaires de soutenir envers et contre tous toutes ses prétentions, l'avait déterminé à intervenir de nouveau dans les affaires des Européens. Comme il y avait plus d'un mois que Maphouz-Kan avait été battu à Saint-Thomé, le souvenir de la leçon reçue s'était atténué : la crainte avait fait place dans son cœur au désir de la vengeance, et il avait obéi

avec empressement aux ordres de son père. Il avait repris la campagne : ses troupes rôdaient de nouveau entre Arcate et Madras, en attendant l'occasion de prendre une revanche de leur échec.

L'attitude hostile des Maures n'était cependant pas le plus gros souci de Dupleix. Il avait à redouter une éventualité plus grave encore. La saison des coups de vent était passée : et les vaisseaux de Peyton, qui s'étaient tenus à l'abri dans l'embouchure du Gange, pouvaient d'un instant à l'autre reparaître au Coromandel avec ceux de Griffin. Si un secours d'une pareille importance arrivait devant Goudelour, les Français pouvaient être réduits à se défendre eux-mêmes dans Pondichéry ou dans Madras, et peut-être dans les deux places à la fois.

Aussi l'anxiété du gouverneur était vive, à l'endroit du retour de la flotte anglaise : elle l'était d'autant plus que tout récemment un vaisseau de guerre de cette nation s'était présenté devant Madras. Ce bâtiment n'appartenait pourtant pas à la flotte de Griffin. Il arrivait d'Europe et son commandant ne savait rien de tout ce qui s'était passé aux Indes. Ne se doutant pas que Madras était au pouvoir des Français, il était venu sans défiance aucune jeter l'ancre dans la rade. La vue du pavillon anglais, que les nôtres, pour mieux le tromper, avaient hissé sur le fort Saint-Georges, l'entretenait dans son erreur. Il fit faire aux couleurs d'Angleterre le salut d'usage, et son navire courait grand risque de tomber entre nos mains,

quand une salve, tirée inconsidérément par nos batteries, lui révéla quelle était la situation véritable. Il fit voile au plus vite vers Goudelour, où il débarqua un petit renfort d'hommes, et une somme considérable en numéraire (1).

Si les vaisseaux anglais tardaient à paraître, Dupleix se trouvait cependant encore dans de bonnes conditions pour réussir ; il avait pour lui une supériorité numérique considérable. La garnison de Pondichéry ne comptait guère, au moment où La Bourdonnais était arrivé, que six cents hommes ; mais, à la suite du coup de vent du 13 octobre, le nombre des vaisseaux qui restaient disponibles n'avait pas permis de rembarquer toutes les troupes qu'on avait amenées des Iles : il était resté, tant à Pondichéry qu'à Madras, neuf cents Européens, soldats ou matelots, ainsi que trois cents esclaves cafres, qu'on avait armés et exercés pour en tirer parti en vue de la guerre :

(1) A l'apparition du navire ennemi devant Madras, Paradis avait fait arborer les couleurs anglaises. On était en train de charger dans la rade la *Princesse Marie* : par prudence, on la fit haler plus près de terre, et l'on envoya à bord un détachement de soldats. Cette manœuvre s'était faite sans éveiller l'attention du commandant anglais. Un catimaron monté par des indigènes se rendit à bord du navire ennemi, où l'on se doutait si peu du piège, qu'une lettre pour M. Morse avait été remise à l'un des Macouas qui montait la petite embarcation. Celle-ci regagnait déjà la terre, lorsque les Français, arborant tout-à-coup leurs couleurs, firent feu de toutes leurs batteries. La distance était trop grande ; tous les boulets tombèrent dans la mer : et l'Anglais, averti, riposta de quelques coups de canon, hissa ses voiles et disparut à l'horizon.

on n'eut par la suite qu'à se louer des services qu'ils rendirent. En ajoutant à ces effectifs celui des deux compagnies de cipayes que nous avions à notre solde, on arrivait à un total d'environ trois mille hommes.

Les soldats ne manquaient pas : il restait à trouver un homme capable de les diriger. L'honneur de ce commandement revenait de droit à M. de Bury, major général de Pondichéry : mais il était déjà d'un certain âge, et sa santé n'était pas des meilleures. Dupleix aurait préféré un chef plus jeune et plus actif : il avait jeté les yeux sur un officier qui avait déjà rendu bien des services, et sur lequel il comptait davantage : c'était Paradis, dont la présence à Madras avait cessé d'être indispensable depuis que la situation de cette ville avait été réglée. Au temps où il avait été question d'une attaque sur Goudelour, combinée avec l'expédition de La Bourdonnais, c'était à lui que l'on devait en confier le commandement ; il paraissait naturel de le lui conserver en cette circonstance.

Nous avons eu occasion de signaler plus haut les difficultés qu'avait rencontrées ce chef pour se faire obéir des officiers de Madras, qui ne servaient sous ses ordres qu'à contre-cœur. A cet égard, l'esprit n'était pas meilleur dans la garnison de Pondichéry. Dupleix était au fait de ces sentiments d'hostilité sourde contre le commandant qu'il voulait donner à l'expédition : il espérait toutefois qu'en l'appuyant de son autorité person-

nelle, il le ferait accepter, et parviendrait à faire plier les répugnances devant la considération de l'intérêt général.

Paradis reçut en conséquence l'ordre de revenir à Pondichéry, et d'y ramener toutes les troupes qui n'étaient pas indispensables à la sécurité de Madras, en même temps qu'une partie des effets et des marchandises qui s'y trouvaient : d'Espréménil, dont la santé était rétablie, partit pour le remplacer et reprendre le poste de gouverneur qu'il avait déjà occupé.

Dès qu'il reçut les instructions de Dupleix, Paradis se disposa pour le départ. Il réunit un détachement de trois cents hommes, Européens et Cafres, fit rassembler toutes les marchandises, munitions ou effets de particuliers qu'il avait à rapporter. Ce matériel formait un convoi assez considérable. Lorsque d'Espréménil arriva, tout était prêt, et la colonne se mit en route sans tarder davantage.

Mais les préparatifs que l'on avait faits n'avaient pas échappé aux yeux vigilants des quelques Anglais qui restaient dans la ville, ni à ceux des trafiquants arméniens, journellement en rapport avec l'extérieur. Maphouz-Kan avait été averti du mouvement qui allait avoir lieu, et jugeant l'occasion favorable, avait résolu d'en profiter pour tomber sur les Français et se venger de la défaite qu'il avait essuyée à Saint-Thomé. De forts détachements de sa cavalerie vinrent se poster aux environs de la route que la colonne devait suivre.

Celle-ci était partie de Madras en pleine sécurité. Les mouvements des ennemis avaient passé inaperçus, ou bien, s'il les avait connus, Paradis n'y avait pas attaché d'importance, persuadé qu'il était de la terreur qu'inspiraient aux Maures les soldats français, et ne supposant pas que Maphouz-Kan oserait jamais s'exposer à une nouvelle rencontre avec eux. Tout le monde partageait cette confiance et l'on marchait en bon ordre, mais sans prendre de précautions spéciales pour éclairer la route. Au début, tout alla pour le mieux : on était arrivé à quelques lieues de Sadras ; de petits groupes de soldats maures avaient bien paru sur les flancs de la colonne, mais ils avaient été repoussés sans peine par notre troupe qui continuait tranquillement sa marche vers le Sud.

Pourtant, au fur et à mesure que l'on avançait, les cavaliers ennemis se faisaient plus nombreux ; l'affaire commençait à devenir chaude. Nos adversaires surgissaient de tous les côtés à la fois, et malgré la contenance très ferme que nous faisions, on pouvait craindre que le désordre ne se mît dans le convoi.

On était à peu de distance de l'établissement hollandais de Sadras. Paradis jugea prudent de profiter de ce voisinage pour mettre en sûreté son matériel. Il laissa Mainville à l'arrière-garde pour soutenir le choc des assaillants, et fila en toute hâte avec les bagages sur Sadras.

Le gouverneur de la loge hollandaise se souciait médiocrement de donner asile à des Français ;

mais, comme Paradis avait avec lui assez de monde pour forcer au besoin la résistance qu'on aurait pu lui opposer, il n'osa pas se refuser à l'entrée de nos troupes sur son territoire. Après quelques difficultés qu'il fit pour la forme, il consentit à admettre dans l'intérieur de son poste le commandant et les principaux officiers, et à permettre aux troupes et au convoi de camper sous la protection des quelques canons dont il disposait.

Pendant ce temps, Mainville faisait bravement son devoir, et non sans péril. La poignée d'hommes qu'il commandait était harcelée par des nuées de cavaliers, d'autant plus acharnés qu'ils ne s'étaient pas aperçus de la disparition des bagages, où ils comptaient trouver un riche butin. Mainville, inquiet de la tournure que prenaient les choses, avait à plusieurs reprises fait avertir Paradis, en lui demandant de revenir en arrière pour lui porter secours, ou tout au moins de ralentir sa marche pour rester à portée de lui venir en aide. Mais celui-ci n'en avait pas moins persisté à gagner au plus vite Sadras avec le convoi. Dans cette circonstance critique, l'arrière-garde fit une telle contenance que les ennemis ne parvinrent pas à l'entamer, et, de guerre lasse, abandonnèrent la partie. Mainville rejoignit le gros de la troupe, en ramenant quelques blessés. Il avait perdu en tout une quinzaine d'hommes, qui, restés en arrière par leur faute, tombèrent aux mains des Maures et furent massacrés. Il eut à son arrivée une explica-

tion des plus vives avec Paradis, auquel il reprochait amèrement de l'avoir exposé, lui et sa troupe, à une destruction complète. La discussion s'échauffa même au point que Mainville coucha Paradis en joue, en le menaçant de lui brûler la cervelle.

Quoi qu'il en fût, tout le monde était à l'abri, et le convoi mis en sûreté. La résistance de Mainville et des quelques soldats dont il disposait avait encore une fois fait reculer Maphouz-Kan, et faisait le plus grand honneur à nos armes. Les Cafres s'étaient battus comme des démons ; en récompense de la bravoure qu'ils avaient montrée, Paradis accorda la liberté à quatre d'entre eux, et leur fit à tous compliment public de leur belle conduite en cette affaire.

Un émissaire, envoyé de Sadras, avait mis Dupleix au courant de ce qui s'était passé. Un détachement quitta aussitôt Pondichéry pour venir dégager, si c'était nécessaire, ou tout au moins pour renforcer pendant le reste de la route la petite colonne de Paradis. Ce secours était au reste superflu ; car les soldats de Maphouz-Kan avaient été si bien reçus par les nôtres, que le goût de les attaquer leur avait passé pour le moment. Toute l'armée ennemie avait abandonné le pays et se dirigeait maintenant vers Goudelour. L'appât de fortes sommes, promises par les Anglais, et la perspective d'avoir l'appui de leurs soldats pour combattre de nouveau les Français, avait déterminé leur général à se rendre au plus tôt dans le

voisinage de leurs établissements. Notre petite troupe ne trouva donc plus personne sur sa route, et arriva dans Pondichéry sans nouvel incident.

Dupleix, voulant mettre de son côté toutes les chances de succès pour une expédition qui devait, si elle tournait bien, assurer aux Français la prééminence incontestée sur toute la région, s'occupa aussitôt d'en organiser minutieusement les préparatifs, afin de ne rien laisser au hasard, s'il était possible

Il avait le dessein d'appuyer les opérations contre le fort Saint-David par une diversion du côté de la mer, sur Goudelour. Il réunit, dans ce but, tout ce qui lui restait de ressources navales. On répara tant bien que mal le *Bourbon*, qui restait dans la rade, pour le mettre en état de faire la traversée, et on l'arma d'une bonne batterie de canons de 18 livres. Vingt chelingues chargées de mortiers, de bombes et de matériel de siège devaient accompagner le gros vaisseau, qui leur servirait à la fois de point d'appui et de magasin.

Quelque activité qu'on eût apportée à ces travaux, il avait fallu du temps pour les achever. C'était d'autant plus fâcheux que Maphouz-Kan avait profité de ces quelques jours pour faire passer, par petits groupes, la presque totalité de ses soldats dans la campagne entre Pondichéry et le fort Saint-David ; et les forces qu'il avait dans cette région étaient maintenant assez considérables pour créer des embarras sérieux à l'expédition. Maphouz-Kan avait fait sonner très haut

l'affaire de Sadras ; il faisait publier partout que Paradis avait été contraint à la retraite par son armée ; et que les Français n'avaient dû leur salut qu'au hasard qui les avait mis à proximité du poste hollandais. Cela rendait confiance à ses hommes ; et le voisinage des Anglais contribuant encore à les encourager, il devenait probable que nos troupes allaient les avoir sur les bras en sortant de Pondichéry.

Au dernier moment, une nouvelle difficulté surgit encore, qui fit perdre à Dupleix de ce temps si précieux. Les officiers se refusaient obstinément à marcher sous les ordres de Paradis. Ils protestaient contre le commandement qu'on voulait lui donner, mettant en avant que ce choix n'était pas conforme aux règles du service, et qu'on avait méconnu les droits de l'ancienneté. Devant la résistance qu'il rencontra, Dupleix sentit qu'il n'obtiendrait rien. Il eut peur, en usant d'autorité pour imposer son choix, de provoquer des actes d'indiscipline plus graves, et de compromettre à tout jamais la réussite de ses projets. Il y avait bien, parmi les officiers, des sujets braves et entreprenants, comme Bussy ou Mainville ; mais ils n'étaient pas les plus anciens, et leurs camarades n'auraient pas non plus voulu leur obéir. Il fallut donc remettre la direction de l'entreprise au vieux Bury, et laisser Paradis à Pondichéry en simple spectateur.

Dupleix entretenait en tout temps un service d'émissaires secrets, qui le renseignaient sur tout

ce qui se passait dans le pays, et dans l'entourage des nababs. Madame Dupleix était chargée de recueillir leurs rapports et de leur transmettre les instructions de son mari. Ses attaches de famille, sa connaissance des idiomes du pays, et son intelligence supérieure en faisaient pour Dupleix un auxiliaire de premier ordre. Mais, cette fois, les renseignements qui parvinrent à Pondichéry se trouvaient en défaut. Soit que nos espions eussent été gagnés par les Anglais pour nous tromper, soit qu'ils eussent été trompés eux-mêmes, l'évaluation qu'ils donnèrent du nombre des soldats maures qui couraient la campagne aux environs de Goudelour se trouvait fort au-dessous de la réalité. Leurs rapports affirmaient qu'il n'y avait pas dans tout le pays plus de deux mille ennemis, ce qui n'était pas une force suffisante pour nous arrêter ; l'événement prouva que ceux-ci étaient en nombre bien plus considérable qu'on n'avait eu lieu de le croire.

Bury se mit en route au jour naissant, le 18 décembre, à la tête de dix-sept cents hommes, avec sept pièces de campagne, et un convoi de vivres et de munitions.

Son plan d'attaque consistait à chasser tout d'abord les Anglais d'un poste avancé qu'ils occupaient, au nord-ouest du fort Saint-David, et à environ une demi-lieue au sud de la rivière Mariquichena ou Pounar, qu'il fallait tout d'abord traverser. Cet obstacle franchi, on se trouvait dans une petite plaine assez découverte, limitée à

l'ouest par un terrain couvert d'arbres qui arrêtaient la vue, et s'étendant vers le midi jusqu'à un enclos et à une maison de campagne appartenant à la Compagnie d'Angleterre. C'était à peu de distance de ce jardin que les défenseurs de Saint-David avaient établi une batterie protégée par des levées de terre. En occupant l'enclos comme point d'appui, les Français pouvaient déloger l'ennemi de cet ouvrage, et marcher ensuite directement contre le corps de place.

Au lever du soleil, Bury était arrivé au bord de la rivière. On voyait sur la rive opposée quatre ou cinq cents Maures qui paraissaient vouloir disputer le passage. Dupleix, persuadé que la colonne n'aurait affaire sur la route qu'à de petits détachements, et n'envisageant pas l'éventualité d'une attaque sérieuse de la part de Maphouz-Kan, avait simplement donné l'ordre à Bury de ne pas se laisser arrêter par la résistance qu'il pourrait rencontrer et de pousser droit à la position des Anglais.

Les ennemis étaient dispersés dans les broussailles, aux alentours d'un petit village qui paraissait être le centre de leur position. Ils avaient mis quelques canons en batterie, et commencèrent à tirer sur les nôtres quand ils les virent à portée. Ceux-ci n'en franchirent pas moins la rivière, et, se jetant dans le village, l'occupèrent en quelques instants. Sans perdre de temps à poursuivre les Maures qui avaient pris la fuite, Bury marcha aussitôt sur le jardin qu'il voyait devant lui. Sa

tête de colonne en arrivait déjà tout près, lorsqu'on vit tout à coup sortir des bouquets d'arbres, où ils s'étaient tenus cachés, trois à quatre mille soldats, qui faisaient mine de vouloir se jeter sur notre flanc droit. Le feu de notre artillerie, bien dirigé, suffit néanmoins pour les disperser presque aussitôt. Bury put occuper sans autre difficulté le jardin avec ses troupes de tête ; il les y arrêta pour attendre que le reste de ses forces l'eût rejoint et marcher de là sur la batterie qu'il lui fallait emporter.

Les Français, arrivés jusque dans l'avant-cour de la maison de campagne, y firent entrer les bagages et les munitions qu'ils avaient avec eux, et les y parquèrent sous la garde des coolies qui les avaient amenés.

Tout le monde était plein de confiance. Le commandant avait donné l'ordre aux troupes d'avant-garde de prendre quelque repos, en attendant l'arrivée du reste de l'armée, qui s'échelonnait encore le long de la route et marchait dans la plus parfaite sécurité, escortant le gros du convoi de munitions.

Tout à coup, on vit reparaître sur notre droite l'armée des Maures, que l'on croyait avoir définitivement dispersée par l'escarmouche du matin. C'était à présent toute leur cavalerie qui débouchait des bouquets d'arbres, sabre au clair, et prête à charger.

Les nôtres s'arrêtèrent sur place, et firent face à cette nouvelle attaque. Leur droite s'appuyait au

petit village que l'avant-garde avait enlevé le matin ; elle était soutenue de quatre canons, et de tirailleurs dissimulés dans la brousse ; la gauche était dans le jardin, avec les pièces qu'on y avait déjà fait avancer. Les ennemis étaient au nombre de sept ou huit mille hommes ; on voyait dans leurs rangs, de place en place, des soldats anglais qui les animaient au combat.

Le feu très vif de nos canons les mit bientôt en désarroi (1) ; et cette multitude, ne pouvant rester massée sous les boulets que nos artilleurs faisaient pleuvoir sur elle, s'éparpilla en petits groupes qui venaient escarmoucher sur notre ligne de retraite.

Il y avait déjà deux heures que durait le combat. Bury fut saisi de la crainte d'être coupé de Pondichéry et assiégé dans le jardin où il s'était installé. Cela le détermina à donner l'ordre de battre en retraite. D'ailleurs, les cartouches commençaient à diminuer, car la plus grande partie des munitions était restée en arrière ; et comme les soldats avaient été mis au courant de cette fâcheuse circonstance par le mot imprudent d'un officier de dragons, leur moral s'en était trouvé ébranlé. Il en résulta que l'évacuation de la maison de campagne et du jardin s'effectua avec une telle préci-

(1) « L'éléphant sur lequel se trouvait le nabab Maphouz-Kan lui fit courir de gros risques : ayant reçu un boulet d'une des petites pièces, cet animal n'en fut point abattu et même prit sa course avec fureur malgré ce qu'on put faire pour s'y opposer : il ne s'arrêta qu'au bout de six lieues et tomba mort. » (B. N. — Fr. 12087, fol. 74).

pitation que personne ne songea plus aux bagages qui y étaient restés parqués. Les Maures, survenant, eurent bientôt massacré ou mis en fuite les quelques porteurs désarmés qui gardaient ce matériel. Tout fut mis au pillage. Les bagages des officiers tombèrent aux mains des ennemis, y compris ceux du commandant, où se trouvaient ses papiers et les instructions écrites de Dupleix. Les Français ne sauvèrent de leur convoi que la portion qui n'était pas encore arrivée jusque-là, et qu'ils purent faire rétrograder sur Pondichéry avant qu'elle se fût engagée au-delà de la rivière.

Jusqu'au Pounar, nos troupes s'étaient repliées en fort bon ordre, malgré le feu continuel et très nourri qu'elles avaient à essuyer ; mais au moment du passage, une panique se déclara. Les soldats se jetaient dans l'eau sans vouloir rien écouter, et si les ennemis, qui avaient trouvé en amont des passages guéables, avaient su profiter de cette confusion, c'en était fait de toute notre petite troupe.

Heureusement pour nous, les soldats d'artillerie et les cinquante dragons qui marchaient avec eux n'avaient pas partagé l'affolement général, et étaient restés dans la main de leurs officiers. Ceux-ci parvinrent, au prix de mille difficultés, à faire passer une à une les pièces sur la rive septentrionale, et les dragons, chargeant résolûment la cavalerie maure qui se présentait devant eux, avaient réussi à s'emparer, avant que l'ennemi ne s'y fût établi, d'une petite éminence qui comman-

dait la route que nos troupes avaient à suivre. Les canons y furent mis aussitôt en batterie, et un feu très vif, dirigé par nos canonniers sur les assaillants qui surgissaient de partout, rompit leur élan. Nos soldats débandés eurent ainsi le temps de se reformer en sortant de la rivière. La colonne parvint à gagner le bord de la mer en descendant le long du cours d'eau, et se dirigea de là sur Ariancoupan, tandis que la petite troupe d'artilleurs et de dragons protégeait sa retraite. Cette arrière-garde eut fort à faire, car elle eut à soutenir tout le reste de la journée les attaques des Maures et celles des Anglais qui étaient sortis de Saint-David avec du canon pour nous poursuivre. A sept heures du soir, toutes les troupes étaient rentrées à leur campement, harassées et démoralisées.

Le bruit de notre retraite était parvenu jusqu'à Pondichéry ; les rumeurs les plus contradictoires y circulaient sur ce qui s'était passé. Par mesure de prudence, Dupleix fit fermer toutes les portes de la ville, ne laissant ouverte que celle de Goudelour, qu'il fit garder par un détachement spécial. Ces précautions étaient heureusement inutiles ; la résistance des artilleurs et des dragons avait si fort intimidé les Maures, que malgré les encouragements des Anglais qui marchaient avec eux, ils se refusèrent à pousser plus avant, et abandonnèrent toute poursuite dès qu'ils virent les Français arrivés à proximité d'Ariancoupan.

Nous avions eu douze hommes tués, et on avait ramené à Pondichéry cent quarante à cent cin-

quante blessés. Une grande partie des bagages et du matériel de l'expédition avait été prise ou détruite dans le jardin ; le passage de la Mariquichena nous coûtait un mortier à ricochet et un assez grand nombre de fusils perdus par les hommes. Les ennemis avaient été pour leur part sérieusement éprouvés. Plus de six cents des leurs étaient restés sur le carreau, et le nombre de leurs blessés était bien plus considérable encore ; nous leur avions tué aussi deux éléphants. Les pertes qu'ils avaient subies expliquent le peu d'entrain qu'ils avaient mis à poursuivre leur avantage. Quant aux Anglais, ils avaient laissé leurs alliés soutenir le choc, et les quelques troupes avec lesquelles ils les avaient appuyés à la fin de la journée n'avaient pas perdu un seul homme.

Il est certain que Bury, auquel son âge et sa santé précaire ne permettaient guère de déployer une grande activité, n'était pas le chef qu'il fallait pour conduire une semblable expédition. Si les ennemis avaient eu affaire aux Français commandés par un officier plus énergique et plus déterminé, les choses auraient pris sans doute une autre tournure. Malgré la disproportion du nombre, il était en somme possible aux nôtres de se maintenir dans leur position et de tenir les Maures en respect assez longtemps pour permettre à une partie de nos troupes d'attaquer Saint-David. Bury n'était du reste pas pris fort au sérieux par ses propres officiers ; nous n'en voulons pour preuve que deux ou trois passages passablement ironiques

à son endroit, d'une relation de cette affaire par l'un d'eux, que La Bourdonnais fit publier plus tard. L'ensemble de ce document tend évidemment à rejeter sur Dupleix la responsabilité de l'échec, et à en décharger Bury ; les passages où il est question de ce dernier n'en prouvent que mieux le peu d'ascendant qu'avait sur ses subordonnés le vieux major général de Pondichéry.

« Le pauvre bonhomme Bury a fait ce qu'il a « sçu et ce qu'il a pu. Tous les officiers y (à l'atta- « que du jardin par les Maures) ont perdu leur « palanquin ; mais lui, surtout, en perdant le sien, « a perdu aussi son écritoire où les ordres de « M. Dupleix étaient dedans. . . . . « On ne blâme pourtant pas tout à fait le bon- « homme Bury : car il est certain qu'il a été « trompé en sortant de Pondichéry, etc. »

Cette dernière phrase plaide les circonstances atténuantes en faveur du « bonhomme Bury », que les historiens ont généralement jugé avec sévérité à propos de cette affaire. Le matin, avant de franchir la *Mariquichena*, il s'était inquiété des mouvements de troupes qu'il apercevait sur l'autre rive ; il avait fait prévenir Dupleix de ses craintes, et l'avait informé qu'il comptait ne pas s'engager plus loin avant d'avoir des renseignements certains sur les forces qu'il avait devant lui. Le Gouverneur lui avait fait répondre qu'il était assuré par les rapports qu'il avait reçus que les Maures n'étaient pas en nombre, et qu'il fallait leur passer sur le ventre s'ils s'avisaient de vouloir nous barrer la

route, afin de marcher le plus tôt possible aux Anglais. Or, ces mêmes Maures étaient certainement bien plus nombreux que ne le supposait Dupleix, auquel la concentration de toute l'armée de Maphouz-Kan au sud de Pondichéry avait totalement échappé. Cette erreur fut sans doute pour beaucoup dans le mauvais succès de l'entreprise ; mais il faut bien dire aussi qu'en raison même des craintes qu'il avait d'être attaqué sur ses flancs ou en queue, Bury aurait dû redoubler de précautions : faire marcher sa colonne le plus serré possible, et ne se livrer au repos qu'après avoir acquis la certitude qu'aucune surprise n'était à craindre.

Le *Bourbon* et les chelingues qui devaient aller se présenter devant Goudelour n'étaient pas partis. On avait retenu ces forces lorsqu'on avait appris la retraite de nos troupes sur Ariancoupan. Elles restaient en rade, toutes prêtes à remettre à la voile ; mais l'état d'esprit de nos hommes rendait aléatoire le succès d'une nouvelle attaque, en présence de l'armée de Maphouz-Kan. Aussi le Gouverneur laissa-t-il pendant quelques jours le détachement qui venait de combattre campé à Ariancoupan. Il se bornait à faire faire quelques incursions dans la direction de Saint-David, se proposant de donner le change à l'ennemi et de lui cacher le découragement qui règnait parmi nous. Mais ces marches, sans but précis, fatiguaient nos hommes, et des incidents regrettables se produisirent, qui montraient combien était profonde la démoralisation qui avait gagné officiers et soldats.

Dupleix résolut alors d'attendre du temps ce que la force n'avait pu lui donner. Il calculait que l'argent des Anglais allait vite s'épuiser à entretenir la multitude des soldats de Maphouz-Kan, et que ceux-ci, n'étant plus payés, lui laisseraient le champ libre. Toutefois, avant d'adopter décidément cette politique, il voulut tenter encore un effort, et essayer de jeter des troupes sur Goudelour, où les Anglais n'avaient que peu de monde. Il décida qu'on les transporterait cette fois par mer, à l'aide des chelingues qui étaient restées toutes prêtes dans la rade, et qui pouvaient amener des forces sur la côte, à portée de la place, avant que l'ennemi ne fût averti. On choisit donc cinq cents des meilleurs soldats : et, sous prétexte de ramener à Pondichéry les bagages de l'armée, on envoya les chelingues à l'embouchure de la rivière d'Ariancoupan. Ces embarcations avaient ordre de se trouver, dans la nuit du 31 décembre, à portée du rivage ; on y fit embarquer sans bruit les hommes désignés. Le plus profond secret avait été gardé sur le but de ces opérations.

Il était écrit que Dupleix échouerait encore dans cette tentative ; cette fois, les éléments se mirent contre lui. Les chelingues, chargées de troupes, manœuvrèrent pour gagner la mer ; mais à peine s'étaient-elles mises en route, que le vent debout s'éleva, et se mit à souffler en tempête. Il fut impossible à la flotille de franchir la barre de la rivière, sur laquelle plusieurs des embarcations

vinrent s'échouer. Les soldats, peu familiarisés avec ce genre de bateaux, qui par leur construction même paraissaient à chaque vague vouloir se disloquer et s'engloutir, s'affolèrent ; ils sautèrent à l'eau pour gagner le rivage, où ils arrivèrent à grand'peine, laissant au fond de la mer leurs armes et leurs munitions.

Ainsi se terminait à Pondichéry cette année 1746. Elle avait été, à tout prendre, favorable aux Français. La prise de Madras était un événement d'une portée considérable au point de leur influence dans le pays, et Dupleix s'était vu au moment d'anéantir définitivement la puissance de la Compagnie d'Angleterre. Si l'échec subi récemment devant Saint-David avait remis ce résultat en question, Dupleix pouvait cependant légitimement attendre de l'avenir la réalisation complète de ses projets. Il avait encore bien des cordes à son arc, et n'était pas homme à se décourager. Nous le verrons, en 1747, continuer la lutte et se préparer à tenir tête aux orages qu'il sentait prêts à venir fondre sur nos possessions.

V.

TRAITÉ CONCLU AVEC ANWAR-OUDIN

Les premiers jours de janvier se passèrent à Pondichéry dans un calme complet. Les troupes campées à Ariancoupan avaient été rappelées dans la ville, et les Français paraissaient avoir abandonné toute idée d'offensive.

Après ce qui venait de se passer, le succès d'une troisième tentative sur le fort Saint-David était trop douteux pour qu'il fût sage d'en courir le risque. Officiers et soldats avaient perdu confiance ; tant que les armées du nabab restaient campées entre Pondichéry et Goudelour, il ne fallait pas songer à les remettre en campagne. Il fallait, avant tout, enlever aux Anglais, d'une manière ou de l'autre, l'appui de leurs alliés ; c'était une condition *sine qua non* pour pouvoir recommencer quelque entreprise contre le dernier refuge qui leur restât encore.

La garnison de Saint-David mettait à profit la tranquillité que les Français étaient obligés de lui laisser. Les travaux pour améliorer les défenses existantes du fort et de Goudelour, et pour les compléter par de nouveaux ouvrages, étaient poussés avec la dernière activité.

Les Anglais savaient qu'il leur fallait s'attendre à être attaqués encore, et ils sentaient que cette

fois ils pourraient bien ne plus trouver dans l'armée maure le secours qu'elle lui avait naguère fourni. Des symptômes de découragement commençaient à se manifester dans le camp des indigènes. Des deux fils du nabab qui commandaient chacun une de ses armées, l'un, Saladad-Kan, n'avait pour la cause des Anglais qu'une sympathie très relative : il leur en voulait de réserver leur argent et leurs faveurs pour Maphouz-Kan, son aîné, dont il restait secrètement jaloux. Depuis le commencement de la campagne, il n'avait marché qu'à contre-cœur, n'avait jamais voulu réunir ses troupes à celles de son frère, et s'en tenait constamment à l'écart, dans ses campements et ses opérations. S'il n'avait pas quitté la partie et ramené ses soldats à Arcate, ç'avait été uniquement pour ne pas désobéir ouvertement aux ordres de son père, dont la colère lui faisait peur (1).

Maphouz-Kan lui-même se fatiguait de la situation qui lui était faite. Le pays était épuisé : l'entretien de ses troupes lui coûtait des sommes énormes, et les Anglais, qui avaient promis beaucoup d'argent, et en avaient fourni ce qu'ils avaient pu, n'allaient pas tarder à se trouver hors d'état

(1) Nous avons dit plus haut que Saladad-Kan n'est autre que le célèbre Mahamet Ali-Kan. Nous lui conserverons, dans le cours du présent récit, le nom que lui donne Kerjean, dans la très intéressante lettre qu'il écrivit en 1751 au maréchal de Noailles. C'est dans cette pièce que nous avons puisé la plus grande partie des détails qui vont suivre.

de continuer leurs largesses : c'était là un sujet de réflexion des plus sérieux. D'ailleurs, tout en exécrant les Français auxquels il ne pardonnait pas de l'avoir étrillé, il avait senti le poids de leurs armes, et il les craignait autant qu'il les haïssait. Il était prêt à tout pour sauvegarder ses propres intérêts et aurait fait taire sa rancune pour se ranger du côté du plus fort. La raison de l'inaction des troupes de Pondichéry lui échappait ; et l'ignorance où il était des forces réelles de Dupleix et de ses projets ultérieurs, contribuait à augmenter son inquiétude de l'avenir. Toute hostilité avait cessé du côté du nord, et l'armée des Maures se morfondait sous les murs de Saint-David, en attendant toujours une attaque qui ne venait pas. On parlait aussi vaguement de l'arrivée prochaine de navires de guerre, apportant aux Français de l'argent et des renforts. Maphouz-Kan, de plus en plus perplexe, n'avait pas encore quitté le parti des Anglais : il voulait, avant de le faire, être assuré de trouver du côté opposé des compensations suffisantes pour tous les avantages qu'il s'était flatté de retirer de son alliance avec eux. Mais le terrain se faisait de jour en jour plus propice à des négociations, que Dupleix ne voulait pas entamer, sachant bien que les prétentions de Maphouz-Kan seraient exorbitantes, s'il commettait la faute de parler le premier et de traiter avec lui d'égal à égal. Il prétendait l'amener, par intimidation ou par lassitude, à faire le premier pas dans cette voie.

Il chercha tout d'abord à éloigner les Maures de Saint-David, en essayant une diversion dans la direction d'Arcate. Si l'on parvenait à déterminer le vieux nabab à rappeler ses armées pour protéger les territoires entre sa capitale et Madras, la campagne redevenait libre au sud ; rien n'empêchait plus alors de reprendre, contre Saint-David, la tentative qui avait échoué.

D'Espréménil reçut l'ordre d'organiser, avec la garnison de Madras, une expédition pour battre le pays environnant. Les opérations devaient être conduites de façon à menacer Anwar-Oudin et à l'effrayer assez pour le décider à faire revenir Maphouz-Kan pour lui porter secours.

Dupleix avait envoyé en même temps des instructions au sujet des maisons de campagne habitées dans les environs de Madras par des Anglais ou des Arméniens. Lors de la rupture de la capitulation, il avait été ordonné que les Anglais demeureraient libres de rester dans la ville, mais à la condition expresse qu'ils habiteraient dans l'intérieur de l'enceinte : mesure qui s'imposait pour empêcher les communications entre eux et les ennemis du dehors. Après la retraite des troupes maures, une tolérance mal entendue des gouverneurs de la place avait laissé tomber cet article en désuétude, et les intrigues avaient repris de plus belle. Pour couper court à cet état de choses, le détachement devait, en passant, démonter toutes les portes et toutes les fenêtres des maisons du Mont, les mettre en tas et les brûler.

D'Espréménil désigna, pour commander l'expédition, MM. de Mainville et de Floissac, que leur tour de service appelait à marcher : il leur fit connaître les intentions de Dupleix, et, croyant entrer complètement dans ses vues, insista sur la nécessité de ne rien ménager pour semer la terreur sur leur passage. Les deux officiers, se faisant scrupule d'obéir à des ordres aussi rigoureux, firent à d'Espréménil des représentations, en lui demandant de leur remettre un écrit, et se refusant à marcher sans que leur responsabilité fût couverte. Il résulta de cette interprétation exagérée donnée aux instructions reçues de Pondichéry que l'exécution en fut beaucoup plus dure que le gouverneur n'en avait eu l'idée. Le soldat, excité au pillage, ne put être contenu : un grand nombre d'aldées furent détruites de fond en comble, avec toutes les récoltes qu'elles renfermaient. Quant aux villas du Mont, le feu qu'on avait mis aux portes et aux fenêtres se communiqua aux maisons, dont il ne resta bientôt plus que des ruines fumantes.

Le but qu'on s'était proposé ne fut du reste pas atteint. Anwar-Oudin avait été prévenu que les Français n'étaient pas en forces suffisantes pour le menacer sérieusement. Il vit avec sérénité le ravage des campagnes ; il ne daigna même pas s'en apercevoir, et Maphouz-Kan ne bougea point du camp où il était installé, sous le canon de Saint-David.

Déçu dans son attente, Dupleix comprit qu'il

fallait se tourner d'un autre côté, et mettre en jeu des ressorts plus puissants.

L'impression produite dans toute l'Inde par la prise de Madras avait été très considérable : la défaite infligée quelques semaines après à toute l'armée de Maphouz-Kan avait porté si haut la renommée des Français, que de Delhi à Travancore, il n'était pas de souverain, depuis le plus petit des nababs jusqu'au grand Mogol lui-même, qui ne tint en sérieuse considération le chef qui disposait de soldats capables de pareils exploits. Les Anglais avaient pu réussir à mettre le vieil Anwar-Oudin dans leurs intérêts, en exploitant son avarice et en lui promettant beaucoup d'argent ; mais il n'en avait pas été de même avec son suzerain, Nizam el Moulk, le soubab du Dekan. Ce prince, dont les territoires étaient périodiquement ravagés par les Marattes, avait de fortes raisons de ménager le gouverneur de Pondichéry. Les cavaliers de Ragogi-Bhonsla étaient toujours sur les frontières, et Ragogi lui-même avait écrit à Dupleix pour lui proposer de faire, avec l'appui des soldats français, des « choses dont on ne pourrait pas s'empêcher de parler éternellement. » Nizam en avait appris assez pour faire à ce sujet de profondes réflexions ; et lorsque le nabab du Carnate, son vassal, avait embrassé le parti des Anglais, il n'avait pas dissimulé sa désapprobation de l'alliance qu'il avait faite avec eux.

A la cour même d'Anwar-Oudin, les Français avaient encore des partisans. Bien que la recon-

naissance ne fût pas précisément une qualité distinctive de leur race, quelques-uns des seigneurs de l'entourage du nabab s'étaient souvenus que Dumas, puis Dupleix, avaient autrefois sauvé leurs familles et leurs biens, en donnant asile dans Pondichéry à leurs parents et à leurs richesses, lorsque tout fuyait devant la dernière invasion des Marattes. Aussi, lorsque Gosse et Kerjean, arrêtés aux environs de Madras, avaient été conduits les fers aux pieds à Arcate et jetés par ordre du nabab dans un cachot infect, s'était-il trouvé un certain Hussein-Tarkan pour demander au vieux prince la permission de se charger des prisonniers, sous sa responsabilité personnelle. Depuis lors, les deux Français étaient gardés à vue, mais bien traités. Ils avaient réussi à tromper la surveillance dont on les entourait et à faire passer de leurs nouvelles à Pondichéry, où on les avait crus morts. Quand Dupleix apprit, à sa grande joie, que son neveu était encore vivant, il prit ses mesures pour correspondre secrètement avec lui et lui faire passer des instructions relatives aux projets qu'il avait en tête.

Afin de hâter la solution qu'il désirait, le gouverneur résolut d'exploiter la rivalité sourde qui couvait entre les deux fils du nabab. Anwar-Oudin était centenaire : sa succession ne tarderait sans doute pas à s'ouvrir, et son remplaçant désigné était Maphouz-Kan, qui était l'aîné. Saladad-Kan se voyait réduit à n'être dans l'avenir qu'un vassal de son frère, et il n'envisageait pas sans amer-

tume cette perspective humiliante. On s'arrangea pour lui faire discrètement entrevoir la possibilité de renverser les rôles, avec l'appui des soldats français. Il prêta une oreille complaisante aux propos qu'on lui tint à ce sujet, et se crut d'ores et déjà souverain du Carnate.

Maphouz-Kan était violent et emporté : ses officiers et ses soldats lui obéissaient par terreur, mais au fond ils le détestaient. Il y avait dans son armée tout un parti qui ne demandait qu'à secouer le joug. Saladad-Kan n'eut pas de peine à se créer des intelligences avec les officiers qu'il savait les plus hostiles à son frère, et à les décider à le trahir lorsque le moment favorable serait venu.

Convaincu dès lors de la réussite certaine et immédiate de ses machinations, Saladad-Kan se hâta d'informer Dupleix du résultat qu'il avait obtenu. Il jugeait qu'il fallait agir sans retard, et réclamait l'appui des troupes françaises, qu'on lui avait promis.

Mais les choses allaient trop loin au gré du Gouverneur de Pondichéry, qui n'avait pas prétendu en arriver à une guerre ouverte entre les deux frères. Cela l'aurait obligé, pour soutenir son protégé, de distraire une partie des forces qu'il entendait réserver tout entières pour donner l'assaut à Saint-David. Son but était seulement d'inquiéter Maphouz-Kan pour sa sécurité personnelle, et de provoquer ainsi de sa part une démarche en vue d'un accommodement. L'instant était d'autant plus favorable que Dordelin était tout

dernièrement revenu d'Achem avec ses vaisseaux, ayant mouillé à Madras au commencement de janvier, et à Pondichéry le 18 du même mois. L'apparition de vaisseaux de guerre devait contribuer à impressionner les Maures : ils voyaient déjà les Anglais attaqués par nous de deux côtés à la fois, et sentant leurs alliés perdus, allaient être fort tentés de les abandonner à leur sort.

Dupleix répondit à Saladad-Kan une lettre évasive, dans laquelle il l'assurait de l'amitié des Français et du concours qu'ils désiraient lui prêter ; mais, selon lui, le moment d'agir n'était pas venu encore, et il convenait, pour s'assurer toutes les chances de succès, d'attendre quelques jours. En même temps il fit passer à Goudelour une autre lettre dans laquelle on révélait sur tout le complot des détails terrifiants, et s'arrangea pour la faire tomber entre les mains des Anglais.

Ceux-ci, ne soupçonnant pas le piège, n'eurent rien de plus pressé que d'avertir Maphouz-Kan de ce qui se tramait contre lui ; c'était tout ce que voulait Dupleix.

A l'annonce d'une pareille trahison, Maphouz-Kan entra tout d'abord dans une colère folle. Il voulait rassembler aussitôt son armée, marcher à l'instant même contre son frère et lui livrer bataille. Mais, à la réflexion, il songea qu'il y avait parmi ses officiers des traîtres inconnus de lui : qu'il pouvait être abandonné au milieu du combat, et que sa vie même était menacée. Atterré de ce qu'il avait appris, humilié, sachant que les

Anglais ne pouvaient rien pour le garantir des embûches qu'il sentait dressées tout autour de lui, il prit un grand parti : il écrivit secrètement à Pondichéry pour demander la paix.

Dupleix était au comble de ses vœux : Maphouz-Kan était venu au-devant de lui : il restait maître à présent de fixer les conditions de l'arrangement qu'on implorait, de se servir du fils pour agir sur le père, et d'obtenir du vieil Anwar-Oudin toutes les satisfactions qu'il était en droit de réclamer. Il fit aux ouvertures du général maure une réponse des plus hautaines, en lui déclarant qu'il ne désarmerait pas qu'il n'eût été indemnisé des frais de la guerre qu'on lui avait déclarée sans provocation de sa part ; que Gosse et Kerjean n'eussent été remis en liberté par Anwar-Oudin, et que lui-même, Maphouz-Kan, ne vînt en personne à Pondichéry pour solliciter une audience.

La dureté de ces conditions réveilla la violence du caractère du nabab ; il jura qu'il ne les accepterait jamais et qu'il allait continuer la guerre à outrance. Mais la vue des vaisseaux français qui étaient venus croiser au large de Goudelour, fit tomber cette ardeur belliqueuse. Maphouz-Kan vit que décidément il n'était pas le plus fort et qu'il lui fallait plier.

Un messager partit pour Arcate, avec une lettre adressée à Anwar-Oudin. Son fils lui exposait sa situation, et le suppliait de faire à Dupleix toutes les concessions qu'il exigerait pour obtenir la paix: de mettre en liberté les deux prisonniers qu'il gar-

dait, et en un mot de ne rien ménager pour fléchir le gouverneur français. En même temps qu'il écrivait à son père, Maphouz-Kan informait Dupleix de cette démarche, et l'assurait qu'il souscrivait d'avance à tout ce qu'il lui plairait de lui imposer.

A la cour du vieux nabab, on suivait d'un œil inquiet la tournure que prenaient les évènements. Les dispositions de Nizam-oul-Moulk n'étaient pas plus encourageantes que par le passé : on avait cherché dernièrement à plusieurs reprises, à tâter le terrain de ce côté : toutes les lettres restaient sans réponse, et il n'y avait pas à douter que la continuation des hostilités ne causât à Golconde le plus vif mécontentement. On était également au courant des démarches tout à fait positives faites récemment par Ragogi auprès de Dupleix. Anwar-Oudin savait fort bien ce que cela voulait dire, et qu'au fond, la liberté de Chandasaheb était l'enjeu de ces négociations. La perspective de voir rentrer en scène, allié maintenant aux Marattes et aux Français, l'ancien souverain du Carnate, dont lui, Anwar-Oudin, ne tenait la place que par la trahison et le meurtre, était une matière à réflexions sérieuses. Le vieux prince, malade, menacé par cet adversaire redoutable, engagé par les Anglais dans une guerre qui ne lui avait occasionné que des dépenses et des revers, sans aucune compensation, hésitait sur le parti qu'il devait prendre. La nouvelle du retour de nos vaisseaux et la lettre de Maphouz-Kan portèrent le dernier coup et le décidèrent à la soumission.

Il fit mander aussitôt Houssein Tarkan, le gardien des prisonniers français : il lui ordonna de les mettre sur le champ en liberté, et de les prier de venir au plus tôt lui rendre visite dans son palais.

Kerjean, qui savait par les instructions que Dupleix lui avait fait passer secrètement de quoi il retournait, et qui avait bien vu que l'affolement régnait à la cour du nabab, fit tout d'abord la sourde oreille. Il accepta la liberté qu'on lui offrait: mais quant à se présenter devant Anwar-Oudin, il refusa tout net, et tint bon dans son refus, en dépit de toutes les sollicitations. De plus en plus inquiet de cet entêtement qu'il ne pouvait pas s'expliquer, le prince fit mander derechef Houssein Tarkan : il lui enjoignit de redoubler de prières auprès des deux Français, et d'obtenir d'eux qu'ils intervinssent auprès de Dupleix en faveur de la paix. En fin de compte, nos compatriotes se laissèrent fléchir : il fut convenu avec eux qu'une ambassade solennelle serait envoyée à Pondichéry. On désigna, pour en être le chef, un des seigneurs les plus considérables de la cour, et tout un imposant cortège, avec une escorte de deux cents hommes, se mit en route, emmenant Kerjean et Gosse.

Ce retour triomphal ne ressemblait guère au voyage qu'ils avaient fait pour venir à Arcate. On les avait forcés alors de faire dix lieues par jour, sans chaussures, sans habits, les fers aux pieds et les coups pleuvant sur eux quand ils n'avançaient

pas assez vite. Kerjean était même tombé en chemin, et si quelques-uns de ses gardiens, mûs par un reste d'humanité, n'avaient consenti à le porter, il eût été massacré sur place. Cette fois, ils voyageaient en souverains. Leur compagnon, l'ambassadeur, ne se pressait pas trop d'arriver, estimant qu'il n'était pas de sa dignité d'aller vite. Les deux Français, qui se défiaient de la versatilité des Maures, avaient au contraire hâte d'être rendus à Pondichéry : ils parvinrent à faire activer la marche, si bien qu'ils ne mirent pas plus de quarante-huit heures à faire le trajet.

Dupleix était au courant de tout. Il attendait l'arrivée de l'ambassade, et avait envoyé au-devant d'elle tout un cortège, avec sa propre voiture, pour faire honneur à l'envoyé du nabab, qu'il reçut chez lui avec le plus pompeux cérémonial.

On commença aussitôt à traiter de la paix. Mamet-Dakil, l'ambassadeur, souleva tout d'abord quelques difficultés. Il n'avait pas, disait-il, les instructions de Maphouz-Kan et ne pouvait rien décider avant de les avoir reçues. On remit au lendemain la continuation de la conférence : mais alors, les conditions proposées furent trouvées inacceptables. Les choses traînaient en longueur, au grand déplaisir de Dupleix, qui tenait à en finir vite et ne savait comment décider son homme. Kerjean vint fort à propos au secours de son oncle. Il s'était aperçu, au cours du voyage, que Mamet-Dakil n'était pas insensible au plaisir de déguster, en petit comité, une bouteille de bon vin.

Il fit part à Dupleix de l'observation qu'il avait faite. Les caves du palais étaient bien garnies, et la circonstance valait la peine qu'on y puisât. Un premier envoi n'eut pas de résultats décisifs : l'ambassadeur tenait bon, et ne rabattait rien de ses prétentions. Dupleix, de guerre lasse, le confia à Kerjean, auquel il faisait parvenir en même temps une bonne provision de liquides variés. Celui-ci envoya quérir aussitôt un certain nombre de Maures de marque, dévoués à nos intérêts, et les libations d'aller leur train. Il fallut huit jours entiers pour ébranler notre homme : mais à la fin, il céda sur tous les points, jura au nom de son maître une amitié éternelle aux Français, et promit que le nabab en personne viendrait à Pondichéry, où l'on devait lui rendre tous les honneurs et lui faire tous les présents convenables. L'ambassadeur ne s'était pas oublié lui-même : il réclamait le don d'une médaille et d'un cadeau personnel en rapport avec son rang.

On mit aussitôt en route un pompeux cortège, qui s'en vint apporter à Maphouz-Kan la nouvelle de l'heureuse conclusion de la paix. Nos envoyés furent reçus dans le camp avec tout le cérémonial obligé : et la visite personnelle de Maphouz-Kan à Dupleix fut décidée pour le lendemain.

On avait fait à Pondichéry de grands préparatifs en vue de cette réception. Dès le matin, deux conseillers, le major général Bury et deux capitaines étaient partis avec les équipages du gouverneur et sa garde personnelle pour aller au-

devant du nabab. A la porte de la ville, une tente splendide avait été dressée. Dupleix y avait pris place, entouré des membres du Conseil, de tous les employés de la Compagnie et de tous les principaux citoyens de la ville. Une salve de 21 coups de canon annonça l'arrivée du noble visiteur, qui, s'avançant, présenta au gouverneur les seigneurs de sa suite. Dupleix, de son côté, présenta au nabab les Français qui l'entouraient : puis un carrosse conduisit Maphouz-Kan et Dupleix au palais du gouvernement, escortés par leur suite, à cheval ou dans des voitures. La poudre ne fut pas ménagée, et le canon tonna sur tout le parcours du cortège. La fête fut complète ; repas somptueux, parade, exercice des troupes françaises devant le nabab, feu d'artifice, rien n'y manqua. Lorsque le moment fut venu de se séparer, le nabab fit amener un superbe cheval harnaché à la mode des Maures, et en fit hommage à Madame Dupleix : celle-ci répondit à la politesse par l'offre de soieries précieuses venues de Lyon, et de flacons d'eau de senteur. On se quitta fort satisfaits en apparence les uns des autres : et quoique Maphouz-Kan sentît cruellement tout ce que sa situation avait d'humiliant et de forcé, il fit jusqu'au bout à mauvais jeu, bonne figure, et alla jusqu'à ordonner des illuminations dans son propre camp. Mais quand, après deux jours de fêtes, il se retrouva au milieu de ses troupes pour les licencier, il ne put supporter l'idée de revenir à Arcate, et s'enfuit cacher sa honte et son chagrin à Trichinapaly.

Tout cela n'avançait guère les affaires du pauvre Saladad-Kan. Toute cette comédie s'était jouée à ses dépens : il le voyait bien à présent et pleurait ses belles espérances évanouies. Il n'aurait été ni honnête, ni politique de ne pas chercher à atténuer au moins le coup qu'on venait de porter à ses illusions. Dupleix lui écrivit une lettre de sa propre main, pour lui exprimer ses regrets de ce que les circonstances, plus fortes que sa volonté, l'eussent contraint d'agir comme il venait de le faire. Maphouz-Kan ayant demandé le premier à traiter, il n'était pas possible de s'y refuser : mais les Français n'en demeuraient pas moins dans les mêmes sentiments, resteraient toujours ses amis fidèles et dévoués, et, s'il voulait venir à Pondichéry, il y serait reçu avec les mêmes honneurs qu'on avait rendus à son frère. Saladad-Kan parut comprendre les raisons qu'on lui donnait : il ne manifesta aucun ressentiment de ce qui venait de se passer : mais il ne voulut pas se rendre à Pondichéry. Il licencia ses troupes et s'en fut à Arcate rejoindre son père. Le vieil Anwar-Oudin l'y reçut comme s'il ne fût rien arrivé, et fit semblant d'ignorer complètement que son fils eût joué un rôle quelconque dans toute cette affaire.

L'ère des solennités n'était pas close encore. Il fallait faire signer les articles du traité par le vieux nabab. On en fit rédiger un exemplaire destiné à lui être envoyé en grande cérémonie. Deux ambassadeurs furent désignés pour venir

le lui apporter à Arcate. Kerjean et Delarche avaient été choisis pour cet emploi, et se mirent en route avec une suite importante et de riches présents que la Compagnie offrait à Anwar-Oudin, suivant les usages du pays.

La réception qu'on leur fit fut splendide. Un cortège de hérauts d'armes, de trompettes, de timbaliers, de drapeaux et d'éléphants les attendait à deux lieues de la ville : ils furent ainsi conduits jusqu'au palais d'Anwar-Oudin qui leur donna solennellement audience, et les fit asseoir sur des coussins au même rang que lui-même. Le traité fut signé en grand apparat, et les réjouissances qui furent ordonnées durèrent douze jours entiers : après quoi Delarche et Kerjean, comblés d'honneurs et de présents pour eux-mêmes et pour Dupleix, reprirent, avec le même cérémonial qu'à leur arrivée, le chemin de Pondichéry.

La conclusion de ce traité était un évènement de grande importance, et bien gros de conséquences pour les Anglais, à qui tout point d'appui dans le pays manquait subitement. Surpris et désespérés, ils remuèrent ciel et terre pour faire revenir le nabab à des sentiments plus favorables pour eux. Mais toutes les démarches qu'ils essayèrent, toutes les promesses qu'ils purent faire ne furent accueillies que par le mépris. Anwar-Oudin avait de trop fortes raisons de tenir ses engagements envers Dupleix pour se laisser tenter. Il fit savoir à ses anciens alliés qu'ils eussent désormais à se tirer

d'affaire comme ils le pourraient ; mais qu'il ne leur fallait plus compter sur le moindre secours de sa part.

VI.

TROISIÈME EXPÉDITION CONTRE SAINT-DAVID.

Le traité que Dupleix venait de conclure avec Anwar-Oudin rendait le champ libre aux Français pour marcher de nouveau sur Goudelour sans crainte d'être inquiétés cette fois par les forces des indigènes. La petite garnison avait mis à profit les quelques semaines de répit que nous lui avions laissées pour se préparer à la défense : mais elle était si peu nombreuse, et réduite à de si faibles ressources qu'il était bien douteux qu'elle pût résister à notre attaque. Sa situation paraissait à un tel point compromise que le capitaine d'un vaisseau anglais qui venait d'arriver d'Europe et avait mouillé à Goudelour, en apprenant ce qui s'était passé, refusa tout net de mettre à terre l'argent qu'il apportait et les hommes qu'il amenait au Coromandel, en disant que ce serait faire tomber sans profit l'un et les autres au pouvoir des ennemis. Heureusement pour les défenseurs de Saint-David, le commandant du bâtiment que nous avions failli prendre en rade de Madras au mois de novembre précédent avait été plus secourable et plus hardi. En quittant Madras, ce vaisseau avait été porté par les vents jusqu'à Ceylan. Dès qu'il put remonter vers le Nord, il revint à

Universitas BIBLIOTHECA

Saint-David, où il déposa, dans le courant de février, soixante mille livres sterling en argent, et vingt hommes de renfort pour la garnison. Ce secours inespéré avait rendu courage à la poignée d'hommes qui gardaient le petit fort, et qui se voyaient réduits à la dernière extrémité.

La disproportion entre les forces des Anglais et les nôtres n'en demeurait pas moins trop grande pour que Dupleix ne pût se tenir pour assuré de venir à bout de son entreprise avec la seule garnison de Pondichéry, sans avoir besoin de faire intervenir les vaisseaux de Dordelin. Des raisons sérieuses l'engageaient par ailleurs à ne pas les garder trop longtemps sur la côte, à présent que leur apparition avait produit sur les Maures l'effet désiré. C'étaient les derniers bâtiments français dont il pût disposer et si par malheur le vent du nord amenait quelque jour les escadres combinées de Peyton et de Griffin, qu'on savait être au Bengale, il était bien difficile qu'ils fussent à même de lutter contre une flotte si supérieure en nombre et en armement. Dupleix ne voulait pas courir le risque de faire anéantir d'un seul coup et sans ressource une force navale dont le concours pouvait plus tard lui être encore utile. Les Anglais n'avaient sur la côte occidentale des Indes que peu de vaisseaux de guerre ; les nôtres pouvaient donc se rendre et demeurer en sécurité dans les ports du Malabar, où leur présence aurait pour effet certain de protéger notre comptoir de Mahé. Ce poste, occupé par une faible garnison, était

situé à quelques lieues seulement de l'établissement anglais de Tellichéry, et l'idée pouvait venir à nos ennemis de l'attaquer, si les choses restaient en l'état. D'un autre côté, il passait au large, allant à Surate et à Bombay, ou en revenant, pas mal de vaisseaux de commerce de la Compagnie d'Angleterre : on pouvait, par quelques croisières heureuses, faire des prises dont la valeur eût rempli les coffres de la Compagnie de France, qui ne pouvait espérer recevoir de longtemps encore aucun argent d'Europe.

Ces réflexions poussèrent Dupleix à renvoyer son escadre, aussitôt qu'il vit les négociations avec le nabab prendre une tournure décidément favorable. Dès les premiers jours de février, il avait fait remettre à Dordelin des ordres pour conduire sa flotte à Goa, où le vice-roi portugais était dans de bonnes dispositions à l'égard des Français. Il devait y trouver de quoi ravitailler ses navires, s'embusquer ensuite sur un point de la côte, et, tout en restant à portée de secourir Mahé le cas échéant, envoyer de là ses bâtiments à la poursuite des vaisseaux marchands qui naviguaient sans escorte.

Mais les instructions laissées par La Bourdonnais étaient de tout point contraire à celles que venait de donner Dupleix. Les vaisseaux devaient se rendre à l'Ile de France, et les officiers comptaient bien, une fois arrivés là, être renvoyés en Europe. L'idée de prolonger, pour un temps indéterminé, leur campagne dans les mers de l'Inde,

leur souriait fort peu. Au reçu des ordres de Dupleix, ils mirent en avant ceux que La Bourdonnais leur avait donnés autrefois, et déclarèrent qu'ils rendraient plutôt leurs commissions que de ne s'y pas conformer.

Dupleix, ayant réuni le Conseil supérieur, exposa quelles étaient ses vues sur la destination des vaisseaux ; il insistait sur la nécessité de ne pas se priver, pour une période qui pouvait être fort longue, de toute ressource sur mer, en envoyant à l'Ile de France, d'où ils ne reviendraient plus, les derniers vaisseaux français qui restaient dans ces parages. La délibération prise à la suite de cette séance fut envoyée aux capitaines. Il y était dit que le Conseil assumait toute la responsabilité du changement de destination de la flotte, et on les mettait en demeure d'exécuter à la lettre l'ordre qui leur avait été donné de conduire leurs vaisseaux au Malabar.

Devant ces injonctions catégoriquement formulées, personne n'osa plus élever d'objections. On se mit à charger le *Saint-Louis* et la *Princesse-Marie*, qu'on réservait pour porter aux Iles les marchandises qui restaient à Pondichéry, et les autres bâtiments se préparèrent à mettre à la voile pour la destination qui leur avait été fixée. Mais à la réflexion, le Conseil jugeant que les deux bâtiments qui allaient seuls à l'Ile de France se trouveraient grandement exposés, pendant leur traversée, à rencontrer quelque croisière anglaise et à être enlevés, fit arrêter les opérations de charge-

ment. Les cinq bâtiments étaient partis ensemble pour la côte malabare, quelques jours avant la réception de Maphouz-Kan à Pondichéry.

Pour faire passer à l'Ile de France et en Europe les paquets de correspondance, on réclama les bons offices d'un bot danois qui était en rade, et qui, mettant à la voile le 6 février, emmena aussi comme passagers la Villebague, avec quelques autres officiers français. M. Monson et les Anglais de marque qui avaient compté prendre passage sur le *Saint-Louis* pour rentrer en Angleterre, durent, par suite du changement apporté à la destination de ce vaisseau, attendre à Pondichéry une autre occasion pour s'embarquer.

Aussitôt que les cérémonies qui accompagnèrent la conclusion de la paix eurent pris fin, Dupleix prit des dispositions pour recommencer une expédition contre le fort Saint-David. La mésaventure à laquelle la mollesse et la négligence du vieux Bury avaient donné lieu avait fait faire aux officiers des réflexions, et leurs idées à l'endroit du commandement s'étaient modifiées : leur répugnance à marcher sous un autre chef que le plus ancien d'entre eux avait cédé devant le désir qu'ils avaient de réparer leur échec : et Dupleix, faisant appel à leur dévouement pour la chose publique, avait réussi à leur faire admettre l'idée d'être dirigés cette fois par Paradis. Les troupes se réunirent à Ariancoupan, où cet officier en prit aussitôt le commandement.

On avait malheureusement perdu beaucoup de

temps. Un mois entier s'était écoulé depuis la signature du traité avec Anwar-Oudin. Il est difficile de démêler quelle fut la vraie raison de cette lenteur à mettre la colonne en mouvement : Dupleix savait pourtant, mieux que personne, combien les heures étaient précieuses, et que chaque jour perdu donnait une chance de plus à l'escadre anglaise d'arriver du Bengale, évènement qui aurait anéanti toutes les espérances qu'on pouvait légitimement concevoir d'un succès décisif. Peut-être craignait-il d'engager les troupes sous les ordres de Paradis avant d'être bien assuré que les officiers prêteraient leur concours au commandant sans réserve ni arrière-pensée ? Quoi qu'il en ait été, la petite armée ne se mit en marche que le 13 mars : elle prit la route du bord de la mer, pour se porter sur la rivière Pounar.

Les Anglais étaient prévenus depuis longtemps qu'on se préparait à Pondichéry à venir les attaquer de nouveau. Ils étaient déjà sur leurs gardes, quand ils furent avertis du départ de notre colonne.

Leur commandant jugea bon d'utiliser la ligne de protection que lui offrait la rivière. Il sortit avec toute la garnison de Saint-David pour en occuper les passages. En remontant depuis l'embouchure, on rencontrait plusieurs gués, faciles à franchir, mais faciles aussi à défendre, et entre lesquels la profondeur d'eau et le courant rapide rendaient la traversée extrêmement difficile, surtout en présence de l'ennemi posté sur l'autre

rive. Les troupes anglaises n'étaient pas assez nombreuses pour tenir solidement tous les points, au-delà de quelques milles en amont : on plaça le gros des forces en face de ceux sur lesquels l'ennemi paraissait devoir se présenter, et l'on fit surveiller les plus éloignés par des patrouilles et des postes de volontaires à cheval, pour s'y porter à temps, si les Français venaient à diriger leur effort de ce côté.

L'avant-garde de Paradis ne tarda pas à se montrer en face des positions anglaises. Nos ennemis, qui avaient mis d'avance leurs canons en batterie, ouvrirent aussitôt le feu. Les Français firent avancer leur artillerie pour leur répondre, et les deux adversaires passèrent tout le reste de la journée à se canonner sans avancer ni d'une part ni de l'autre.

A la chute du jour, Paradis donna l'ordre de cesser le feu, et de faire des préparatifs de campement, comme s'il voulait passer la nuit sur la position et reprendre le lendemain l'attaque sur le même point : puis, lorsque l'obscurité fut devenue assez épaisse pour masquer ses mouvements, il fit partir sans bruit toutes les troupes en remontant la rivière et vint se présenter devant un des gués les plus éloignés, où les Anglais n'avaient placé qu'un petit détachement de volontaires. Le déloger, en tuant deux ou trois hommes, fut l'affaire d'un instant : le passage s'effectua ensuite sans difficulté. Les Français marchèrent de là, sur le jardin clos où Bury s'était laissé surprendre ;

au petit jour, ils y étaient installés et l'organisaient pour s'en servir comme point d'appui.

Les choses avaient tourné jusque là tout à notre avantage, et Paradis escomptait déjà un succès facile et complet. Mais au moment même où il allait se porter en avant, des voiles, paraissant tout au loin à l'horizon de la mer, attirèrent son attention. Ces bâtiments venaient du nord, et leur vue lui donnait à penser. Les vaisseaux de Dordelin étaient partis depuis longtemps : les Français n'en avaient pas d'autres dans ces parages. L'incertitude du commandant ne fut pas de longue durée : le pavillon anglais, arboré par le plus grand des navires, lui apprit au bout de quelques instants à qui l'on avait affaire. C'était bien Griffin qui amenait toute la flotte pour sauver, s'il en était encore temps, Goudelour et Saint-David.

Tout le temps qui s'était écoulé depuis les dernières attaques du mois de décembre avait permis à la garnison du fort de faire connaître à Calcutta l'extrémité où elle était réduite. L'amiral Griffin avait amené d'Europe deux nouveaux vaisseaux l'un de 60, l'autre de 40 canons, et avait rejoint le commodore Peyton, qui se tenait à l'abri dans le Gange. Il avait pris le commandement de toute l'escadre ; et lorsqu'il connut à quel danger étaient exposés les derniers établissements anglais au Coromandel, il mit à la voile pour Goudelour. Il avait pris sur ses vaisseaux un renfort de cent soldats européens, et ses équipages complétés étaient assez nombreux pour pouvoir fournir à la

défense, s'il y avait lieu, un secours encore plus important. De sa prompte arrivée à Goudelour dépendait le salut de Saint-David, et le destin avait voulu qu'il y arrivât à point nommé pour ruiner toutes les espérances de Dupleix.

En présence de cette situation, Paradis ne pouvait que battre en retraite. Les troupes qu'il commandait composaient toute la garnison de Pondichéry : il aurait été de la dernière imprudence de ne pas les y ramener au plus tôt pour défendre, s'il en était besoin, la place contre une attaque que Griffin était en mesure de tenter. Il arrêta donc, la mort dans l'âme, son mouvement offensif, repassa la rivière et se dirigea sur Ariancoupan.

Les Anglais, retirés dans leurs retranchements, ivres de joie de voir arriver le secours si anxieusement attendu, ne songèrent pas, au premier moment, à inquiéter notre retraite. Ils ne s'aperçurent même pas du mouvement de Paradis. Nos troupes avaient traversé le Pounar sans qu'ils y eussent prêté la moindre attention. Elles arrivèrent dans l'après-midi à Ariancoupan, où elles campèrent pour la nuit.

Le commandant de Saint-David s'était, dès le premier moment, mis en rapport avec l'amiral, et lui avait fait connaître la situation où il se trouvait. On fit descendre à terre, en toute hâte, un renfort composé des cent soldats européens embarqués sur les navires, et de six cents hommes prélevés sur les équipages. Ayant assuré de cette manière

la sécurité du fort et de la ville, l'escadre anglaise appareilla de nouveau, et vint quelques jours après se présenter tout entière devant la rade de Pondichéry.

VII.

BLOCUS DE PONDICHÉRY PAR GRIFFIN.

L'arrivée de la flotte anglaise intervertissait les rôles. Les Français avaient conservé jusque là les avantages de l'offensive : il leur fallait à présent songer à se défendre chez eux. Les deux places de Pondichéry et de Madras étaient solidement organisées, et mises à l'abri d'un coup de main par terre. Elles avaient aussi de quoi tenir en respect les vaisseaux de guerre qui auraient voulu s'en approcher de trop près : mais elles n'en étaient pas moins bloquées. La présence d'une escadre anglaise à Goudelour ne permettait plus aux bâtiments de faible tonnage et mal armés (et nous n'en avions plus d'autres) de risquer, dans un sens ou dans l'autre, la traversée du Coromandel aux Iles, seul point d'où pussent arriver les secours en hommes, en matériel ou en argent. Il ne restait à Dupleix, pour communiquer avec le reste du monde, que la voie de Mahé, dont la route par terre était encore ouverte : mais malgré les précautions prises, et toutes les assurances d'amitié prodiguées par les souverains des royaumes qu'il fallait traverser, l'arrivée des messagers de Pondichéry porteurs d'ordres ou de lettres n'était rien moins qu'assurée. Nul ne pouvait dire combien de temps allait durer cet état de choses.

Il fallait se préoccuper aussi de ce qu'allait faire le nabab Anwar-Oudin, en face de cette situation nouvelle. Le rusé compère n'avait cédé, et n'avait consenti à traiter avec les Français, que parce qu'il les avait crus les plus forts, et de taille à obliger en quelques jours les dernières forces de leurs rivaux à capituler. Il y avait longtemps qu'il ne voyait plus la couleur de l'argent des Anglais. Son trésor n'avait rien à gagner s'il s'avisait de soutenir des gens aux abois et ruinés ; et c'était, pour ce « vieil avaritieux » une considération d'un grand poids. Mais à présent, la petite garnison, qu'il croyait perdue sans ressource, avait été secourue par une flotte puissante : celle des Français avait quitté la côte, et nos soldats, surpris par l'arrivée des forces ennemies à Goudelour, avaient dû reculer, sans même combattre, pour se mettre à l'abri dans leurs retranchements. C'était plus qu'il n'en fallait pour lever ses scrupules à déchirer le traité qu'il venait de signer, et à nous déclarer la guerre. S'il n'osait encore en venir ouvertement à ce parti, du moins pouvait-il saisir des occasions détournées pour nous créer des embarras, en attendant qu'il eût retrouvé à Saint-David des encouragements et des subsides suffisants pour le décider à une rupture officielle.

Dupleix pensa que pour contrebalancer ces impressions fâcheuses pour nous, il pourrait être utile de montrer de nouveau sur la côte les vaisseaux français, dussent-ils ne rien entreprendre et se tenir à l'abri sous le canon de Madras ou de

Pondichéry. La présence de l'escadre anglaise à Goudelour n'était pas un obstacle absolu à la réalisation de ce projet ; car l'amiral Griffin ne voulait pas quitter son mouillage, sachant bien qu'aussitôt son départ les Français reviendraient attaquer Saint-David. Il avait du reste employé une grande partie des équipages à renforcer la garnison ; le peu de monde qui lui restait à bord ne lui permettait pas d'entreprendre une croisière un peu importante, ni même de faire prendre la mer en même temps aux huit ou dix vaisseaux qu'il avait sous ses ordres.

D'un autre côté, les dernières lettres de la Compagnie arrivées à Pondichéry parlaient d'armements importants faits à Brest et à Lorient et d'un convoi de vaisseaux qui serait escorté par des navires du Roi jusqu'à l'Ile de France. Si ces forces avaient pris la mer dans le temps que l'on indiquait pour leur départ, elles devaient maintenant être arrivées aux Iles, ou du moins sur le point d'y arriver ; le gouverneur David, ayant sous la main quatre ou cinq navires bien armés, pouvait les envoyer rejoindre, dans les parages de Ceylan, ceux de Dordelin. On aurait ainsi constitué une flotte capable de tenir tête à Griffin ; en tous cas, de passer sans risque au large de la côte pour venir mouiller en toute sécurité devant nos places. L'arrivée de cette escadre aurait donné à nos affaires une meilleure tournure.

Des courriers furent en conséquence expédiés à Mahé. Ils étaient porteurs d'instructions pour

Dordelin et de lettres que Dupleix priait M. Louet (1) de faire parvenir au plus vite à l'île de France ; il y exposait à David la situation critique où il se trouvait, le plan qu'il avait conçu pour en sortir, et lui demandait le concours de tous les vaisseaux dont il pourrait disposer.

Dordelin, avec son escadre, était toujours dans la rade de Mormogon, près de Goa. Ni lui, ni ses collègues n'étaient d'humeur aventureuse ; ils n'avaient pas bougé de leur mouillage. Le vice-roi portugais avait autorisé l'entrée dans son port du *Saint-Louis,* qui avait besoin de réparations ; on l'y carénait, et il n'était pas encore en état de naviguer. La *Princesse-Marie*, arrivée en fort mauvais point, avait aussi été abattue en carène ; mais elle était si éprouvée, qu'elle s'était ouverte en deux au cours de l'opération ; de sorte qu'il ne restait plus à la mer que le *Centaure*, le *Mars* et le *Brillant*. Les vaisseaux n'avaient pas fameuse mine, les équipages ne valaient guère mieux que leurs bâtiments, et les capitaines étaient fort peu soucieux de continuer à naviguer. Aussi quand Dordelin fit connaître à ses deux collègues les ordres qu'il venait de recevoir de Pondichéry, ceux-ci en accueillirent la lecture par des récriminations et des protestations. Dupleix, qui n'était pas marin, n'avait pas, disaient-ils, une appréciation exacte des choses de la mer : il n'était pas à même de leur donner des ordres en connaissance

(1) Le commandant français à Mahé.

de cause. Une forte escadre anglaise gardait la côte de Coromandel : c'était folie de vouloir l'affronter avec les trois vaisseaux en mauvais état et insuffisamment armés qu'ils commandaient. Il fallait partir, non pas pour Pondichéry, mais pour l'Ile de France.

A la suite de ce conseil de guerre, la protestation fut rédigée par écrit, et envoyée à Dupleix. Les trois capitaines hâtèrent les préparatifs du départ, de manière à ne pas recevoir de Pondichéry la réponse à leur lettre, et, laissant le *Saint-Louis* terminer ses réparations dans le port de Goa, prirent le large sans l'attendre.

La désobéissance de Dordelin privait Dupleix de tous les avantages qu'il s'était promis de la présence de vaisseaux français devant nos possessions. Il ne lui restait plus, pour contenir dans la neutralité les nababs dont il suspectait, à juste titre, les sentiments à notre égard, que les ressources de sa diplomatie. Il s'ingénia dès lors à les mettre toutes en œuvre pour contrecarrer les démarches que faisaient les Anglais pour obtenir l'appui des armées du pays. Ce fut, pendant plusieurs mois, à la cour d'Anwar-Oudin, de Nizam et à celle du grand Mogol, une lutte de ruse et d'habileté entre nos agents et ceux de nos adversaires. Les Anglais promettaient monts et merveilles, envoyaient des présents, et ne tarissaient point sur l'importance des renforts parvenus à Saint-David. Il y était encore arrivé de nouvelles troupes, près d'un millier d'hommes, fournis par

Bombay et par Tellichéry. Dans le courant de septembre, les vaisseaux de Griffin étaient venus devant Madras : ils avaient brûlé dans la rade le vieux vaisseau de la Bourdonnais, le *Neptune*, qu'on y gardait à l'état de ponton. Tout cela était fort habilement présenté par les affidés des Anglais, qui cherchaient à persuader dans tout le pays que de telles forces ne pouvaient manquer d'enlever, quand elles le voudraient, Pondichéry et son gouverneur. Dupleix ripostait en faisant valoir la force de ses places, dont il perfectionnait chaque jour les défenses : il exaltait le courage des défenseurs, qui avaient déjà montré aux Maures ce qu'ils valaient comme soldats. Il vantait son génie personnel, et la bonne foi qu'il avait toujours apportée à remplir les engagements qu'il avait pris vis-à-vis des indigènes. Il appuyait ses raisons de petits cadeaux appropriés à l'état d'âme des personnages auxquels il les destinait. Les vins d'Europe, les spiritueux et les eaux de senteur jouaient un rôle important dans ces envois : l'argent n'y avait, pour de bonnes raisons, qu'une place très secondaire. Semaine par semaine, il empêchait ainsi l'orage d'éclater. Anwar-Oudin et Nizam prêtaient complaisamment l'oreille à tous les discours : ils recevaient avec satisfaction les présents, qu'ils arrivassent de Pondichéry ou de Saint-David : mais ils ne bougeaient toujours pas. Ils savaient positivement, car la chose était connue à Arcate comme à Golconde, que Chanda-Saheb venait d'être relâché par le nabab de

Chitradourga, qui s'était emparé de sa personne après que Ragogi lui avait rendu la liberté. Ce seigneur parcourait les provinces éloignées de l'empire, remuant ciel et terre pour se procurer de l'argent et lever des troupes. Il ne cachait pas ses desseins ambitieux, et Ragogi, son ancien ennemi, l'appuyait à présent, dans l'espoir de profiter des troubles pour se tailler une bonne part dans le butin. Tous les bruits qui couraient à ce sujet n'étaient pas plus rassurants que par le passé : le nabab s'en inquiétait, et son attitude à notre égard était influencée par cette préoccupation, à notre plus grand avantage.

Les mois s'écoulèrent, dans cette situation tendue, sans que rien pût en faire prévoir la fin. Les vaisseaux de Griffin restaient obstinément devant Goudelour. Quand, au mois de septembre, ils étaient venus brûler le *Neptune* en rade de Madras, Dupleix avait espéré que ce coup de force présageait leur départ définitif vers le nord, pour s'abriter pendant la mauvaise saison : mais ils étaient retournés aussitôt à leur mouillage où ils étaient restés. Le ciel les favorisa, car ils n'eurent à essuyer, en octobre et en novembre, que de légers coups de vent. En décembre, on les vit appareiller de nouveau : mais ce fut pour revenir, dans les premiers jours de janvier, avec un renfort de trois nouveaux bâtiments. Dès lors, ils n'abandonnèrent plus leur poste : de temps à autre, un ou deux navires se détachaient, venaient se présenter devant Pondichéry ou devant Madras,

on bien s'en allaient croiser au large pour capturer les quelques petits bâtiments qui auraient pu nous arriver des Iles. Là se bornait d'ailleurs, pour le moment, toute l'offensive des ennemis. On disait que d'immenses renforts pour eux étaient en route, qu'ils attendaient leur arrivée pour se jeter avec toutes leurs forces sur nos possessions, et ce bruit prenait chaque jour plus de consistance.

On arriva ainsi au mois de juin 1748. Vers cette époque, on avait appris à Pondichéry une nouvelle qui fit une profonde impression : le vieux Nizam-el-Moulk, qui avait plus de cent ans, venait de mourir, et son fils Nazersingue avait pris possession du trône de Golconde.

Les circonstances de cette mort restaient fort obscures, et bien des versions circulaient sur se sujet. Nizam avait joué autrefois à la cour de Delhi un rôle équivoque. Sa complicité avec les omrahs qui avaient assassiné Hamet-chah ne paraissait pas douteuse au nouvel empereur, son fils, qui avait juré de tirer vengeance de tous les meurtriers de son père. Sous prétexte de se faire rendre compte de la gestion des revenus du Dekan, le souverain avait à plusieurs reprises déjà, fait mander à sa cour son vassal, investi du gouvernement de cette province : mais le rusé vieillard, qui savait bien le vrai motif de ces convocations, avait longtemps réussi à éluder les ordres qu'il recevait. Il appelait en sous main quelques chefs de bandes marattes pour piller une région écartée

de son territoire : et sous prétexte de mettre un terme à leurs déprédations, entrait en campagne et ne se présentait pas à Delhi, différant son voyage jusqu'après le rétablissement de l'ordre. Cette comédie avait duré pas mal de temps : mais le Mogol régnant, qui n'en était point dupe, envoya un beau jour des ordres tellement précis, que tout faux-fuyant devenait impossible. Nizam, connaissant le sort qui lui était réservé, avait pris, disait-on, le parti de s'empoisonner pour échapper au châtiment qui le menaçait.

Une autre version prétend que Nazersingue avait hâte de monter sur le trône, et qu'il n'avait pas été étranger à la mort de son père. Il avait à maintes reprises déjà conspiré contre lui : et quoique en apparence il fût revenu, depuis quelques années, à de meilleurs sentiments, les rapports entre le nabab et son héritier n'étaient pas, tant s'en faut, empreints d'une parfaite cordialité. Cela pouvait bien donner quelque vraisemblance aux suppositions qui furent faites à la suite de l'évènement qui laissait libre le trône du Dekan.

Quoi qu'il puisse en avoir été des causes de la mort de Nizam, sa disparition allumait bien des convoitises et des compétitions. Il relevait directement du Grand Mogol, pour gouverner en son nom toute la partie méridionale de la péninsule, de la vallée du Godavery au cap Comorin. La possession de cet immense empire pouvait tenter bien des gens, et Nazersingue, par précaution, n'avait pas perdu un instant pour se faire reconnaître par

l'armée et se mettre en possession de la couronne et des trésors de son père.

Il avait un frère aîné, Gazerdikan, qui remplissait à Delhi, du temps de l'ancien empereur, des charges importantes : mais il n'avait rien à craindre de ce côté : car Gazerdikan, plus ou moins directement mêlé aux intrigues qui avaient amené la mort de Hamet-chah, avait été disgracié par le nouveau Mogol, et condamné par lui à une prison perpétuelle. Il était ainsi hors d'état de prétendre à la succession de son père.

Mais il existait aussi une sœur, plus âgée que ses deux frères, et qui était issue d'une des propres nièces de Hamet-chah. Cette princesse avait épousé Satodolaskan, et en avait un fils, qui se trouvait par conséquent être le cousin de l'empereur régnant.

Nazersingue n'avait ni attendu, ni même sollicité l'approbation de la cour de Delhi pour s'installer à la place de son père. Le Mogol, irrité de ce manque d'égards, avait fait mander à sa cour Idayet-Moodin-Kan, son jeune parent : il lui conféra, sous le nom de Mouzafersingue, l'investiture de la soubabie du Dekan, à laquelle l'origine illustre de sa mère, et le droit d'aînesse qu'elle avait sur Nazersingue, lui donnaient des droits. Ce prince n'avait, pour faire valoir ses prétentions, ni armée, ni argent ; mais le hasard l'avait mis en présence de Chandasaheb, qui songeait à reconquérir pour lui-même la nababie d'Arcate. Chandasaheb passait à juste titre pour

un homme de valeur, et pour un guerrier de mérite. Mouzafersingue s'entendit avec lui ; il convint que s'il montait un jour sur le trône du Dekan, il lui rendrait toutes les dignités qu'Anwar-Oudin avait usurpées à la suite de l'invasion des Marattes de 1740 : et tous deux s'occupèrent de recruter des partisans, afin d'entrer aussitôt en campagne. Chandasaheb, au temps où il présidait aux destinées du Carnate, était l'ami des Français. Dumas, alors gouverneur de Pondichéry, l'appréciait fort, et lorsque le sort des armes l'avait fait tomber aux mains des Marattes, il avait donné asile dans la place à sa mère, à sa femme, et aux personne de sa famille. Tout ce monde y était resté depuis lors : et Dupleix, qui tenait aussi Chandasaheb pour un homme très supérieur aux autres indigènes, et espérait qu'un jour ou l'autre il pourrait en tirer des services, avait comblé ces personnages de prévenances, et se servait de leur intermédiaire pour correspondre avec lui et avec Ragogi. L'entremise du gouverneur français avait eu certainement une large part dans la libération de Chandasaheb par le chef maratte : et dans les circonstances actuelles, cette épée de Damoclès, suspendue sur la tête de Nazersingue et d'Anwar-Oudin, procurait à Dupleix un appui inespéré : c'était la plus sûre garantie qu'il pût avoir de ne pas être attaqué ouvertement par les armées des nababs, malgré toutes les avances que leur faisaient les Anglais pour obtenir leur alliance.

Ceux-ci, en gens avisés, ne comptaient le secours

qu'ils avaient tenté d'avoir d'eux que comme un appoint secondaire. L'espoir qu'ils avaient pu nourrir d'être soutenus par une diversion faite par les armées des Maures ne les empêchait pas d'accumuler à Goudelour toutes les troupes que leurs autres établissements des Indes pouvaient fournir : Tellichéry, Bombay, le Bengale avaient été mis à contribution pour fournir des soldats européens et des cipayes : et les trois vaisseaux d'Europe que Griffin avait été chercher à Ceylan, et qui étaient revenus avec lui en janvier, amenaient mieux encore que des soldats. A bord de l'un deux se trouvait un officier, porteur d'une commission de commandant général de toutes les troupes anglaises dans les Indes orientales : le major Lawrence allait être pour Dupleix le plus redoutable des adversaires. Son envoi dans l'Inde marquait l'intention bien arrêtée qu'avait la cour d'Angleterre de reprendre l'offensive et de venger la perte de Madras : son arrivée allait donner aux opérations une impulsion toute nouvelle. Il s'était rendu, aussitôt débarqué, au fort Saint-David, et il y avait pris sans délai la direction de toutes les affaires militaires et politiques.

Dupleix avait réussi à conserver, jusqu'à cette époque, des intelligences dans le camp même des Anglais. Il se servait d'un interprête indigène attaché à l'ancien gouverneur anglais de Madras, et qui avait suivi son maître, lorsqu'il avait été ramené à Pondichéry. Madame Dupleix ayant eu l'occasion de voir cet homme, entreprit de l'ame-

ner à servir les intérêts des Français : elle y réussit, et avait si bien fait qu'elle était par lui tenue au courant de tout ce qui se passait dans le fort Saint-David. Comme M. Morse, ne soupçonnant rien, continuait à l'employer pour correspondre secrètement avec ses compatriotes, et l'envoyait fort souvent, sous un déguisement, leur porter des lettres dans leur camp, cet agent était admirablement placé pour savoir tout ce qui s'y faisait et venir le rapporter à Dupleix. La perspicacité de Lawrence, ou peut-être le hasard, lui fit éventer ce manège au bout de quelques jours.

Il y avait à Saint-David un commandant des cipayes venu à contre-cœur de Tellichéry avec ses hommes. Cet officier était mécontent des Anglais, et notre agent, qui l'avait appris, s'était aussitôt abouché avec lui : il ne lui fut pas difficile de l'amener à abandonner le service de nos ennemis. On convint qu'à la première affaire où sa troupe se trouverait engagée, elle passerait avec armes et bagages du côté des Français.

Mais un mot imprudent avait fait dresser l'oreille à Lawrence : il fit secrètement une enquête, et débrouilla tous les fils de la conspiration. Nous y perdîmes notre interprète, qui fut appréhendé au corps et pendu, ainsi que deux ou trois indigènes soupçonnés d'être ses complices. Lawrence n'osa pas faire subir le même sort aux chefs des cipayes, craignant de provoquer parmi leurs hommes un soulèvement qui l'aurait mis dans l'embarras : il fit discrètement arrêter

le commandant et une douzaine de ses officiers compromis dans l'affaire, et les embarqua sans bruit pour Sainte-Hélène, où ils s'entretuèrent les uns les autres, pour échapper à la dure captivité qui les y attendait.

VIII.

PRÉPARATIFS DE DÉFENSE A PONDICHÉRY.

L'arrivée successive de tous ces renforts, l'activité fiévreuse que Lawrence déployait à Saint-David, et tout le mouvement que s'y donnaient les Anglais, ne présageaient rien de bon pour nous. Les ennemis n'étaient pas encore de force à nous attaquer sérieusement : mais il était visible qu'ils s'y préparaient : et le bruit courait de l'arrivée prochaine d'une escadre formidable partie d'Angleterre dans le courant de l'automne précédent.

Dupleix n'avait pas attendu ces symptômes inquiétants pour se précautionner. Dès l'arrivée des vaisseaux de Griffin il s'était mis à l'œuvre. Pendant toute l'année qui venait de s'écouler, il n'avait rien ménagé pour mettre Pondichéry et Madras en état de résister, si les Anglais venaient à en entreprendre le siège.

Il lui fallait assurer la défense des deux places, avec des effectifs largement suffisants pour l'une d'elles, mais trop restreints pour les garder toutes deux. Il se décida à ne laisser à Madras que le monde nécessaire pour y tenir quelques jours et lui permettre d'envoyer au secours, le cas échéant, la garnison de Pondichéry. La ville noire était difficilement défendable : le mur d'enceinte n'avait aucune résistance ni aucune valeur défen-

sive. On le démolit, on combla le fossé qui le couvrait, et l'on rasa la ville elle-même, de sorte qu'il ne resta plus à défendre que l'enceinte de la Ville Blanche ; il y avait là de bons remparts, et le développement n'en était pas disproportionné avec les ressources en hommes et en artillerie dont on disposait. Cette destruction de la ville noire, qui fut plus tard si amèrement reprochée à Dupleix par ses détracteurs, ne fut en réalité qu'une mesure militaire imposée par la situation du moment.

D'Espréménil avait été remplacé par Barthélemy comme gouverneur de la ville. Dupleix n'avait pas trouvé dans son quasi-gendre toute l'activité et toute l'énergie qu'il eût désiré dans les circonstances actuelles ; et comme les malentendus qui avaient un instant refroidi les rapports entre Barthélemy et lui étaient à présent dissipés, tout au moins à la surface, il l'avait renvoyé commander la place, dont il connaissait bien le fort et le faible, depuis qu'il l'avait défendue contre Anwar-Oudin. Barthélemy s'en alla reprendre son poste comme s'il ne se fût rien passé.

Il mit en œuvre les médiocres ressources dont il disposait, de manière à en tirer le meilleur parti possible. On fit venir de Pondichéry les fusils et les munitions nécessaires pour armer tous les hommes valides, et mettre la petite garnison à même de parer à tout événement : les fortifications demandaient peu de réparations : on eut bientôt achevé d'y faire le nécessaire, et l'on y

installa des canons. La question la plus importante était d'approvisionner la place en vue d'un blocus ou d'un siège. La campagne environnante put heureusement fournir assez de grains, qui furent mis en magasin, et des bestiaux, qu'on fit parquer dans les terrains avoisinant la ville.

Dupleix travaillait de son côté à Pondichéry. Il y avait conservé une garnison plus forte qu'à Madras, étant plus exposé à une attaque, en raison de la proximité des ennemis, et ayant besoin de plus de bras pour mettre en état les ouvrages de défense.

Les fortifications existantes avaient été construites par l'ingénieur Cossigny venu tout exprès de l'Ile de France pour cet objet, lors de l'invasion des Marattes en 1741. Le mauvais mur de terre qui avait formé jusqu'alors la seule protection de la ville avait été remplacé par une enceinte bastionnée, régulièrement tracée ; des estacades, s'avançant dans la mer, barraient le passage le long de la plage à marée basse : le front de mer, qui n'était pas défendu, avait été organisé pour y placer de l'artillerie : enfin, le pied des remparts du côté de la terre était protégé par un fossé, qui drainait en même temps les eaux des marécages environnants et celles qui séjournaient dans la ville elle-même. Tous les ouvrages étaient construits : mais, pour ménager la susceptibilité du nabab, Cossigny n'avait élevé les parapets qu'à mi-hauteur, afin de ne pas leur donner un aspect trop formidable. Ce scrupule était à pré-

sent hors de saison. Dupleix fit élargir et approfondir les fossés : avec les terres provenant de cette fouille, on augmenta le relief des remparts, et celles qu'on eut en trop servirent à construire en avant une espèce de glacis, qui, tout défectueux qu'il fût, améliorait les conditions de la défense. On établit aussi un barrage sur le ruisseau qui amenait l'eau dans la ville et alimentait en partie les fossés : on pouvait ainsi provoquer l'inondation de vastes terrains en avant des remparts, et en rendre les abords inaccessibles. Sur les routes qui conduisaient aux villages environnants, on bâtit de petites redoutes en terre, aux limites de notre territoire : enfin, l'on organisa, près du village d'Ariancoupan, un ouvrage fermé, destiné à servir de poste avancé dans la direction de l'ennemi. Tous ces divers travaux s'exécutaient sous la direction personnelle de Dupleix, qui avait toujours eu un goût marqué et des aptitudes pour les questions de fortification, et qui devait faire face à tout : car Paradis, qui aurait pu l'aider, était retourné à Karikal, et Dupleix n'avait pas jugé à propos de le faire revenir pour le moment : tout le poids de cette organisation retombait donc sur le Gouverneur, qui trouvait là une occasion de mettre en pratique les connaissances théoriques qu'il avait acquises dans ses moments de loisir.

Les difficultés étaient grandes, en raison de la nature du sol sur lequel la ville était bâtie : il n'y avait, à plusieurs milles à la ronde, ni chaux,

ni sable, ni même de terre convenable pour faire de la brique. Le terrain marécageux était si mouvant qu'on n'avait pas pu creuser le fossé au pied du parapet, sous peine de faire ébouler tout l'ouvrage, et qu'il avait fallu laisser une berme de plusieurs toises. Il avait fallu trouver et faire venir de loin tous les matériaux, et les amener à pied d'œuvre à grand renfort d'hommes, de temps et d'argent. Malgré tous les obstacles, le Gouverneur était parvenu, en quelques mois, à constituer des défenses capables de résister même à l'attaque de troupes européennes. Comme Lawrence avait installé, en avant de Saint-David, sur les bords du Pounar, un camp où stationnait la majeure partie de ses troupes, un petit corps de Français avait été détaché à Ariancoupan, et un poste se tenait en permanence aux environs d'Archiwack, pour observer de là ce que faisaient les ennemis, donner l'alarme et leur opposer une première résistance s'ils venaient à se porter en avant.

Tous ces travaux terminés, la place de Pondichéry présentait à l'assaillant une première ligne de défense extérieure, constituée par une épaisse haie d'arbres et d'arbustes épineux, courant en demi-cercle, à quinze cents toises en avant des remparts, et qui marquait la séparation du terrain appartenant à la Compagnie de France et de celui des indigènes. L'entrée des routes aboutissant à la ville y était barrée par les redoutes dont nous avons parlé. Au nord, cette haie partait de la

mer, contournait toute l'enceinte fortifiée, et venait s'appuyer au sud au coude de la rivière d'Ariancoupan, qui formait, depuis ce point jusqu'à son embouchure, une barrière infranchissable, à six cents toises environ des parapets : en amont, et en dehors de la ligne des limites, il existait des passages guéables, dont l'ouvrage d'Ariancoupan interdisait l'accès.

L'enceinte du corps de place comportait quatorze bastions, dont trois faisaient face à la mer. Sur la petite langue de terre qui descendait au sud, dans l'embouchure de la rivière d'Ariancoupan, s'élevait en outre un petit ouvrage, dénommé redoute de Saint-Thomas, à quelques centaines de toises des remparts. Enfin, tout le front nord-ouest de la place était très efficacement protégé par l'inondation artificielle résultant du barrage du ruisseau. Jusqu'à près d'une demi-lieue de la ville, tout le terrain pouvait être rendu absolument impraticable.

Vers le milieu de juin, tous ces travaux étaient parachevés. On pouvait envisager avec confiance l'avenir, et considérer Pondichéry, aussi bien que Madras, comme hors d'insulte. Des mesures bien prises avaient permis de tirer des environs le riz, le blé, et les vivres de toute nature qui y restaient encore : de sorte que, même si nos ennemis avaient occupé tout le territoire autour de nous pour essayer de prendre la ville par la famine, il leur aurait fallu plusieurs mois de blocus avant de mettre les assiégés dans l'embarras.

Mais tout cela n'avait pu être obtenu qu'au prix de lourds sacrifices d'argent. La fortune personnelle et le crédit du gouverneur n'avaient pas été ménagés, car les caisses de la Compagnie étaient vidées depuis longtemps. Les dernières ressources en numéraire s'épuisaient rapidement : il fallait pourtant faire face encore à bien des dépenses indispensables et urgentes, notamment fournir la solde aux cipayes de Cheick-Ibrahim et de Cheick-Assem, son frère, qu'on avait enrôlés : leur concours coûtait cher, mais c'était un gros appoint pour la défense, et Dupleix n'envisageait pas sans appréhension le moment où il ne pourrait plus les payer.

Il restait encore au gouverneur un espoir : c'était de voir arriver par mer les ressources qui lui faisaient défaut. Les émissaires envoyés de Mahé par M. Louet l'avaient mis au courant de ce qui s'était passé aux Iles : il avait appris par cette voie que les vaisseaux de Dordelin, arrivés au mois d'octobre précédent à Port-Louis, y avaient rencontré des navires dernièrement arrivés d'Europe, et qui ne pouvaient être que ceux de l'escadre dont il était question dans les lettres de la Compagnie. Dupleix avait écrit à David lettres sur lettres, pour lui exposer ses embarras, et le supplier de faire l'impossible pour le secourir. De là dépendait le salut de nos possessions de l'Inde. Mais les réponses n'arrivaient pas, et les journées s'écoulaient sans qu'on aperçût à l'horizon d'autres voiles que celles des frégates anglaises que Griffin en-

voyait croiser pour surveiller la côte et empêcher nos bâtiments d'en approcher. D'instant en instant, l'anxiété du gouverneur se faisait plus vive : il était à présent tout à fait aux abois, et en était réduit à engager son argenterie et les bijoux personnels de Madame Dupleix pour se procurer de dernières ressources, quand on vint annoncer que l'escadre de Goudelour tout entière était en mouvement et paraissait prendre des dispositions de combat contre une flotte arrivant du sud. On resta quelque temps incertain de la vraie cause de cette agitation : mais dans l'après-midi du 22 juin, un courrier envoyé de Madras par Barthélemy vint annoncer que huit vaisseaux de guerre français venaient de mouiller et qu'ils étaient en train de mettre à terre des hommes, de la poudre et des fonds. C'était M. de Lozier-Bouvet, qui arrivait de l'Ile de France. Il laissa dans la rade deux bâtiments chargés de matériel de guerre, débarqua trois cents hommes et soixante-deux mille mares d'argent : et dans la nuit, il disparut avec le reste de la flotte, sans avoir fait connaître ni les ordres qu'il avait, ni la destination qu'il donnait à ses navires.

IX.

CROISIÈRE DE M. DE LOZIER-BOUVET.

Les forces que Bouvet avait réussi à conduire devant Madras étaient bien peu de chose, comparées à celles que la Compagnie avait compté pouvoir réunir pour cette époque dans l'Océan Indien. C'était tout ce qui restait des armements de 1746, et de deux nouvelles expéditions qu'on avait fait partir en 1747, au prix de mille efforts et de lourds sacrifices. Comme les escadres anglaises croisaient sur toutes les côtes de France, il avait fallu armer en guerre une partie des vaisseaux de commerce, et cette protection même n'étant pas suffisante, la Compagnie avait dû recourir aux bons offices du ministre de la marine. Elle avait obtenu le secours des vaisseaux du Roi pour renforcer l'escorte des bâtiments qui portaient ses cargaisons.

On avait pu, à la fin de l'hiver de 1747, équiper une première escadre, qui avait pris la mer le 28 mars. M. de Saint-Georges en avait le commandement. Les forces qu'il avait sous ses ordres consistaient en trois vaisseaux de la marine royale: l'*Invincible*, qu'il montait lui-même ; le *Lys*, commandé par M. de Lozier-Bouvet, et le *Jazon*, commandant Beccard : de trois navires de la Compagnie armés en guerre, et de deux corvettes.

Toute cette flotte devait accompagner huit bâtiments marchands, dont quatre avaient été équipés à Lorient, et quatre autres frétés à Nantes, où l'on achevait de les charger.

Deux jours après sa sortie de Brest, l'expédition rencontra cinq vaisseaux anglais qui surveillaient la côte de Bretagne. L'ennemi, n'étant pas en force, n'osait pas attaquer et se bornait à observer les mouvements des nôtres, lorsqu'un coup de vent l'obligea de gagner le large. Du même coup, les bâtiments français durent se réfugier dans les ports, résultat qui ne fut pas atteint sans danger ni sans pertes. Il se trouva que nous eûmes un navire échoué, deux petits bâtiments perdus et que le *Lys*, l'*Aimable* et le *Fuloy* avaient disparu, sans que l'on pût savoir ce qu'ils étaient devenus.

Deux mois entiers furent nécessaires pour remettre l'expédition en état de partir. Le 13 mai, Saint-Georges appareilla de nouveau avec l'*Invincible*, le *Jazon*, le *Philibert*, l'*Apollon*, la *Thétis* et le *Darmouth*. Comme on appréhendait de rencontrer l'amiral Anson qui rôdait dans ces parages avec des forces supérieures, M. de la Jonquière avec quatre vaisseaux du Roi s'était joint à cette escadre, pour la protéger jusqu'à ce qu'elle fût assez loin pour n'avoir rien à craindre. Cette précaution fut malheureusement inutile. La flotte française attaquée par les Anglais au large du cap Finistère, eut le dessous. Pas un bâtiment n'échappa au désastre et Saint-Georges lui-même fut fait prisonnier.

C'était un rude coup pour la Compagnie. En dehors de la perte matérielle, qui était immense, toutes les ressources que l'on envoyait à nos comptoirs, où on en avait un si pressant besoin, allaient leur manquer. On pouvait espérer que le *Lys*, dont on n'avait pas reçu de nouvelles, avait continué sa route, et pourrait amener aux Indes les fonds considérables qu'il avait à bord : mais lors même que ce navire et les deux autres qui avaient disparu en même temps que lui seraient arrivés sans encombre à destination, c'était un bien maigre appoint pour nos établissements, et dans tous les cas, il fallait abandonner l'idée d'avoir aux Indes une flotte capable de tenir tête à celle des Anglais. Ce n'était pas avec les navires écloppés qui pourraient être revenus à l'Ile de France que l'on pouvait la constituer, et le danger que couraient les possessions de la Compagnie était d'autant plus grand, qu'on armait en Angleterre une nouvelle expédition, destinée à rejoindre au Coromandel les vaisseaux de l'amiral Griffin, pour y frapper un coup décisif.

Dans ces conjonctures alarmantes, les Directeurs eurent de nouveau recours au ministre. Ils lui exposèrent leurs appréhensions, et obtinrent, pour parer au plus pressé, que l'*Apollon* et l'*Anglesea*, qui croisaient pour le compte du Roi dans les parages de Madagascar, se rendraient aux Iles et seraient mis à la disposition de la Compagnie. C'étaient deux beaux navires en bon état et bien armés, que la marine royale avait affrétés à des

armateurs pour faire la course dans l'océan Indien. Le contrat qui avait été passé pour cet objet fut résilié : une nouvelle convention fut conclue avec la Compagnie des Indes qui reprenait ces bâtiments pour son compte. Le *Lion* fut expédié en toute hâte de Nantes pour porter à l'Ile de France les ordres relatifs à cette nouvelle combinaison. Le *Prince*, qui par suite d'un défaut d'arrimage n'avait pas pu appareiller avec Saint-Georges et était resté dans le port, partit à la fin d'août pour la même destination, et le *Content*, au mois d'octobre : ces deux vaisseaux portaient des duplicata des mêmes ordres.

Entre temps, la nouvelle s'était confirmée qu'on avait armé en Angleterre six ou huit navires de guerre, et que cette flotte allait incessamment partir pour les Indes Orientales : on savait même que le commandant désigné de ces forces était l'amiral Boscawen, qu'on avait embarqué des troupes nombreuses, et que le but de cet armement était de reprendre Madras ou Pondichéry. Ce n'était ni avec les quelques vaisseaux qui nous restaient dans l'Océan indien, ni avec les trois ou quatre navires qui pouvaient, avec du bonheur, y être arrivés de France, que l'on tiendrait tête à une pareille escadre. La Compagnie et le ministre s'occupèrent de concert à réunir les dernières ressources dont on disposait en France pour organiser une nouvelle expédition : le commandement devait en être donné au marquis d'Albert, qui avait déjà fait plusieurs croisières dans la mer

des Indes. Quatre bâtiments furent armés à Brest, et trois à Toulon : ces derniers avaient ordre de se rendre à Cadix, et de rejoindre ensuite les autres pour faire route avec eux vers le cap de Bonne-Espérance. Malgré toute la diligence apportée à ces préparatifs, les vaisseaux de Brest ne furent prêts qu'au mois de janvier 1748. Le 23 de ce mois seulement, d'Albert appareillait, avec le *Magnanime* qu'il montait en personne : l'*Alcide*, l'*Arc-en-Ciel*, et le *Cumberland*.

Cette tentative n'eut pas meilleure chance que la première : le 7 février, le mauvais temps dispersa les vaisseaux : l'*Alcide* rentra au port : le *Cumberland* et l'*Arc-en-Ciel* poursuivirent leur route, mais le premier de ces navires dut relâcher à la Corogne. Le *Magnanime*, démâté de son mât de misaine, restait seul, et pour comble de malheur, il fut rencontré par une escadre anglaise, qui en eut raison après un combat désespéré. D'Albert fut fait prisonnier et conduit en Angleterre.

C'était, pour le coup, la ruine définitive de tous les projets qu'on avait formés. En désespoir de cause, on conféra les pouvoirs du marquis d'Albert à M. de Bompard, le plus ancien des capitaines des vaisseaux de Toulon. Il eut ordre de conduire ses bâtiments à Cadix, et d'y attendre de nouvelles instructions.

La Compagnie, privée du secours des vaisseaux du Roi, faisait partir isolément, au petit bonheur, et à mesure qu'ils étaient prêts, les derniers vaisseaux qui lui restaient, dans l'espoir qu'il pourrait

en passer quelques-uns. L'*Hercule*, le *Machault*, et le *Jazon* avaient pris la mer en janvier : le *Rouillé* et l'*Auguste*, le 15 février. Mais ces faibles renforts ne pouvaient même plus arriver en temps utile : Boscawen avait quitté l'Angleterre au mois de novembre, et son arrivée allait mettre nos possessions dans la situation la plus critique où elles se fussent jamais trouvées.

Tandis que ces graves évènements se déroulaient en Europe, Bouvet poursuivait sa route avec le *Lys*, l'*Aimable* et le *Fulvy*. Il était arrivé en octobre 1747 à l'Ile de France, ayant eu le bonheur d'éviter toute mauvaise rencontre.

Dordelin venait d'y parvenir de son côté avec le *Centaure*, le *Mars* et le *Brillant* : le gouverneur David faisait tous ses efforts pour remettre en bon état ces trois vaisseaux, éprouvés par dix-huit mois de campagne.

Bouvet ne pouvait annoncer que le départ de l'expédition de M. de Saint-George : il ignorait le triste sort des vaisseaux qui ne l'avaient pas suivi. David s'occupa sans retard de faire préparer ce qui serait nécessaire au reste de la flotte qu'il s'attendait à voir paraître incessamment, afin d'envoyer de suite à Dupleix le secours qu'il réclamait d'une manière de plus en plus pressante.

Mais les forces attendues ne paraissaient toujours pas. Seuls, l'*Apollon* et l'*Anglesea* étaient revenus du Malabar, avec un vaisseau anglais qu'ils y avaient capturé. David s'inquiétait de ce retard qui lui paraissait d'un mauvais augure. L'arrivée

du *Lion*, entré à Port-Louis le 25 février, changea ses appréhensions en certitude.

On n'avait plus, au lieu d'une flotte bien organisée, que des débris. David s'ingénia pour en tirer parti, et reconstituer, tant bien que mal, une escadre. Se conformant aux instructions venues d'Europe, il prit possession de l'*Apollon* et de l'*Anglesea*. MM. de la Métrie-Quentin et la Mabonnais, qui les commandaient au nom du Roi, cédèrent la place à MM. de la Porte Barré et Selle, capitaines au service de la Compagnie. Ce renfort portait la flotte de guerre à 6 vaisseaux : les autres bâtiments qui restaient en rade ayant besoin de réparations ne pouvaient pas servir, et, d'ailleurs, David n'avait pas de quoi les équiper en artillerie et en hommes, sans compromettre la défense de son île elle-même.

C'était peu, pour tenir tête à l'escadre de Griffin. Mais il fallait à tout prix venir au secours de l'Inde, et faire au moins passer à Dupleix les fonds embarqués sur le *Lys* et destinés à Pondichéry. David, jugeant qu'il ne fallait pas tarder davantage, et que notre flotte pourrait profiter de la sécurité où se croyaient les Anglais pour passer par surprise, fit partir Bouvet pour l'Ile de Bourbon. Il avait fait accumuler là des approvisionnements considérables en grain et en vivres, qu'il destinait au ravitaillement des vaisseaux d'Europe. M. de Saint-Martin, gouverneur de cette île, reçut l'ordre de les délivrer à l'escadre de fortune qu'on venait d'organiser. La *Cybelle* était partie pour

Foulepointe, pour y charger des bœufs et des esclaves noirs, que l'on comptait utiliser comme soldats. Bouvet devait l'y rejoindre après s'être approvisionné à Bourbon, attendre l'arrivée de la *Princesse Émilie*, dont on terminait le chargement à Port-Louis, et faire ensuite voile pour le Coromandel.

Sur ces entrefaites, l'*Hercule*, parti de Lorient en janvier, était arrivé à l'Ile-de-France le 2 mai. Les papiers qu'il apportait annonçaient le départ du marquis d'Albert avec sept vaisseaux du Roi ; et en même temps, qu'une forte escadre ennemie, ayant quitté l'Angleterre au mois de novembre, devait, selon toute probabilité, se trouver actuellement dans les parages du cap de Bonne-Espérance. Ces nouvelles firent hésiter David. S'il devait arriver bientôt des renforts d'Europe, Bouvet, en remettant son départ à quelques jours, pouvait se joindre à eux et avec ces forces réunies, très supérieures cette fois à celles des Anglais, anéantir l'escadre de Griffin. D'un autre côté, c'était un retard apporté pour venir à l'aide de Dupleix, que ses lettres montraient réduit à la dernière détresse, et qui attendait depuis six mois un secours, qui n'arrivait pas. Il fallait tenir compte aussi de l'arrivée probable de l'escadre de Boscawen, qui allait plus que doubler la flotte des Anglais, et, en agissant tout de suite, on avait des chances de trouver peut-être les vaisseaux de Griffin dispersés ou en réparation, et de pouvoir les attaquer les uns après les autres. Ces diverses considérations

déterminèrent David à maintenir ses anciens ordres. Il fit partir la *Princesse Emilie,* avec des lettres où il confirmait purement et simplement à Bouvet les instructions déjà données.

Ce bâtiment rallia l'escadre au milieu de mai. Bouvet, ayant pris connaissance des papiers qu'il apportait, fit lever l'ancre et cingla aussitôt vers l'Inde. On décida de faire route par le canal des Neuf degrés, au nord des îles Maldives. Un accident survenu à la *Princesse Emilie*, à laquelle un coup de vent avait enlevé un de ses mâts de hune, retarda quelque peu la marche des vaisseaux : cependant, le 15 juin, ils étaient en vue de Pointe-de-Galles, au sud de Ceylan.

Le 18, on rencontra deux petits bâtiments hollandais : l'un d'eux prit la fuite ; mais l'autre fut capturé par le *Brillant.* On trouva à son bord de la poudre, des armes et du matériel de guerre : ce chargement était sans le moindre doute destiné aux Anglais. Bouvet, désireux de profiter de l'occasion pour avoir, s'il était possible, des renseignements sur l'ennemi, ordonna de faire passer tout l'équipage sur le *Lys* et d'interroger séparément tous les hommes. Les dires de ces gens s'accordaient bien quant à la présence au Coromandel d'une douzaine de vaisseaux de guerre anglais, mais les indications qu'ils donnaient sur le point où ils se trouvaient, étaient contradictoires.

Bouvet et les capitaines des vaisseaux tinrent conseil, pour examiner s'il valait mieux éviter une rencontre, en passant plus au large, au risque

d'être entraînés loin du Coromandel, et de perdre beaucoup de temps pour y revenir ; ou bien continuer à suivre la route ordinaire, quitte à livrer bataille, s'il était nécessaire, à des forces supérieures, pour amener coûte que coûte tout au moins une partie de la flotte à Pondichéry. Ce fut à ce dernier parti que l'on s'arrêta.

Le 20 mai, l'escadre arrivait devant Karikal. Les vaisseaux n'avaient arboré aucun pavillon. Cette mesure de prudence eut un effet regrettable ; car Paradis, qui commandait l'établissement français, crut que les navires qu'on voyait au large étaient un renfort qui arrivait aux Anglais, et ne pensa pas un instant que cette flotte pût être la nôtre. N'en recevant aucun signal, il ne jugea pas à propos d'en faire de son côté, et encore moins d'envoyer des embarcations pour la reconnaître de plus près ; de sorte que Bouvet s'éloigna sans avoir échangé avec la terre la moindre communication. C'était fâcheux, car Paradis était renseigné sur les faits et gestes de la flotte anglaise ; il savait d'une façon certaine que les vaisseaux anglais étaient en mauvais état, qu'il y avait beaucoup d'hommes à terre, et que deux des plus gros bâtiments avaient leur gouvernail démonté. C'était une bien belle occasion pour les nôtres de tomber sur les ennemis avant qu'ils fussent en mesure de combattre, et de remettre d'un seul coup Dupleix en mesure de sortir de la défensive à laquelle il était réduit depuis plus d'une année.

Bouvet poursuivit sa route au Nord en longeant

la côte ; la mer était calme, et de nombreuses embarcations étaient sorties pour pêcher. Il en fit prendre une, afin d'apprendre quelque chose sur l'ennemi ; quelques instants après, un catimaron venant de Tranquebar accostait le *Lys*. C'était le gouverneur danois qui envoyait reconnaître quels étaient les vaisseaux qu'on voyait passer au large. Les indigènes qui montaient ces embarcations, interrogés aussitôt, ne purent pas apprendre grand chose à Bouvet. Tout ce qu'on put en tirer permettait seulement de conjecturer qu'il y avait à Goudelour des vaisseaux anglais, les uns armés en guerre, et les autres marchands.

Bouvet fit retenir les catimarons et les gens qui les montaient, afin qu'on ne pût pas ébruiter la nouvelle de l'arrivée de ses vaisseaux ; et il réunit les capitaines pour délibérer sur le parti qu'il convenait de prendre. On supposait qu'il y avait à Goudelour six vaisseaux de guerre et quatre frégates. C'était, comme le dit au conseil M. de la Porte-Barré, un adversaire pour chacun des vaisseaux français, « et les quatre frégates iraient pardessus le marché. » Les capitaines émirent l'avis qu'il fallait tenter l'attaque.

La *Cybelle* fut en conséquence dépêchée pour reconnaître l'ennemi, et le reste de la flotte suivit à distance, en ordre de combat.

Quelques heures après, la corvette ralliait le gros de l'escadre, annonçant qu'on voyait devant Goudelour dix vaisseaux de guerre, ainsi que plusieurs bâtiments qui paraissaient marchands.

C'était bien la confirmation des suppositions qu'on avait déjà faites. Bouvet, continuant sa route, se trouva bientôt en présence de l'ennemi.

Les vaisseaux de guerre étaient rangés sur deux lignes, au nord de l'embouchure de la rivière ; les vaisseaux marchands étaient réunis en un groupe compact, plus près de la terre. Tous les navires avaient leurs pavillons battants, et manœuvraient leurs voiles comme s'ils eussent voulu profiter, pour appareiller, de la brise de terre qui s'élèverait le soir. En attendant le vent, Griffin faisait embarquer les hommes qu'il avait à terre.

Bouvet, s'approchant à moins de deux lieues, pouvait se rendre exactement compte des forces des ennemis. Il y avait, sur leurs dix vaisseaux, plus de cinq cents pièces de canon. L'ardeur et la bravoure des officiers et des équipages français ne pouvait pas compenser une telle disproportion d'armement. Le commandant de l'escadre, ne sachant pas dans quel désarroi étaient en réalité les Anglais, et trompé par les apparences, considéra qu'il était plus sage d'assurer tout d'abord la bonne arrivée des secours qu'il apportait à Pondichéry, quitte à revenir plus tard offrir le combat à l'escadre de Griffin, s'il se présentait une occasion favorable. Il fit part de ses réflexions à M. de la Porte-Barré. Celui-ci eût été volontiers d'avis d'attaquer à tous risques : mais, reculant devant la responsabilité qu'il aurait encourue si l'affaire avait mal tourné pour nous, il fit passer à son chef une lettre pour lui dire qu'il s'en remettait

à sa décision et ne voulait pas s'engager personnellement à émettre une opinion.

Jusqu'au soir, les deux adversaires se tinrent immobiles, à une lieue l'un de l'autre, en s'observant mutuellement. Les Anglais ne pouvaient pas appareiller tant que le vent ne se serait pas élevé : ils ne faisaient qu'établir, puis carguer leurs voiles, sans bouger de place. Les nôtres manœuvraient de manière à laisser penser qu'ils cherchaient à conserver, pour le lendemain matin, l'avantage du vent : mais ce que voyait le commandant français le confirmait de plus en plus dans son dessein d'éviter un engagement, et de se dérober dans la nuit pour gagner un de nos établissements. Pondichéry n'était qu'à trois lieues au nord : les Anglais n'avaient qu'un pas à faire pour venir nous attaquer dans la rade : Bouvet résolut, en conséquence, d'aller toucher plutôt à Madras.

Quand l'obscurité fut devenue complète, il fit brusquement changer la route de ses vaisseaux : ils passèrent, en masquant leurs feux, tout le long de la ligne des Anglais, qui ne se doutèrent de rien. Le vent très vif qui soufflait cette nuit là poussa si bien la flotte française que le lendemain, à onze heures du matin, elle était en vue de Madras, ayant gagné plus de douze lieues sur l'estime des commandants.

La journée fut employée à débarquer les soixante mille marcs d'argent qui étaient à bord du *Lys*. Les renseignements que Barthélemy put donner sur la force réelle des Anglais à Goudelour étaient

peu précis : ils accusaient cependant une supériorité marquée de leur flotte sur la nôtre. Bouvet estima que dans ces conditions, il ne devait pas s'exposer, en s'attardant plus longtemps, à être poursuivi, et encore moins aller à la rencontre de l'ennemi. Il prit en conséquence ses dispositions pour disparaître le plus tôt possible et revenir directement à l'Ile de France. Il fit haler près de terre la *Princesse Emilie* et la prise hollandaise chargée de munitions, débarqua trois cents soldats, des esclaves noirs et quelques volontaires : puis il attendit le soir pour repartir. Il avait été convenu qu'un officier de Madras viendrait à bord du *Lys* remettre au commandant les reçus de l'argent et du matériel qu'on laissait, et rapporter à terre des lettres destinées à Barthélemy et à Dupleix. Pour une raison ou pour une autre, le messager se fit attendre. Bouvet, ne voulant pas perdre plus de temps, prit le large au milieu de la nuit, sans avoir pu faire connaître quelle direction il allait prendre. Il fit voile pour l'Ile de France, où il était de retour le 25 juillet, ayant évité la flotte de Griffin, qui s'était mise à sa poursuite, et celle de Boscawen, qui arrivait dans l'Océan indien.

X.

DERNIÈRE TENTATIVE SUR GOUDELOUR.

La nuit même où Bouvet s'était échappé pour gagner Madras, Griffin, ayant remis le personnel de sa flotte au complet et ses navires en état, partait de son côté pour offrir, au jour levant, le combat aux vaisseaux français. Il les avait vus la veille, dans la soirée, faire route au sud-ouest : ce fut donc tout d'abord dans cette direction qu'il les chercha. Après avoir navigué pendant quelque temps sans rien apercevoir, il comprit qu'il avait été dupe de la manœuvre de son adversaire. Il remonta vers le nord pour lui barrer la route du retour, s'il ne pouvait pas le rejoindre en mer, ou venir l'attaquer en rade de Madras, où il le supposait réfugié. Mais Bouvet avait eu la bonne fortune de rencontrer un vent favorable qui lui avait donné de l'avance. Son départ précipité de Madras acheva de déjouer les calculs de l'amiral anglais : de sorte que celui-ci, après s'être maintenu quelques jours au large de la côte, entre Covelong et Sadras, dut renoncer à l'espérance de le combattre. Griffin ramena ses vaisseaux à Goudelour sans avoir tiré aucun résultat de sa navigation.

On avait appris en même temps, à Pondichéry, l'heureuse arrivée de Bouvet à Madras, et le départ de l'escadre anglaise pour se mettre à sa poursuite.

Dupleix ne pouvait faire que des conjectures sur ce qui allait se passer entre les deux flottes, et s'en remettre à la Providence sur l'issue de leur rencontre : mais il savait deux choses importantes : nos établissements étaient secourus, et il n'y avait plus, pour l'instant, un seul vaisseau de guerre devant Goudelour.

Il attendait depuis longtemps l'occasion de faire de nouveau quelques tentatives sur ce point. Sans doute, les conditions dans lesquelles il lui fallait agir maintenant avaient bien changé depuis l'année précédente. Les Anglais avaient travaillé à Saint-David, et en avaient fait un ouvrage des plus sérieux : ils l'occupaient avec des troupes nombreuses, commandées par Lawrence, qui valait à lui seul une garnison tout entière. Il fallait pour s'en emparer, recourir à un siège en règle, et l'arrivée prochaine de la flotte de Boscawen, évènement à présent hors de doute, empêchait de songer à entreprendre une telle opération. Mais la ville de Goudelour était plus vulnérable. La majeure partie de ses défenseurs était actuellement embarquée sur l'escadre. Il y avait là d'immenses approvisionnements destinés aux vaisseaux qu'on attendait : un coup de main heureux pouvait permettre, sinon de s'emparer de la ville et de s'y maintenir définitivement, du moins de détruire ce matériel, dont la perte aurait été irréparable pour nos ennemis. L'absence momentanée de Griffin parut à Dupleix une occasion que lui offrait la Providence de tenter l'aventure.

Salines
Jardin
et Maison de Campagne
Sables
Marécageux
Cimetière
Village de Pêcheurs
le Fort
St David
Riv. Guddilam ou de Trepopatore
Riv. Bandapallam
Marais
Sables Marécageux
Village de Pêcheurs
Goudelour
Goudelour
et
le Fort St David
à 1/25.000
0 250 500 750 1000m
1 Kil.

On forma donc un corps de toutes les troupes disponibles, et l'on en confia le commandement à Mainville. Il y avait en tout près de deux mille hommes, dont huit cents Européens, et le reste en cipayes.

Les rapports de nos espions faisaient connaître que depuis le départ de Griffin, Lawrence, estimant qu'il n'avait plus assez de monde pour défendre à la fois Goudelour et Saint-David, avait résolu de concentrer toutes ses troupes dans le fort, et d'y faire revenir tous les hommes et toute l'artillerie de Goudelour. L'indigène qui avait apporté cet avis connaissait, disait-il, une brèche dans les remparts de la ville, et il se faisait fort d'y conduire notre colonne sans que l'ennemi s'aperçût de sa marche. C'était là un concours de circonstances extrêmement favorable à la réussite de l'entreprise. Dupleix en jugeait ainsi : ni lui, ni sa femme, qui avait, comme de coutume, servi d'intermédiaire et d'interprète entre son mari et les naturels, n'avaient conçu le moindre soupçon. Ils ne s'étaient pas doutés que le messager porteur de toutes ces bonnes nouvelles était payé par Lawrence, qui n'avait pas mis longtemps à s'apercevoir de ce que l'on préparait à Pondichéry.

Mainville se mit en marche avec sa colonne dans la journée du 27 juin : il avait calculé l'heure de son départ de manière à arriver à la nuit tombante pour attaquer. L'espion noir servait de guide, et le commandant se réglait sur les indications qu'il donnait pour la route à suivre. Cet homme fit passer

l'expédition par des chemins détournés, si bien qu'il fallut vingt-quatre heures de marche pour faire quatre lieues. Les Français n'arrivèrent aux environs de Goudelour que le lendemain dans la soirée : ils campèrent dans les collines au nord de la rivière Bandapollam, à une lieue et demie de la place, et attendirent la nuit.

Mainville avait reçu, chemin faisant, des renseignements qui confirmaient de tout point ceux qu'on avait eus avant le départ ; ce qu'il voyait lui-même de l'endroit où il était arrêté lui donnait la certitude que la majeure partie de la garnison avait été rappelée à Saint-David, et que la ville, dégarnie de soldats, allait être une proie facile. Les troupes, pleines de confiance, s'attendaient à l'enlever du premier coup.

A la tombée du jour, les Français se remirent en marche et poussèrent jusqu'à l'enceinte de la place. Ils descendirent dans le fossé, et se mirent en devoir de reconnaître la brèche qu'on leur avait signalée. L'obscurité était profonde, et tout était silencieux. Les remparts paraissaient entièrement abandonnés ; mais on ne trouvait pas, et pour cause, la fameuse brèche. Après avoir passé quelque temps à chercher où elle pouvait être, Mainville donna l'ordre de faire amener les échelles qu'on avait apportées par précaution et de les mettre en place pour l'escalade.

Mais on n'eut pas le temps d'en dresser une seule. Une fusillade terrible éclata soudain sur toute la ligne des parapets. C'étaient deux mille

soldats anglais, qui s'étaient jusque-là tenus tapis dans l'ombre, et qui faisaient feu tous à la fois. Les canons s'en mêlaient aussi, et tiraient à mitraille. Nos soldats, frappés de stupeur, restèrent cloués sur place.

Lawrence avait, au vu et au su de tout le monde, fait passer troupes et artillerie de Goudelour à Saint-David ; mais il les avait fait revenir secrètement, pour les placer au point où devait se trouver la prétendue brèche, bien certain que les Français allaient le choisir pour attaquer. Nous ne perdîmes que peu de monde, malgré la violence du feu des ennemis. L'obscurité empêchait qu'il ne fût aussi meurtrier qu'il aurait pu l'être. Mais cette obscurité même engendra le désordre, et bientôt la panique, parmi nos soldats. Cipayes et Européens lâchèrent pied. Quelques efforts que fissent les officiers pour les retenir et les rallier, ils coururent tout d'une haleine se réfugier sous le canon d'Ariancoupan.

L'échec de l'expédition sur laquelle il fondait tant d'espérances fut pour Dupleix un gros désappointement. Il attachait une extrême importance à la destruction des approvisionnements entassés à Goudelour. C'était le coup le plus sensible qu'il lui fût possible de porter aux Anglais, qui se seraient trouvés dans l'impossibilité absolue de remplacer les ressources détruites. Le pays avoisinant avait été mis à contribution : il n'y restait plus rien. Les territoires de l'intérieur étaient également ruinés par le séjour prolongé qu'y avaient

fait les troupes de Maphouz-Kan, et d'ailleurs il était bien douteux que le nabab autorisât nos ennemis à en tirer quoi que ce fût : ç'aurait été nous désobliger, et les nouvelles qu'il recevait au sujet de Nazersingue, de Ragogi et de Chandasaheb, lui commandaient une attitude plus réservée. Boscawen, arrivant avec sa flotte, n'aurait plus rien trouvé, ni pour ravitailler ses vaisseaux ni pour nourrir les troupes qu'ils portaient ; il ne lui serait resté qu'un parti à prendre : aller chercher dans le Gange ou à Bombay ce qu'il ne trouvait plus au Coromandel ; et comme la saison qui s'avançait ne lui aurait pas permis de reparaître devant Pondichéry avant le changement de mousson d'octobre, le succès de l'expédition pour laquelle nos ennemis avaient fait tant d'efforts était irrémédiablement compromis.

Mais les événements avaient encore une fois trompé l'espérance de Dupleix, et, chose grave dans les circonstances où l'on se trouvait, le moral des troupes se ressentait de ce nouvel insuccès. Le contre-coup de cette fâcheuse impression s'était fait sentir jusque dans la ville, où les employés de la Compagnie, plus familiarisés avec les choses du commerce qu'avec celles de la guerre, commençaient à s'inquiéter, et communiquaient leur énervement aux habitants, déjà troublés par tous les préparatifs militaires qu'on faisait sous leurs yeux. Dupleix sentit que le moindre signe de découragement de sa part pouvait tout perdre. Il dissimula son anxiété, affecta la confiance la plus

absolue dans l'avenir, et continua de pousser, avec plus d'activité que jamais, l'organisation de la défense.

Bouvet avait laissé à Madras un paquet de papiers importants, qu'il avait apporté d'Europe. C'étaient des lettres des Directeurs de la Compagnie, répondant aux observations et aux demandes que le gouvernement de Pondichéry avait adressées en Europe, à la suite des événements de la fin de 1746 et des premiers mois de l'année 1747. Ces lettres contenaient des détails sur le départ de l'escadre de Saint-Georges, sur le désastre qui avait terminé cette expédition, et sur l'envoi de la nouvelle flotte aux ordres du marquis d'Albert. Comme ces derniers renseignements étaient arrivés par un vaisseau de la Compagnie parti de France à peu près à la même époque, et qui avait eu la chance d'échapper aux Anglais et à la tempête, Dupleix pouvait espérer encore qu'une partie au moins des bâtiments dont on lui annonçait l'envoi aurait le même bonheur, et que ces forces ne tarderaient pas à se trouver réunies à l'Ile de France. Le prompt départ de Bouvet, aussitôt sa mission remplie à Madras, ne pouvait que le confirmer dans cette idée ; il supposait, ou du moins il affectait publiquement de croire, que la brusque disparition de cette flotte avait été motivée par des ordres qu'avait le commandant d'aller rejoindre sur un point déterminé les bâtiments venant d'Europe, pour aller ensuite barrer la route à Boscawen ; car on savait que l'escadre comman-

dée par cet officier avait quitté le Cap et se dirigeait vers l'Inde.

Mais comme aucun renseignement positif ne venait corroborer les suppositions qu'on faisait à l'endroit des vaisseaux français, il fallait aussi envisager l'éventualité de l'apparition des forces anglaises dans les eaux de Pondichéry. On n'avait aucune résistance à leur opposer sur mer, et c'était alors un siège en règle dont nos établissements étaient menacés.

Dupleix, sentant que le concours d'un aide dévoué, compétent et énergique, allait lui être nécessaire pour le décharger d'une partie de la besogne écrasante qui allait lui incomber, se résolut à faire revenir Paradis de Karikal où il était retourné depuis quinze mois. Il venait précisément de recevoir pour lui le brevet de chevalier de Saint-Louis, que la Compagnie avait obtenu du Roi en récompense des services qu'il avait rendus à Saint-Thomé et à Sadras. Cette distinction donnait à son titulaire, vis-à-vis des autres officiers, un prestige et une autorité qui ne pouvaient désormais plus être méconnus ; Dupleix pouvait donc maintenant, sans s'exposer aux inconvénients qui s'étaient produits autrefois, lui confier un poste important. Il fit aussitôt notifier à l'intéressé la dignité qui lui était conférée : le nomma en même temps membre du Conseil supérieur de Pondichéry, et lui ordonna de venir le rejoindre pour prendre ses nouvelles fonctions après avoir passé le commandement de

Karikal à M. Le Riche. Il avait l'intention de lui confier la direction générale des travaux de défense, en qualité d'ingénieur en chef.

Le choix était des plus heureux, car Paradis, en outre de ses qualités de bravoure et d'énergie, possédait une longue pratique des travaux de fortification, ce qui rendait son concours, dans les circonstances où l'on se trouvait, particulièrement précieux. Dès qu'il fut arrivé, il se mit à l'œuvre. Il n'y avait pas de temps à perdre : car on n'avait toujours pas de nouvelles des vaisseaux de France : l'arrivée de l'escadre de Boscawen devenait tous les jours plus probable et celle de la nôtre de plus en plus problématique. La simple prudence commandait de se préparer à soutenir l'attaque.

Madras, tel qu'il avait été organisé par Barthélemy, n'avait pas grand chose à craindre. Les remparts étaient en bon état et bien armés. Comme Bouvet y avait laissé le bot hollandais qu'on avait capturé en route, les munitions, dont on y était un peu à court avant l'arrivée de notre flotte, ne manquaient pas : on s'occupait de manutentionner la poudre et de la mettre en cartouches. Les barres d'or et d'argent, débarqués par le *Lys*, avaient été en partie transportées à Pondichéry, où l'on travaillait à les faire monnayer : on faisait à Saint-Thomé la même opération pour ce qui en avait été laissé à Madras. On faisait journellement, entre les deux places, les échanges d'hommes, d'armes et de matériel nécessaires pour constituer

de part et d'autres des corps de défense homogènes et solidement organisés comme cadres et comme effectifs.

Il s'était élevé encore pour Barthélemy et pour Dupleix des difficultés d'une autre espèce. Les trafiquants de la ville et des environs, voyant l'embarras dans lequel ces préparatifs militaires mettaient les agents européens, surmenés par la besogne inaccoutumée qu'on leur imposait, avaient profité de la situation pour faire main basse sur une partie des marchandises appartenant à la Compagnie, et les transporter au dehors : les habitants, de leur côté, peu rassurés par ce qu'ils voyaient et entendaient, auraient volontiers, si on les avait laissé faire, émigré en masse, en emportant toutes les provisions qu'ils avaient, et jusqu'aux poutres de leurs maisons. Il fallait, à tout prix, arrêter cet exode, surtout à Madras, où les Anglais avaient gardé, notamment avec les marchands arméniens, des relations secrètes. Il importait d'enlever à ces agents de nos ennemis les moyens de les renseigner, quand ils se présenteraient devant la ville, sur ce qui s'y était passé. Il fallut toute la fermeté de Dupleix pour appuyer l'autorité de Barthélemy. Quelques mesures de rigueur, et surtout l'attitude, les propos et les lettres du Gouverneur, ramenèrent enfin l'ordre et rendirent un peu de confiance à la population affolée.

Pendant ce temps, Paradis avait inspecté les travaux défensifs de Pondichéry. Il restait encore

quelques points faibles : on travaillait à les perfectionner, à compléter les ouvrages que le manque de temps avait empêché d'achever entièrement, et aussi à arrêter les lignes générales du plan de défense, pour le cas où l'ennemi viendrait à se présenter devant la place.

La base d'opérations des Anglais allant être évidemment Goudelour et Saint-David, il était naturel de penser que les premières attaques viendraient du côté du sud. La ville possédait, dans cette direction, une double ligne défensive, formée par la rivière d'Ariancoupan, et par la rivière Chonambark, autre bras du même cours d'eau (la rivière de Gingi), qui coulait parallèlement au premier à trois quarts de lieue plus au sud. Ces rivières, difficiles à franchir à leurs embouchures, présentaient, en remontant à quelques milles, des points guéables : c'était pour protéger ces passages qu'on avait construit près d'Ariancoupan, entre les deux rivières, le petit fortin dont nous avons déjà parlé. C'était une redoute pentagonale, d'un profil suffisant, mais qui, par son tracé même, n'avait que des flanquements défectueux. On remédia à cet inconvénient en préparant, sur la rive nord de la rivière, deux emplacements de batteries, situés de manière à prendre en écharpe les colonnes marchant sur le fort et venant du sud, et à balayer en même temps les trois ou quatre gués qui existaient en cet endroit. On comptait beaucoup sur cet ensemble d'ouvrages pour retarder les progrès des assiégeants : car les autres

points franchissables en amont étaient fort éloignés, et pour les gagner, les Anglais auraient dû allonger énormément leurs lignes de communication avec leur base de ravitaillement. Ils se seraient exposés à voir tous leurs convois enlevés par des sorties de la garnison.

Dupleix et Paradis avaient jugé qu'il fallait tenir sur ce point le plus longtemps qu'on pourrait. Les ouvrages en furent rendus aussi forts que le permirent les ressources dont on disposait en matériaux et en travailleurs. Il avait été même question de doubler la ligne de défense, et de porter la plus avancée jusque sur le Chonambark, en construisant également des batteries aux points de passage. Mais on reconnut que ce serait éloigner trop du corps de place les troupes chargées de les tenir, et les exposer à être coupées. Dupleix se borna en conséquence à laisser près du village d'Archiwack le petit détachement chargé d'observer les mouvements de l'ennemi, et qui s'était installé là dans un ancien camp abandonné.

En même temps que ces divers travaux s'exécutaient, on organisait définitivement les corps de troupe de la garnison. Les effectifs en avaient été complétés, et chacun d'eux avait son poste assigné en cas d'attaque. Une troupe d'élite, composée de la compagnie de grenadiers de La Tour (à laquelle on adjoignit peu après celle de Goupil, arrivant de Madras), de celle des volontaires de Bussy, des dragons de d'Auteuil et des corps de cipayes à pied et à cheval commandés par Cheick-Ibrahim

et par Cheick-Assem, devait avoir pour mission de tenir la campagne aux alentours de la place, et de venir renforcer au besoin les points les plus menacés. L'attitude de ces soldats et de leurs officiers faisait bien augurer des services qu'ils pouvaient rendre et qu'ils rendirent en effet.

A la fin de juillet, tous ces préparatifs étaient achevés. Lorsque, le 4 août, on vint annoncer à Dupleix que Boscawen, rejoint par toute sa flotte, était à Goudelour, et qu'il y avait dans cette rade plus de trente vaisseaux de guerre, le gouverneur avait confiance dans son étoile et dans l'avenir. Pondichéry était en mesure de résister longtemps: et il comptait que l'embarras où se trouverait l'ennemi pour faire subsister pendant plusieurs semaines un aussi grand nombre d'hommes, le contraindrait bientôt à repartir. L'incertitude où il restait encore du sort des vaisseaux français n'excluait pas non plus l'espoir de les voir encore paraître et faire une diversion navale qui paralyserait les attaques des Anglais sur terre. Dupleix, qui avait escompté toutes ces chances favorables, ne perdait pas une occasion d'afficher hautement son optimisme, pour faire partager sa confiance à tous, Européens ou indigènes. Le jour où les vaisseaux ennemis vinrent se présenter devant Pondichéry, il donnait un dîner à sa maison de campagne, d'où l'on voyait la mer. Le repas, nous dit-il lui-même, ne fut troublé ni attristé en aucune manière par ce spectacle : la vue des vaisseaux ennemis contribua au contraire à mettre en belle

humeur les dames qui assistaient à la fête. Les évènements se chargèrent de confirmer heureusement ces pronostics favorables.

XI.

L'AMIRAL BOSCAWEN AUX INDES.

L'amiral Boscawen, auquel le Gouvernement anglais avait confié le soin de tirer vengeance de la prise de Madras, était un homme dans la force de l'âge, marin éprouvé, et qui avait donné dans plusieurs occasions la mesure de ce qu'on pouvait en attendre au point de vue de son métier. Il y avait débuté à l'âge de douze ans : et au cours de sa carrière, il s'était signalé, à diverses reprises, par sa hardiesse et par son initiative. A l'occasion de sa prise de commandement de la flotte destinée pour les Indes, la Cour d'Angleterre lui conféra le titre d'amiral. Il reçut en outre une commission spéciale du Roi qui lui donnait l'autorité suprême sur toutes les troupes, aussi bien à terre qu'à bord. Il était presque sans exemple, en Angleterre, qu'on eût jamais concentré dans la même main la direction des opérations navales et des opérations militaires : cela ne s'était vu qu'une seule fois depuis le règne de Charles II.

La mesure que venait de prendre la Cour était des plus flatteuses pour l'officier qu'elle avait choisi, et qu'elle avait jugé capable de conduire avec le même bonheur deux genres d'entreprise aussi différents. Il est possible aussi que la crainte de voir se produire des divergences de vues, et

éclater dans le commandement des dissentiments pareils à ceux qui s'étaient naguère élevés entre la Bourdonnais et Dupleix, ait eu quelque part dans cette décision. Il est certain que l'on coupait court, en agissant ainsi, à tout danger de scission dans la direction générale : et c'était, à ce point de vue, agir avec prévoyance. Mais un excellent marin peut se trouver dans l'embarras, lorsqu'il s'agit de conduire, sur la terre ferme, une opération aussi complexe que le siège d'une ville fortifiée. Pour avoir évité un écueil, la Cour d'Angleterre était tombée dans un autre, comme la suite des événements le prouva. Il est cependant juste de reconnaître que si l'amiral Boscawen n'apporta point, dans les opérations qu'il entreprit, l'expérience qu'on aurait pu trouver chez un homme rompu au métier dans lequel il s'essayait, ce n'est pas à cette seule cause qu'il faut attribuer l'échec final de son entreprise : il avait affaire à forte partie, et se heurta contre une résistance que ni lui, ni son gouvernement, ne s'attendaient à rencontrer de la part des Français de Pondichéry.

Boscawen prit à Saint-Helen (Liverpool) le commandement de son escadre. Elle se composait du *Namur*, de 74 canons, vaisseau amiral : du *Vigilant*, du *Deptford*, du *Pembroke* et du *Chester*, de 60 canons chacun : d'une frégate de 20 canons, et de deux autres bâtiments plus petits. On mit à la voile le 4 novembre 1747 (style anglais (1).

(1) Il existe, entre les dates indiquées dans les relations

Il fallut tout d'abord lutter contre le vent contraire pour gagner l'Océan Atlantique. L'escadre mit huit jours entiers à sortir de la mer d'Irlande, et le 13 décembre seulement, le *Namur*, laissant en arrière tous les autres vaisseaux, jetait l'ancre en rade de Madère. Le mauvais temps avait dispersé le reste de la flotte, qui ne put rallier qu'au bout de plusieurs jours. Tous les bâtiments avaient été fortement éprouvés par la traversée. On fit à la hâte les réparations indispensables et, dès qu'elles furent terminées, l'escadre remit à la voile. Le 29 mars 1748 (style anglais) elle mouillait dans la baie de la Table, au Cap de Bonne-Espérance.

Le temps était affreux. Pendant toute une semaine, l'état de la mer empêcha le débarquement des troupes entassées à bord des vaisseaux, et auxquelles il était cependant indispensable d'accorder quelque soulagement. Il fallait aussi les discipliner et les exercer : ce fut à quoi l'on s'appliqua dès qu'elles purent être mises à terre, en attendant l'arrivée de cinq vaisseaux, appartenant à la Compagnie anglaise des Indes, qui devaient amener de nouveaux renforts. Le voyage de cette escadre dura plus longtemps qu'on ne l'avait prévu : elle ne parut que vers le milieu

anglaises, et celles correspondantes fournies par les documents français, un écart qui tient à la discordance entre le calendrier Julien et le calendrier Grégorien, qui n'était pas encore adopté en Angleterre à cette époque. Sauf mention contraire, les dates indiquées dans ce travail se rapportent au style français.

d'avril. Toute la fin de ce mois fut employée à en sortir les marchandises chargées sur les vaisseaux et à les vendre aux enchères : les cargaisons furent remplacées par des canons et du matériel de guerre. La flotte anglaise se trouvait ainsi presque doublée.

Les troupes destinées à l'Inde étaient composées de trois bataillons, avec de l'artillerie de campagne. L'un était formé de 400 hommes prélevés sur les équipages : le second de six compagnies d'infanterie régulière : et le troisième, de six compagnies écossaises, dont les hommes, anciens soldats des armées du Prétendant, avaient été embarqués en Angleterre moitié de gré, moitié de force. Cette dernière troupe ne laissa pas que d'occasionner de l'embarras. On avait dû cacher aux officiers et aux soldats, au moment du départ d'Angleterre, le vrai but de l'expédition, leur donnant à croire qu'ils allaient au Cap pour en revenir aussitôt, et que leur embarquement n'avait pas d'autre but que de renforcer les équipages en cas de rencontre avec des escadres françaises. Aussi, lorsqu'ils connurent la vérité, les désertions devinrent nombreuses, et il fallut l'intervention personnelle de l'amiral Boscawen pour calmer l'effervescence qui s'était manifestée. L'on parvint, en fin de compte, à réintégrer sur les vaisseaux la plupart des récalcitrants : et l'on n'attendait plus, pour reprendre la mer, que l'arrivée de six bâtiments de la Compagnie hollandaise, qui sous l'honnête apparence de paisibles marchands,

naviguant sous pavillon neutre, n'en portaient pas moins du matériel de guerre et 400 hommes de troupe. Dès que ses forces eurent été complétées par ce nouveau renfort, Boscawen leva l'ancre pour se diriger vers les Indes.

Les instructions qu'il avait reçues lui assignaient formellement, comme objectif principal, la prise de Pondichéry, et lui enjoignaient de ne rien négliger pour arriver devant cette place le plus tôt possible : mais on le laissait libre, s'il jugeait l'occasion favorable, d'attaquer en passant les îles de France et de Bourbon, dont la prise de possession aurait assuré à la marine anglaise des avantages immenses. L'amiral anglais dirigea sa course de manière à en passer à portée : contournant l'Ile de France par le nord-est, il se présentait le 3 juillet devant Port-Louis.

Le gouverneur David avait appris la relâche de l'escadre ennemie au Cap, et avait calculé qu'elle en repartirait de manière à se trouver dans les parages de l'Ile de France vers la fin de juin. Il avait mis le temps à profit pour faire ses préparatifs de défense, et s'était mis à l'ouvrage aussitôt que l'escadre de Bouvet était partie pour l'Inde. Il ne lui restait guère qu'un millier d'hommes, car l'armement des vaisseaux destinées à Pondichéry, avec celui des navires qu'il avait été forcé d'envoyer à Bourbon pour en rapporter des grains et à Madagascar pour y chercher du bétail, avait absorbé la majeure partie de son personnel disponible. Ce peu de monde avait été réparti par

détachements, ayant chacun son poste assigné : on avait construit, sur les points de la côte où l'on pouvait craindre un débarquement des ennemis, des batteries masquées, et les mesures étaient prises pour pouvoir les armer et les occuper au premier signal.

L'*Alcide*, vaisseau du Roi, qui avait échappé au désastre de la flotte du marquis d'Albert, arriva fort à propos, le 27 juin, pour augmenter les forces des Français d'un bon vaisseau de guerre et de ses quatre cents hommes d'équipage. Il était temps qu'il se mît à l'abri dans le port, car son apparition ne précédait que de quelques jours celles de deux autres vaisseaux, que David prit tout d'abord pour l'*Arc-en-Ciel*, le *Fulvy* ou quelqu'autre de nos vaisseaux arrivant de France. Il fut promptement tiré de cette erreur, lorsque les vigies signalèrent qu'on apercevait au large vingt-six gros navires anglais, qui, doublant le Coin de Mire, vinrent jeter l'ancre dans la baie des Tortues, où ils se formèrent en ligne de bataille, étendant leur droite jusqu'en face de la rivière du Tombeau. Ils avaient mis à la mer des embarcations qui couraient tout le long de la côte, pour la reconnaître. David fit immédiatement garnir de monde les batteries qu'il avait fait préparer. Notre canon n'eut pas de peine à tenir les chaloupes des ennemis à distance respectueuse ; et le lendemain, dès le lever du jour, les nôtres ouvrirent le feu sur les vaisseaux mêmes, qui n'avaient pas bougé depuis la veille.

On vit alors un des plus forts bâtiments anglais se détacher du reste de la flotte, et venir s'embosser devant nos ouvrages pour les canonner. Toute la journée, l'artillerie fit rage des deux côtés. Nos batteries, bien protégées, souffrirent peu ; et comme le gros des forces anglaises se tenait toujours à distance, on ne pouvait pas se rendre compte de l'effet de notre feu. Dans l'espoir d'obtenir un résultat plus positif, David fit amener des mortiers de gros calibre, dont les bombes durent produire quelque effet sur les vaisseaux et les hommes qui les montaient : car un mois après, lorsque Boscawen les amena en rade de Goudelour, les gréements étaient en piteux état, et Dupleix apprit, d'une façon certaine, qu'on avait conduit à l'hôpital un très grand nombre de blessés.

N'obtenant pas de cette canonnade l'effet qu'il en attendait, Boscawen fit cesser le feu dans la soirée, et envoya de nouveau des chaloupes reconnaître la côte et l'entrée du port. Les rapports des officiers qui les montaient signalèrent qu'on ne comptait pas moins de huit ouvrages armés d'artillerie, échelonnés tout le long du rivage : que, pour arriver à l'entrée de Port Louis, les gros navires devaient passer par un chenal étroit, creusé entre deux bancs de sable qui s'avançaient au loin dans la mer, et battu par des forts placés à droite et à gauche de la passe : qu'on apercevait, barrant l'entrée du port, un grand vaisseau à deux ponts, et en arrière une

douzaine d'autres bâtiments qui paraissaient fortement armés et prêts à appareiller. C'était l'*Alcide*, que son commandant Kersaint avait mis à l'ancre au beau milieu du passage, et les bâtiments écloppés qui restaient dans le port, que David avait fait disposer de manière à donner le change à l'ennemi, mettant toute leur artillerie du bord qui lui faisait face.

Les reconnaissances anglaises n'avaient d'ailleurs pas trouvé d'autres points de débarquement que les embouchures des deux petites rivières, qui étaient défendues par nos batteries : il ne restait pas d'espoir de réussir de ce côté-là.

Lorsque Boscawen fut instruit de ces détails, il réunit tous les officiers en conseil de guerre, pour délibérer sur ce qu'il convenait de faire. Il fut reconnu qu'on ne pouvait pas forcer l'entrée du port, avec le vent très violent qui soufflait du sud, et qui aurait rendu la manœuvre extrêmement difficile : qu'il convenait néanmoins, avant de renoncer définitivement à toute entreprise, de s'assurer au juste des forces réelles des Français, et d'envoyer dans ce but, à la faveur de la nuit, un petit détachement, qui, débarquant par surprise, pourrait capturer quelques habitants dont on espérait tirer des renseignements positifs sur ce qui se passait dans l'île.

Mais les nôtres veillaient, et cette tentative échoua encore piteusement : les Anglais essuyèrent partout le feu des postes français, et durent se retirer sans avoir pu mettre à terre un seul

homme, ni même approcher du rivage. Lorsque les embarcations eurent rallié les vaisseaux, une nouvelle réunion du conseil fut tenue. Les officiers et l'amiral considérèrent que le but définitif de l'expédition était en somme Pondichéry : qu'il ne fallait pas compromettre, en s'attardant pour une opération dont la réussite était douteuse, les chances de succès de l'attaque contre cette place : et que la prise même de Port-Louis, en admettant qu'on vînt à bout de s'en emparer, aurait pour effet d'affaiblir les effectifs, car il faudrait de toute nécessité y laisser une garnison. La conclusion fut qu'il fallait abandonner la partie et reprendre au plus tôt la route des Indes.

Boscawen fit faire aussitôt signal d'appareiller, et la flotte disparut dans la direction du nord. Seuls, quelques vaisseaux étaient restés en arrière, sans doute pour arrêter une poursuite que les Anglais pouvaient craindre de la part des vaisseaux qu'ils avaient vus dans le port, ou peut-être aussi parce que leurs avaries ne leur permettaient pas de marcher aussi vite que les autres.

A la fin de juillet, Boscawen arrivait dans les eaux du Coromandel. Soit qu'il eût hâte de s'aboucher avec l'amiral Griffin, soit que l'état du vaisseau qu'il montait rendît nécessaire sa prompte arrivée dans un port, il avait pris de l'avance, avec le *Namur* et un autre navire, pour venir mouiller, dans les premiers jours d'août, en rade de Goudelour. Il y fut rejoint bientôt après par tout le reste de sa flotte.

On débarqua tout d'abord les malades et les blessés. Le nombre de ces derniers était considérable, suivant les rapports qui en furent faits à Pondichéry. Cela faisait supposer à Dupleix que les ennemis avaient eu un engagement en cours de route ; mais il ne savait pas si le combat avait été livré en pleine mer contre des vaisseaux français, qui pouvaient bien être ceux du marquis d'Albert, ou bien à l'île de France, que Boscawen avait sans doute eu l'ordre d'attaquer en passant (1).

Dès qu'il vit paraître le vaisseau de Boscawen, Griffin se rendit à bord pour saluer son chef, lui remettre le commandement suprême et prendre ses instructions. Boscawen lui communiqua les ordres qu'il apportait d'Angleterre et s'enquit des événements qui s'étaient passés au Coromandel. Griffin ne lui dissimula pas qu'il prévoyait, pour l'exécution des opérations que l'on projetait, plus de difficultés qu'on ne l'avait cru. Les deux amiraux s'occupèrent aussitôt de dresser un plan de campagne.

Pondichéry avait été trop bien fortifié pour qu'on

(1) Les relations anglaises affirment au contraire que la flotte était arrivée en parfait état, et que grâce à un système de manches à air ingénieusement combiné, les troupes et les équipages avaient échappé aux inconvénients inhérents à une traversée dans ces climats torrides. D'autre part, la correspondance de Dupleix est très positive à l'endroit des avaries des navires et du débarquement des hommes envoyés à l'hôpital, ce qui porte à croire que la canonnade essuyée par les ennemis devant Port-Louis leur avait fait plus de mal que leurs rapports officiels ne l'avouaient.

pût espérer en venir à bout du premier coup. Il convenait, pour mettre plus de chances du côté des assiégeants, de s'assurer tout d'abord du concours du nabab Anwar-Oudin, dont les armées indisciplinées, mais nombreuses, pouvaient faire une diversion des plus utiles au succès de l'attaque.

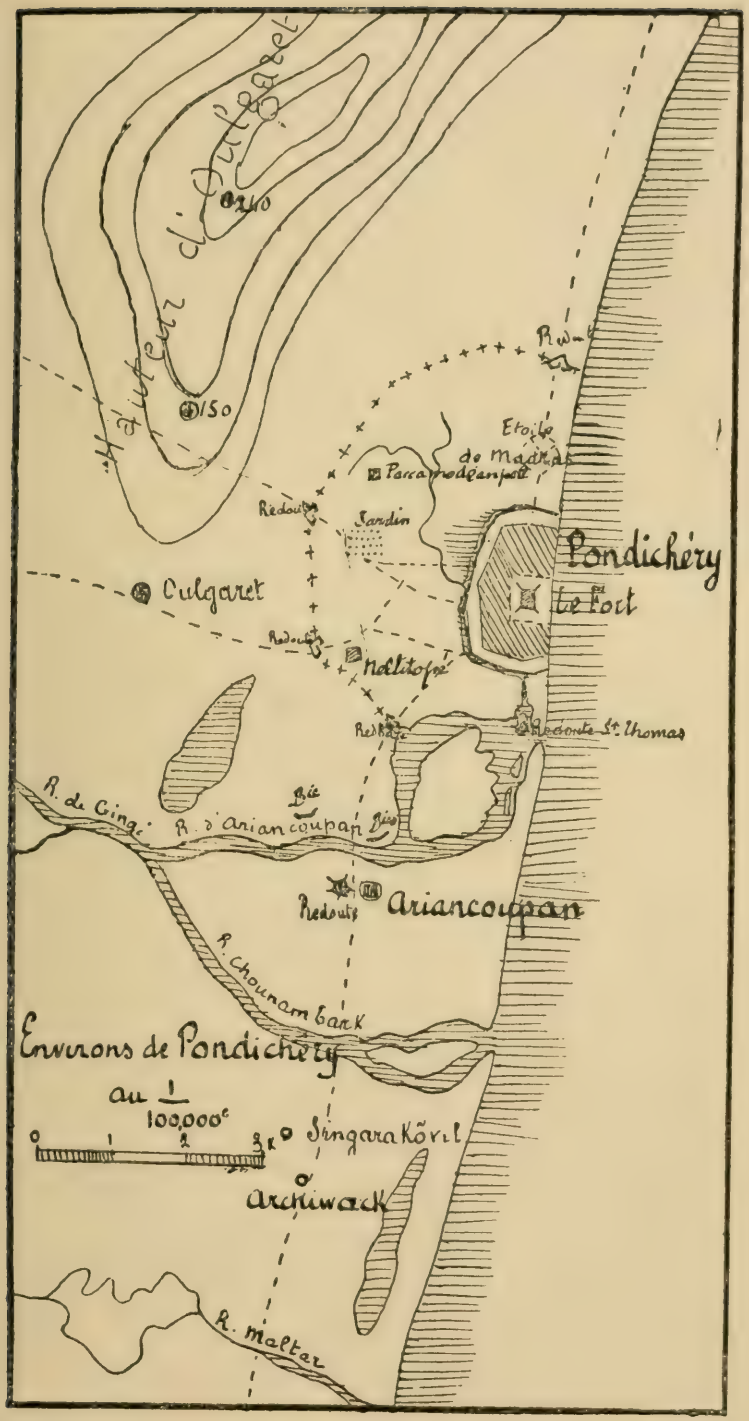
Boscawen écrivit donc à Arcate, pour annoncer son arrivée à Goudelour. Il faisait valoir l'écrasante supériorité qu'allaient avoir désormais les Anglais sur leurs adversaires et affirmait que Pondichéry devait être pris en quelques jours, avec le concours des armées du vieux prince. Il proposait des sommes énormes pour la solde et l'entretien des troupes qu'on voudrait bien lui envoyer, et promettait encore bien davantage, lorsque Pondichery serait entre ses mains. Une lettre sur le même ton fut envoyée à Nazersingue, et des présents considérables, apportés tout exprès d'Europe, furent confiés aux ambassadeurs chargés de porter ces missives, pour être offerts aux nababs.

Mais Dupleix veillait : il s'attendait à ces manœuvres et parvint à les déjouer facilement. Aussitôt qu'il apprit le départ des émissaires envoyés par les Anglais, il fit sortir de Pondichéry quelques cipayes. Ces hommes, se donnant pour déserteurs, allèrent rejoindre les armées de Maphouz-Kan et de Nazersingue. Ils firent à leurs nouveaux compagnons des récits fantastiques de tous les travaux exécutés à Pondichéry et à Madras, de la force actuelle de nos places, de la valeur des troupes qui y tenaient garnison, si bien que le

bruit en vint aux oreilles des généraux et des nababs eux-mêmes. Cela les fit réfléchir : ils avaient eu jusque-là médiocrement à se louer d'avoir aidé les Anglais contre nous : ils pensèrent que ceux-ci avaient bien pu se vanter, en affirmant qu'ils allaient s'emparer en moins de rien de places si bien organisées, et défendues par une armée de ces mêmes soldats français dont une poignée avait suffi pour prendre Madras, et mettre quelques jours après toutes les forces de Maphouz-Kan en déroute.

Nasersingue fit appeler devant lui les soi-disant déserteurs de Pondichéry. Il leur fit répéter devant sa cour assemblée et en présence des principaux chefs des troupes le récit de tous les préparatifs qu'avait faits Dupleix : après quoi, il déclara hautement que les Anglais l'avaient trompé, en voulant le mêler à une affaire dont il ne pouvait retirer que de la honte, et fit chasser leurs envoyés, « d'une façon bien outrageante pour leur maître ». Il alla même jusqu'à refuser, officiellement du moins, tout présent de leur part. Ceux qu'on avait apportés furent distribués à des seigneurs de la cour, moins scrupuleux que leur souverain.

L'attitude de Nazersingue fit impression sur Anwar-Oudin, qui avait encore d'autres bonnes raisons de ne pas bouger : car Chandasaheb et et Mouzafersingue avaient à présent trouvé, disait-on, de l'argent et des soldats. N'osant cependant pas refuser tout à fait les avances des Anglais, et désireux de se ménager à l'occasion leurs bonnes



Hauteur d'Oulgaret
240
150
Etoile de Madras
Parcamodéanpoll
Redoute
Jardin
Pondichéry
Le Fort
Oulgaret
Redoute
Nectitofré
Redoute St. Thomas
R. de Gingi
R. d'Ariancoupan
Bie
Bie
Redoute
Ariancoupan
R. Chounambark
Environs de Pondichéry
au 1/100,000e
0 1 2 3 K
Singarakövil
Archiwack
R. Maltar

grâces, s'il arrivait qu'ils eussent le dessus, il écrivit à Boscawen pour lui exposer les embarras intérieurs de son empire, qui l'empêchaient, disait-il, d'envoyer, quant à présent, ses troupes contre Pondichéry. Il promettait de lui fournir deux mille cavaliers, dès que la cessation des troubles le lui permettrait.

Boscawen avait, d'un autre côté, noué des intelligences dans Madras, où il restait bien des gens à la dévotion des Anglais. Les marchands arméniens étaient notamment presque tous du parti de nos ennemis. L'amiral se flattait d'obtenir par cette voie des renseignements sur l'organisation intérieure de la place, et de fomenter, grâce à ces agents, quelque soulèvement populaire dans la ville. Mais, là encore, Dupleix était sur ses gardes; il faisait surveiller depuis longtemps et fort étroitement, les agissements des personnages qu'il suspectait d'être d'accord avec les Anglais. Les lettres de Boscawen furent interceptées, et lui révélèrent tous les secrets du manège. Les correspondants de Boscawen avaient été invités à hisser des pavillons sur leurs maisons lorsque l'escadre anglaise paraîtrait dans la rade. Dupleix envoya simplement à Barthélemy l'ordre de faire pendre les propriétaires aux mâts de leurs signaux, s'ils avaient l'audace de les arborer.

Déçu par le résultat de ces diverses négociations, Boscawen commençait à entrevoir que la tâche dont il avait été chargé serait plus ardue qu'il ne se l'était imaginé. Griffin, qui était depuis long-

temps sur la côte et qui connaissait mieux la situation que son chef, lui tenait des propos décourageants ; il ne dissimulait pas qu'il considérait l'attaque de Pondichéry comme une entreprise hasardeuse, tant qu'on n'aurait pas obtenu du nabab un concours effectif. Soit qu'il répugnât à Boscawen de renoncer de sa propre autorité à exécuter les ordres qu'il avait reçus, soit qu'il se fît encore des illusions sur la résistance qu'il allait rencontrer, il n'en persista pas moins dans sa résolution de tenter la fortune. Il paraît avoir existé à ce propos, entre les deux amiraux anglais, une divergence de vues assez accentuée pour amener des discussions très vives, dont le bruit vint jusqu'à Pondichéry. Il est assez difficile d'établir quelle part eut cette mésintelligence dans l'abandon de Boscawen par son collègue. Toujours est-il qu'au bout de peu de jours Griffin mit à la voile, emmenant tous les bâtiments de commerce et sept de ses navires de guerre, chargeant son supérieur du soin de « démêler seul la fusée ». Il avait pourtant laissé à Goudelour les quatre bâtiments les plus fortement armés de son escadre, ainsi que quatre cents hommes de troupes régulières.

XII

COMBAT D'ARCHIWACK. DÉFENSE D'ARIANCOUPAN.

A Pondichéry, on avait suivi avec une extrême attention tous les faits et gestes des ennemis. Ceux-ci n'avaient encore fait aucun mouvement qui pût indiquer à Dupleix quel était le dessein de leur commandant, et s'il avait l'intention de s'en prendre à Madras, ou bien à Pondichéry. Le Gouverneur profitait du temps qui lui était laissé pour achever les travaux de défense, surtout du côté du sud. Le fossé de la redoute d'Ariancoupan avait été élargi, et, dans le fond, on avait creusé des trous de loup ; on avait pu voûter les casemates, et les recouvrir d'assez de terre pour les mettre à l'épreuve de la bombe, ce qui permettait d'y placer des approvisionnements de poudre. On avait rasé, dans la campagne, les maisons, et abattu les arbres qui gênaient le tir de l'artillerie ; la même précaution était prise sur tout le terrain des approches du corps de place. Ces destructions avaient fourni une grande quantité de matériaux de toute espèce qu'on rentrait dans la ville afin de les utiliser en cas de besoin pour blinder les remparts et les habitations. Le Gouverneur faisait aussi emmagasiner toutes les balles de coton qu'on avait pu se procurer ; cette matière, mouillée et

convenablement disposée, devait constituer une protection très efficace contre les projectiles. Enfin, tous les vivres qui pouvaient rester encore dans les villages voisins avaient été ramenés dans la ville, et il était défendu, sous les peines les plus sévères, de faire sortir quoi que ce fût de l'enceinte des fortifications. L'ordre avait été donné aussi aux habitants de tenir tout prêts, dans chaque maison, de grands baquets pleins d'eau ; et nul ne pouvait plus quitter la place sans une autorisation écrite. Toutes ces mesures n'étaient pas trop du goût de la population ; mais le Gouverneur tenait la main à ce que ses prescriptions fussent rigoureusement observées, et avait embrigadé, pour en surveiller l'exécution, une centaine de pions spéciaux relevant d'un certain Saverimouttou, manière de préfet de police, qui prenait directement les instructions de Madame Dupleix. Ces sergents de ville en pain d'épice ne mettaient pas toujours, dans l'exercice de leurs fonctions, toute l'aménité désirable, et parfois leurs actes n'étaient pas conformes à la plus stricte honnêteté ; ils ne jouissaient dans la ville que d'une considération et d'une popularité tout à fait relatives ; mais, tels qu'ils étaient, ils n'en rendirent pas moins de grands services en maintenant l'ordre et en empêchant, dans la mesure du possible, le gaspillage des approvisionnements chez les particuliers.

Vers le milieu du mois d'août, on s'aperçut de mouvements inaccoutumés du côté de Saint-David. Les ennemis avaient mis à terre des troupes avec

de l'artillerie, et leur petite armée s'acheminait vers le nord. En même temps, Boscawen envoyait faire des sondages aux environs de la rade de Pondichéry, dans le but évident de chercher un mouillage pour s'embosser devant la place. Dans la journée du 15, trois gros navires anglais, avec deux autres plus petits, étaient venus jusqu'à une demi-lieue au sud de la ville. Ces bâtiments, après avoir évolué quelque temps au large de Virampatnam, s'étaient approchés à moins d'un quart de lieue de la terre, et avaient mouillé à cet endroit une bouée surmontée d'un pavillon rouge. Dupleix, aussitôt prévenu, monta sur les remparts avec Paradis pour observer leur manège : il ordonna aux canonniers qui servaient les batteries faisant face à la mer de prendre leurs postes de combat et de tirer sur les navires ennemis s'ils venaient à portée : mais ceux-ci eurent soin de se tenir prudemment à distance, et se retirèrent dans la soirée.

Dupleix fit alors appeler M. Auger, qui dirigeait le service de la marine : il lui donna l'ordre de promettre une récompense aux makouas (1) qui lui rapporteraient le signal que les Anglais avaient placé. Dans la nuit, quelques hommes mirent à l'eau des catimarons sur lesquels ils allèrent jusqu'à la bouée, l'arrachèrent, et ramenèrent à Pondichéry le drapeau qui la surmon-

(1) C'est le nom qu'on donnait aux bateliers indigènes, qui formaient une sorte de corporation.

tait. Dupleix le fit arborer le lendemain matin sur le fort, au-dessous du pavillon français, et fit distribuer neuf fanons à chacun des mariniers qui avaient été le chercher.

Cet ensemble d'incidents marquait évidemment l'intention qu'avaient les Anglais d'attaquer Pondichéry : il n'y avait plus de doute possible à ce sujet.

Les jours suivants, de forts détachements de troupes furent signalés au sud d'Archiwack : des coups de fusil avaient été échangés entre les coureurs ennemis, et nos pions postés dans la campagne. Une trentaine de cavaliers au service des Anglais s'étaient même avancés jusqu'à l'aldée d'Archiwack : ils avaient été repoussés du village par le feu des quelques hommes qui s'y étaient embusqués. On pouvait, de ce point, apercevoir des colonnes qui paraissaient se diriger vers le nord. Tout cela confirmait bien les renseignements que Dupleix avait reçus directement de Goudelour par ses espions, et qui faisaient connaître qu'une colonne de trois mille Européens, précédée d'un corps considérable de cipayes et de paliagares, était en marche sur Pondichéry.

Après s'être concerté avec Paradis, Dupleix résolut d'utiliser l'obstacle que présentait le cours du Chonambark pour opposer une première résistance à l'ennemi et retarder ses progrès. Le corps des cipayes à cheval, la compagnie de dragons, celle des grenadiers de La Tour, et celle des volontaires de Bussy eurent ordre de se porter

sur Ariancoupan, ainsi que trois cents des cipayes à pied, sous les ordres d'Abd-Er-Raman (Cheik-Ibrahim).

Dupleix, de sa personne, se rendit à la redoute, où il resta toute la journée du 20, observant ce qui se passait, et surveillant lui-même les détails des travaux de fortification qu'on y achevait. Dans la soirée, toute la cavalerie, cipayes et dragons, fut envoyée sur le Chonambark pour en garder les passages. Elle avait ordre de tenir bon à la première attaque de l'ennemi, mais d'éviter de s'engager à fond et de se replier sur Ariancoupan si les assaillants la pressaient trop vivement.

La nuit se passa sans incident. Au lever du jour, on ne voyait encore aucun mouvement du côté des Anglais. D'Auteuil, intrigué de cette inaction, et voulant savoir au juste quelles forces il avait devant lui, fit monter ses dragons à cheval, et franchit la rivière avec eux. Il trouva sur la rive opposée un parti de cavaliers indigènes auxquels il donna quelque temps la chasse : puis, les ennemis s'étant réfugiés dans la brousse, il abandonna la poursuite, de crainte de tomber dans une embuscade, et s'en retourna vers la rivière. Il fit avancer les trois cents cipayes d'Abd-Er-Raman, pour occuper l'ancien camp où avaient été installés naguère les postes d'observation. Cette troupe avait ordre de faire le coup de feu si l'ennemi s'avançait, mais de ne pas s'attarder et de se replier aussitôt qu'il se présenterait en force. Ramenant

ensuite ses dragons sur l'autre rive, d'Auteuil y rejoignit les grenadiers de La Tour et les volontaires de Bussy, qui arrivaient d'Ariancoupan, et que Dupleix avait fait remplacer dans la redoute et dans les batteries par de nouvelles troupes appelées de Pondichéry, avec de l'artillerie.

Pendant deux jours entiers, les choses restèrent en l'état. Les Anglais ne paraissaient pas pressés d'en venir aux mains, et ne bougeaient toujours pas. Ils avaient brûlé l'aldée d'Archiwack et les villages environnants : mais toute leur offensive se bornait à venir de temps à autre se ranger en bataille sur le front de bandière de leur camp.

Enfin, le 23 dans la matinée, on vit sortir de la rade de Goudelour quatorze vaisseaux de guerre, qui, remontant le long de la côte, vinrent jeter l'ancre à hauteur d'Ariancoupan, au même endroit où Boscawen avait, quelques jours auparavant, fait repérer un mouillage. En même temps, l'armée de terre s'était mise en mouvement, et une forte colonne s'avançait tout droit sur le poste où nos cipayes s'étaient retranchés.

Le nombre des ennemis n'effraya pas nos gens : trois assauts avaient été repoussés coup sur coup par des décharges faites à propos, lorsque La Tour, posté avec les troupes de soutien de l'autre côté de la rivière, s'aperçut que, derrière les premières troupes lancées à l'attaque, s'avançait un renfort considérable avec du canon. La position allait devenir périlleuse pour nos cipayes, qui couraient grand risque d'être enlevés. Ordre leur fut envoyé

en toute hâte de se replier immédiatement sur la rivière et de la repasser, sous la protection des dragons, des grenadiers et des volontaires postés sur l'autre rive. Mais il était trop tard : la petite troupe, vivement pressée, et débordée de tous les côtés, allait être cernée. M. Pichard, lieutenant de dragons, qui commandait la compagnie à la place de d'Auteuil, parti en reconnaissance depuis le matin, vit le danger que couraient les nôtres. Sans perdre un instant, il se jeta dans l'eau avec ses cavaliers, franchit la rivière et tomba comme un furieux sur les ennemis qui commençaient à pénétrer dans le camp, dont la défense faiblissait visiblement. Cette diversion donna le temps aux cipayes de se rallier et de faire retraite en bon ordre jusqu'au gué. Ils revinrent sur l'autre rive, sous le feu de deux mille hommes et de six pièces de canon que les Anglais avaient mises en batterie. Le brave officier de dragons, resté en face des ennemis avec une petite arrière-garde d'une quinzaine d'hommes, tenait tête aux poursuivants, et ne franchit à son tour la rivière qu'après que le dernier de nos fantassins fut rentré dans nos lignes.

Ce brillant fait d'armes ne nous avait coûté qu'un seul cipaye tué, et quelques dragons légèrement blessés. Le feu des ennemis, ouvert de trop loin, n'avait pas produit tout l'effet qu'on aurait pu redouter. Par contre, les pertes que nous leur avions infligées étaient infiniment plus considérables. Dans les trois assauts qu'ils avaient tentés, ils avaient eu plus de cent cinquante hommes hors

de combat, d'après les rapports qui parvinrent à Pondichéry. C'étaient tous des indigènes : car le commandant anglais n'avait voulu engager qu'un petit nombre de ses troupes européennes, et encore ne l'avait-il fait qu'à la fin de l'action.

Cette escarmouche avait pris fin d'assez bonne heure. Dupleix, ayant atteint son but, qui était d'inquiéter les ennemis et de retarder leur marche, ne jugea pas prudent de prolonger la résistance sur la ligne du Chonambark, à cause de la présence des navires de guerre à Virampatnam. Un débarquement inopiné des troupes qu'ils portaient aurait mis les nôtres en fâcheuse posture, en les prenant de flanc ou à revers. Tout notre monde se retira sur Ariancoupan, laissant libre le passage des gués de la rivière.

Les Anglais ne poussèrent pas plus loin ce jour-là. Soit que l'accueil qu'ils avaient reçu de nos cipayes eût ralenti leur ardeur, soit que Boscawen ne voulût pas porter ses troupes en avant sans avoir fait reconnaître le terrain, leur armée campa sur la rive méridionale du Chonambark pour y passer la nuit. Seuls, quelques petits détachements étaient passés, et parcouraient le terrain au sud de la redoute d'Ariancoupan.

L'officier qui commandait ces troupes s'avançait avec précaution vers le nord. Apercevant devant lui un monceau de ruines, qui lui sembla présenter quelque apparence de fortification, il le prit pour le fortin qu'il était chargé de reconnaître : il n'alla pas plus loin, et revint aussitôt faire rapport que

les travaux des Français n'étaient pas sérieux, et qu'ils seraient enlevés du premier coup. Un déserteur de Pondichéry, qui venait d'arriver dans le camp anglais, affirmait de son côté que la garnison d'Ariancoupan, peu nombreuse, ne demandait qu'à se rendre à la première sommation. Ces excellentes nouvelles rassérénèrent l'amiral anglais, et effacèrent l'impression fâcheuse qu'il avait gardée du résultat de sa première rencontre avec nous. Il décida de revenir à la charge dès le lendemain, pour emporter, avant toute chose, les ouvrages qu'il avait devant lui.

Aux premiers rayons du soleil, l'armée anglaise passa le Chonambark, et vint se ranger en bataille le long de la rive septentrionale. La Touche, qui commandait dans la redoute principale, ouvrit aussitôt sur elle le feu de toutes les pièces dont il disposait. L'ennemi, sans se laisser émouvoir, continua d'avancer, et eut bientôt atteint un bouquet d'arbres qui le masquait à la vue des Français. Au bout de quelques instants, il en débouchait de nouveau dans la plaine. Le gros des troupes restait à découvert, formé en bataille, tandis que quatre compagnies de grenadiers, se détachant, cherchaient à gagner, chacune par un chemin différent, les angles de notre ouvrage.

La Touche dirigea tout d'abord son feu sur les colonnes d'attaque : mais au bout de quelques minutes, sachant bien qu'elles ne pourraient pas arriver d'emblée jusqu'au chemin couvert, il fit pointer tous ses canons sur la réserve, qui restait

immobile, sans abri, à demi-portée de canon. Cette troupe, criblée de boulets, ne put tenir longtemps : elle s'ébranla, recula d'abord, et finalement s'enfuit dans toutes les directions, abandonnant à leur sort les grenadiers lancés à l'assaut.

Ceux-ci avaient bravement marché jusqu'au glacis : mais là, il leur avait fallu s'arrêter. L'ouvrage que Boscawen avait cru n'être qu'un amas informe de terre et de galets, était une belle et bonne redoute construite dans les règles. Le fossé, large et profond, n'était pas franchissable sans échelles et sans fascines. Les défenseurs, abrités derrière les parapets, étaient invisibles pour les assaillants, qui n'avaient pas non plus apporté de grenades pour les déloger, et qui restaient immobilisés sous un feu terrible. Couverts de balles et de mitraille par le fort, canonnés d'écharpe par les batteries de la rivière, les grenadiers anglais tenaient pourtant bon. Une soixantaine d'entre eux étaient même parvenus à prendre pied dans un rentrant du chemin couvert, lorsque trois cents cipayes, qu'on avait tenus cachés jusque là derrière l'ouvrage, parurent tout à coup, et firent feu sur eux d'un quatrième côté. Il leur fallut cette fois abandonner la partie et reculer jusqu'au village d'Ariancoupan, pour s'y reformer à l'abri des maisons et des arbres.

Les Anglais, changeant d'objectif, pointèrent alors dans la direction de la rivière les canons qu'ils avaient amenés, et disposèrent face au nord, à l'est du village, les troupes qui étaient parvenues à se

rallier. Ils étaient masqués aux vues de nos ouvrages par les habitations et les plantations qui les entouraient, de sorte que nos canonniers jugeaient mal de l'emplacement exact du but qu'ils visaient; ils n'en continuèrent pas moins à tirer, et malgré ces conditions défavorables, infligèrent encore à l'ennemi des pertes fort sensibles.

De l'endroit où il était placé, La Touche, qui avait la direction générale des opérations, ne pouvait plus voir les mouvements de l'adversaire. Ne se rendant pas compte du désarroi qui régnait dans ses rangs, et entendant le canon tirer du côté de la rivière, il se figura que les assaillants avaient trouvé en aval un passage praticable, et qu'ils allaient tourner toute notre ligne par sa gauche, pour se placer entre les ouvrages d'Ariancoupan et Pondichéry. Frappé de cette idée, il fit part à Dupleix de ses appréhensions, et lui demanda la permission de faire revenir toutes les troupes vers le nord, afin de les disposer en face de l'endroit que les Anglais paraissaient vouloir attaquer. Dupleix, atterré des nouvelles alarmantes qui circulaient dans la ville, et trompé sur la situation véritable par le message de La Touche, envoya sur le champ des ordres pour faire reculer sans bruit notre monde et nos canons jusque dans les limites de notre territoire, à l'abri de la haie d'arbustes épineux qui les marquait. On commença aussitôt ce mouvement de retraite : la batterie de l'ouest était évacuée déjà, et l'on faisait sortir l'artillerie qui armait la redoute principale, quand

Paradis survint. D'un coup d'œil il s'aperçut de l'erreur où était tombé La Touche, et de la faute qu'on commettait, en abandonnant une position qui n'était nullement compromise et dans laquelle on avait un intérêt majeur à tenir le plus longtemps possible.

Si les Anglais avaient été moins démoralisés, ils auraient pu profiter du mouvement de recul de nos troupes pour occuper derrière elles le fort et les ouvrages de la rivière : heureusement pour nous, il régnait encore dans leur armée trop de confusion pour qu'ils se fussent doutés de l'occasion qui s'offrait à eux.

Paradis vint trouver La Touche et La Tour ; ne réussissant pas à les amener à son idée, il courut à Pondichéry, mit Dupleix au courant de ce qu'il avait vu, et rapporta l'ordre ferme de rentrer au plus vite dans le fort et dans la batterie qu'on avait abandonnés.

Cette manœuvre put heureusement s'exécuter avant que les Anglais se fussent aperçus de rien. Ils continuèrent à échanger des coups de canon avec notre batterie de l'est, qui se trouvait en face d'eux. Nos pièces, d'un calibre plus faible, et tirant de bas en haut, ne leur faisaient pas grand mal ; mais, quand Paradis eut fait revenir de la place du canon de 18 et de 24, et qu'il l'eut fait mettre en batterie à côté des pièces qui étaient déjà en position, l'équilibre se rétablit : cette canonnade dura plusieurs heures ; enfin, Boscawen, comprenant qu'il ne pourrait décidément

pas déboucher du village, donna l'ordre de cesser une lutte à laquelle il ne gagnait rien, et de faire replier les troupes du côté de la mer.

La Touche, entendant le bruit du canon des ennemis diminuer peu à peu, et ayant appris que leurs colonnes quittaient le champ de bataille, pensa que l'occasion était favorable pour les poursuivre : le petit nombre d'hommes avec lesquels il occupait la redoute principale ne lui permettait pas de la dégarnir ; il fit en conséquence passer un message à La Tour, qui occupait avec ses grenadiers le bord de la rivière. Celui-ci, ayant l'ordre formel de ne s'avancer de l'autre côté sous aucun prétexte, envoya en toute hâte demander à Dupleix la permission de se porter en avant : mais lorsque la réponse lui parvint, les troupes ennemies avaient déjà gagné de l'avance, et se trouvaient hors d'atteinte.

Le calme régnait maintenant partout aux environs. La Touche fit visiter le terrain aux alentours du fort par de petits détachements, afin de faire relever les blessés que l'ennemi pouvait y avoir abandonnés. Il s'en trouva un certain nombre, qui furent conduits à l'hôpital de Pondichéry. Dupleix leur y fit donner les soins nécessaires. Beaucoup de cadavres étaient aussi restés dans le fossé et sur les glacis : La Touche écrivit à Boscawen, en lui proposant de venir les enlever à la faveur d'un armistice. L'amiral fit à ces ouvertures une réponse des plus courtoises : il s'excusait sur la pénurie où il se trouvait de moyens de transport pour décli-

ner l'offre qui lui était faite, et priait le commandant français de vouloir bien pourvoir lui-même à la sépulture des soldats anglais tombés à l'assaut de la redoute. Cette lettre fut apportée par le premier aide-de-camp de l'amiral. La Touche envoya au-devant de lui, dans la plaine, une députation d'officiers, afin de lui épargner une partie du chemin, et pour lui offrir des rafraîchissements. L'envoyé s'en retourna fort satisfait de la politesse de nos messieurs et de la réception qu'ils lui avaient faite.

La leçon que les Anglais venaient de recevoir était sérieuse, et leur avait coûté cher ; mais Boscawen était décidé à faire tomber à tout prix les défenses d'Ariancoupan, et à s'assurer du passage de la rivière avant de s'attaquer à la ville même. Il prit ses mesures pour faire le siège en règle de nos ouvrages. Dans la journée du lendemain, la marine, mise à contribution, fournit à l'armée un renfort de deux mille hommes, et débarqua des canons de fort calibre, destinés à l'armement d'une batterie qu'on commençait à construire à l'est du village. En peu de temps, les épaulements furent élevés et les embrasures furent prêtes : les hommes débarqués des vaisseaux avaient mis à ce travail toute l'ardeur imaginable : mais lorsqu'on voulut mettre les canons en place, on s'aperçut que l'officier qui avait choisi la position l'avait fait de telle sorte que les vues en étaient entièrement masquées par des arbres, et que tout était à recommencer. Des artilleurs remplacèrent les

marins pour élever un ouvrage pareil sur un point mieux choisi, et travaillèrent avec tant d'activité, toute la nuit du 26 au 27, qu'au point du jour la nouvelle batterie était assez avancée pour qu'on y fût à couvert. On continua les terrassements pendant la journée entière et pendant la nuit suivantes, en dépit des boulets lancés par le fort, d'où l'on s'était aperçu de ce que voulaient faire les ennemis. Dans la matinée du 29, les Anglais purent mettre en position quatre pièces de 18 et de 24, avec lesquelles ils se mirent à tirer sur notre redoute, et sur celle de nos batteries qui était la plus rapprochée d'eux.

A Pondichéry, on ne s'était pas tout d'abord rendu bien compte du plan des Anglais. On avait appris le débarquement à Virampatnam d'un grand nombre d'hommes, et de grosse artillerie : le bruit courait que ces forces étaient destinées à attaquer le corps de place par l'embouchure de la rivière, tandis que les troupes restées devant Ariancoupan masqueraient nos ouvrages et chercheraient à attirer de ce côté l'attention de la défense, de manière à faire envoyer sur ce point le plus de troupes possible, ce qui aurait diminué d'autant les forces qui restaient dans la ville.

Sans donner à ces rumeurs plus de créance que de raison, Dupleix et Paradis prirent cependant des mesures pour parer à l'attaque, si elle se produisait. On fit occuper par 150 hommes la langue de terre qui s'étendait en avant du bastion Saint-Laurent, et sur laquelle l'ennemi pouvait prendre

pied pour arriver jusqu'aux remparts : deux pièces de canon chargées à mitraille étaient disposées d'avance, de manière à balayer tout le terrain par lequel les assaillants devaient s'avancer.

Mais la canonnade que dirigeaient les Anglais contre les ouvrages d'Ariancoupan ne laissa bientôt plus de doute sur leur véritable objectif. Le fort leur répondait avec vivacité, sans leur faire toutefois grand mal, à cause de la disposition du terrain : ce que voyant, Paradis fit construire à la hâte, au milieu de la redoute, un cavalier en terre sur lequel on hissa du canon : on pouvait ainsi battre le pied du retranchement des assiégeants, et atteindre leurs travailleurs et leurs canonniers.

Malgré tout, la supériorité du calibre des pièces ennemies leur donnait encore l'avantage : Paradis fit alors construire, à côté de la batterie de la rivière, de nouveaux épaulements qu'on arma de quatre gros canons amenés de Pondichéry.

Cette fois, la balance pencha en notre faveur. On s'en aperçut aussitôt au ralentissement du tir des assiégeants. Dans la soirée, leur feu cessa presque complètement. Mais, la nuit suivante, ils se remirent à remuer de la terre, et firent si bien qu'ils parvinrent à réparer tous les dégâts que nos boulets avaient causé la veille : ils avaient, de plus, creusé une longue tranchée qui aboutissait tout près du village d'Ariancoupan, sur un point où ils voulaient amener de nouveaux canons pour battre le fort à courte distance. Il était fort essentiel pour nous de bouleverser leurs travaux

avant qu'ils eussent pu mettre ce projet à exécution.

On fit sortir dans ce but 50 Cafres et 100 cipayes à pied, appuyés de la compagnie de dragons et des volontaires de Bussy. Ces troupes, s'avançant à couvert entre le fort et le village, devaient gagner l'église des Jésuites, et de là se jeter dans la tranchée, qui en était tout près. Par malheur, les cipayes, aperçus par l'ennemi avant d'arriver à portée de leur objectif, essuyèrent une décharge qui les mit en déroute sans qu'on pût les ramener. Voyant les nôtres reculer, d'Auteuil et Bussy se précipitent à leur place, et tombent à l'improviste sur les Anglais qui ne s'attendaient plus à une nouvelle attaque. Les dragons, arrivés les premiers, sabrent tout ce qu'ils rencontrent : un instant après, Bussy, avec quelques volontaires qui avaient pu le suivre dans sa course folle, se jette à son tour dans la tranchée et achève d'en chasser les ennemis. Vainement leurs officiers tentèrent de maintenir les soldats : restés seuls à leur poste, ils ne purent que faire bravement leur devoir. Plusieurs d'entre eux restèrent sur le carreau, et Lawrence en personne, le commandant de Saint-David, tomba en notre pouvoir, après s'être héroïquement défendu. Il fut contraint de céder au nombre et dut rendre son épée. Il avait à ses côtés un capitaine de la marine, nommé Bruce, et six soldats, qui furent faits prisonniers avec lui. Toute cette action n'avait pas duré plus d'un quart d'heure.

Mais il ne fallait pas s'attarder. Les cinq ou six cents hommes que les Français venaient de mettre en fuite s'étaient reformés à peu de distance, et s'apercevant qu'ils n'avaient pas affaire à plus d'une centaine d'adversaires, revenaient à la charge. D'Auteuil et Bussy, emmenant leurs prisonniers, évacuèrent la tranchée au plus vite pour n'y être pas cernés, et revinrent se mettre à couvert sous le canon de la redoute. Il était temps : les ennemis rentraient déjà dans leurs travaux, et réussirent même à y capturer un de nos officiers de dragons, M. Cochinat, qui, ayant eu son cheval tué sous lui, et blessé lui-même, n'avait pas pu se dégager.

Cette petite troupe avait brillamment donné : mais elle était trop peu nombreuse pour remplir le but que Paradis s'était proposé, et que la fuite des cipayes avait fait manquer. Les nôtres n'avaient sauvé que l'honneur. Cependant l'action avait été vaillamment conduite, et la capture d'un personnage comme Lawrence n'était pas chose indifférente. On le conduisit, ainsi que Bruce, son compagnon d'infortune, et les six soldats pris en même temps qu'eux, à Pondichéry, où leur arrivée causa un grand enthousiasme. Dupleix vint en personne les recevoir, traita les prisonniers avec les plus grands égards, rendit leur épée aux deux officiers, et eut pour eux toutes les attentions que permettaient les circonstances.

Tandis que nos soldats se livraient à la joie du succès, les Anglais avaient repris leurs positions,

et la canonnade recommençait de plus belle de part et d'autre. Afin d'accélérer le tir de notre artillerie, les munitions avaient été placées auprès des pièces auxquelles elles étaient destinées. Cette disposition eut des conséquences fatales, car le malheur voulut qu'un boulet anglais, tombant dans notre batterie de pièces de campagne placée au bord de la rivière, frappât une voiture de poudre et la fît sauter. L'explosion de ce chariot entraîna celle de plusieurs autres : cinquante hommes furent tués sur le coup ; et plus de quatre-vingt furent blessés ou brûlés.

Cet accident mit les survivants dans le plus affreux désordre. Paradis accourut aussitôt : l'affolement dans lequel il trouva les soldats le gagna lui-même. Il perdit la tête, crut les Anglais déjà maîtres de nos ouvrages, à la faveur de la confusion qu'il avait sous les yeux, et dans un moment d'aberration ordonna d'évacuer toutes nos positions.

En réalité, le dommage était limité à la batterie dans laquelle l'explosion s'était produite : ni les batteries voisines, ni le fort, n'avaient souffert jusque là, et leur prise aurait coûté aux ennemis bien des jours et bien des hommes. L'ordre que Paradis avait envoyé de se retirer au plus tôt de la redoute et des autres ouvrages, en enclouant les canons et en les laissant sur place, fut accueilli par les officiers et les soldats avec une pénible surprise. Lorsqu'il fut question d'abandonner les pièces, M. de Kerangal (1), qui commandait la

(1) On trouve, à propos de cet incident, une rectification

batterie de gros calibre contiguë à celle qui venait de sauter, s'y refusa catégoriquement. Il fit redoubler son feu, afin que l'ennemi ne pût pas s'apercevoir du désordre qui régnait de ce côté : MM. de Puymorin et Astruc, officiers de grenadiers, s'étant joints à lui, réunirent quelques hommes de bonne volonté : et après avoir envoyé aux ennemis une dernière décharge, ces braves gens traînèrent eux-mêmes les canons jusque dans l'enceinte de la place.

La redoute principale tenait toujours bon, malgré le feu de plus en plus violent que les Anglais dirigeaient sur elle : mais l'abandon des batteries de la rivière la laissait trop en l'air pour qu'il fût possible de s'y maintenir plus longtemps. La Touche avait reçu l'ordre d'en faire sortir les troupes, d'enclouer les canons et de faire sauter la poudrière. Il n'était pas au fait de ce qui s'était passé. Voyant les batteries évacuées, il crut à un désastre, et se hâta de prendre ses dispositions pour sauver son monde. On emmena tout le matériel qu'on pouvait transporter : le reste fut mis en tas au milieu du fort pour être détruit. On encloua successivement les pièces, et lorsqu'il n'en resta plus qu'une seule chargée, un dernier canonnier resté dans la redoute y mit le feu, l'encloua comme

dans la correspondance de Dupleix : c'est M. de Kerangal qui est cité dans les relations ; mais l'honneur d'avoir sauvé les pièces appartient en réalité autant à M. de Puymorin qu'à M. de Kerangal.

(Archives de l'auteur, série A).

les autres et s'en fut après avoir allumé la mèche qui aboutissait au magasin à poudre.

Au même instant, un courrier de Pondichéry apportait l'ordre de n'abandonner à aucun prix ni les batteries, ni la redoute. Dupleix avait vu les conséquences qu'allait avoir la fatale erreur de Paradis, et dès qu'il avait connu son projet de retraite, lui avait fait enjoindre en toute hâte d'arrêter son mouvement. Mais il était trop tard : la redoute avait sauté, et les Anglais en entouraient déjà les ruines pour en prendre possession : c'était une manche bien définitivement perdue. Nos ouvrages avancés étaient aux mains des assiégeants, qui pouvaient dès lors prendre en toute sécurité leurs dispositions pour l'attaque de la ville elle-même.

XIII.

LES ANGLAIS S'EN PRENNENT AU CORPS DE PLACE.

Tandis que la bataille faisait rage autour d'Ariancoupan, l'émotion allait grandissant à Pondichéry. Le bruit du canon, grondant sans discontinuer aux alentours, affolait la population indigène. Les rumeurs les plus contradictoires, arrivant à chaque instant du théâtre du combat, portaient au paroxysme l'énervement des habitants. La résistance victorieuse opposée aux premières attaques, l'arrivée dans la ville des prisonniers anglais, les efforts personnels de Dupleix pour ramener la confiance, rien n'avait pu calmer l'affolement populaire. Ce fut bien autre chose encore quand on entendit se rapprocher le fracas du combat, et que des imprudents s'étant aventurés, au mépris des défenses publiées, le long de la rivière d'Ariancoupan, eurent été mis à mal par les boulets des Anglais. L'effervescence prit alors de telles proportions, que malgré son intention bien arrêtée de ne laisser personne quitter la ville, Dupleix se vit obligé de tolérer la sortie d'une foule de femmes et d'enfants de basse caste, et aussi de plusieurs personnages de haut rang, qui réclamaient avec insistance l'autorisation de gagner les villes environnantes. Du nombre de ces derniers étaient les membres de la famille de Chandasaheb, auxquels, de guerre

lasse, le gouverneur permit d'aller se réfugier où bon leur semblerait, n'ayant pas pu leur faire entendre qu'ils s'exposeraient à tomber dans les mains des Anglais, ou, ce qui était pis encore, dans celles des pillards de Maphouz-Kan, qui infestaient le pays. Seuls, Badésaheb, frère de Chandasaheb, son fils, et quelques-unes de leurs femmes restèrent dans la ville : tous les autres s'enfuirent à Valdaour.

La retraite inconsidérée de Paradis et l'abandon de nos positions d'Ariancoupan n'étaient pas des évènements de nature à calmer l'émotion des habitants : et, au point de vue militaire, c'était un désastre. Tout le plan de défense en était bouleversé. Dupleix avait compté immobiliser pendant bien des jours les Anglais devant nos ouvrages avancés, et comptait sur ce temps pour faire passer sans encombre les renforts qu'on avait dû lui envoyer de Mahé et de Madras ; la fausse manœuvre qui venait d'être faite allait laisser aux assiégeants toute facilité pour intercepter nos communications avec le dehors, tandis qu'ils s'attaqueraient directement à l'enceinte elle-même.

La haie de buissons épineux qui courait tout le long de nos limites présentait, à la vérité, un obstacle assez sérieux pour constituer encore une ligne de défense extérieure. Elle était partout à peu près impénétrable, et toutes les brèches en étaient barrées par des ouvrages en terre. Mais le développement en était trop grand pour que la garnison pût l'occuper solidement tout entière :

en concentrant son effort sur un seul point, l'ennemi aurait eu trop beau jeu pour y rompre la résistance, et une fois qu'il aurait pénétré dans l'intérieur, prendre à revers tout le reste.

Cette considération détermina Paradis et Dupleix à ramener toutes les troupes dans la place, tout en faisant des démonstrations pour tromper les assiégeants sur leurs projets. Cette résolution fut tenue secrète ; et Paradis se mit aussitôt à faire construire, sur divers points, des batteries qu'on armait bien ostensiblement d'artillerie. En arrière des limites, il fit placer, en divers endroits, des postes, comme s'il eût voulu disputer le passage ; les redoutes qui couvraient l'entrée des routes conduisant à la ville étaient toutes occupées par des troupes avec du canon, pour faire croire à l'ennemi qu'on avait l'intention de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

Pendant ce temps, Dupleix se préoccupait de hâter l'arrivée à Pondichéry des renforts qu'il attendait. Il était informé que cent cinquante hommes lui avaient été envoyés de Madras. Pour ôter à Maphouz-Kan l'idée qu'il aurait pu avoir de se poster sur leur chemin, il avait prescrit à Barthélemy de faire sortir derrière eux tout ce qui lui restait de la garnison, de montrer cette troupe au dehors, puis de la faire rentrer à la faveur de la nuit, afin de donner le change aux ennemis sur la force véritable du détachement qui s'était mis en route, et de le faire paraître bien plus considérable qu'il ne l'était en réalité. Le stratagème eut un

plein succès ; les Maures, persuadés qu'ils auraient affaire à forte partie, n'osèrent pas bouger, et quelques jours après, Goupil et La Motte arrivaient à Pondichéry, amenant une compagnie de grenadiers tout entière et une trentaine de Cafres.

De l'autre côté, des Anglais avaient aussi donné dans le panneau. Voyant que Paradis faisait élever de nouvelles fortifications dans la campagne, raser des arbres et des maisons, transporter des canons de poste en poste, ils crurent que les Français organisaient, dans leurs limites, toute une nouvelle ligne d'ouvrages. Cela confirma Boscawen dans l'idée que la retraite précipitée des nôtres, après l'accident d'Ariancoupan, n'avait été qu'une ruse destinée à l'attirer au nord de la rivière, pour le forcer à accepter la bataille avec cet obstacle à dos, et sur un terrain que ses adversaires avaient déjà choisi et préparé. Aussi bien, ses troupes avaient été rebutées par la résistance qu'elles avaient rencontrée ; les soldats n'étaient pas trop soucieux de se mesurer de nouveau avec les nôtres. Aussi, l'amiral se contenta d'occuper la redoute d'Ariancoupan, de la remettre en état du mieux qu'il put, et de fortifier, pour le cas d'une sortie qu'il appréhendait, le camp où il avait installé sa petite armée, près de Virampatnam. Il faisait, de cette position, envoyer des reconnaissances vers le front sud de la place : mais tout se bornait à des démonstrations peu importantes, et jusqu'au 6 septembre, les Anglais ne s'étaient pas décidés à franchir la rivière d'Ariancoupan.

Ce jour là, dans la matinée, toute leur armée se mit en marche : elle se dirigea droit sur nos limites, comme pour forcer le passage de la route de Goudelour. Nous avions là un poste avec du canon. Après un court engagement, la colonne ennemie abandonna la partie, et, tournant brusquement vers l'ouest, se mit à contourner la ligne des limites, en ayant bien soin de s'en tenir hors de portée, et à gravir les pentes du coteau d'Oulgaret.

Depuis le matin, Dupleix était sur les remparts. Il suivait de là toute la manœuvre de l'adversaire. Paradis s'était mis à la tête des troupes, et, observant les signaux que lui faisait faire le Gouverneur, réglait ses mouvements de manière à se trouver toujours, à l'intérieur des limites, en face du gros de l'armée de Boscawen, prêt à lui faire tête si les Anglais cherchaient à pénétrer sur notre territoire. Au fur et à mesure que les ennemis remontaient vers le nord, les nôtres en faisaient autant : et derrière eux, on retirait sans bruit toute l'artillerie des ouvrages dernièrement construits dans la campagne, pour la faire rentrer dans l'enceinte. Quand le soir fut venu, tout ce matériel était remis en batterie sur les remparts.

Les Anglais n'avaient osé attaquer sur aucun point. Ils avaient fini par venir se masser sur le revers de la colline d'Oulgaret qui regardait la porte de Valdaour, en se bornant à envoyer quelques boulets et quelques grenades royales sur la petite redoute qui couvrait l'entrée de la route

dans les limites, et que gardait Bussy avec ses volontaires.

A la nuit tombante, les Français commencèrent à évacuer en silence tout le terrain extérieur aux fortifications de la place. Le mouvement se fit avec tant d'ordre et de régularité que les ennemis ne s'en aperçurent pas. Il ne resta plus au dehors qu'un certain nombre de cipayes déguisés, et quelques pions chargés de renseigner le Gouverneur sur ce qui se passerait aux alentours.

La position qu'avaient occupée les Anglais semblait indiquer de leur part l'intention d'attaquer la ville par l'ouest. Ce pouvait toutefois n'être qu'une feinte, destinée à attirer de ce côté l'attention et les forces des défenseurs. L'organisation sur la plage d'un camp fortifié, la mise à terre en ce point d'un grand nombre de pièces de fort calibre, avec une quantité considérable de munitions, pouvait faire craindre une tentative du côté du sud. Autant pour s'assurer de ce qui se passait par là que dans l'espoir de s'emparer, par un coup de main heureux, de ce matériel, ou tout au moins d'en détruire une partie, Dupleix envoya, dans la nuit même où nos limites avaient été évacuées, une forte reconnaissance vers Virampatnam. Cette troupe s'avança jusqu'au camp, qu'elle trouva complètement abandonné. Les pièces et les munitions avaient été transportées dans l'ouvrage d'Ariancoupan, et les bateaux plats dont on s'était servi pour les amener à terre, avaient été rentrés à bord des vaisseaux de guerre. Nos

hommes s'en retournèrent sans avoir tiré un seul coup de fusil ni avoir aperçu un seul ennemi.

Lorsque le jour parut, les assiégés virent, du haut des remparts, l'armée anglaise toujours immobile à l'endroit où elle s'était arrêtée la veille au soir. Elle n'en bougea pas de toute la journée. Boscawen, s'étant aperçu que les entrées de nos limites n'étaient plus gardées, envoya seulement dans l'intérieur quelques petits groupes de cipayes et des paliagarres pour reconnaître le terrain. Ces gens brûlèrent quelques maisons, et se répandirent çà et là pour piller dans les jardins qui entouraient la ville.

A Pondichéry, on prenait les dernières dispositions. Tout le monde était à son poste. Mainville, à la porte de Goudelour, dirigeait la défense de la partie sud de l'enceinte, depuis le bastion la Reine jusqu'à la mer. Le chevalier de Plaisance était à la porte de Villenour et commandait les bastions du sud-est ; La Touche, placé à la porte de Valdaour, avait sous ses ordres Vincens et Kerjean, chargés de défendre, l'un le bastion Sans-Peur, au sud, l'autre le bastion Saint-Joseph, au nord de la porte. La face septentrionale de l'enceinte, avec la porte de Madras, était confiée à M. d'Argy. Le chevalier d'Ancy était commandant général de toute l'artillerie, et Paradis, chargé de la direction supérieure de toute la défense, avait sous ses ordres directs le corps de réserve, renforcé depuis peu de la compagnie de grenadiers que Goupil avait ramenée de Madras. M. Burat

dirigeait le service des munitions, et M. Cornet celui des vivres et du matériel.

Toutes les dispositions étaient également prises dans l'intérieur de la ville. Un camp pour le corps de réserve était installé dans le jardin des Jésuites. On avait blindé l'église Saint-Paul, qui leur appartenait également, avec des troncs de cocotiers et des balles de coton humide ; et l'on fit de même pour toutes les constructions dont les matériaux présentaient une solidité suffisante. Des abris casematés étaient aménagés dans le fort et sous les remparts du sud : enfin la grande pagode d'Içvara, qui gênait les vues et le tir de la citadelle, fut démolie. Cette destruction combla d'aise les Jésuites et les chrétiens indigènes, mais elle ne se fit pas sans soulever quelques incidents tumultueux dans la population païenne, qui vit avec indignation détruire ou profaner ses emblêmes sacrés. Des gens malintentionnés ayant fait courir le bruit qu'on allait abattre aussi la mosquée, l'émotion gagna les cipayes qui vinrent protester auprès du Gouverneur, menaçant de se retirer. Sur l'assurance qu'on leur donna que la destruction de la pagode était une mesure purement militaire, que les circonstances avaient exigée, et qu'il n'était nullement question de toucher aux édifices musulmans, ils se calmèrent pourtant et restèrent dans le devoir.

Cependant Boscawen hésitait sur le choix du point d'attaque. Il n'était pas d'accord à cet égard avec ses officiers. Le bruit courait même à Pondi-

chéry qu'une partie des troupes de Saint-David, qui marchaient avec l'armée, avait été ramenée à Goudelour par des chefs subalternes se refusant à entrer dans les vues de leur commandant en chef.

Le 8 au matin, on vit les assiégeants se mettre en mouvement : leurs colonnes descendaient le coteau, en se rapprochant de la place : du côté de la mer, les navires avaient levé l'ancre, et, sauf deux ou trois bâtiments qui restaient en face de Virampatnam, étaient tous venus croiser devant la rade de Pondichéry.

Boscawen arrêta ses troupes près de nos limites, sur la route de Valdaour. On voyait les Anglais dresser leurs tentes, comme s'ils avaient l'intention de s'établir en cet endroit pour commencer les travaux d'approche. Dupleix fit apporter dans le bastion qui couvrait la porte de la ville un mortier de douze pouces, dont les bombes, tombant au milieu du camp des ennemis, mirent le feu à leurs installations et leur tuèrent ou blessèrent pas mal de monde, si bien que Boscawen, voyant que cet emplacement était trop exposé pour y laisser ses troupes, battit en retraite et les ramena sur la première position qu'elles avaient occupée, pour les y installer définitivement. Un détachement de cipayes et de dragons était sorti pour poursuivre les Anglais : mais ceux-ci, refusant constamment le combat, se contentèrent de mettre en batterie quelques pièces de canon, et de tirer sur les nôtres de loin, sans d'ailleurs leur faire grand mal.

Notre troupe rentra dans la place au jour tombant, sans en être venue aux mains.

La première moitié de la nuit se passa tranquillement : mais vers trois heures du matin, les assiégés furent réveillés en sursaut par de violentes explosions. C'était un petit navire qui s'était glissé, à la faveur de l'obscurité, jusqu'en face de la citadelle, tout près de la côte, et qui lançait des bombes à toute volée. On l'avait vu depuis quelques jours rôder autour de la rade, sans pouvoir démêler exactement le but de ses allées et venues : son faible tirant d'eau lui permettait de s'approcher à petite distance, et il avait à son bord une batterie de mortiers de gros calibre. Comme il s'était audacieusement avancé jusque sous le canon de notre front de mer, nos artilleurs lui envoyèrent une volée de boulets, ce qui le contraignit d'abandonner son mouillage pour aller s'embosser plus loin. Malgré la distance, il continua son tir toute la journée, au grand effroi des habitants, qui s'enfuyaient pour se mettre à l'abri dans les quartiers les moins exposés. Une douzaine de bombes de dix et de treize pouces avaient éclaté ça et là. Les blancs s'étaient retirés dans les casemates, dans l'église des Jésuites et dans les autres édifices que Dupleix avait fait blinder en prévision de ce qui arrivait : l'effet du bombardement fut donc à peu près nul. Personne n'avait été atteint et tout le mal se réduisait à quelques maisons en terre écornées, et à un peu de dégâts matériels dans le fort.

Du côté de la terre, il ne s'était rien passé de nouveau. On voyait les Anglais aller et venir dans leur camp. On essaya de les y inquiéter en les canonnant de nos bastions de l'ouest avec des pièces de dix-huit et de vingt-quatre : mais la distance était trop grande, et Dupleix, ne voulant pas consommer inutilement sa poudre et ses boulets, fit arrêter le tir au bout de peu d'instants.

La nuit suivante, la galiote revint à la charge, à la faveur des ténèbres. Elle lança sur la ville trente à quarante bombes, qui causèrent un certain désordre. L'une d'elles avait éclaté dans la maison de Badésaheb, frère de Chandasaheb, et blessé légèrement Strihara-Pillei-Quader-Ali-Kan, son fils. Les serviteurs, perdant la tête, se mirent à courir dans les rues en criant que leur maître était mort. La similitude de noms entre Badésaheb et Barasaheb (grand monsieur) titre sous lequel on désignait Dupleix parmi le peuple, créa une confusion, et l'on crut un instant que le Gouverneur avait été tué. Cette nouvelle causa dans la population une émotion et un tumulte qui ne s'apaisèrent que le lendemain matin, lorsque l'on connut la vérité. Les habitants avaient passé la nuit dans la rue, regardant les bombes monter en l'air, redescendre, puis éclater.

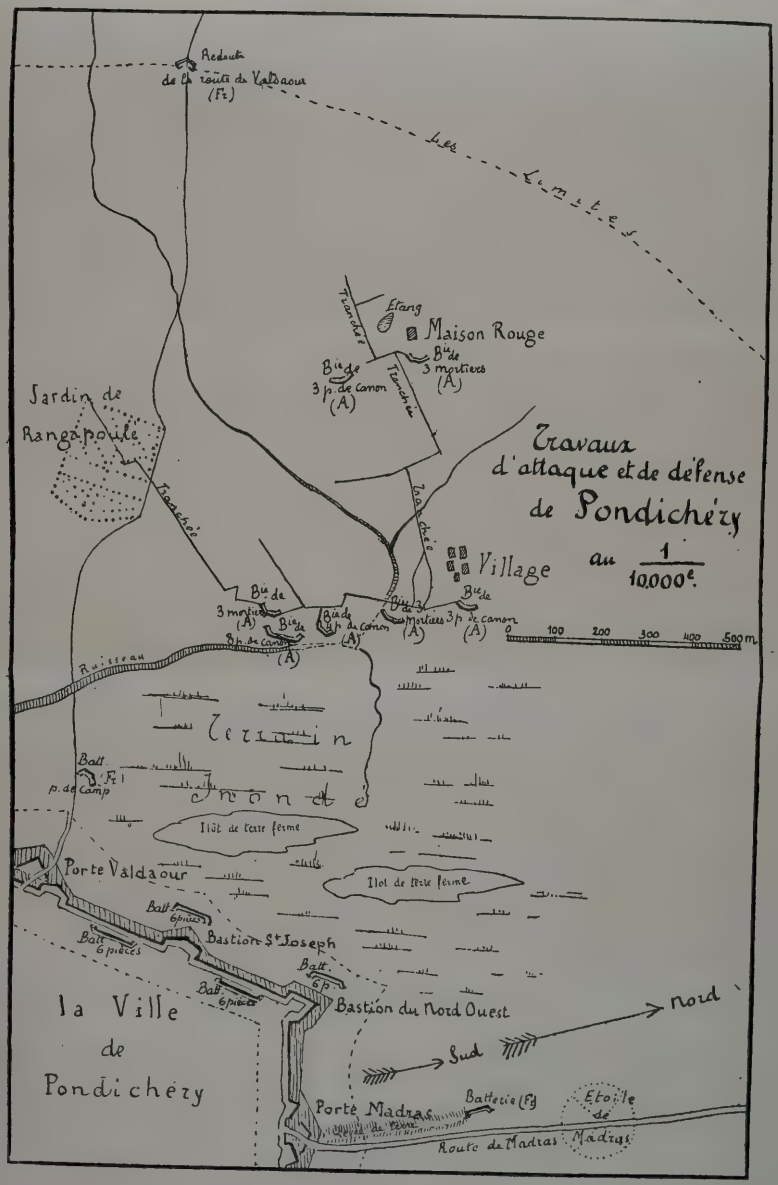
Le résultat matériel du bombardement n'était pas en rapport avec le bruit qu'il faisait. On en fut quitte, ce jour-là, pour deux ou trois maisons à moitié démolies, et un des murs de l'église du fort éventré par l'explosion d'un projectile. Le Gou-

verneur, monté sur le rempart depuis le matin, avait vu tomber à quinze pas de lui une de ces bombes, qui s'était enfoncée en terre sans éclater. La galiote avait continué de tirer sans interruption toute la journée, tandis que le gros de la flotte anglaise gagnait quelques milles dans le nord.

Il ne s'était rien passé du côté de l'ouest. Les desseins de Boscawen restaient impénétrables. Seuls, quelques cipayes ennemis rôdaient dans nos limites. On envoya Cheik-Assem et Abd-Er-Raman pour les en chasser : les nôtres eurent tôt fait de les mettre en fuite, et profitèrent de l'occasion pour ramener une pièce de 12 qui avait été abandonnée dans une de nos batteries faute de triqueballe pour la charger, lors de l'évacuation des dehors de la place.

Mais dans la nuit du 10 au 11, les Anglais firent sortir du camp un parti de trois cents soldats et coolies. Cette troupe, pénétrant dans nos limites, s'en vint occuper la parcherie (village de parias) de Paccamodéanpett, en face du bastion Saint-Joseph, et sur le cours de la petite rivière aboutissant aux fossés de la place. Boscawen, qui se préoccupait avant tout de mettre ses travaux d'approche à couvert des sorties, n'avait rien trouvé de mieux que de mettre entre ses tranchées et nous ce ruisseau débordé par suite de l'établissement du barrage construit par Dupleix. Comme le résultat de ce travail avait été de couvrir d'eau tout le terrain au nord-ouest des remparts, depuis le cours de la rivière jusqu'à l'étoile

de la route de Madras, les assiégeants étaient aussi bien protégés que Boscawen pouvait le désirer : mais les Anglais s'étaient préparés de gros mécomptes, pour le moment où il faudrait avancer les cheminements vers nos remparts. Peut-être Boscawen n'avait-il pas cru qu'il faudrait pousser les choses jusque-là, et s'était-il fait l'illusion qu'un bombardement effectué de loin, par terre et par mer, suffirait pour amener la reddition de la ville, sans que ses troupes eussent à courir les risques d'un assaut par une brèche régulièrement ouverte.



Travaux d'attaque et de défense de Pondichéry au 1/10.000e.
Redoute de la route de Valdaour (Fr)
Les limites
Etang
Maison Rouge
Bie de 3 mortiers (A)
Bie de 3 p. de canon (A)
Tranchée
Sardin de Rangapoulé
Village
Bie de 3 mortiers (A)
Bie de 8 p. de canon (A)
Bie de 4 p. de canon (A)
Bie de 3 mortiers (A)
Bie de 3 p. de canon (A)
0 100 200 300 400 500 m
Ruisseau
Terrain inondé
Batt. (Fr) p. de camp
Ilôt de terre ferme
Ilot de terre ferme
Porte Valdaour
Batt. 6 pièces
Bastion St Joseph
Batt. 6 p.
Batt. 6 pièces
Bastion du Nord Ouest
la Ville de Pondichéry
Nord
Sud
Porte Madras
Batterie (Fr)
Etoile de Madras
Route de Madras

XIV.

SORTIE DU 11 SEPTEMBRE. MORT DE PARADIS. — TRANCHÉE OUVERTE.

Du haut des bastions qu'ils commandaient, Vincens et Kerjean avaient aperçu, dès les premiers rayons du jour, le mouvement des assiégeants. Ils en avaient aussitôt fait donner avis à Dupleix. Deux cents cipayes, sortant de la place, se faufilèrent dans les jardins à bétel pour arriver à portée des Anglais, qui commençaient à travailler, et tirer sur ceux qu'ils pouvaient apercevoir à découvert. Mais les ennemis, abrités dans le village et dans la tranchée qu'ils creusaient, étaient difficilement vulnérables ; la fusillade, entamée de trop loin, ne faisait aucun effet. Ce que voyant, Vincens fit arborer le drapeau blanc sur son bastion, signal convenu pour faire rentrer le détachement, et fit demander à La Touche la permission de faire jouer son artillerie contre la parcherie, qu'on disait pleine de monde, bien que, du rempart, il ne fût pas possible de distinguer ce qui se passait à l'intérieur. On fit alors une décharge générale de tous les canons sur ce point, depuis la porte de Valdaour jusqu'à celle de Madras.

Dupleix, qui observait l'effet de cette canonnade, jugea que le résultat n'était pas en rapport avec la dépense de munitions qu'elle occasionnait. Les

Anglais, terrés dans leur galerie, continuaient à y travailler comme si de rien n'était. Il fallait employer d'autres moyens pour arrêter leurs progrès.

On manda auprès du Gouverneur les deux commandants des cipayes ; Dupleix les complimenta vivement de leurs faits et gestes de la matinée et de la veille, et surtout d'avoir ramené le canon abandonné. Il leur remit des récompenses pour eux et pour leurs hommes, et leur en promit de plus grandes encore s'ils parvenaient à déloger les ennemis de la tranchée qu'ils étaient en train de creuser. Ayant ainsi surexcité leur ardeur, il fit rassembler le corps de réserve tout entier, et Paradis en prit le commandement.

A trois heures de l'après-midi, toutes les troupes étaient à la porte de Madras, prêtes à marcher. Il y avait là les cipayes, les grenadiers, les volontaires et les dragons. On avait complété l'effectif à quinze cents hommes, en prélevant des soldats sur chacun des postes des remparts. Un détachement d'artillerie, sous les ordres de MM. de Kérangal et d'Or, lieutenants, emmenait deux pièces de campagne.

On avait envoyé aux renseignements, depuis le matin, quelques-uns des pions de Savérimouttou. Ces gens s'étaient avancés jusqu'à proximité de la parcherie et de la tranchée des ennemis ; ils étaient revenus annoncer qu'il y avait là environ trois cents hommes, dont deux cents travailleurs, et qu'on pourrait facilement les cerner et les prendre,

avant que les troupes de secours venues du camp n'eussent le temps de parcourir la distance qui les séparait des travaux. Il existait, au travers du marais, un chemin détourné qui débouchait sur l'ouvrage des ennemis du côté du nord, ce qui permettait d'aller les surprendre à revers.

Il fut en conséquence décidé qu'on suivrait cette voie. Pour détourner de l'attaque véritable l'attention des Anglais, on fit d'abord sortir par la porte de Valdaour un détachement de cavaliers et de cipayes, qui devaient se présenter sur le flanc droit de leur position : puis la colonne se mit en marche, en passant par la porte de Madras.

Du camp des Anglais, il était impossible d'apercevoir notre mouvement; mais Dupleix n'avait pas songé à la flotte qui croisait au large. Des vaisseaux, on vit sortir nos troupes, et des signaux faits aussitôt en annoncèrent la nouvelle à l'armée de terre. Les Anglais firent en toute hâte partir une forte colonne pour aller au secours des travailleurs.

Les nôtres auraient encore eu bien le temps d'arriver sur les ouvrages avant que ces renforts n'y fussent rendus, si le chemin eût été praticable. Malheureusement l'état du terrain ralentissait énormément la marche. Il fallait traverser avec de la cavalerie et du canon des rizières complètement inondées par le débordement : les quelques levées de terre qui pointaient au-dessus de l'eau étaient tellement détrempées que les chevaux et les pièces s'embourbaient à chaque instant. L'infanterie

même n'avançait qu'à grand peine ; et lorsqu'elle put se former en terrain ferme devant la parcherie, l'ennemi l'y attendait déjà en force, tandis que notre cavalerie et les canons se débattaient encore dans le marais. L'attaque des Français fut reçue par une fusillade qui mit le désordre parmi les cipayes, peu habitués à combattre à l'européenne. Les grenadiers et les volontaires, plutôt que de rester immobiles sous un feu qui les décimait, marchèrent à l'assaut sans attendre davantage, Paradis en tête : ils s'élancèrent dans le village au pas de course, et malgré la résistance des défenseurs, parvinrent à les en chasser ; mais tout à coup, des soldats anglais, cachés dans la tranchée, et qui n'avaient pas bougé jusque-là, en sortirent brusquement pour faire sur notre troupe une décharge générale, qui nous coûta bien cher. Une centaine d'hommes et nombre d'officiers étaient tombés. Paradis avait reçu une balle dans la tête : on l'emporta du champ de bataille dans un palanquin. Le bruit de la mort de leur commandant, qui se répandit parmi les soldats, leur fit perdre la tête : ils plièrent de tous les côtés.

Le désordre allait toujours croissant. Nos canons, qu'au prix de mille efforts on avait enfin réussi à tirer des marécages et à mettre en batterie, furent même abandonnés un instant par les canonniers, et toute notre colonne s'enfuyait dispersée dans la plaine. Si les Anglais avaient saisi ce moment pour sortir de leurs abris et nous poursuivre, c'en était fait de nous. Heureusement

ils n'y songèrent pas tout de suite, et donnèrent à La Tour, qui avait pris le commandement, en qualité de plus ancien des capitaines, le temps de rallier son monde et de le reformer en bataille. Quand les ennemis se présentèrent à découvert pour achever notre défaite, ils trouvèrent si ferme contenance qu'ils n'osèrent plus s'approcher de notre troupe, qui reculait lentement sur Pondichéry. Du haut des remparts, Dupleix avait suivi toutes les péripéties de la lutte, et faisait soutenir la retraite par le tir de toutes les batteries de la place.

Cette expédition nous avait été bien fatale : plus de quarante grenadiers ou volontaires hors de combat, ainsi qu'un grand nombre de cipayes ; deux officiers tués et trois blessés étaient pour la garnison une perte bien considérable ; mais la plus grande de toutes était celle de Paradis, qu'on avait rapporté à Pondichéry, et qui était mort sans être revenu à lui. C'était le plus grand malheur qui pût frapper Dupleix dans les circonstances présentes. Il avait toujours trouvé en lui, depuis deux années, le collaborateur le plus dévoué : sa connaissance parfaite des choses de la fortification, sa bravoure personnelle, la confiance qu'il savait inspirer aux troupes, en faisaient pour le Gouverneur l'auxiliaire le plus précieux. Sa mort laissait Dupleix tout seul en face d'une situation qui pouvait légitimer toutes les inquiétudes.

La tâche était ardue, et la responsabilité était lourde. Dupleix ne désespéra cependant pas.

L'expérience qu'on venait de faire, et qui lui coûtait son meilleur officier, démontrait péremptoirement qu'il fallait renoncer désormais à déloger les ennemis de leurs travaux et à bouleverser leurs tranchées. Ils étaient trop bien protégés par la rivière et l'inondation qui les séparait des remparts. Mais cet avantage momentané devait plus tard se retourner contre eux, lorsqu'il leur faudrait conduire leurs travaux d'approche plus près de la ville. La parcherie d'où ils les avaient amorcés en était à quinze cents toises, et, sur cette distance, ils en avaient plus de la moitié à parcourir dans un sol détrempé et mouvant, qui allait rendre la besogne des plus pénibles et des plus lentes. Leur camp était à une grande lieue de leurs travaux, à cinq de Saint-David, et à deux au moins du point de la côte où les vaisseaux pouvaient déposer les approvisionnements destinés à l'armée. Ces dispositions, que Boscawen avait prises contre toutes les règles de l'art de la guerre, laissaient encore beau jeu aux Français, qui pouvaient tout à leur aise inquiéter les communications et enlever les convois des assiégeants.

Dupleix avait jugé vite du fort et du faible de sa situation. Renonçant désormais à faire de jour de grandes sorties contre les tranchées des Anglais, il se mit à harceler leurs travailleurs, la nuit, par des détachements de cipayes et du corps de réserve qui sortaient chaque soir, s'approchaient, à la faveur de l'obscurité, pour faire le coup de fusil, et se retiraient aussitôt que les troupes de

soutien arrivaient à portée de secourir leurs camarades. Cette tactique fatiguait les ennemis, en les tenant continuellement sur le qui-vive, et retardait considérablement leurs progrès. On employait beaucoup, pour ces expéditions nocturnes, les Cafres, à cause de la terreur qu'ils inspiraient. Ces sauvages demi-nus se glissaient jusqu'aux tranchées, paraissaient tout-à-coup comme des diables sur le haut des parapets, et à maintes reprises étaient arrivés jusqu'aux travailleurs qu'ils avaient attaqués corps à corps.

En même temps, Dupleix faisait organiser ses remparts en vue de la lutte d'artillerie qu'il allait avoir à soutenir contre les grosses pièces de marine que les Anglais avaient mises à terre. Il voulait, suivant ses propres expressions, être en mesure de montrer quatre canons partout où les ennemis en montreraient un.

Pour le moment, il n'avait plus d'inquiétude du côté de la mer. La galiote continuait à bombarder la ville : mais les batteries la tenaient facilement à distance dans la journée : ce n'était qu'à la faveur de la nuit qu'elle se rapprochait de terre, et ses projectiles ne faisaient pas plus d'effet que par le passé. Les habitants s'étaient accoutumés à les voir arriver, et n'y prêtaient plus d'attention. Les aûtres vaisseaux de guerre s'étaient massés plus au nord : ils restaient à l'ancre, et leur rôle se bornait à fournir au corps de siège ce qui lui était nécessaire, sans qu'ils prissent pour le moment une part plus active à l'attaque.

Ce fut donc du côté de l'ouest que le Gouverneur tourna son activité. Il fit préparer, sur les remparts, des plates-formes pour mettre des canons. Au milieu des courtines, à droite et à gauche du bastion Saint-Joseph, on construisit deux grandes batteries enterrées, armées de pièces de fort calibre. Ce travail était très considérable : mais, tout le monde s'y prêtant avec le plus grand zèle, il suffit de quelques jours pour l'achever. Nous étions dès lors en mesure de répondre aux pièces de 18 et de 24 que les Anglais se disposaient à mettre en position, ainsi que l'indiquaient les épaulements qu'on les voyait élever.

Pour agir plus efficacement encore contre ces ouvrages, M. d'Ancy sortit dans la nuit du 17 septembre avec un détachement de travailleurs, soutenus par une partie du corps de réserve, et s'en vint construire une batterie dans la campagne, à quelques centaines de toises de la porte de Valdaour. Des gabions préparés à l'avance avaient été apportés sur le point choisi : de sorte que tout fut terminé avant le jour, et que dès le matin les pièces ouvrant le feu, causèrent de grands dommages chez les Anglais. M. d'Or, qui commandait ce poste, ne cessa de tirer qu'à la chute du jour et ramena ensuite les pièces dans l'enceinte. Dans la nuit, on éleva un ouvrage analogue à cent toises en avant du premier, et on y installa le lendemain les canons avec quelques mortiers. Bombes et boulets firent ce jour-là plus de ravages encore que la veille chez nos ennemis ;

car le feu de cette nouvelle batterie se croisait avec celui d'une autre qu'on venait d'achever au nord de la porte de Madras, et qui prenait en écharpe tous les travaux d'approche. Les Anglais, canonnés tout le jour par nos artilleurs, harcelés la nuit par les cipayes et les Cafres, n'avançaient guère leurs cheminements. Ils travaillaient pourtant toujours avec persévérance, sans se laisser rebuter, et démasquèrent dans la matinée du 21 septembre une batterie de cinq mortiers de gros calibre, et de plusieurs autres à la royale ou à la Cohorn, pour tirer sur le bastion Saint-Joseph. Toutes nos pièces concentrèrent aussitôt leur feu sur cet ouvrage : suivant le rapport que firent nos espions, et le témoignage d'un dragon anglais, qui déserta ce jour-là, notre tir causa des dommages considérables. La canonnade recommença le lendemain et continua les jours suivants. Nos remparts souffrirent peu, non plus que nos troupes, abritées derrière les parapets : mais les Anglais, moins bien protégés, avaient journellement douze à quinze hommes hors de combat. Cela ne les empêchait pas d'avancer toujours leurs tranchées dans la direction du bastion Saint-Joseph, dont ils se rapprochaient peu à peu.

Entre temps, les espions que Madame Dupleix avait toujours en campagne, s'étant glissés jusque dans le camp d'Oulgaret, y avaient appris qu'on y manquait de vivres et de munitions et qu'il était question d'en aller chercher au bord de la mer, où les vaisseaux avaient reçu l'ordre de les

débarquer. Cette opération était fixée au 26, et la route assignée au détachement chargé de l'exécuter passait tout près de nos limites, au nord de la porte de Madras.

Les cipayes et le corps de réserve, impatientés de ne pas s'être battus sérieusement depuis la sortie du 11, demandèrent à grands cris qu'on les fît marcher de nouveau. Dupleix, trouvant que l'occasion était bonne, fit mander Abd-Er-Raman, et lui donna l'ordre de sortir ce jour-là de grand matin, pour aller s'embusquer avec ses hommes derrière les arbres des limites, et y épier l'instant favorable : le reste du corps de réserve était commandé aussi, et devait se tenir à portée d'intervenir s'il en était besoin.

L'attente de nos gens ne fut pas longue. A peine étaient-ils postés qu'ils virent paraître l'avant-garde des ennemis : c'était un détachement de cipayes, qui s'approcha sans défiance à une demi-portée de pistolet de l'embuscade. Les nôtres, cachés dans la brousse, firent feu tout-à-coup et le mirent en désordre.

Derrière cette troupe venaient six pelotons d'infanterie régulière, qui s'avancèrent aussitôt pour soutenir leurs troupes noires. Mais nos tirailleurs dispersés au milieu des arbres, étaient invisibles, et tiraient à coup sûr, sans qu'il fût possible aux ennemis de leur répondre. En quelques minutes, une soixantaine de morts et de nombreux blessés étaient restés sur le carreau.

Boscawen, entendant la fusillade, crut que son

détachement avait toute la garnison sur les bras. Il fit en toute hâte monter à cheval sa cavalerie, qui partit aussitôt, suivie de près par sept cents hommes d'infanterie. De son côté, Dupleix avait fait porter en avant le corps de réserve, qui était venu prolonger sur sa gauche la ligne des cipayes: de sorte que les Anglais venant du camp, en arrivant à portée de secourir la troupe engagée, aperçurent les Français en bataille, se disposant à les attaquer en flanc. Ils s'arrêtèrent aussitôt pour faire face : et, comme un pli de terrain les masquait à la vue des six pelotons qui, malgré leurs pertes, avaient tenu bon jusque là, ces derniers, ne voyant pas déboucher le secours qu'ils attendaient, se crurent abandonnés et lâchèrent pied. Les dragons anglais, reçus à coups de fusil, avaient déjà battu en retraite. Le reste des forces ennemies ne tarda pas à suivre cet exemple et s'en revint au camp sans avoir pu approcher du bord de la mer.

On avait chargé le matériel sur des chalands, pour l'apporter des vaisseaux jusqu'au rivage. Ces embarcations s'étaient tenues à distance, en attendant de voir la tournure que l'affaire allait prendre. Lorsque les troupes de terre eurent aussi abandonné la partie, toute cette flottille s'en retourna comme elle était venue, sans avoir rien débarqué.

Cette petite escarmouche nous assurait un avantage matériel important, en privant nos ennemis de munitions et de vivres dont ils avaient grand

besoin : mais elle eut encore un résultat indirect bien plus considérable. Depuis notre échec du 11 septembre, le nabab s'était laissé ébranler : il voyait les Anglais, victorieux en cette occasion, entamer décidément les opérations du siège. Convaincu dès lors de la chute prochaine de Pondichéry, il s'était décidé à fournir de l'aide aux assiégeants. Maphouz-Kan était venu camper à proximité d'eux pour les soutenir et surtout pour tirer un profit personnel, le cas échéant, du succès qu'il escomptait d'ores et déjà. Précisément ce jour-là, il avait envoyé à l'armée de Boscawen un renfort de trois cents cavaliers commandés par son beau-frère Abd-ul-Salil, et toute cette action s'était passée sous les yeux mêmes des Maures. Lorsque ceux-ci eurent vu quelques centaines de nos cipayes faire reculer plus d'un millier de leurs nouveaux alliés, la bonne opinion qu'ils avaient de la valeur des troupes anglaises et du succès de leur entreprise s'évanouit : au lieu de se joindre à elles, ils reprirent une attitude plus réservée et renoncèrent à prendre désormais une part active aux opérations de la guerre.

Pendant les journées suivantes, les Anglais continuèrent à pousser leurs cheminements. Ils avaient construit deux grandes batteries : l'une battait la courtine au nord du bastion Saint-Joseph, et notre bastion d'angle nord-ouest : l'autre, près du jardin de Rangapoullé, à l'extrême droite des travaux, tira d'abord sur notre ouvrage placé en avant de la porte de Valdaour, ce qui obligea

l'officier qui y commandait d'en retirer les canons et de les faire rentrer dans l'enceinte. N'ayant plus cet objectif, la batterie anglaise allongea son tir, envoyant ses boulets sur les remparts et dans la ville elle-même.

Ce nouveau bombardement terrifia les habitants. Ils s'étaient précisément réfugiés dans la partie la plus exposée, pour échapper aux bombes de la galiote, qui n'arrivaient pas jusque-là. Ils s'étaient d'ailleurs habitués au tir de ces bombes, et ne les craignaient plus, parce qu'on les voyait venir et qu'on avait le temps de s'en garer. Mais les boulets, invisibles avant qu'ils n'eussent frappé, les effrayaient horriblement. Il s'éleva, comme au début du siège, un concert de lamentations et de récriminations contre le Gouverneur, et surtout contre sa femme, qu'on rendait responsable de ce qui arrivait. Le mécontentement s'augmentait encore des perquisitions que Dupleix avait ordonné de faire, pour s'assurer de la quantité de nelly (1) qui restait chez les habitants afin de le réquisitionner lorsque celui des magasins viendrait à manquer. Tout conspirait pour créer dans la population une irritation sourde, et l'esprit de découragement, presque de révolte, avait gagné même les employés européens, dont plusieurs tenaient publiquement les propos les plus fâcheux : d'aucuns avaient demandé à quitter la ville. Dupleix restait ferme au milieu de l'orage, répondant

(1) Riz non décortiqué.

à toutes les doléances dont on venait l'accabler, que l'épreuve par laquelle passait actuellement la ville ne durerait pas longtemps, et se terminerait à brève échéance par une issue glorieuse.

De fait, bien que l'activité des assiégeants ne parût pas se ralentir, des signes de découragement commençaient à se manifester parmi eux. On ramenait journellement à Goudelour des blessés et des malades : plusieurs officiers ou ingénieurs avaient aussi quitté le corps de siège pour y retourner. Les Maures, depuis l'affaire du 26, étaient rentrés dans leur camp et paraissaient décidés à ne plus en bouger. Les éléments même se mettaient de notre côté : des pluies continuelles emplissaient d'eau les tranchées de l'attaque et les rendaient intenables. La saison des coups de vent approchait et l'on pouvait prévoir que si la place tenait bon quelques jours encore, les ennemis seraient forcés de lâcher la proie qu'ils avaient considérée comme assurée.

Le bombardement ne cessait pourtant pas, ni par mer, ni par terre : la galiote lançait toutes les nuits une cinquantaine de bombes ; les batteries de siège tiraient sans interruption, tantôt sur les remparts, tantôt sur la ville. Grâce aux précautions prises, les soldats et les habitants pouvaient se tenir à l'abri, de sorte que malgré la violence du feu de l'ennemi, nous ne perdîmes que quelques hommes ; les brèches faites dans la journée aux remparts étaient rebouchées pendant la nuit, et le canon de la place, répondant à celui des Anglais,

forçait leurs soldats à rester tapis dans le fond des tranchées avec de l'eau jusqu'aux genoux. Les maladies se multipliaient de plus en plus chez eux, par suite de ce séjour prolongé dans la boue et l'humidité.

Cependant les ennemis travaillaient, malgré ces conditions déplorables, toujours sans se rebuter. Ils avaient fini par amener leurs cheminements jusqu'au bord de la petite rivière, à cinq cents toises à peine de la porte Valdaour. Sans qu'on s'en fût aperçu de la place, ils avaient élargi leur tranchée en cet endroit, et y avaient préparé un emplacement pour deux batteries bien masquées au moyen desquelles ils comptaient se rendre définitivement maîtres du terrain extérieur à la place, et chasser les Français des derniers ouvrages qu'ils y avaient élevés, dont le feu leur avait fait tant de mal. Lorsque ces batteries démasquèrent leurs embrasures, le 27 septembre, il fallut retirer dans la place tous les canons restés au dehors, qui étaient de trop faible calibre pour tenir tête à ceux des Anglais.

Outre ces batteries, les assiégeants en construisaient deux autres pour battre en brèche le bastion St-Joseph et la courtine qui le séparait de la porte Valdaour. Aussitôt que Dupleix s'aperçut de ce dessein, il fit préparer, sous la capitale même du bastion St-Joseph et sous celle du bastion du nord-ouest, des emplacements pour installer tout ce qui lui restait de gros canon : de sorte que les Anglais, quand ils commencèrent à

tirer, se trouvèrent avoir affaire à plus de trente pièces, qui leur tuèrent beaucoup de monde.

Boscawen, voyant que son artillerie avait le dessous, envoya demander aux vaisseaux de lui fournir de nouvelles bouches à feu et des munitions. Dans la matinée du 3 octobre, un détachement partit du camp pour aller chercher ce matériel sur le bord de la mer et l'escorter jusqu'aux travaux du siège.

Dupleix, averti, donna encore une fois l'ordre à Abd-Er-Raman et à ses cipayes d'aller s'embusquer aux limites ; cent Cafres étaient joints aux cipayes et le corps de réserve appuyait le tout.

Les ennemis, mettant à profit la leçon qu'ils avaient dernièrement reçue en cet endroit, avaient changé leur route, et fait cette fois un grand détour. Abd-Er-Raman, à qui l'on avait recommandé de ne pas s'aventurer dans la campagne, les observait de loin. Il les vit arriver au bord de la mer, charger leurs chariots et leurs bœufs de munitions, et placer les canons sur deux grands triqueballes qu'ils avaient amenés. Cette besogne achevée, la colonne reprit pour s'en retourner le chemin par lequel elle était venue, en mettant à l'avant-garde presque toutes ses forces.

Abd-Er-Raman ne bougea pas, jusqu'à ce que tout le gros du convoi eût défilé devant lui : puis, lorsqu'il vit arriver les canons, qui n'étaient gardés que par quelques hommes, il fonça dessus avec toute sa troupe, dispersa les soldats ennemis, et fut maître en un instant des triqueballes.

L'affaire aurait pu mal tourner pour nous à la fin ; car l'action s'était passée à près de trois quarts de lieue de nos limites, et l'on voyait accourir à la rescousse toute la cavalerie précédant un corps considérable d'infanterie anglaise, et menaçant de couper la retraite à nos cipayes. Mais les dragons de d'Auteuil apparaissaient aussi sur le champ de bataille, et leur contenance était telle que les cavaliers ennemis, s'arrêtant tout court, allèrent se cacher derrière un marais, sans même avoir mis le sabre à la main. La Tour, qui s'était avancé de son côté avec les volontaires et les grenadiers, tenait de même en respect le gros des troupes à pied de l'adversaire. Pendant cet instant de répit, un détachement de soldats de l'un et de l'autre des corps français s'était précipité vers les cipayes, avait obligé par des décharges répétées les bateaux qui avaient amené le matériel à s'enfuir au plus vite au large, et s'attelant aux triqueballes, ramené les canons jusqu'à nos limites, sous les yeux de toute l'armée et de toute la flotte anglaise.

Une fois là, ils étaient hors d'atteinte. On conduisit joyeusement les pièces prises jusqu'à la porte de Madras, où il fallut les décharger de leurs triqueballes, qui étaient trop grands pour passer : on les plaça sur d'autres plus petits, on leur fit traverser toute la ville en triomphe, et l'on alla aussitôt les mettre en batterie sur les remparts.

Ce succès était d'un bon augure. La rentrée des troupes victorieuses avec leur trophée contribua à rendre au populaire la confiance qu'il commen-

çait à perdre, et fit d'autant plus d'impression que les prédictions des astrologues tamouls annonçaient le prochain départ des Anglais et la délivrance de la ville. Le Gouverneur avait d'ailleurs reçu un document plus positif et plus digne de créance à ce sujet : c'était une lettre, envoyée du camp d'Oulgaret à Goudelour, et interceptée par nos agents. Il y était question de la misère où étaient les ennemis et de l'extrémité à laquelle ils étaient réduits. Dupleix et les assiégés pouvaient dès lors entrevoir le salut prochain, et tous, même les moins braves, reprirent confiance dans l'avenir.

XV.

DERNIER BOMBARDEMENT.

La canonnade redoublait pourtant à la porte Valdaour et au bastion Saint-Joseph. Les Anglais, un moment surpris lorsque nous avions démasqué nos nouvelles batteries, n'en tiraient à présent que de plus belle. Ils battaient en brèche le bastion Saint-Joseph et les deux courtines adjacentes. Ces ouvrages, construits en terre peu consistante, avec des revêtements de brique s'émiettant facilement, s'écroulaient vite sous le boulet. Il fallait travailler sans relâche, toutes les nuits, pour réparer le dommage causé dans la journée. On remplaçait les merlons ruinés par des sacs à terre : les troncs de cocotier qu'on avait en réserve servaient à blinder les faces des ouvrages. Le Gouverneur venait en personne encourager les travailleurs : il se montrait partout, et parvint à inspirer à tous une activité si grande, que chaque matin les ennemis trouvaient nos ouvrages remis en état.

Ils tiraient toujours sans trêve ni répit, et rien ne faisait prévoir la cessation ou le ralentissement de leur attaque. Mais en somme, leur situation empirait tous les jours. Le mois d'octobre avait ramené les pluies : les hommes, sans abri dans les tranchées inondées, tombaient malades par centaines. La démoralisation gagnait les soldats et

les chefs, et ce fut bien pis encore lorsque les ingénieurs se furent rendu compte de l'étendue de l'obstacle qu'ils avaient devant eux, et qu'il leur fallait traverser pour arriver jusqu'à la brèche, s'ils parvenaient à en pratiquer une : il était à présent matériellement impossible, dans le terrain marécageux, d'allonger d'une seule toise les cheminements vers la place.

Les plus obstinés perdirent toute illusion : les officiers et Boscawen lui-même purent mesurer l'étendue des conséquences de l'erreur commise dans le choix du point d'attaque. Le désappointement fut d'autant plus vif, qu'on venait tout justement de décider de nouveau Maphouz-Kan à marcher contre nous. La promesse de lui faire un cadeau de 12 laks de roupies (3.000.000 de livres) et de fournir pour ses entreprises ultérieures de l'artillerie et des munitions à son armée, avait eu raison des scrupules d'Anwar-Oudin et de son fils : leurs troupes étaient revenues camper à Villenour et s'y étaient fortifiées. Mais la bonne volonté des Maures était toujours proportionnée à la confiance qu'ils avaient dans le succès final de leurs alliés ; il était bien essentiel qu'ils ne pussent pas se rendre compte du désarroi où ils se trouvaient, ni de la certitude qu'avaient maintenant leurs chefs, que tous les travaux si péniblement exécutés ne pourraient pas amener la chute de la place. C'est pourquoi le feu continuait avec plus de violence que jamais : les coups pleuvaient surtout sur notre batterie de

la porte Madras, qui gênait énormément les assiégeants. Dans l'après-midi du 3 octobre, ils purent croire qu'ils en avaient eu raison : car ils avaient réussi à y démonter deux pièces sur quatre, et une troisième avait éclaté, tuant ou blessant une partie du personnel. L'illusion des ennemis ne fut pas longue : de nouveaux canons, amenés pendant la nuit, remplaçèrent ceux qui avaient été mis hors de service : on refit, tant bien que mal, les épaulements, et quand le jour se leva, le dommage avait été réparé.

La canonnade fut un peu moins intense le 4. Les assiégeants préparaient des emplacements pour de la grosse artillerie qu'ils voulaient installer tout le long de leur parallèle la plus avancée : ils comptaient de là battre les remparts avec plus de quarante bouches à feu. De leur côté, les Français avaient construit au pied des glacis et sous les capitales des bastions menacés, de nouvelles batteries armées de fortes pièces : ils avaient pris soin d'entasser, à proximité des parties les plus exposées de l'enceinte, de la chaux, des briques et d'autres matériaux de construction, afin de les trouver sur place lorsqu'il s'agirait de réparer les dégâts.

Quand les Anglais démasquèrent leurs embrasures, le 5 au matin, la place ne répondit tout d'abord que des bastions : puis les batteries extérieures, entrant en action, mirent hors de service plusieurs pièces des assiégeants, et nous donnèrent un avantage marqué : de sorte que vers dix

heures du matin, la canonnade des ennemis s'était sensiblement ralentie. Elle n'en continua pas moins, avec des intermittences, toute la journée, et recommença le lendemain. Nos pertes furent légères : elles se réduisirent à un Cafre et à un soldat européen tués, et à quatre blessés. Par contre, les fortifications avaient énormément souffert : il fallut tout le zèle des Européens, et des indigènes qu'on avait embauchés, pour remettre en état les parapets criblés de projectiles.

Heureusement pour nous, tout ce fracas ne donnait pas aux assiégeants le moyen de traverser le marais pour venir nous joindre. Ils pouvaient bien nous canonner tout à leur aise : quant à donner l'assaut, c'était une autre affaire. Il leur aurait fallu, pour y arriver, recommencer sur de nouveaux frais les travaux d'attaque contre un autre point plus vulnérable. Le temps s'avançait, la saison dangereuse pour les navires était arrivée, et Boscawen se voyait de plus en plus acculé au parti de la retraite.

Il réunit ses officiers pour conférer avec eux de la situation où ils se trouvaient. Tous convinrent qu'il fallait, à bref délai, arrêter les opérations et ramener les troupes à Goudelour, si la ville ne se rendait pas : mais qu'il y avait encore une chance d'amener cet événement, en terrifiant la population par un bombardement général des vaisseaux et des batteries de terre : si l'on ne réussissait pas, il n'y avait plus qu'à se retirer.

A Pondichéry, on eut bientôt connaissance de

cette résolution. Elle confirmait tout ce qu'on avait appris de la détresse où se trouvait l'armée des assiégeants. Deux soldats anglais, venus en maraude au bord de la mer, avaient été pris par nos cipayes, qui les amenèrent au Gouverneur. On les mit en rapport avec un déserteur de leur nation, passé à notre service. Ce soldat, se disant prisonnier comme eux, gagna leur confiance et se fit raconter en détail ce qui se passait dans le camp ennemi : ce fut ainsi qu'on apprit le projet de bombarder la ville pendant quelques jours, pour abandonner définitivement le siège si elle ne se rendait pas.

Personne ne fut donc étonné, le 7 octobre au matin, de voir les vaisseaux de guerre anglais quitter leur mouillage, et venir se ranger en ligne, en face de la ville. Leur canonnade fut au reste parfaitement inoffensive ce jour-là ; ils tiraient de beaucoup trop loin, et pas un de leurs boulets ne portait jusqu'à la terre. Les nôtres ne répondirent même pas. A la fin, les ennemis s'aperçurent eux-mêmes de l'inefficacité de leur tir, et cessèrent le feu au bout d'une heure.

Mais du côté de la terre, nous avions eu beaucoup à souffrir : on avait eu bien de la peine à relever la nuit précédente les revêtements du bastion Saint-Joseph, qui menaçait ruine, et encore, malgré tous les efforts, on n'avait pu les reconstruire qu'à mi-hauteur. Les boulets avaient tout détruit de nouveau : de larges brèches avaient été ouvertes aussi dans le bastion de la porte de Val-

daour. Nos soldats et nos travailleurs ne se laissèrent rebuter ni par la fatigue, ni par le danger. Malgré les projectiles qui pleuvaient de tous les côtés pendant le jour, et les bombes que les ennemis continuaient à lancer toute la nuit, ils réparèrent encore une fois le dommage, et, mettant en œuvre les matériaux préparés d'avance, vinrent à bout de refaire pour le lendemain matin un front présentable. La digue qui retenait les eaux de la rivière et créait l'inondation protectrice avait été crevée : l'eau baissait déjà d'un bon pied. On s'aperçut de l'accident à temps pour y parer avant que la saignée n'eût pris de plus grandes proportions : il suffit de quelques heures de travail pour remettre les choses en l'état.

Le 8 octobre, au lever du jour, on vit la flotte se rapprocher de la terre, et le navire amiral hisser un pavillon. Aussitôt, tous les vaisseaux commencèrent à tirer. Jusqu'à six heures du soir, ils ne cessèrent pas d'envoyer sur la ville un ouragan de boulets et de bombes. Nos batteries du front de mer faisaient de leur mieux pour tenir tête à cet orage. Mais, comme nos canonniers ne voyaient pas l'effet que produisaient leurs projectiles, ils s'imaginèrent, bien à tort, qu'ils ne portaient pas : de sorte que Dupleix fit donner l'ordre de ne plus tirer, pour ne pas perdre inutilement ses munitions. Notre feu était cependant plus efficace que nous ne le pensions, et avait fait de gros ravages sur les vaisseaux ennemis : on l'apprit par une lettre qui fut interceptée quelques

heures après. Le Gouverneur fut au désespoir de cette méprise : en continuant le tir, il aurait sans aucun doute contraint la flotte à s'éloigner, et aurait épargné à la ville de recevoir plus de vingt mille coups de canon qui lui furent tirés ce jour-là.

Les batteries de brèche avaient aussi fait leur partie dans ce concert. Toute la matinée, la canonnade avait fait rage de ce côté : mais notre artillerie, bien dirigée, avait sur les dix heures forcé les Anglais à ralentir leur feu : dans leur grande batterie, on pouvait voir des remparts quatre embrasures masquées, qui ne se rouvraient plus. Cela fit supposer qu'il y avait eu des pièces démontées. Nous en avions aussi de notre côté, et notamment les deux pièces de 24 que les cipayes avaient ramenées quelques jours auparavant.

Comme les officiers et les soldats avaient l'ordre formel de se tenir dans les abris, et qu'il n'y avait sur les remparts que le personnel strictement nécessaire au service des pièces, nous perdîmes peu de monde : mais par contre, il y avait eu pas mal de victimes dans la population. Comme on donnait un fanon par boulet rapporté au fort, les indigènes parcouraient les rues pour en ramasser, sans se soucier du danger qu'ils couraient : un certain nombre d'entre eux avaient été tués ou blessés. Les Anglais avaient un instant tiré avec des boulets rouges, pour incendier les maisons ; mais ils n'y avaient pas réussi.

A six heures du soir, le bombardement cessa du côté de la mer, et les vaisseaux s'en retournèrent

passer la nuit au large. Les habitants se répandirent par les rues, et virent avec un étonnement joyeux que ce feu terrible avait fait en somme beaucoup plus de bruit que de mal.

Dans la nuit, nos batteries de terre envoyèrent à l'ennemi quelques boulets et quelques bombes, tirés par des bouches à feu qu'on avait pointées d'avance à la tombée du jour. On faisait ainsi tous les soirs depuis quelque temps, pour gêner le travail des ennemis. Cette nuit là, une bombe tombant dans leurs ouvrages, détermina une forte explosion suivie de grands cris qui furent entendus de la ville. Cela fit penser que le dommage devait être d'importance.

Pendant ce temps, nos travailleurs, encouragés par les récompenses que Dupleix ne leur ménageait pas, avaient fait merveille ; ils étaient venus à bout de remettre pour le matin les bastions en état, et de terminer, sur le point même où les assiégeants voulaient faire la brèche, une nouvelle batterie armée de canons de 18 et de 24.

Au jour levant, les vaisseaux étaient venus s'embosser de nouveau devant la ville : mais ils se tenaient plus loin que la veille, et ne se mirent à tirer que vers les dix heures du matin. Ils recommencèrent alors la sérénade. Cette fois, nos canonniers étaient revenus de leur erreur quant à la portée de leurs pièces : ils ripostèrent avec leurs plus gros canons et deux ou trois mortiers. Une bombe tomba sur un des plus grands navires, et l'on crut un moment qu'elle y avait mis le feu.

Nos boulets frappèrent en plein bois plusieurs autres vaisseaux. Le feu dura de part et d'autre pendant quelques heures : à la fin, la flotte anglaise prit le parti de se retirer hors de portée, tout en restant en vue de la place.

Sur terre, les ennemis n'avaient pas mieux réussi. Ils s'étaient attachés à démolir la batterie que nous avions démasquée le matin : non seulement ils n'avaient pas pu l'entamer, mais ils avaient eux-mêmes beaucoup souffert de son feu. Vers onze heures, ils cessèrent la canonnade, et ne la recommencèrent que vers quatre heures de l'après-midi : encore avait-elle singulièrement diminué d'intensité.

Les assiégeants n'étaient pas arrivés au bout de leurs peines : le 11 au matin, on leur montra encore une nouvelle batterie, placée au milieu de l'autre courtine attenante au bastion Saint-Joseph. La supériorité du feu nous restait définitivement cette fois.

Du côté de la mer, les vaisseaux n'avaient plus osé s'approcher, et la galiote, qui faisait eau de toutes parts, s'était retirée avec eux. Elle n'avait plus lancé une seule bombe depuis le 8, et était entièrement hors de service.

Le dernier effort des Anglais avait encore échoué. Boscawen se décida pour la retraite. Il envoya des ordres à l'officier qui commandait la flotte en son absence, pour le prévenir de la décision qu'il avait prise. Mais sa lettre tomba entre les mains des nôtres : elle fut rapportée à Pondichéry, où sa

lecture causa toute la joie qu'on peut imaginer. On eut ainsi des détails sur toutes les pertes qu'avait subies l'armée anglaise, du fait du feu et des maladies, et il ne resta plus aucun doute sur la levée prochaine du siège. On s'en doutait déjà bien, car Abd-Er-Raman, qui s'était introduit à la faveur d'un déguisement dans le camp d'Oulgaret, avait vu les préparatifs qu'on y faisait pour se retirer, et avait appris de source certaine que Maphouzkan et son armée avaient déjà quitté Villenour.

Cependant, comme le bruit avait couru que ce mouvement n'était qu'une ruse, et que les Anglais méditaient une attaque par surprise du côté du sud, Dupleix jugea prudent de s'assurer de ce qui se passait par là. Le corps de réserve et les cipayes, envoyés en reconnaissance, non seulement ne trouvèrent pas trace des travaux que l'on disait commencés, mais encore tout ce qu'ils virent les confirma dans la certitude que la retraite définitive des Anglais était proche. Il n'y eut pas un coup de fusil de tiré : les soldats rapportèrent des armes et des ustensiles abandonnés, et ramenèrent deux parias de Bombay qu'ils avaient rencontrés en route. Ces hommes, habilement interrogés, donnèrent de nouveaux détails sur l'extrémité à laquelle les assiégeants étaient réduits : leurs dires furent confirmés par ceux de trois déserteurs qui arrivèrent dans la nuit. La joie que causaient toutes ces nouvelles était d'autant plus grande que le riz commençait à manquer tout à fait, et qu'il paraissait difficile que nos remparts

criblés pussent résister au bombardement s'il s'était prolongé quelques jours de plus.

Le feu des assiégeants avait diminué petit à petit. Le 14, ils n'avaient plus en ligne un seul gros canon, et ne tiraient plus qu'avec des pièces de campagne, placées à droite et à gauche de la tranchée. Toute l'artillerie de position était en route pour la plage, où on devait la rembarquer sur les vaisseaux.

C'était l'occasion de frapper encore un dernier coup. Pour la troisième fois, les cipayes et le corps de réserve furent postés aux limites pour attaquer le convoi quand il passerait à leur portée : mais une circonstance imprévue dérangea cette fois la combinaison. Il se trouva que cette journée était une de celles que les musulmans considéraient comme néfaste, et pendant lesquelles aucune entreprise ne doit être tentée. Les cipayes consentirent donc à aller jusqu'aux limites, mais ce fut tout ce qu'on put en obtenir : arrivés là, ils déclarèrent qu'ils n'avanceraient pas plus loin, et rien ne put venir à bout de leur obstination. Dupleix n'osa pas engager les troupes blanches seules : il donna l'ordre de faire rentrer tout le monde dans la place, au grand déplaisir des soldats et des officiers, qui auraient bien voulu marquer la fin du siège par une action retentissante.

Dans la soirée, les tranchées étaient vides de monde. Tous les Anglais étaient revenus au camp d'Oulgaret. On envoya les cipayes occuper les travaux abandonnés. Il s'y trouva une dizaine de

pièces de 24 que notre feu avait mises hors de service et que les assiégeants y avaient laissées. C'était le témoignage matériel de l'efficacité du tir de nos canonniers.

Les ennemis, après être restés deux jours entiers dans leur camp, à se remettre en ordre et à se reposer, se mirent en marche de nouveau, le 17 octobre, pour se retirer vers Ariancoupan. Leur colonne passait en vue de la place, d'où l'on envoya quelques troupes pour harceler l'arrière-garde : mais elles manquèrent l'instant propice, et, du reste, les Anglais se retiraient en si bon ordre qu'il était difficile de les inquiéter sérieusement.

XVI.

LEVÉE DU SIÈGE. — SUSPENSION D'ARMES.

C'était bien, pour le coup, la délivrance définitive. La joie, dans toute la ville, devint universelle. La popularité du Gouverneur, qui avait su résister victorieusement à une attaque aussi puissante, fut portée à son comble. Les indigènes, qui pendant les mauvais jours du siège n'avaient cessé de se lamenter et de maudire les Français, avaient cédé au prestige de la victoire, et leur enthousiasme était d'autant plus grand que la bataille avait été plus rude.

Il convenait de célébrer ce glorieux événement par des réjouissances publiques. L'apparition du drapeau blanc, arboré de nouveau sur le Fort, d'où il avait disparu depuis deux mois, fut salué par les décharges répétées de la mousqueterie. Un *Te Deum* d'actions de grâces fut chanté solennellement en présence du Gouverneur et des dignitaires, avant la revue générale de toutes les troupes de la garnison, rassemblées sur l'esplanade du Fort. Enfin, un grand banquet réunit les officiers et les agents de la Compagnie. Dupleix, qui le présidait, reçut, au dessert, les compliments des principaux marchands, notables et employés du pays, qui vinrent le féliciter d'avoir sauvé la ville de la destruction qui l'avait menacée.

Ce jour-là même, les Anglais avaient évacué le pays, et étaient rentrés à Ariancoupan. Ils s'occupaient de faire rapporter en toute hâte sur la plage de Virampatnam le matériel resté dans le fortin, pour l'embarquer sur leurs vaisseaux, qui étaient revenus mouiller en cet endroit. Tout ce qui était trop lourd, ou ne valait pas la peine d'être transporté, fut entassé au milieu de la redoute, et dans la soirée ils y mirent le feu. Après quoi, leur armée se mit en marche pour regagner Saint-David. La lueur de l'incendie qu'on aperçut de Pondichéry, y fit penser que l'ennemi s'était retiré définitivement : et, de fait, les troupes qu'on envoya le lendemain matin pour s'assurer de ce qui se passait de ce côté, ne trouvèrent plus personne. Elles reprirent possession du petit fort et du village d'Ariancoupan : des pions furent aussitôt envoyés dans toutes les directions pour annoncer aux habitants des aldées environnantes que le pays était délivré des Anglais, qu'eux-mêmes seraient désormais en sûreté dans leurs villages, et pour les engager à reprendre avec les Français les relations commerciales interrompues pendant le siège.

Dupleix s'était rendu, de sa personne, aux travaux d'approche des ennemis. Ce qu'il y trouva lui permit de se rendre compte de la ténacité qu'ils avaient dû déployer pour les continuer aussi longtemps, et aussi de l'effet qu'avait produit le tir de la place contre les batteries de brèche. Les terrassements bouleversés par nos boulets, et les

canons démontés que les Anglais avaient laissés dans les tranchées, témoignaient assez de l'adresse des canonniers de Pondichéry, et du mal que leurs projectiles avaient dû causer aux assiégeants.

Il fallait à présent songer à reconstituer les approvisionnements épuisés. Le Gouverneur se mit au travail sans perdre une minute. Il était urgent de s'en occuper, car les dernières ressources avaient été absorbées, et la plus élémentaire prudence commandait de s'en procurer de nouvelles : en définitive, l'ennemi restait campé avec toutes ses forces à moins de quatre lieues, et la mer pouvait, du jour au lendemain, lui amener des renforts avec lesquels il serait revenu à la charge.

La campagne, ruinée bien loin à la ronde autour de Pondichéry, ne pouvait plus rien fournir. Dupleix eut recours à Madras, dont les environs avaient été relativement épargnés. Il fut possible de trouver là des bestiaux et du grain en quantité suffisante pour subvenir aux besoins immédiats de la population et des troupes, et remettre dans les magasins une petite réserve. La place de Madras, largement approvisionnée de poudre, n'avait pas eu à en consommer : on fit venir de là ce qu'il en fallait pour remplacer celle qu'on avait dépensée à Pondichéry. Quant aux boulets, les ennemis eux-mêmes s'étaient chargés de les procurer : on en avait ramassé plus de quatorze mille dans les rues après le bombardement.

La flotte anglaise était revenue tout entière à Goudelour : et Boscawen, de sa personne, s'était installé à Saint-David avec l'armée, sans qu'il fût possible de deviner quels étaient ses projets. Pendant une quinzaine de jours, les deux partis étaient ainsi restés en présence, s'observant réciproquement, mais sans rien entreprendre, ni d'un côté, ni de l'autre. En réalité, les Anglais et les Français, épuisés par l'effort qu'ils avaient dû fournir, les uns pour attaquer, les autres pour se défendre, étaient hors d'état de se mesurer de nouveau pour le moment.

Les prisonniers étaient nombreux dans l'un et l'autre camp. Une correspondance ne tarda pas à s'engager à ce sujet entre Dupleix et Boscawen. Aucun des deux commandants n'avait d'intérêt à garder des gens qu'on ne pouvait pas utiliser, qu'il était nécessaire de surveiller de fort près, et surtout qu'il fallait nourrir. L'accord ne fut pas long à se faire pour les hommes de troupe. Dès les premiers jours de novembre, Boscawen faisait renvoyer à Pondichéry, sur le vaisseau le *Deal Castle*, une soixantaine des soldats français internés à Saint-David, et Dupleix remettait entre les mains du capitaine de ce bâtiment, en échange, un pareil nombre des Anglais qui étaient tombés entre nos mains. Pour les officiers, la négociation avait été plus épineuse : il s'était élevé des difficultés, de sorte que Bruce, Lawrence et les autres Anglais de marque restèrent à Pondichéry et ne vinrent rejoindre leurs compatriotes que beaucoup plus tard.

Cependant, de vagues rumeurs circulaient dans le pays au sujet d'un accord conclu en Europe entre les Cours de France et d'Angleterre, pour faire cesser, au moins momentanément, les hostilités entre les deux nations. On n'avait aucune confirmation officielle de ce bruit : mais il prenait tous les jours plus de consistance. Des exemplaires de la *Gazette de Hollande*, arrivés à Saint-David vers la mi-novembre, donnaient cette nouvelle comme positive : Boscawen écrivit aussitôt à Dupleix pour lui faire part de ce qu'il avait appris par cette voie, et l'inviter à suspendre toute opération militaire, jusqu'à la réception de papiers plus explicites qui ne pouvaient pas tarder à arriver d'Europe.

Dupleix n'accordait que peu de créance à tous les on-dit qui circulaient. La lettre de Boscawen ne dissipait en aucune façon les doutes qu'il avait. Comme aucune publication officielle n'avait été faite dans les établissements anglais, il ne voyait dans cette communication qu'un piège, pour endormir sa vigilance, et pour l'amener à licencier les cipayes à notre solde, qui coûtaient fort cher et n'auraient plus servi de rien, si les hostilités avaient dû prendre fin. Il demeura sur ses gardes, tout en répondant à l'amiral anglais pour l'assurer de la joie qu'il éprouverait si la paix était rétablie entre les deux nations, et lui promettre qu'il réglerait sa conduite sur celle que les Anglais jugeraient à propos de tenir eux-mêmes ; il redoubla de précautions, et fit pousser avec plus d'ac-

tivité que jamais les travaux qu'il avait commencés à Pondichéry et à Madras.

A Pondichéry, on remettait les remparts en état de résister à une nouvelle attaque. L'enceinte n'avait pas eu à souffrir du côté du sud : mais le front nord-ouest, sur lequel s'était porté tout l'effort des assiégeants, était complètement ruiné : il fallait le reconstruire entièrement. Dupleix, instruit par l'expérience, fit relever les parapets en employant presque exclusivement de la terre, et en ne se servant de briques, pour les revêtements exposés au boulet, qu'avec une extrême réserve : il avait remarqué au cours du siège que les terrassements et les blindages en troncs de cocotier avaient bien mieux résisté aux projectiles que les matières dures qui s'effritaient sous le choc, et tenaient mal contre les coups répétés frappant au même endroit.

A Madras, l'on perfectionnait également les défenses de la place, sous la direction de l'ingénieur Sornay, que Dupleix y avait envoyé, en lui confiant tout un plan de fougasses et de fourneaux de mines disposés sous les remparts, à l'exécution duquel il tenait beaucoup. Malgré les précautions prises pour conserver le secret sur ce travail, les Anglais en avaient eu connaissance ; ils s'en montraient inquiets et irrités, le considérant comme un indice que les Français avaient l'intention de reprendre les hostilités. Mais comme de leur côté ils n'interrompaient pas non plus leurs travaux de fortification, Dupleix pouvait, fort naturelle-

ment, répondre à Boscawen qu'il ne faisait que suivre l'exemple donné par lui-même, et que d'ailleurs il ne s'agissait là que d'une simple mesure de précaution à l'égard des Maures, qui avaient déjà essayé d'attaquer la ville par surprise deux ans auparavant, et qui pouvaient bien le faire encore une fois. Les fougasses étaient destinées, disait-il, à les effrayer pour leur ôter l'idée de tenter inopinément l'escalade. En réalité, le Gouverneur de Pondichéry avait une tout autre idée : certains passages des lettres qu'il écrivait quelques mois plus tard en réponse aux dépêches reçues de M. de Machault, donnent à entendre qu'il agissait en exécution d'ordres secrets venus de la Cour de France, et envoyés en prévision d'une restitution de Madras aux Anglais à la fin de la guerre.

Les semaines s'écoulaient, sans apporter de changement à la situation. Les récriminations des Anglais allaient toujours leur train, tandis que les probabilités en faveur de la réalité de l'armistice augmentaient de jour en jour. Les correspondances particulières arrivées à Goudelour donnaient la chose comme certaine, et Boscawen avait même fait partir presque toute sa flotte pour Trincomali, voulant la soustraire, autant que possible, aux risques du mauvais temps : c'était bien là une preuve qu'il croyait sincèrement à la suspension d'armes. Mais il n'y avait dans tout cela rien de suffisamment positif, et comme aucun document présentant un caractère officiel n'était arrivé

à Pondichéry, Dupleix avait mille raisons de ne rien changer à ses dispositions, étant donné surtout qu'il n'avait jamais été question de la paix définitive, mais seulement d'une cessation des hostilités qui pouvaient être reprises d'un moment à l'autre si l'accord ne se faisait pas en Europe. Il ne se relâchait en rien de sa vigilance : toutes les lettres qu'il écrivait à Madras recommandaient expressément de tenir la même ligne de conduite, et insistaient sur la nécessité de faire surveiller de fort près les espions très nombreux que les Anglais entretenaient dans la ville. A toutes les réclamations de Boscawen, il répondait avec courtoisie, mais avec fermeté. Pour donner aux Anglais une preuve de ses dispositions pacifiques, il avait renvoyé à Goudelour tous les prisonniers de guerre qui lui restaient : ce fut ainsi que Lawrence et les autres officiers demeurés à Pondichéry recouvrèrent la liberté : mais le Gouverneur n'en avait pas moins persévéré dans la manière de faire qu'il avait adoptée. Les faits et gestes des ennemis le mettaient du reste fort à l'aise : car ceux-ci, de leur côté, prenaient leurs dispositions comme s'ils eussent voulu saisir la première occasion pour rompre la trève et rentrer en campagne.

Enfin, le 19 janvier 1749, l'apparition d'une frégate française devant Pondichéry mit fin à cette situation tendue. C'était la *Favorite*, qui arrivait en droite ligne de France, apportant à Dupleix l'annonce officielle de l'armistice, avec des ordres

de la Cour et de la Compagnie. Les pièces que renfermaient ces paquets ne pouvaient laisser aucun doute : c'était la cessation des hostilités sur terre et sur mer. Les opérations militaires étaient arrêtées partout, et le dernier coup de canon de la guerre avait été tiré à Pondichéry.

Nous terminerons ici cette première étude. Tout ce qui venait de se passer laissait couver bien du feu sous la cendre. Dupleix allait bientôt, sur un autre terrain, retrouver devant lui ses adversaires, désormais irréductibles, et chercher à leur tenir tête par des moyens différents. Le récit des évènements qui marquèrent dans l'Inde l'année 1749 doit faire l'objet d'une publication ultérieure que j'espère pouvoir aussi présenter quelque jour au lecteur. En attendant, je sollicite de lui, pour ce premier essai, beaucoup d'indulgence, et j'espère qu'il voudra bien en faire bonne mesure à un débutant dans la carrière historique et littéraire.

FIN.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I.

Dupleix a son frère, 26 janvier 1749 (extrait).

. . . . . .

. . . . L'argument que l'on prétend tirer des lettres que j'ai écrit aux capitaines des vaisseaux est susceptible de faux. L'ordre du Roi qui subordonnait les capitaines à M. de la Bourdonnais n'a jamais été donné que pour le bon ordre, et non pour le seconder dans une trahison manifeste qu'il méditait. Cet ordre ne tirait point ces capitaines ni lui de l'autorité que j'ai en général sur tous les Français de l'Inde, et lorsqu'un commandant d'un corps ne se soumet pas à mes ordres, je puis sans difficulté m'adresser à ceux qui sont sous les siens. En raisonnant comme l'on fait à Paris, M. de la Bourdonnais pouvait faire des vaisseaux de la Compagnie tout ce qu'il aurait souhaité : les vendre, les livrer à l'ennemi, les brûler, les échouer, etc..., sans que j'eusse pu m'y opposer, par la raison que les capitaines lui étaient subordonnés par l'ordre du Roi.

J'étais par ce raisonnement un zéro en chiffre dans l'Inde, tout au plus le vivandier de M. de la Bourdonnais. Ce faux raisonnement n'est fondé que sur le peu d'attention qu'on fait

aux raisons qui m'ont forcé d'écrire ces lettres : elles sont de la dernière conséquence et la conservation de Pondichéry en dépendait . . .

. . . . . .

La copie ci-jointe d'une lettre du sieur de la C*** te fera connaître l'espèce d'homme que cela peut être. Je ne l'ai connu que dans son voyage avec M. de la Bourdonnais : il se tuait de m'en dire des injures et me sollicitait fortement de le tirer de dessous le commandement de cet homme. Pennelan, capitaine du *Saint-Louis*, m'en disait autant. Les autres pensaient de même, et lorsque leur intérêt s'y trouvait, et que leur passion agissait contre leur commandant, ils trouvaient mes pouvoirs assez étendus pour les délivrer de ses ordres. . . . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre I, page 186.)

II.

Lettre de Maphouz-Kan a la Bourdonnais, au moment du siège de Madras.

Au grand Commandant Français, que Dieu garde de tout mal et lui donne prospérité.

Je sais que tu es un grand guerrier, et que les villes ne sauraient tenir devant toi. Mais ce qui m'a paru le plus étonnant, c'est que tu aies abordé

sur mes terres sans m'envoyer un homme comme il faut pour me faire part de tes desseins.

J'excuse ta conduite : mais, à la réception de cette lettre, aussitôt embarque toi avec tout ton monde, et cesse d'assiéger Madrast. Sinon, je pars avec mon armée royale, pour te faire exécuter ce que je te commande. Au surplus, je souhaite que tes armes prospèrent, et que ton bonheur soit aussi grand que ton nom.

Réponse de la Bourdonnais.

Seigneur nabab Mafous-Kam,

Comme la ville de Madrast appartient en souveraineté aux Anglais, ennemis de ma nation, j'ai cru que sans blesser aucun pouvoir souverain, il m'était permis de chercher mes ennemis jusque chez eux, pour tirer vengeance de tout ce qu'ils nous ont fait depuis cette guerre, dont Pondichéry doit vous avoir instruit. Ils ont arrêté sous vos yeux et dans vos terres des Français pour en faire des prisonniers. Ce sont donc eux qui ont blessé le respect qui vous est dû. Pour moi, quoique je ne sache pas vos coutumes, depuis que mes soldats sont à terre, j'ai conservé avec vos sujets une politesse si attentive, que qui que ce soit ne peut s'en plaindre. Il est vrai que j'ai poursuivi nos ennemis et pris leur ville. Mais c'est un droit de la guerre, que vous ne pouvez trouver mauvais, puisque j'ai respecté tout ce qui vous appartient.

Quant à l'ordre que vous me donnez de me rembarquer, je n'en reçois que de mon Roi. Si cela m'attire votre visite, j'aurai soin de vous recevoir, sans oublier que je suis Français et sans manquer au respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc...

(Bibliothèque de l'auteur. — Mémoires pour La Bourdonnais, pièces justificatives, tome 1er, p. 85.)

III.

Extrait d'une lettre de Kerjean au maréchal de Noailles, du 2 mars 1750.

. . . . . .

Les Anglais, au désespoir de se voir ainsi bernés par M. de la Bourdonnais, pressèrent de nouveau le nabab de se déclarer pour eux. Ils lui promirent des sommes considérables et de joindre leurs forces aux siennes. Le nabab se laissa ébranler, et en attendant qu'il eût rassemblé une armée, il écrivit des lettres pleines de rodomontades au gouverneur de Madrast, et le menaçait de toute son indignation s'il ne vuidait au plus tôt cette place. Ces lettres, renvoyées à M. Dupleix, firent peu d'effet sur lui. Il ordonna qu'on se tînt prêt à se bien défendre si on attaquait. Je fus la victime de la mauvaise humeur et de l'avarice d'Anaverdi-

Kan. Le gouverneur de Madrast m'ayant envoyé repéter au nom du Roi le fils de notre major général, qu'un petit gouverneur avait arrêté sur la route de Pondichéry, je fus rencontré par un détachement de l'armée du nabab d'Arcate, qui après mille mauvais traitements m'arrêta prisonnier avec un conseiller du Conseil souverain.

Quelques jours après, Matouskan, fils du nabab d'Arcate, parut avec une armée de 7 à 8,000 hommes, dont 4,000 cavaliers. Je fus d'abord présenté à ce prince, qui, m'ayant reconnu pour m'avoir vu auprès de M. Dupleix à Pondichéry, me fit mille amitiés, mais ne voulut jamais entendre parler de me mettre en liberté. Il nous proposa de traiter avec nous autres de la reddition de Madrast : mais lorsque nous lui eûmes dit qu'il fallait s'adresser au Gouverneur de Pondichéry, il résolut de continuer sa route et d'entreprendre le siège de Madrast.

Le nabab ne voulut point nous relâcher, et faisant des courses continuelles jusque sous les murs de la ville, M. Dupleix donna ordre au Gouverneur de Madrast de faire sortir de cette ville un fort détachement pour nous enlever s'il était possible. Le sieur de La Tour, qui commandait le détachement, peu au fait du local, fut mal guidé. Nous étions campés dans une maison de campagne des RR. PP. Capucins à la tête de l'armée, et les guides le conduisirent droit au corps d'armée qui ne s'attendant pas à une pareille sortie fut bientôt mis en fuite. Au premier coup de canon que le

nabab entendit tirer, il donna l'ordre qu'on nous enlevât, et lui-même, voyant qu'il ne pouvait résister au feu de notre petite troupe, il se mit à la tête de la cavalerie et prit la fuite au plus vite. Le reste de ses troupes suivit le général, abandonna bagages, artillerie, munitions, drapeaux, en un mot, tout ce qui pouvait faciliter leur fuite. Notre troupe se rendit maître de tout cela, en fit un monceau et y mit le feu. On se contenta d'amener à Madrast les bêtes de somme, les chevaux, les chameaux et les drapeaux. Les canons furent encloués et jetés dans les puits.

Celui qui était venu de la part du nabab nous enlever, nous trouva à faire la lessive de ce que nous avions sur le corps. Il ne voulut point nous donner le temps de nous couvrir, ou du moins de nous chausser, et comme par nos contestations nous semblions le retarder, il nous donna tant de coups qu'il fallut marcher. Il nous fit les mêmes traitements jusqu'à ce que nous fûmes hors de la portée du canon. Les coquins mesuraient leurs coups à la peur qu'ils avaient, et certainement ils tremblaient de bon cœur, car ils frappaient fort et souvent.

Notre détachement, qui n'était que de 300 hommes, n'osa entreprendre de poursuivre le nabab au-delà de son camp. Il n'était venu que pour nous enlever, et, trouvant nos habits dans la maison que nous venions de quitter, nos messieurs crurent que nous avions été immolés à la fureur du nabab. Ils se retirèrent dans Madrast, après

avoir fait plus qu'ils ne comptaient faire avec si peu de monde.

Le nabab, voyant nos troupes rentrées dans la ville, furieux de s'être laissé surprendre, et d'avoir pris la fuite devant une poignée d'hommes, ordonna, dans son premier moment de rage, qu'on nous fît venir devant lui, et dit hautement qu'il voulait lui-même nous couper la tête. Il fallut marcher, et déjà nous approchions du lieu de notre supplice, lorsqu'un second courrier arrivant à nous avec précipitation, parla à l'oreille du chef de nos gardes. On nous fit changer de route, et sans nous donner de relâche on nous fit faire trois lieues. Comme j'étais pieds nus, je succombai bientôt et je tombai par terre. Le soleil, à proprement parler, m'avait cuit les jambes et le corps. Nos gardes, à qui il restait encore un peu d'humanité, me jetèrent sur une espèce de brancard, me couvrirent le corps d'un tapis de drap, et me portèrent ainsi pendant dix lieues. La nuit survenant, on nous renferma après avoir mis les fers aux pieds à mon camarade. Pour moi, j'étais dans un état si pitoyable qu'ils ne daignèrent seulement pas me soupçonner de pouvoir prendre la fuite.

Le lendemain, nous fîmes une pareille journée et toujours sans manger qu'un peu de sucre de palmier. Nous arrivâmes le troisième jour à Arcate. On nous conduisit d'abord chez le vieux nabab, qui refusa de nous voir et ordonna qu'on nous jetât dans un cachot.

On commença d'abord par nous mettre de bons fers aux pieds : ensuite, on nous fit entrer à quatre pattes dans un trou si étroit qu'il fallut renoncer à nous coucher. On nous y abandonna pendant dix-huit jours. Tous les matins, on nous apportait une certaine quantité de riz, de l'eau dans un pot, on nous faisait sortir pour nous vuider, et puis on nous renfermait dans notre trou jusqu'au lendemain. Nous obtenions quelquefois par grâce qu'on nous ouvrît la porte, et les passants nous donnaient, les uns du tabac, les autres quelques fruits et quelquefois du pain. Il n'est pas d'horreurs que nous n'éprouvâmes là-dedans. La puanteur, les insectes les plus sales nous dévoraient, et nous étions couverts d'ordures. Enfin, un ami de la nation à qui nous avions donné retraite à Pondichéry lors de l'irruption des Marattes, vint nous tendre une main secourable. Il obtint du nabab qu'on nous changeât de prison, qu'on nous confiât à sa garde, et s'engagea, sur sa parole d'honneur, à nous présenter quand on l'exigerait de lui. Houssen-Tarkan, cet ami des Français qui nous tira de la misère, par ses bonnes façons et ses politesses, nous eut bientôt fait oublier les maux que nous venions de souffrir. Il nous refusa d'abord la liberté d'écrire : mais nous sûmes tromper nos gardes, et nous trouvâmes le moyen de faire savoir à Pondichéry que nous vivions encore. On nous fit tenir de l'argent, et nous vécûmes fort bien pendant trois mois que nous demeurâmes chez Houssen-Tarkan. Il nous donna une garde de

quinze hommes qui couchaient et dormaient dans le même appartement que nous.

. . . . . .

(Archives du ministère des Affaires étrangères. Mss.—Asie, mémoires et documents, tome XII, folios 156 et suivants.)

IV.

Traduction d'une lettre de congratulation sur la prise de Madrast, écritte par Imansaeb a Monsieur le Gouverneur. (1)

Monsieur Dupleix, gouverneur général de Pondichéry et de Madrast, Dieu vous a toujours assisté de sa grâce et vous a donné toutes sortes d'heureux succès dans toutes vos entreprises. Il vient de vous accorder une signalée victoire en vous assujétissant la ville de Madrast. Il faut espérer qu'il vous en accordera encore bien d'autres par la suite. Je ne puis vous exprimer la joie que je ressens dans mon cœur Il n'y a que Dieu seul qui le sache. C'est lui qui gouverne tout dans les cieux et sur la terre : il vous donnera toujours

(1) Iman Saheb avait été autrefois grand trésorier d'Arcate, au temps où Chandasaheb occupait le trône. Après les évènements qui avaient amené la chute de ce prince, il se rendit à Golconde, où il gagna les bonnes grâces de Nasersingue, le fils de Nizam el Moulk. Il demeura, pendant plusieurs années, l'intermédiaire et l'agent de Dupleix et des Français à la cour du vieux soubab du Dekan.

la victoire dans tout ce que vous entreprendrez. Ce que vous venez de faire en prenant Madrast est une entreprise au-dessus de la puissance des rois. Votre valeur et votre générosité, par la conquête que vous venez de faire, brillent comme le soleil, mais il est inutile de les exalter. Votre réputation après une pareille victoire s'est répandue par tout l'Indostan, tout le Dekan et tout l'univers, semblable à la lumière du soleil qui répand ses rayons par tout le monde.

Nizam a appris ces nouvelles par les gazettes venues d'Arcatte Je vous en envoie l'extrait. Vous verrez par cet extrait ce qui est rapporté dans les gazettes de votre victoire. Mon fils m'a marqué toutes les grâces et faveurs que vous lui aviez faites à lui et à ses gens. J'y suis très sensible. Nizam, à qui j'en ai fait part, en a été extrêmement content. Il y avait aussi des effets appartenant à Nizam parmi les miens. Quand je lui ai dit qu'il n'y avait été touché en aucune façon, il en a témoigné beaucoup de joie. Il a été fort satisfait de votre fidélité en cette occasion. J'avais toujours exalté auprès de Nizam votre valeur, votre générosité et votre grand génie. Il a eu dans cette rencontre les preuves de la vérité de ce que je lui avait rapporté de votre valeur, de votre générosité et de votre grand génie, ainsi que de votre nation. Tout cela est imprimé dans son cœur, et il ne l'oubliera jamais, Nizam, en plein Dorbar, s'est répandu sur vos louanges. Tous les seigneurs qui le composaient y ont applaudi à l'envi les uns des autres.

J'espère aussi que le nommé Assrige Mahomeda Soujel qui s'est trouvé à Madrast et ceux qui étaient avec lui me marqueront qu'ils n'ont rien perdu, et qu'en cas qu'il en soit autrement, vous donnerez vos ordres pour qu'on leur rende ce qu'on leur a pris. S'ils sont encore à Saint-Thomé, je vous prie de les faire avertir de se transporter à Madrast pour y demeurer sous votre pavillon.

Extrait de la gazette écrite par Lavacanavisse, laquelle a été envoyée par ordre de Nizam au grand Mogol à Sajanabat (Delhi).

« Les Anglais ayant pris plusieurs vaisseaux aux Français, avec tout l'argent et tous les autres effets qu'il y avait dessus, Monsieur Dupleix, gouverneur de Pondichéry pour la nation française, après avoir beaucoup souffert de la part des Anglais, leur avait souvent écrit, et employé toutes sortes de moyens pour les engager à faire la paix avec lui. Voyant qu'ils ne voulaient point y consentir en aucune façon, et qu'il n'y avait point d'autre parti à prendre que de leur faire bonne guerre, [il] s'est rendu maître de la ville de Madrast et y a arboré le pavillon français le 4 du mois de Ramjam, l'an de l'Egire 1159. » Cette gazette a été envoyée par ordre de Nizam à Sajanabat (Dely) au grand Mogol.

(Archives de l'auteur, série D, pièce n° 4.)

V.

Lettre d'Iman Saheb a Monsieur le Gouverneur.

Je vous fais savoir que lorsque j'ai eu présenté à Nizam el Moulk votre requête, il m'a demandé où étaient les présents qui devaient l'accompagner. Je n'ai rien répondu à cette demande : mais je vous dis entre nous que vous ne pouvez absolument vous dispenser de lui en faire un proportionné aux biens immenses que vous avez acquis par la prise de la ville de Madrast. Je vous prie de faire réflexion à ce que je vous dis, et de marquer en réponse à quoi monteront les présents que vous avez résolu de lui donner, en m'envoyant un état signé de votre nom. En outre, il faudra que vous en fassiez un particulier à son fils Nasserjingue, lequel doit être accompagné d'une requête de votre part. Il n'est pas nécessaire que vous les envoyiez présentement, il suffit qu'avec la requête que vous lui ferez présenter, vous y ajoutiez un état de ce que vous voulez lui donner. Cela servira à faire obtenir la réponse à votre demande, et à expédier un paravana ou ordre au nom d'Anaverdikan, afin qu'il finisse avec vous promptement.

Le nabab Anaverdinkan avait demandé par ses lettres à Nizam el Moulk des secours : j'ai obtenu par les représentations que je lui ai faites de ne

lui en pas envoyer : c'est pourquoi je vous prie de m'envoyer la réponse de ce qui est ci-dessus le plus tôt possible et de vous servir de la voie de Mazulipatam pour me les faire parvenir. Je n'ai pas osé risquer cette lettre par voie d'Arcatte, craignant qu'elle ne soit arrêtée par quelqu'un qui ne serait pas de bonne volonté pour vous : ainsi, je vous préviens de ne pas vous servir de cette voie, et de les faire passer par celle dont je me suis servi pour vous faire parvenir la présente.

Lorsque j'aurai reçu l'état des présents que vous comptez faire à Nizam el Moulk et à son fils, et que je saurai à combien ils monteront, je vous ferai savoir à qui il faudra que vous vous adressiez pour avoir des lettres de change, afin que je puisse payer ici, et vous les ferez tirer au nom de celui que je vous nommerai. Je vous conseille de m'envoyer au plus tôt l'état ci-dessus, en stipulant à quelle somme il se montera, ainsi que ce que vous comptez donner pour les dépenses du Dorbar, le tout signé de votre nom. Ce papier seul pour le présent servira autant que si c'était de l'argent comptant, car votre crédit est ici à un point que je ne saurais exprimer.

Le présent qu'il faudra à Nizam el Moulk devant être considérable, je n'ai pas osé prendre sur moi d'en fixer le montant : c'est pourquoi je ne lui ai rien répondu lorsqu'il m'en a fait la demande : mais aussitôt que j'aurai la réponse, je parlerai en conséquence.

Je vous ai déjà fait savoir que j'avais donné

communication à Nizam el Moulk des lettres que j'avais reçues de mon nayeb d'Arcatte touchant la guerre des Maures avec vous. Vous avez dû recevoir copie de toutes ces lettres que je vous ai envoyées, pour que vous soyez instruit de tout ce qu'il m'a marqué touchant ces affaires

Je vous prie de ne point faire savoir à personne à quoi monteront les présents que vous ferez à Nizam, ni donner communication tant de mes lettres que des vôtres. Ceci doit être secret entre nous.

(Archives de l'auteur, série D, n° 3.)

VI.

Lettre d'Iman Saheb au gouverneur de Pondichéry, écrite de la part de Nizam el Moulk Bahadour.

(Après les compliments ordinaires :)

Je vous fais savoir que la lettre que vous m'avez écrite m'est parvenue, et par la lecture que j'en ai fait, j'ai compris tout le contenu et particulièrement ce que vous me marquez au sujet de la guerre injuste que Maphouskan vous a suscitée. Je suis en vérité charmé que vous les en ayez fait repentir. Je n'ai pas douté un seul moment que cela fût autrement : je vous en fais mon compliment.

J'ai présenté au nabab Nizam el Moulk Baha-

dour la requête que vous m'avez envoyée : et en outre, je lui ai rapporté mot pour mot tout le contenu de la lettre que vous m'avez écrite. Il a été extrêmement content d'apprendre que vous étiez sorti victorieux de la guerre qu'on vous avait suscitée mal à propos La justice étant de votre côté, il ne pouvait en être autrement. Il vous a donné beaucoup de louanges et m'a dit que vous recevriez la réponse à votre requête. Je ne doute point que le contenu ne soit selon vos désirs. Je lui ai aussi donné communication des lettres que mon nayeb d'Arcatte m'avait écrit au sujet de toutes ces affaires, par lesquelles il blâme beaucoup les Maures de s'être attiré un ennemi aussi redoutable que les Français. D'un autre côté, il a appris que le nabab Anaverdinkan était bien malade : tout cela lui a fait prendre le parti d'aller lui-même de ces côtés pour mettre le bon ordre. Si pourtant, contre mes bonnes espérances, il changeait de sentiment, et que d'autres affaires l'empêchassent d'y aller, et que les Maures voulussent aller vous attaquer, vous n'avez qu'à les étriller d'importance. Je ne doute point du tout, après ce que j'ai ouï dire, que vous en vinssiez à bout. Je compte que dans peu le nabab Anaverdinkan recevra des ordres très forts, et qu'il sera réprimandé au sujet de la guerre qu'il vous a suscitée, et il ne tardera point à s'en repentir. Je puis vous assurer sans flatterie que toutes ces affaires que vous avez menées avec autant de prudence que de bravoure que l'on puisse, vous ont donné un renom

que je ne puis exprimer, non seulement à la cour de Nizam, mais encore dans tout le Dekan, l'Indostan, et je ne mentirais pas en ajoutant, dans tous les endroits aussi reculés qu'ils puissent être. Mon fils m'a marqué par plusieurs lettres toutes les obligations qu'il vous avait au sujet de la sauvegarde que vous aviez fait donner pour sa maison de Madrast, dans laquelle il y avait beaucoup d'effets appartenant à Nizam el Moulk, à qui j'en ai fait part. Il m'a paru charmé de votre façon d'agir, et m'a fait sentir qu'il ne tarderait point à vous en marquer sa satisfaction. Je vous préviens encore une fois qu'en cas que les armées d'Anaverdinkan avaient l'audace d'aller vous attaquer dans Pondichéry, de les étriller de façon qu'ils puissent se repentir de l'avoir fait, et que cela puisse l'obliger à faire avec vous une prompte paix, ce qui ne pourra manquer d'arriver si vous les battez bien. Vous pouvez être sûr que de ces côtés il ne lui sera envoyé aucun secours, car Nizam el Moulk est extrêmement fâché de sa manière d'agir.

Je vous donne avis que Savouraja (1) a envoyé une armée de Marattes du côté du Carnatek, commandée par le fils de Chemnagy. Nizam el Moulk a donné l'ordre à son fils Nazerjingue d'aller après eux pour les punir de leur témérité. Je ne doute point qu'il n'aille de vos côtés. Vous pouvez compter que si cela arrivait, vous seriez bien content de lui, car il est extrêmement porté de bonne volonté pour vous : vous m'en direz des nouvelles.

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

(1) Le roi des Marattes.

VII.

Lettre de Ragogy Bonzola, général de l'armée des Marattes, a Monsieur le gouverneur de Pondichéry, écrite du royaume de Cetara

---

(Après les compliments ordinaires :)

Je ne puis en vérité vous exprimer la joie que j'ai ressentie lorsque j'ai appris la nouvelle de la réduction de la ville de Madrast et que vous vous en étiez rendu maître : Madrast, ville qui était si renommée dans l'Inde et en Europe par sa force, sa beauté et son commerce ; ville que l'on croyait imprenable par rapport à la quantité de guerriers, d'artillerie et de munitions qu'elle renfermait. Cette même ville tant vantée a été prise par les Français après deux ou trois jours de siège ; non, je ne puis comprendre cela, et je ne puis attribuer ce fait qu'à votre valeur, jointe à la bravoure de votre nation et à vos Français, qui ont porté votre pavillon et l'ont planté sur le sommet de la tête des Anglais. Je ne sais en vérité de quels termes me servir pour vous féliciter sur cet évènement, qui vous fait plus d'honneur et vous donne plus de réputation que tout autre chose que vous auriez pu faire, de quelque nature qu'elles puissent être. Agréez donc ce compliment que je vous en fais en mon particulier, et qui part de l'endroit le plus sensible de mon cœur.

En outre, j'ai appris que les soubedars du Carnatek s'étant joints ensemble et ayant rassemblé leurs troupes ou armées comme des troupeaux de moutons, avaient eu l'audace de vous déclarer la guerre : mais qu'une poignée de vos courageux Français, braves comme des lions, leur ont livré bataille dans les environs de Meliapour, les ont battus, leur ont pris leurs drapeaux, beaucoup de leurs chevaux et instruments de guerre, et les ont fait fuir jusqu'à Cangyveram, l'épouvante s'étant mise dans leur armée ainsi qu'il se met dans un troupeau de moutons lorsque quelque loup entre dans la bergerie. Je vous assure que cette nouvelle m'a fait un plaisir des plus grands que j'ai ressenti de mes jours. Je ne puis assez vous marquer la joie que cela m'a causé : je vous en fais mille et mille fois mon compliment.

Le soleil éclaire le monde depuis son lever jusqu'à son coucher : et une fois sa clarté passée, on y pense et on n'en parle plus : il en est de même de la lumière que répand dans le monde votre bravoure et le renom que vous vous êtes acquis par tant de beaux faits. On ne cesse jamais d'en parler : nuit et jour, ils sont présents à l'esprit.

Le bruit de vos victoires est tellement répandu sur ces côtes-ci et ailleurs que tous vos ennemis, de quelque nation qu'ils puissent être, en sont consternés : c'est de quoi vous pouvez être assuré. Tout l'Indostan retentit de ce bruit. Notre Roi Savouraja, ayant appris toutes ces nouvelles, vous

a donné des louanges inexprimables, et ne parle qu'avec admiration de votre nation. Chandasaheb m'a toujours beaucoup parlé de vous : mais ces dernières actions de votre part ont fait plus d'impression sur moi que tout ce qu'il a pu me dire. C'est pourquoi je vous demande votre amitié, et vous fais savoir en même temps que notre puissant monarque, voulant que son pavillon soit planté dans tous les endroits où il battait ci-devant, et que les Maures, nos ennemis, nous ont enlevés, m'a ordonné de me transporter de vos côtés : dans peu, je compte mettre ses ordres à exécution. Aussitôt que je serai arrivé, je ne manquerai pas de vous en faire part et de m'aboucher avec vous, car je vous dirai que j'ai bien des choses à vous communiquer de la part de mon puissant Roi : et si vous voulez vous joindre à nous, c'est-à-dire *(illisible dans le manuscrit)* avec les miennes, nous ferons des choses dont on ne pourra s'empêcher de parler éternellement. Gircanyaudee, mon procureur, qui est auprès de vous, vous dira le reste : il est instruit de mes intentions. Je vous souhaite toujours beaucoup de réussite dans vos entreprises et un enchaînement de victoires qui ne puissent jamais finir, et cœtera..

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

VIII.

Lettre de Chandasaheb a Monsieur le gouverneur de Pondichéry, écrite du royaume de Cetara.

(Après les compliments ordinaires :)

Sur la nouvelle qui s'est répandue de ces côtés-ci de la victoire que vous avez remportée sur vos ennemis les Anglais, de l'humiliation qu'ils ont reçue par la perte de leur ville de Madrast, je n'ai pas pu me dispenser, quoique bien éloigné de vous, de vous écrire la présente pour vous témoigner toute la part que je prends à un si grand évènement, qui ne doit être attribué qu'à votre grande valeur. Ma joie est si complète qu'il me semble que c'est à moi-même que cela est arrivé. Je ne puis en vérité vous l'exprimer d'une façon plus forte. Cette nouvelle étant parvenue aux oreilles de Savouraja Feytesingue, Ragogi Bonsoula et autres généraux des Marattes, ils n'ont pas pu s'empêcher de vous donner toutes les louanges que mérite une pareille action, et dans le fort de leur étonnement et leur surprise, ils ont rendu malgré eux la justice que mérite une nation aussi brave que la vôtre, en disant qu'elle était bien heureuse d'être sous le commandement d'un homme aussi rempli de courage, de bravoure, de capacité et de hardiesse que vous, puisque jamais pareil évènement n'était arrivé dans les Indes

depuis que les nations Européennes y sont établies : que même cette nouvelle étant portée dans la capitale de l'Indostan, le Mogol ne pourrait pas s'empêcher de la graver malgré lui dans sa mémoire. Je souhaite que le distributeur des grâces vous comble de plus en plus de ses faveurs et qu'il vous fasse remporter des victoires encore plus éclatantes que celle que vous venez de remporter sur Madrast. Pour moi, en mon particulier, je n'ai jamais rien entendu dire de pareil, et je pense que tant que l'Indostan subsistera, l'on ne pourra pas s'empêcher de vous attribuer cette gloire. Je vous prie d'honorer toujours de votre protection ma femme et ma famille qui sont auprès de vous à Pondichéry. J'espère que dans peu je m'y rendrai moi-même avec une armée nombreuse. Ce sera dans ce temps que je pourrai vous expliquer de vive voix la joie que j'ai ressentie à la nouvelle de la victoire que vous avez remportée sur vos ennemis, ce que je ne puis faire pour le présent, ne trouvant pas d'expressions assez fortes pour vous dire ce que je ressens dans mon cœur. Vous apprendrez le reste par mon fils et Aly-Hekber-Saheb que j'envoie auprès de vous.

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

IX.

Lettre de Mouhamet-Ali-Kan, frère de Chandasaheb, a Monsieur le Gouverneur de Pondichéry, écrite de sa forteresse de Polono.

(Après les compliments ordinaires.)

Comment et de quels termes pourrais-je me servir pour vous féliciter sur la nouvelle qui s'est répandue ici et que je viens d'apprendre de la prise de Madrast par votre nation, qui à la place du pavillon de vos orgueilleux ennemis a planté celui de votre Roi pour marquer de sa réduction et du pouvoir que vous avez dessus. Les expressions que je pourrais imaginer ne seraient point assez fortes pour donner toute l'étendue aux louanges que mérite une si grande action. L'étonnement et la surprise qui s'est répandue parmi notre nation à l'arrivée de cette nouvelle prouve bien qu'on ne peut attribuer ce glorieux évènement qu'à ce courage qui fut toujours le partage de la vôtre, gouvernée par un homme aussi habile et aussi brave que vous, et sous les ordres duquel la fortune ne dédaigne point de marcher. La témérité de vos ennemis a été bien punie, leur orgueil bien abaissé, et il me semble les voir, ces gens sans honneur et sans courage, humiliés et rampants sous le poids de vos forces, venir vous demander en grâce de sauver les autres places qu'ils ont du sort de Madrast. Cette nouvelle se

répandra non seulement dans l'Indoustan, où l'on n'a jamais entendu parler de pareilles choses depuis un temps immémorial, mais encore dans les quatre parties du monde où l'on en parlera comme de la lumière du soleil qui éclaire ce même monde, et cet évènement a fait et fera plus de bruit que les victoires qu'a gagnées Nadercha, et l'on ne cessera de s'en ressouvenir jusqu'aux temps les plus reculés de l'avenir. Je demande au dieu des victoires de vous accorder de plus en plus sa bienveillance, afin que vous puissiez toujours être heureux dans les entreprises que votre grand courage vous pourra suggérer : et en même temps, je vous prie de croire que je prends en mon particulier toute la part que mérite un si heureux évènement, et qui doit vous combler d'autant plus d'honneur de la part de votre grand monarque qu'aucun de vos prédécesseurs depuis l'établissement de votre nation n'ont point fait pareille chose.

Sur les nouvelles que j'ai reçues de mon frère, je l'attends incessamment. Je vous en donne avis, afin que vous vous en réjouissiez avec moi.

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

X.

Lettre de Mirza-Mouhamed-Kan, bakchy de l'armée de Nasserjingue, a Rangapa (1), écrite du camp de Nasserjingue dans le royaume de Maïssour.

J'ai appris avec un plaisir extrême des nommés Mouhamed Ayan et Mouhamed Zeman, ci-devant cavaliers au service de Mafouskan, des nouvelles de votre maître, le Gouverneur de Pondichéry. Ce qu'ils m'ont rapporté de sa bravoure et de son courage m'a mis dans un étonnement que je ne puis vous exprimer. Faites lui part que les Anglais de Tevenapatam (2) ayant envoyé leurs agents avec des présents considérables auprès de mon maître Nasserjingue les lui avaient présentés, et l'avaient persuadé que Pondichéry était dénué de monde, sans vaisseaux, et hors d'état de soutenir sa présence jointe aux forces des Anglais qui avaient une quantité considérable de troupes dans Goudelour, sans compter beaucoup de vais-

(1) Rangapa, Rangapoullé ou Anandarangapoullé était courtier de la Compagnie des Indes à Pondichéry. Il servait d'intermédiaire entre Dupleix et Madame Dupleix, et les indigènes. Il a laissé de gros volumes de mémoires en tamoul, extrêmement intéressants pour l'histoire de l'Inde à cette époque. M. Julien Vinson a publié une traduction de parties importantes de ces manuscrits *(Les Français dans l'Inde, extraits du Journal d'Anandarangapoullé. — Paris, Leroux, 1894)*.

(2) Goudelour.

seaux de guerre bien armés ; que s'il voulait se joindre à eux, ils lui promettaient de la part de leur maître des sommes considérables, et en outre de lui faire compter 3.000 roupies par jour de marche de son armée et 2.000 par campement forcé. Nasserjingue, les ayant écoutés, était entré dans leurs vues et s'était porté volontiers à remplir leurs désirs aux conditions ci-dessus, et avait même donné ordre au nabab Mafouskan, au nabab Abdoul-Naby-Kan, soubdar du Cadapé, au nabab Bahadour-Kan, soubdar du Kanoul, de se préparer à partir avec toutes les troupes qu'ils avaient sous leur commandement pour aller joindre les Anglais, et que lui avec son armée ne tarderait point aussi à les joindre. Sur ces entrefaites, les nommés Mouhamed Ayan et Mouhamed Zeman étant arrivés au camp de mon maître, et ayant entendu parler des préparatifs que l'on faisait pour le départ des troupes qui devaient aller joindre les Anglais, n'ont pas pu s'empêcher d'aller trouver tous les jinidars (1) et autres commandants à l'armée de mon maître et leur ont représenté qu'ils allaient se couvrir de honte ; que la ville de Pondichéry était imprenable par rapport à sa fortification jointe aux braves troupes françaises qu'elle renfermait, et commandée par un homme dont le courage et la valeur surpasse tout ce qu'on peut dire ; qu'ils en avaient eu l'épreuve auparavant, et que la chose était impossible, puisqu'ils avaient

(1) Gemidar, Gémédar : officier subalterne.

remarqué la chose de bien près, ayant eux-mêmes demeuré environ deux mois dans la dite ville. Cette nouvelle a jeté une consternation générale dans toute l'armée, et passant jusqu'aux oreilles de Nasserjingue, il a fait assembler tous ses généraux, et fait appeler les deux cavaliers susdits, leur ordonnant de redire devant tout son conseil ce qu'ils savaient de la force des Français. Ils n'ont pas manqué de faire un récit exact de tout ce qui s'était passé ci devant et de ce qu'ils avaient vu à Pondichéry, en donnant des louanges sans fin à votre Gouverneur, et disant hautement qu'il ne fallait pas se fier aux paroles des Anglais, qui étaient des gens sans honte et sans courage, qu'on devait les connaître. Enfin, ils ont traité cette nation d'une façon outrageante, ayant ajouté à leurs discours bien des choses que je ne puis vous répéter. Nasserjingue, ayant réfléchi sur tout ce contenu, a délibéré de retirer la parole qu'il avait donnée aux Anglais, en disant qu'ils étaient des malheureux, des gens qui lui en avaient imposé : qu'il ne fallait pas souffrir des agents d'une pareille nation dans son armée ; qu'il fallait les chasser dans l'instant même. Il a donné l'ordre qu'on les mît dehors, et ils ont été renvoyés d'une façon bien outrageante pour leur maître. En même temps, il a donné à son armée l'ordre de camper, et a pris la route de Chitradourgue, d'où il compte se rendre à Aurungabad. Je puis vous assurer que vous êtes bien heureux d'avoir un maître d'un mérite si entendu : je n'ai jamais entendu dire ni

parler d'une valeur pareille, et la consternation qui s'est répandue dans l'armée de mon maître, qui est un puissant prince, sur le simple récit qu'en ont fait les deux cavaliers susdits, est une preuve évidente de la terreur que son grand courage a répandue dans tout l'Indoustan. Nasserjingue, ainsi que tous les soubedars qui composent son armée, n'ont pu s'empêcher de marquer leur étonnement, et de donner les louanges que mérite sa grande valeur : et il n'a d'autre moyen de se tirer d'un pas si délicat que de supposer quelques excuses pour se retirer dans son pays, ne voulant point perdre le titre de Victorieux qu'il a et qu'il aurait infailliblement perdu s'il avait malheureusement donné dans la vue des Anglais. Vous ne pouvez point vous dispenser de récompenser les deux cavaliers susdits : ils méritent bien qu'on prenne part à leur affaire, qu'ils vous détailleront.

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

XI.

Lettre du nabab Mafouskan à Rangapa.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite. Par la lecture que j'en ai faite j'ai compris le contenu. Je vous fais savoir par la présente que les nommés Mouhamed Ayan et Mouhamed Zeman étant arri-

vés au camp de Nasserjingue ont publié la renommée de votre maître le Gouverneur de Pondichéry d'une si bonne façon qu'ils ont jeté l'étonnement dans toute l'armée. Vous apprendrez par la lettre de Mirza Mouhamed Bakchy les effets que cela produit. Je vous prie de féliciter Monsieur le Gouverneur de ma part et de vouloir bien écouter les deux cavaliers susdits. Vous m'obligerez en leur rendant service.

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

XII.

Lettre d'Imam Sahib a Monsieur le Gouverneur.

(reçue le 7e avril 1748)

(Après les compliments ordinaires.)

Je vous fais savoir que j'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire en m'en envoyant une à l'adresse du nabab Nasserjingue accompagnée de trois longue-vues et de deux livres d'anatomie. Je lui ai présenté l'état qu'il a accepté du meilleur de son cœur et qu'il a trouvé de son goût. La grande lunette d'approche a été trouvée si belle et si bonne qu'il l'a présentée tout de suite à son père qui l'a reçue avec beaucoup de joie, parce qu'il est extrêmement curieux de ces sortes de

raretés. Pendant près deux heures de temps qu'ils ont été en conversation, elle n'a roulé que sur vous, exaltant votre grandeur, la façon prudente dont vous agissiez dans toutes les affaires, enfin, que vous dirai-je ? ils vous ont donné toutes les louanges que vous méritez à juste titre, ce qui m'a fait un sensible plaisir lorsqu'on m'a rapporté cette conversation

Le nabab Nasserjingue vous envoie la réponse à votre lettre accompagnée d'un serpeau (1) et d'un cheval. Le tout vous parviendra avec la présente. Vous apprendrez toutes les autres nouvelles par les autres écrits que vous trouverez ci-joint. Je ne puis vous dire autre chose pour le présent, sinon que nuit et jour mon cœur et mon esprit ne sont occupés que de ce qui vous regarde : soyez en persuadé, c'est la seule grâce que je vous demande.

— *Nouvelles.* —

Voici ce qu'on a publié à Aurungabat lorsque Nasserjingue est arrivé : « que le nommé Moutaïl Nayquem, agent des Anglais, étant venu auprès de lui de la part du commandant de cette nation, lui avait fait les propositions suivantes : que les Anglais avaient quarante vaisseaux de guerre bien armés : qu'ils les enverraient devant Pondichéry

(1) Habit de cérémonie, cadeau honorifique faits par les nababs à des personnages importants. Le don d'un serpeau est une distinction pour celui qui le reçoit, et marque en même temps la supériorité du rang de celui qui l'envoie.

pour empêcher qu'il n'y entre rien : que si Nasserjingue voulait aussi conduire son armée devant Pondichéry pour fermer tous les passages par terre, ils se faisaient fort de prendre la ville en peu de temps : qu'aussitôt la reddition de la place, ils lui donneraient cinq laks de roupies (1) sans compter le présent que le général de Bombaye avait promis à Nizam el Moulk pour l'engager à cette entreprise : que Nasserjingue lui avait répondu que lorsqu'il était venu ci-devant du côté de Trichenapaly avec son père, le Gouverneur de Pondichéry lui avait témoigné trop d'amitié et lui avait fait faire trop de politesses pour pouvoir acquiescer dans cette occasion à la demande des Anglais : qu'il ne le ferait jamais, et qu'il n'oubliait pas non plus les bienfaits qu'il avait reçus de la nation française. Sur cette réponse, l'agent anglais ayant perdu toute espérance n'a pourtant pas voulu remporter le présent que Nasserjingue ne voulait point accepter, et a fait en sorte que par l'entremise de quelques seigneurs qui sont auprès de lui, qu'il a été mis dans le trésor du nabab. »

Lorsque la lettre que Nasserjingue écrivait à son père au sujet des propositions des Anglais est arrivée, Nizam el Moulk m'en donna communication et me demanda ce que je pensais des 40 vaisseaux que les Anglais avaient dans l'Inde. Je lui ai répondu qu'il n'y avait rien de si faux que cela : que les Anglais étaient extrêmement embar-

(1) Le lak de roupies vaut 100.000 roupies, et la roupie environ 2 fr. 50. 5 laks représentent donc environ 1.250.000 fr.

rassés en Europe, qu'ils ne pouvaient jamais envoyer de pareilles forces dans les Indes : que leur Roi n'était point un prince courageux ni habile dans la guerre : qu'il n'était point à comparer avec le Roi de France en aucune manière, qu'il en pouvait voir un échantillon par la différence qu'il y avait dans les Indes entre les Gouverneurs français et anglais. Le premier, quoique éloigné de plus de vingt mois de trajet par mer de son pays, n'a point laissé que de prendre Madrast et de le garder, quoique entouré d'ennemis et n'ayant encore reçu aucun secours d'Europe. Son courage et sa bravoure lui tiennent lieu de force, et le second, se vantant d'avoir quarante vaisseaux de guerre, n'a pourtant encore osé rien entreprendre. Là dessus, Nizam el Moulk a répondu que j'avais raison, et qu'il avait répondu à son fils dans les mêmes termes, comme vous le verrez par la lettre de Nasserjingue et la réponse de Nizam, dont je vous envoie les copies ci-jointes.

Lettre de Nasserjingue a Nizam el Moulk.

« Je vous fais savoir que Moutiyar Naïquem, agent des Anglais de Goudelour, est venu auprès de moi et m'a fait les propositions suivantes : que les Anglais avaient quarante vaisseaux de guerre bien armés, lesquels ils envoieraient devant la ville de Pondichéry pour empêcher que rien n'y puisse entrer par mer : que si je voulais mener mon armée pour faire le siège par terre, que dans

peu de jours elle tomberait en mon pouvoir : que le jour de mon départ ils commenceraient à payer une demi-roupie par jour par tête de cavalier pendant tout le temps de l'expédition, et après la prise de la dite ville ils me donneraient dix laks de roupies. Je vous fais part de tout ceci afin que vous ayiez la bonté de me marquer votre sentiment. Faites en même temps réflexion que le Gouverneur de Pondichéry n'a jamais donné atteinte à notre amitié. Je ne vous en dis pas davantage, étant obligé de suivre aveuglément les ordres qu'il vous plaira de me donner. »

Réponse de Nizam el Moulk a Nasserjingue.

« Votre lettre m'est parvenue. J'en ai compris le contenu. Le Gouverneur de Pondichéry est un homme à considérer, sa valeur et son courage est reconnu de tout le monde, et le bruit s'en est répandu jusqu'à nous. Il faut entretenir son amitié : il peut beaucoup nous aider dans les occasions où nous aurons besoin de son assistance pour châtier nos ennemis les Marattes. Il est de nos amis sincères : pourquoi s'en faire un adversaire redoutable ? Puisque les Anglais n'ont pas pu conserver leur place, à plus forte raison ne pourront-ils pas en prendre une : ainsi, le mieux est de renvoyer leur argent et de se tenir tranquilles. »

(Archives de l'auteur, série D, n° 4.)

XIII.

Lettre d'Iman-Saheb a Dupleix (1).

J'ai appris que vous rassembliez de la cavalerie. Je vous assure que cette dépense est bien inutile. L'infanterie valait toujours mieux et ne coûte point tant. On dit ici que c'est pour prendre Goudelour. Je m'étonne que vous ne l'ayiez pas déjà à votre disposition. C'est un bien petit morceau pour un courage aussi relevé que le vôtre.

Le nabab Nasserjingue vous envoie un serpeau accompagné d'un cheval. Il faut que vous le receviez avec toute la pompe convenable, afin que les Anglais de Tevenapatam sachent que ce seigneur vous estime et vous honore infiniment, et que ce serpeau vient de sa part.

Je vous prie de vouloir bien m'envoyer 200 fiolles d'eau de senteur de différentes espèces, ainsi que quatre charges d'homme du meilleur vin que vous pourrez avoir. C'est pour Nasserjingue, mais il ne faut pas qu'on le sache. Vous aurez la bonté de remettre le tout à mon fils, qui me le

(1) Dans le manuscrit, cette lettre fait suite, sans interruption, à celle qui précède et paraît, à première vue, en être la continuation. Mais c'est en réalité un fragment de traduction d'une autre lettre écrite plus tard, postérieurement à la mort de Nizam el Moulk, évènement auquel un de ses passages fait très clairement allusion. Je suis porté à croire que la date en doit être fixée, à peu pres, au moment de l'expédition sur Goudelour en 1748.

fera parvenir. Il a été si satisfait des lunettes d'approche que vous lui avez envoyées, qu'il estime cela autant que le plus beau présent du monde. Il faut présentement entretenir son amitié et son estime. Il vous estime beaucoup : le voilà pour ainsi dire maître absolu de tout le Dekan, par l'absence de son père : aussi vous êtes sûr d'obtenir de lui tout ce que vous pouvez désirer.

J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite par la voie de mon fils, ainsi que la liste des 22 vaisseaux que vous me marquez devoir vous parvenir sous peu. Je vous en fais mon compliment et souhaite de tout mon cœur qu'ils vous arrivent heureusement. Vous me marquez par la même lettre que vous remettrez à mon fils mon compte d'intérêts. J'en suis content ; je vous prie de n'y pas manquer. J'ai aussi appris avec plaisir que vous aviez remis cent candils (1) de plomb pour mon compte à mon homme d'affaires nommé Chokapoulé. Je vous en suis infiniment obligé.

Vous m'avez aussi marqué que vous croyiez que toutes les marchandises de Madrast que l'on réclamait en mon nom ne m'appartenaient point, et que par rapport à cela vous m'envoyiez un état de ceux qui se sont trouvés. Après l'avoir bien examiné, je peux vous dire que tout ce qui y est stipulé est à moi. Les balles de marchandises ont été achetées par mon fils pour envoyer à Jamelou : ainsi vous aurez la bonté de lui faire remettre le tout, afin qu'il m'envoie ce que je lui

(1) 458 livres.

ai demandé. Je suis surpris que vous ayiez tardé jusqu'à présent à relâcher les marchandises m'appartenant. Vous ne deviez faire aucune difficulté de me les rendre, notre amitié étant si forte qu'il n'y a plus aucune différence entre nous. Que pourra-t-on penser quand on dira que les effets d'Iman-Saheb ont été arrêtés par le Gouverneur de Pondichéry ?

Mafouskan s'est beaucoup loué de vous auprès de Nizam el Moulk. Je vous estime beaucoup. Vous ne m'avez pas envoyé notre présent annuel. J'espère venir moi même vous demander compte de tout cela. En attendant, je vous prie de m'envoyer quelques pièces de beau velours d'Europe.

XIV.

Extrait d'un mémoire de Dupleix, rédigé après sa rentrée en France.

. . . . . .

Après le départ de l'escadre de M. de la Bourdonnais, je me trouvai chargé de la conservation de Madrast, de Pondichéry, et de batailler avec les Maures, qui n'attendaient que le départ de l'escadre pour venir tomber sur Madrast et nous insulter partout. Cependant les fonds que son escadre m'avait remis furent consommés en moins de deux mois, tant par le remboursement de partie

des emprunts précédents que par les dépenses de l'escadre. Ce secours consommé me rejetait dans la triste situation qui avait précédé. Une même remise par quatre vaisseaux qui arrivèrent de France me mit un peu plus au large, mais non pas assez pour n'avoir pas recours six mois après aux expédients et aux emprunts. J'avais de plus la conservation de Madrast et la guerre des Maures. Le peu d'argent que M. de la Bourdonnais y avait trouvé fut bientôt consommé. Ainsi ces charges de plus, jointes à toutes celles que j'avais déjà, me mirent bientôt aux abois. Je vins à bout de faire cesser la guerre des Maures, après les avoir battus en plusieurs rencontres.

Je prévoyais bien que les Anglais tâcheraient de prendre leur revanche sur Pondichéry. Il fallait les prévenir et mettre cette place et Madrast à l'abri d'une attaque. Mes ressources, mon crédit et ma bourse fournirent à tout : et quoique les tentatives qu'on avait fait en France pour me secourir devinssent inutiles, l'ennemi trouva tout bien préparé pour le bien recevoir : il est vrai, et je peux le dire, que j'avais fait des efforts surprenants. L'espèce d'abandon où nous paraissions être de la part de la France occasionnait une rareté incomparable d'argent. Le nom de la Compagnie ne pouvait être présenté pour les emprunts: je prêtais le mien, il ne suffisait pas encore, et je fus forcé d'avoir recours au dépôt des bijoux de ma femme. Mon argenterie allait être portée à la Monnaie, lorsque le 22 juin 1748 mouilla à Madrast

une escadre française commandée par M. Bouvet, qui jeta à terre de l'argent et 300 hommes, tant sains que malades. Cette escadre disparut dans la nuit et retourna à l'Ile de France . . . . . .

. . . . . .

(Bibliothèque Nat^le.— Mss., N. acq. fr. 9159, folio 23.)

XV.

Extrait d'une lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 15 janvier 1749.

. . . . . .

Je ne vous rappellerai point le chagrin que m'a occasionné le dérangement des précautions que vous aviez prises pour l'escadre de M. de Saint Georges. La Providence, qui ne nous a point abandonnés, en permettant ce désastre, n'a pas voulu nous plonger dans la plus affreuse des situations. Une partie des matières de cette expédition nous est parvenue, et j'ai toujours regardé ce secours venu du ciel. J'étais certainement dans les plus cruels embarras. Toutes mes ressources avaient tari, il ne me restait plus qu'à mettre en gage mon argenterie et les bijoux de ma femme. J'y étais déterminé : j'avais même pris quelque arrangement à ce sujet, lorsque je fus informé de l'arrivée et du départ en même temps de l'escadre de M. Bouvet

à Madrast. Ce coup fut pour moi et pour cette colonie un sujet de joie que je ne puis vous exprimer. Elle eût été encore plus parfaite, si M. Bouvet avait jugé à propos de prendre langue à Karikal, d'y jeter les fonds, et, après avoir eu les meilleures informations, venir sans perdre de temps se jeter sur celle des Anglais et la détruire. Il y eût appris que l'escadre ennemie n'était alors composée que de sept vaisseaux, en y comprenant le *Favory* et une frégate de 20 canons, qu'un *(illisible sur le manuscrit)* de ces sept de 50 canons étaient mouillés en rade. Le hasard avait aussi voulu que deux des plus gros vaisseaux avaient alors leur gouvernail à terre, de sorte que M. Bouvet n'eût eu affaire qu'à quatre vaisseaux en état de mettre à la voile, desquels celui qui était en notre rade n'avait point d'autre parti à prendre que la fuite. Les deux désemparés de leur gouvernail se fussent totalement rendus ou jetés à la côte. Cette escadre détruite sans ressource me mettait en état, par les vaisseaux pris, d'en former une bien considérable au moyen des équipages et des troupes que j'aurais pu leur fournir. Cette escadre ainsi renforcée détruisait ou dissipait sans peine à son arrivée celle de M. Boscawen, et je ne me serais point vu abandonné ainsi que toute l'Inde française. Quel coup, Messieurs ! Quelle gloire pour M. Bouvet, et quelles suites heureuses ces évènements n'eussent-ils pas eu pour la nation! Je n'ai jamais pu comprendre la raison qui avait empêché ce commandant de prendre langue à

Karikal. M. Paradis, qui y était alors, incertain de quelle nation pouvait être cette escadre, se tenait cependant tout prêt au moindre signal pour se rendre à bord. On ne lui en fit aucun, et il fut persuadé que c'était une escadre anglaise : elle en avait le pavillon. Sans condamner absolument M. Bouvet, dont j'ignore les motifs de cette indifférence, il sera toujours dit qu'il a manqué la plus belle occasion de ruiner de fond en comble la nation anglaise dans l'Inde, et que jamais plus elle ne se présentera. Elle était d'autant plus belle que les Anglais, qui étaient parfaitement bien informés du désastre de l'escadre de M. de St Georges, étaient dans la ferme persuasion que nous n'avions aucune force de mer à leur opposer, d'où il résultait une sécurité dont ils auraient été les dupes, si M. Bouvet l'avait voulu.

Le Conseil vous rend compte des fonds que ce commandant a fait jeter à Madrast. Il n'était pas suffisant de les y avoir : il fallait les faire venir ici ; et je n'avais d'autre voie que celle de terre, qui par les meilleures précautions a servi à conduire ici ce trésor que l'on doit regarder comme le salut de nos colonies. . . . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, page 75.)

XVI.

Extrait d'une lettre des Syndics et Directeurs généraux a Dupleix, du 30 mai 1747.

M. Dupleix *à Paris, le 30 mai 1747.*
à Pondichéry.

La lettre, Monsieur, que la Compagnie vous a écrite le 19 du mois dernier et dont nous vous remettons ci joint une ampliation, vous aura appris la relâche forcée de la plus grande partie de l'escadre commandée par M. de Saint Georges, avec perte même de deux petits bâtiments : nous nous y rapportons. Des vaisseaux dont cette escadre était composée, nous n'avons point eu de nouvelles du *Lys*, de l'*Aimable* et du *Fulvy*. Il y a tout lieu de croire qu'ils ont fait route. L'*Invincible*, le *Jazon*, le *Philibert*, l'*Apollon*, la *Thétis* et le *Darmouth* qui s'étaient rassemblés à l'île d'Aix n'ont pu reprendre la mer que le 10 de ce mois. Dieu veuille les préserver de mauvaise rencontre ! Le vaisseau l'*Auguste*, qui avait échoué au bas de la rivière de Nantes, a été relevé, et la corvette le *Petit Chasseur*, qui avait été abandonnée lors de son abordage par le vaisseau le *Prince* a été retrouvée en mer par M. de Saint Georges, en passant de Belle-Isle à l'île d'Aix, et conduite à la Rochelle. Nous travaillons, suivant que nous vous en avons prévenu, à l'expédition des vaisseaux le *Content*, le *Prince*, le *Duc de Chartres*, le *Lyon* et le *St Antoine*, qui pour assurer leur navigation doivent, ainsi que nous vous l'avons marqué, prendre l'escorte des vaisseaux du Roi

qui doivent convoyer la flotte marchande destinée pour les îles françaises de l'Amérique. Des 35.000^{m}. de matières qui avaient été répartis sur les vaisseaux le *Prince*, l'*Auguste* et le *Lion* lors de leur première sortie, et que la Compagnie, par les raisons qu'elle vous a déduites dans sa lettre du 19 avril, était déterminée de réserver, nous vous prévenons qu'elle n'en retiendra que 24.096^{m} 2^{on}. Le surplus, consistant en 10.903^{m} 6^{d} sera chargé par augmentation avec 162.602^{m} 5^{on} 6^{g} qui sont à bord tant des trois vaisseaux du Roi et de ceux de la Compagnie le *Philibert*, l'*Apollon*, le *Fulcy* et l'*Aimable*, que des deux vaisseaux le *Vigilant* et le *Modeste* de Nantes, relativement au tableau joint à notre susdite lettre du 19 avril : en sorte que la totalité de notre envoi en matières consistera en 173.506^{m} 3^{on} 7^{gr} sur lesquels, prélevé 8000^{m} pour les îles de France et de Bourbon, il restera 165.506^{m} 3^{on} 7^{gr} pour être fait emploi dans l'Inde. Vous vous concerterez avec M. David pour la remise de ces fonds.

Par cette même lettre du 19 avril, nous vous avons fait part de ce qui se passait à l'égard de la Hollande. Les affaires sont aujourd'hui plus critiques qu'elles ne l'étaient alors, les troupes françaises s'étant emparées de toute la Flandre hollandaise en deçà de l'Escaut, relativement à la déclaration du Roi du 17 avril dernier dont nous vous remettons ci-joint quelques exemplaires. . .

. . . . . .

(Bibliothèque Nationale. — Mss., N. acq. fr. 9144.)

XVII.

Extrait d'une lettre des Syndics et Directeurs généraux a Dupleix, du 11 juillet 1747.

La Compagnie, Monsieur, ressent bien cruellement les fâcheuses influences de la guerre. M. de Saint Georges, qui, comme nous vous l'avons marqué par notre lettre du 30 mai dernier, avait repris la mer le 10 dudit mois avec les vaisseaux l'*Invincible*, le *Jazon*, l'*Apollon*, le *Philibert*, la *Thétis*, le *Vigilant*, le *Modeste* et le *Darmouth*, ayant fait la rencontre le 14, à 25 lieues au nord du cap Finisterre, d'une escadre anglaise composée de seize vaisseaux de guerre commandée par l'amiral Anson, a eu le malheur d'être enlevé avec tout son convoi, quoique protégé pour lors par quatre autres vaisseaux du Roi sous les ordres de M. de la Jonquière, qui n'ont pu éviter le même sort. Par cet évènement, notre seule ressource est dans les vaisseaux le *Lys*, l'*Aimable* et le *Fulvy* dont nous n'avons eu aucune nouvelle depuis leur départ et que nous devons supposer passés. Les fonds qu'ils ont à bord se montent à 68.337^{m} »^{on} 2^{gr}. Mais les effets dont ces deux derniers sont chargés sont d'un bien petit objet pour le soulagement de nos comptoirs.

Dans une conjoncture aussi critique, un des premiers soins de la Compagnie a été de chercher les moyens qui pouvaient contribuer le plus à réparer le mal résultant d'une pareille perte.

Il lui a d'abord paru qu'elle ne pouvait faire mieux, pour suppléer au défaut de l'*Invincible* et du *Jazon*, que de prendre les deux vaisseaux du Roi l'*Apollon* et l'*Anglesey* qui se trouvent transportés aux Indes. Vous avez ci joint une copie du traité qu'elle a passé pour cet effet, sous le bon plaisir de M. le comte de Maurepas, avec les armateurs de ces navires : nous nous en rapportons à son contenu.

Le premier objet rempli, il a été question de la disette de toutes choses dans laquelle ce fatal revers plonge les établissements de la Compagnie dont la conservation sera toujours son point capital : et, quelque risque qu'il y ait à mettre des vaisseaux dehors en cette saison, elle s'est déterminée à expédier les vaisseaux le *Duc de Chartres* et le *Prince*, et elle ne tardera pas à donner ses ordres pour le départ des vaisseaux le *Content*, le *Lyon* et le *St Antoine*. Ces cinq vaisseaux n'auront que leur chargement en marchandises, l'accident arrivé à M. de St Georges ne permettant pas d'exposer pour le présent les 10.903m 6on que la Compagnie comptait de faire charger par augmentation, ainsi qu'elle vous en a prévenu le 30 mai dernier. Mais elle vous fera passer ces fonds par les vaisseaux qu'elle expédiera à la fin de cette année ou au commencement de la prochaine. Elle y en ajoutera de plus considérables, suivant ce qu'elle apprendra des vaisseaux qu'elle attend actuellement des Indes et des Iles, et suivant les nouvelles du parti que vous aurez pu tirer de la prise de Madrast.

Nous ne saurions vous marquer par cette lettre quelles seront les dispositions de la prochaine expédition, le plan n'en étant point encore arrêté. Nous vous en envoierons le tableau par les deux avisos que la Compagnie a donné l'ordre de tenir prêts au besoin et dont l'un fera voile à la fin du mois.

(Bibliothèque Nationale. — Mss., N. acq. fr. 9144.)

XVIII.

M. David a M. de Lozier-Bouvet, 24 avril 1748.

Monsieur,

Vous avez vu les intentions de la Compagnie, dans toutes les lettres que je vous ai communiqué : vous avez été témoin des peines, des difficultés et des inquiétudes que m'ont donné les différents obstacles qui se sont présentés dans l'exécution des ordres qu'elle me donne. Enfin, je suis parvenu à armer six vaisseaux en guerre, dont vous avez le commandement. Vous n'ignorez pas que le principal but de votre expédition aux Indes est de remettre dans nos comptoirs le plus sûrement que faire se pourra l'argent dont vous et vos vaisseaux êtes chargés, et de faire tous vos efforts pour rétablir la sûreté de nos établissements : il me reste à vous faire part des dispositions que j'ai prises

conséquemment à votre expédition, des instances que m'a fait M. Dupleix de tâcher de vous faire rendre le plus tôt qu'il sera possible à la côte Coromandel, et de ce qu'il me mande par sa dernière lettre qui a rapport à votre mission. J'ai donné ordre précédemment à Bourbon pour qu'on y tienne prêts toutes *(sic)* les légumes nécessaires pour compléter ce qui manque aux vivres de votre escadre. Vous y trouverez de plus des bestiaux, volailles et autres rafraîchissements qu'on a dû y ramasser pour être fournis aux capitaines des vaisseaux que vous commandez, qui doivent à cet effet être munis d'argent blanc pour payer lesdits vivres aux habitants. Il y aura un certain nombre d'habitants, de noirs et de volontaires à embarquer: vous vous entendrez avec M. de Saint Martin (1), pour en faire embarquer sur chaque vaisseau ce qu'il lui en faudra et même le plus qu'il pourra, de façon que vous puissiez tout prendre. La frégate la *Cybelle* qui est sortie de ce port le 11 de ce mois est allée à Foulepointe faire un amas de bœufs et de noirs qui vous sont destinés. Vous irez, en sortant de Bourbon, joindre cette frégate, qui au moment de votre arrivée se trouvera sous vos ordres et est destinée à vous servir de corvette. Vous attendrez à cet endroit la jonction de vos vaisseaux, et ce sera à vous de donner vos ordres pour la répartition entre eux des bœufs et des esclaves qu'on aura traittés jusqu'au jour de votre départ.

(1) Gouverneur de l'île de Bourbon.

Les vaisseaux le *Lys*, le *Centaure*, l'*Apollon*, l'*Anglesea*, le *Mars*, le *Brillant* et la *Princesse Emilie* rassemblés à Foulepointe, vous ferez route pour passer dans l'Inde suivant la lettre de M. Dupleix du 19 juin dernier : vous devez trouver à Mayé des avis qui vous donneront connaissance des forces de nos ennemis : il serait avantageux que vous puissiez prendre langue à ce comptoir. Je vous transcris ici, Monsieur, quelques articles de la lettre ci-dessus de M. Dupleix qui peuvent avoir rapport à votre mission.

Je ne saurais trop vous presser de nous expédier promptement notre escadre, si elle ne l'est déjà, de prendre langue à Mayé, si elle part d'assez bonne heure pour cela.

Je vous réitère mes prières pour la prompte expédition, et pour augmenter nos forces autant qu'il sera possible. L'escadre trouvera des avis à Mayé, à Karcikal, à Sadrast et à Paliacatte : ce sera au commandant à choisir les atterrissages qui conviendront le mieux à sa force et à sa situation.

En supposant que le principal de l'escadre de M. de Saint Georges ne fût pas arrivé aux Iles, le *Lys*, avec le *Fulvy* et l'*Aimable*, joints au *Centaure*, au *Mars* et au *Brillant* et aux deux corsaires avec la prise qu'ils mènent avec eux, tous ces vaisseaux pourraient encore former une escadre très en état de se présenter, et de jeter au moins des fonds au premier endroit. Je ne saurais trop vous presser sur tout cela, et je puis me trouver bien court

avant qu'il soit un mois, si la Providence et vous, Monsieur, ne me secondez.

Voilà, Monsieur, tout ce que je puis vous donner qui puisse être utile à la conduite de votre escadre : au reste, je m'en rapporte à votre expérience et à votre zèle pour le bien de l'État.

J'ai l'honneur, etc...

(Archives du Ministère des Colonies. — C² 82, fol. 157 et suivants.)

XIX.

Lettres ou extraits de lettres écrites par Dupleix, du 22 juin à la fin d'août 1748, à divers correspondants. (Barthélemy, David, Bouvet, Paradis, les directeurs de la Compagnie, etc...)

---

22 juin 1748. M. Barthélemy.

Monsieur,

Il se répand un bruit que notre escadre est aux environs de Karikal, ce qui a occasionné un mouvement à l'escadre anglaise, qui est actuellement sous voile et par le travers de cette place. Soit cela ou autre chose, je vous en donne avis pour que vous preniez vos précautions.

J'ai l'honneur, etc...

22 juin 1748, à 6 heures du soir. M. Paradis.

Monsieur,

J'ai reçu l'honneur de votre lettre du 19. Je suis dans une impatience extrême d'en recevoir de plus fraîches. Il s'est répandu ici depuis hier au soir que notre escadre était arrivée aux environs de chez vous. La nuit du 20 au 21, il est arrivé à Goudelour un vaisseau qui n'a cessé de tirer toute la nuit, de façon qu'il a causé un remuement considérable chez les Anglais, qui ont fait embarquer tout leur monde sains comme malades : ils ont appareillé cette nuit au nombre de dix et sont venus mouiller ce matin au S. E. de cette rade où ils sont encore actuellement. Il est certain que tant de mouvement doit être occasionné par quelque vraisemblance du bruit qui s'est répandu : ce qui me fait attendre de vos nouvelles avec impatience.

J'ai l'honneur, etc...

23 juin 1748, 9 heures du matin. M. Barthélemy.

Monsieur,

L'incertitude où je suis du parti qu'a pris l'escadre anglaise qui a paru prendre la route du Nord, me fait prendre celui d'envoyer toute la cavalerie qui sera suivie de cent cipayes à pied : le tout pour vous servir s'il est nécessaire.

J'ai l'honneur, etc...

23 juin 1748, 3 heures après-midi. M. Paradis.

Loué soit Dieu !

Monsieur,

Dans l'instant j'apprends de Madrast que hier à 3 heures après midi y a mouillé huit vaisseaux français et un brigantin. Comme on m'écrit au moment que ces vaisseaux mouillaient, je ne puis vous en dire davantage, ni ne sais le nom du commandant. Aussitôt que je serai mieux informé, je vous en ferai part.

J'ai l'honneur, etc...

23 juin 1748, à 4 heures après midi. M. Barthélemy.

Monsieur,

J'ai reçu à deux heures la lettre qui m'annonce l'arrivée à Madrast de 8 de nos vaisseaux. Comme je n'en sais point la force, je ne puis vous rien dire à leur sujet : mais vous pouvez assurer leur commandant que ceux des Anglais sont dans un misérable état pour le monde. J'attends avec impatience de plus grands éclaircissements : je crois que vous aurez pu voir le soir l'escadre anglaise et que nos vaisseaux se seront mis en état de la recevoir. Quant aux fonds, je les compte en sûreté ainsi que les paquets. Je vous prie de faire mes compliments au commandant.

J'ai l'honneur, etc...

23 juin 1748. MONSIEUR LE COMMANDANT DES VAISSEAUX FRANÇAIS A MADRAST.

MONSIEUR,

Si la nouvelle qui court est vraie d'une escadre française à Karikal, vous serez sans doute bien aise de savoir que l'escadre anglaise n'est plus dans ces parages et qu'elle a pris cette nuit la route du nord. L'incertitude où je suis du nombre de vos vaisseaux et de la vérité de la nouvelle m'empêche de vous rien dire de positif sur ce que vous devez faire. Je suis dans l'impatience de savoir le vrai de tout cela. L'escadre anglaise est composée de 10 vaisseaux, dont deux ou trois de compagnie, deux de 60 canons, un de 50, deux de 40, le *Favory* et le *Lively* de 24, le tout très mal fourni de monde. Vous devez vous régler sur cela pour voir le parti que vous avez à prendre : je suis persuadé qu'elle rôdera quelques jours aux environs de Madrast.

J'ai l'honneur d'être, etc...

24 juin 1748, à 9 heures du matin. M. BARTHÉLEMY.

MONSIEUR,

Votre lettre du 22 au soir vient de me parvenir : elle m'occasionne bien de l'inquiétude sur le parti que prend le commandant de notre escadre. Se sent-il assez fort pour attaquer les ennemis, ou va-t-il à un rendez vous pour se joindre à celle qui nous vient d'Europe, suivant que le disent

des lettres particulières ? Deux mots sur cela m'eussent tranquillisé, et je vous assure que je ne le suis du tout point. L'escadre anglaise était hier au soir entre Sadrast et Coblon (1) : ainsi, si la nôtre la cherche, elle n'aura pas beaucoup de chemin à faire. J'attends les paquets que vous m'annoncez. La marche lente des cipayes me tiendra encore en échec.

Que veut dire l'arrêt du sieur de la Villebague ? Tout cela m'inquiète et m'interlocutte *(sic)*.

J'ai l'honneur, etc...

25 juin 1748, M. Paradis.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous écrire et de vous faire mon compliment. Vous êtes fait chevalier de Saint Louis. Il y a ordre du Roi d'arrêter la Bourdonnais partout où il se présentera, soit à l'Amérique ou en Europe, ainsi que ses effets. Il y a le même ordre pour son frère qui est à Madrast, et pour Desjardins. Je suis à lire mes lettres : lorsque je les aurai lues, je vous marquerai plus amplement ce que je saurai.

J'ai l'honneur, etc...

27 juin 1748, M. Paradis.

Monsieur,

J'ai eu tant à lire et j'ai la tête si chargée que je ne sais que vous dire. Mon premier soin a été de

(1) Covelong, à mi-route entre Sadras et Madras.

vous marquer ma satisfaction et de vous faire déclarer conseiller en pied du Conseil supérieur, grade qui suivant les intentions du Roi vous donnera toujours le commandement partout où l'on vous destinera. Le Roi a jugé à propos de décider une fois pour toutes à ce sujet.

Notre escadre n'est restée que sept heures à Madrast, et sur-le-champ a mis à la voile pour une expédition qui ne fera pas plaisir à nos ennemis, et dont la réussite est des plus faciles.

Il est bon que vous disiez cela publiquement, et que vous donniez à entendre que c'est à Calicut qu'elle est allée ravager.

L'escadre anglaise est allée jusqu'à Saint-Thomé, mais, n'ayant rien rencontré, elle a louvoyé et remonté dans le sud. On assure l'avoir vue devant Sadrast. Ainsi je crains qu'elle ne revienne à Goudelour, ce qui serait un empêchement à l'expédition du brai que je vous ai demandé. Je ne sais que vous dire à ce sujet, et je crois que le plus sûr est de suspendre l'envoi.

Il est de la dernière importance que vous vous rendissiez ici : prenez une mesure pour le faire avec sûreté, et promptement. J'ai bien des choses à vous communiquer de la dernière importance.

J'ai l'honneur, etc...

30 juin 1748. M. Barthélemy.

Monsieur,

Vous devez penser que la lecture de paquets immenses, et une entreprise sur la ville de Gou-

delour manquée, m'ont assez occupé pour n'avoir pas plus tôt répondu aux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 20, 25, 26 et 27 du courant. Je crois même qu'il y en a encore [une] autre que j'aurai égarée. Je vous suis bien obligé des sentiments que vous conservez pour moi. Je vous en remercie, ainsi que Madame votre épouse que je vous prie d'embrasser de tout mon cœur pour moi. Je n'ai eu aucune nouvelle de la prise du *Favory* : je crois que c'est une charrade.

Le brigantin qui a paru à Palliacate était de l'escadre anglaise, dont le commandant a voulu savoir les opérations de notre escadre. Je crois que si M. Bouvet avait pris langue à Karikal, qu'il eût encore mieux fait. C'est le sentiment de M. de la Porte Barré, et je crois qu'il avait raison. Je n'ai point reçu le moindre petit mot de lettre de ce commandant, et sans celles de M. David je serais peu instruit de leur manœuvre et de leur rendez-vous. Je trouve bien de la négligence et de l'indifférence dans ce procédé.

On vous a fait passer le connaissement des effets chargés sur la *Princesse Emilie*.

Je trouve bien les dispositions que vous faites pour les matières d'argent. Marquez moi au juste le temps que tout sera prêt, afin que je vous marque le détachement qu'il conviendra de donner, auquel j'en joindrai un d'ici.

Quelques jours de plus donneront des roupies à Saint Thomé : ainsi votre troupe, qui est assurée

que vous avez de l'argent, voudra bien attendre ce temps.

Quand nous saurons au juste le nombre d'hommes qu'on vous a laissé, le Conseil vous marquera ce qu'il sera à propos d'avancer sur ce qui leur est dû, ainsi qu'aux autres.

N'ayez aucune inquiétude sur les fonds : je ne vous en laisserai pas manquer ; mais je pense qu'il convient qu'il en reste peu à Madrast.

Vous voilà à présent mieux que nous en munitions de toute espèce : faites en sorte d'avoir en magasin, en autres vivres, pour trois mois : alors vous n'aurez rien à craindre.

Embarquez autant de cordages que vous pourrez, et achetez celui du sieur Amat et quelque chose de plus, pourvu qu'il soit bon, et marquez moi ce que vous pourrez trouver en brai. N'y en aurait-il pas à Coblon ? . . . . . .

. . . . . .

Nous n'avons pas encore eu connaissance de l'escadre anglaise. . . . . .

Extrait d'une lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, 1er juillet 1748.

Messieurs,

Par l'escadre commandée par M. Bouvet et dont vous aurez appris l'expédition des Iles, j'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 17 février, 19 avril, 30 mai, 3 juin,

11, 18 et 27 juillet, 9 et 25 octobre, 20 et 30 novembre, 7 et 15 décembre de l'année dernière. Comme la présente doit être rendue promptement à Mahé, où j'apprends que M. David doit expédier un bot, qu'il est important de faire repartir promptement, je ne puis, par la présente, répondre à tous les articles de ces lettres : ce sera pour une autre occasion : mais vous pouvez être assurés, Messieurs, que je me prêterai tout entier à ce que vous m'y prescrivez.

Cette escadre, composée du *Lys*, de l'*Apollon*, de l'*Anglesea*, du *Centaure*, du *Brillant*, du *Mars*, de la *Cibelle* et de la *Princesse Emilie*, mouilla à Madrast le 23 juin à 3 heures après midi : elle est repartie à minuit, après avoir jeté à terre soixante et tant de mille marcs de matières d'argent, quatre cents hommes, et laissé en la dite rade la *Princesse Emilie* chargée de plusieurs munitions de bouche et de guerre. Ce qui vous surprendra peut-être, c'est le silence de M. Bouvet qui n'a pas jugé à propos de m'écrire un mot, de sorte que je serais encore à savoir les raisons de son prompt départ et le lieu où il va si je ne l'entrevoyais dans la copie de la lettre que M. David lui a écrite à Madagascar (1). Encore n'en suis-je pas bien cer-

(1) Cette lettre figure dans les archives du Ministère des Colonies, Inde, Corr^ce. G^le, C^2 82, fol. 160-164. Elle confirme à M. de Lozier Bouvet les ordres et instructions précédemment donnés, et l'informe de l'envoi de l'escadre du marquis d'Albert, destinée à tenir tête à celle de Boscawen, dont l'arrivée prochaine dans les parages des Iles ne faisait plus de doute. Dupleix, au reçu de cette correspondance, devait tout natu-

tain. Je ne veux point blâmer son silence, non plus que son indifférence à prendre langue à Karikal : je me contente de vous envoyer copie de la lettre que m'a écrite M. de la Porte-Barré, et de vous assurer que s'il avait été instruit comme il l'eût été de la situation de l'escadre anglaise, elle ne subsisterait plus. J'avais envoyé des avis partout, et mes derniers à Madrast étaient qu'en cas que l'escadre qui devait venir ne fût pas assez forte pour tenir tête à celle de l'ennemi, qu'elle n'avait pas d'autre parti à prendre que celui de s'embosser sous le canon de Madrast. Ce parti sans doute n'a pas paru convenable, et on en a choisi un autre qui va mettre les équipages sur les dents et peut être hors d'état de revenir dans l'Inde. J'avoue que lorsqu'ils seront joints à ceux qui doivent venir d'Europe, qu'ils seront bien plus en état d'attaquer l'ennemi : mais aussi, celui-ci va avoir le temps de se joindre à ceux que vous m'annoncez, et dont il y a longtemps qu'on nous menace. L'escadre actuelle dissipée ou délabrée, elle était forcée de se retirer à Bengale, d'autant mieux que plusieurs des vaisseaux qui la composent font beaucoup d'eau, et le faible reste de leur monde

rellement supposer que les vaisseaux de l'expédition qu'on annonçait de France étaient sur le point d'arriver et que Bouvet était allé se joindre à eux. Il conserva longtemps encore l'espoir de voir arriver à son secours le marquis d'Albert et ses vaisseaux, et apprit seulement au mois de janvier 1749, par les lettres qui lui parvinrent de France à cette époque, le désastre des flottes françaises envoyées aux colonies.

est sur les dents : l'autre arrivant de suite, elle se trouvait hors d'état de rien entreprendre. Ce coup manqué, il sera difficile de le retrouver. . . .

. . . . . .

26 juillet 1748. M. Louet.

Monsieur,

J'ai bien reçu avant hier l'honneur de votre lettre du 3 du courant. Puisque vous avez eu le bonheur de faire entrer le bot dans la rivière, j'espère que vous aurez pu l'expédier à l'arrivée de mon premier paquet. Il était important qu'il partît promptement.

Par un vaisseau danois, j'apprends que l'escadre de Boscawen était partie du Cap le 10 de mai : elle ne peut tarder d'arriver. Je vous prie au reçu de la présente de faire choisir parmi vos [*illisible*] une centaine de bonne volonté avec autant de Caffres que vous pourrez pour se rendre par terre ici, en suivant la route que M. de Mainville et d'autres qui sont venus après lui [ont suivie]. Je ne crois pas qu'il convienne qu'ils aient des armes : ce serait peut-être une difficulté à leur passage. Je crois aussi qu'il conviendrait de les diviser par escouades, avec un officier de bonne volonté et un peu au fait des gens du pays. Je tiendrai du monde à Attour pour leur indiquer la route qu'il leur faudra prendre, soit de Madrast, ou d'ici, suivant les circonstances. Vous pouvez m'envoyer de même une centaine de vos meilleurs cipayes, et

je vous prie de lever toutes les difficultés qui pourraient se présenter tant pour eux que pour les premiers, et de donner aux officiers l'argent nécessaire pour le voyage des uns et des autres, et le moins d'équipages que faire se pourra.

Je vous prie de dire à M. du Passage que j'ai reçu sa lettre et que je n'ai pas d'autre réponse à lui faire que celle que je vous ai déjà fait.

Comme j'ai un passeport pour tout le pays de Maïssour, je tiendrai un brame à Matécarré, qui à chaque escouade qui se présentera montrera le passeport. Agissez de même pour le pays des [*illisible*]. Voici un petit mémoire sur cette route, de M. Mainville. On prétend qu'avec une lettre de votre part au Samorin, qu'il serait facile de faire passer tout le corps ensemble sans être obligé de faire des escouades, et même avec leurs armes, ou du moins le tiers armé. Je crois que ce serait le plus sûr parti. Ces divisions traînent en longueur.

26 juillet 1748, M. Barthélemy.

Monsieur,

Je réponds à l'honneur de votre lettre du 24 du courant. Vous m'envoierez ceux des cadets dont vous n'avez pas absolument besoin, et vous pourrez y joindre une douzaine de soldats, lesquels, avec 50 cipayes, seront suffisants pour escorter les poudres. J'envoierai à Sadrast un pareil nombre de soldats pour remplacer vos cadets, qui avec les

autres soldats s'en retourneront à Madrast. Je vous ai déjà écrit sur le sieur Villeman.

Sur la montre du biscuit que vous comptez m'envoyer, je vous marquerai mon sentiment. A mesure que vous recevrez du nelly, il faudra le faire piler afin d'être tout prêt à le livrer aux vaisseaux. Avez vous des futailles pour les salaisons, sans quoi il faudra vous contenter de ramasser des bœufs, cochons et cabrits vivants ? Vous ne sauriez trop en avoir.

Vous avez bien fait de mettre les sieurs du R** et R** sous la garde de deux officiers. Vous pourriez faire passer ici le premier : je ne vois pas son séjour à présent fort nécessaire à Madrast.

Ne vous pressez point de nous envoyer les serges : nous avons de quoi et au delà pour habiller notre garnison, et lorsque vous pourrez les envoyer vous pourrez les tirer des caisses et les accommoder comme vous dites. Marquez moi le jour du départ des poudres.

Dites moi si un nommé le Febvre, de votre garnison, est arrivé à Madrast. Je suis en peine de lui depuis que j'ai appris qu'un blanc avait été assassiné et volé sur la route.— J'ai l'honneur, etc.

26 juillet 1748, à deux heures après midi, M. Barthélemy.

Monsieur,

Je viens d'apprendre par un vaisseau danois arrivé à Trinquebar que l'escadre de Boscawen était partie du Cap le dix neuf de mai. Ainsi, si

elle n'a pas relâché ailleurs, elle ne peut tarder d'arriver : c'est pourquoi je ne puis trop vous presser d'expédier la *Princesse* aussitôt la présente reçue, ainsi que les poudres que je vous ai demandées. Ne dites à personne ce que je vous marque, et songez aux provisions de grain et de paille pour les chevaux.

J'ai l'honneur d'être, etc...

27 juillet 1748. M. Barthélemy,

Monsieur,

Nous avons un extrême besoin d'anspects. Comme il vous en est venu des Iles un millier, faites, je vous prie, tout ce qui dépendra de vous pour nous en envoyer au moins 600 par chelingues.

J'ai l'honneur, etc...

31 juillet 1748, M. Barthélemy.

Monsieur,

Depuis longtemps je suis averti des transports immenses de bois qui se sont fait et se font journellement de Madrast. Sans doute que vous ignorez ce qui se passe à ce sujet et que sous prétexte de petite quantité que vous permettez peut-être, on en fait sortir de prodigieuses. Je n'ai pu jusqu'à présent vous indiquer rien de positif. Il n'y a que depuis quelques jours que je suis informé qu'un nommé Peroumal Modely en a fait transporter une

belle quantité à Saint Thomé. C'est pourquoi j'envoie dix pions d'ici qui s'empareront de l'endroit où sont enfermés ces bois et l'un d'eux se détachera pour vous porter la présente afin que vous agissiez en conséquence. Je sais qu'on vous a trompé sur cet article ; ainsi j'espère que vous serez sur vos gardes sur tout ce qu'on voudra vous insinuer à ce sujet. Non seulement il y a des bois de teck, mais aussi de rouge, et c'est un choulia au service de ce Peroumal Modely qui est chargé de ce transport. Vous devez aussi vous souvenir que l'on vous a recommandé de garder tout le bois des maisons malabares et autres qui ne sont pas soumises à l'ordonnance du Conseil et de n'en point laisser emporter ou [*illisible*] à qui que ce soit. Relisez les lettres que j'ai eu l'honneur de vous écrire précédemment à ce sujet. J'ai celui d'être très sincèrement, etc...

1er août 1748, M. Barthélemy.

Monsieur,

Je reçus hier l'honneur de votre lettre du 29 passé. J'attendrai la nouvelle du départ des poudres pour faire partir d'ici le détachement. Il est certain qu'il y a eu un homme d'assassiné, mais je crois que c'est un déserteur de Goudelour dont le camarade est ici depuis quelques jours. L'on doit m'envoyer le vol et le voleur de M. de Rumière : on prétend que c'est un homme d'ici qui l'a [commis ?].

Vous pouvez faire travailler les anspects : cela

en diminuera le poids, et il en tiendra davantage dans les chelingues. Ordonnez qu'ils soient longs.

Vous avez sans doute oublié que ce Balachetty est le prête-nom pour l'achat prétendu du coton à Madrast. Comment voulez vous qu'on puisse se fier à des gens qui travaillaient de concert à faire tort à la Compagnie. Il est faux qu'il soit le fils de Annapachetty : il n'est que son neveu, et si, comme il le dit, il est à la tête du tamazal de Pondichéry, que fait-il à Madrast ? Est-ce là sa place dans un temps que l'on travaille à force à la monnaie ? On acceptera pour caution Taircavy, et non Chamondas qui est l'ennemi déclaré des Français et un fol à lier.

J'ai défendu à mes gens de se fourrer dans aucune affaire à Madrast. Ainsi, Apou ne sera pas reçu pour la caution de Ragapamodely : on se contentera de Chariapa.

Je souhaite que vous soyiez venu à bout de vous débarrasser de la *Princesse* : le temps presse.

Vous verrez ci-joint une lettre en langue télingua d'un nommé Papaya, de Tevenapatam, à Linguarazou, habitant de Saint Thomé, par laquelle vous verrez qu'il y a dans le [*illisible*] des effets à un nommé Vingataquichenamachetty, dans une maison que l'on n'indique point. Vous verrez par cette lettre qu'on veut les faire sortir et que l'on ne veut [pas] qu'on sache le nom de celui à qui ils appartiennent. C'est à vous à donner vos ordres pour faire cette découverte.

J'ai l'honneur d'être très sincèrement, etc...

7 août 1748, à 7 heures du matin, M. Barthélemy.

Monsieur,

Je vous expédie la présente en diligence pour vous donner avis de l'arrivée de l'escadre de Boscawen, qui est actuellement au large vis à vis de cette place, afin que vous preniez vos précautions. Je ne manquerai pas de vous donner avis du mouvement qu'il pourra faire.

J'ai l'honneur, etc...

8 août 1748, M. Barthélemy.

Monsieur,

Je reçois l'honneur de votre lettre du 6 du courant. Si le naynard et le nommé Pèdre dont vous me parlez n'ont pas été tels qu'on le pensait, vous avez dû vous défier et vous tenir sur vos gardes, ce qu'il paraît que vous avez fait. Ma lettre du 31 ne vous disait rien sur tous les faits dont vous me parlez : je les ignorais, et vous ne me dites pas que vous allez faire examiner ce Peroumal Modely dont je vous parle. Je vous donne avis de ce qui vient à ma connaissance pour que vous examiniez le fait.

(Suivent des passages relatifs au transport de bois à Saint Thomé pour le compte de Peroumal Modely, et de l'enquête à faire à ce sujet...)

. . . . . Votre surprise

de ce que je vous marque ne m'empêchera pas de vous donner avis de ce qui viendra à ma connaissance, et je continuerai de vous dire que le même choulia qui a tiré de Madrast les bois de Peroumal Modely doit en tirer de même des marchandises et d'autres effets pour 4 à 5.000 pagodes : que vous êtes entouré d'espions, qu'un nommé Terranangalavaqui, marchand de nelly, que je vous avais ci-devant indiqué pour tel, et que je vous avais prié de faire arrêter, est à Madrast, ainsi qu'un certain Sciallaretty, intime et associé de Comané. Tous ces gens là, et bien d'autres, à l'abri de quelques fanons qu'ils fournissent aux principaux noirs, se moquent de vous et des ordres que je puis donner : cependant vous devez plus que jamais veiller sur tous ces coquins là. L'arrivée des vaisseaux anglais va les rendre encore plus insolents : mais j'espère que vous redoublerez d'attention.

Les vaisseaux dont je vous parlais hier ont achevé de mouiller ce matin à Goudelour. Le commandant paraît être en très mauvais état, ainsi que tous autres, qui aussi bien que lui sont démâtés de plusieurs mâts et font beaucoup d'eau. L'on assure que c'est la suite d'un combat entre une de nos escadres et eux : d'autres disent qu'ils ont avoisiné trop près l'Ile de France, dont on les a chassés en chien courtaut : pour moi, je suis très indécis sur tout cela, et ce peut être quelque coup de vent qui les aurait mis dans cet état. Cela se débrouillera incessamment : le nombre des vais-

seaux, tant petits que grands, était de seize, et quatre brigantins.

Informez vous de la paille et du grain dont je vous ai marqué de faire provision et envoyez nous les anspects : M. Paradis m'a assuré que vos fossés du Nord et du Sud sont extrêmement commodes pour mettre les bestiaux et les chevaux. Je vous marque cela pour que vous vous en souveniez dans le temps.

J'ai l'honneur d'être très sincèrement, etc...

12 août 1748, M. Barthélemy.

. . . . . Je souhaite que les Anglais s'en tiennent aux réflexions que vous faites : mais j'en doute, et je vous prie de vous tenir prêt à tout évènement. Surtout augmentez le nombre de cartouches dont je vois avec peine que vous n'avez que 30.000, nombre qui ne serait pas suffisant pour un seul jour d'attaque un peu vive. Il y a de la négligence dans votre capitaine d'armes, et si vous lui aviez donné ordre d'en faire, il mérite d'être puni sévèrement. C'est à vous, Monsieur, à juger du châtiment qu'il mérite pour une faute aussi considérable.

Non seulement je compte que les Anglais n'auront pas votre place à aussi bon marché que nous l'avons eue, mais je suis bien persuadé qu'ils échoueront devant elle. Il me paraît, suivant que je l'apprends, qu'ils ne sont pas déterminés sur le parti qu'ils ont à prendre. Ils ont écrit au nabab pour se joindre à eux, marque de leur faiblesse,

et en même temps que sans cette jonction ils n'entreprendraient rien par terre. L'on m'a assuré que le nabab avait fait refus : cela ne pouvait être autrement après avoir été si bien étrillés, et [ils] se trouvent actuellement dans le plus grand embarras. Il est donc à présumer que si les Anglais ont quelque dessein, que ce sera par mer, et que le tout se réduira à quelques bombes et coups de canon contre le sable et les murs. Cependant il est bon que vous veilliez sur les chelingues jusqu'à Covelon, et que vous écriviez aux alvadars des dits lieux que le nabab voulant observer la neutralité et tenir son pays en tranquillité, que vous êtes persuadé qu'ils ne feront rien de contraire en fournissant aux Anglais chelingues, vivres, etc... : que si vous aviez connaissance qu'ils aient agi autrement, vous seriez obligé, contre votre volonté et celle de toute la nation, de ravager leur pays, et de vous emparer des places qu'ils occupent au bord de la mer.

Ce n'est pas des environs de Pondichéry que nous tirons nos provisions : on les tire à plus de trente lieues à la ronde : ainsi, vous pouvez faire la même chose. Quant aux fonds, on vous fait passer une lettre de change de 30.000 roupies. .

. . . . . .

7 août 1748, M. Louet.

Monsieur,

L'escadre de Boscawen va mouiller à Goudelour au nombre de seize vaisseaux, dont six de

guerre et *(illisible)* de Compagnie : je ne puis encore vous dire l'état de ces vaisseaux : on dit qu'il lui est déserté beaucoup de monde au Cap. Sous quelques jours je vous marquerai ce qui en est. Vous ferez toujours part de cette arrivée à ce qui pourra se présenter chez vous. Je vous prie de presser le départ des gens que je vous ai demandés par ma dernière dont vous avez ci joint le duplicata et leur dire de presser leur marche. Ils trouveront de mes nouvelles à Attour.

J'ai l'honneur, etc...

8 août 1748, M. Louet.

Monsieur,

Vous avez ci joint le duplicata de celle que je vous écrivis hier. Je vous prie de faire passer les présentes en toute diligence à Goa.

Le délabrement dans lequel a paru le commandant Boscawen et plusieurs vaisseaux de son escadre avait fait penser ici qu'il lui était arrivé quelque fâcheuse aventure. La nouvelle s'en confirme de jour en jour, et l'on assure qu'il a rencontré il y a une quinzaine de jours une escadre française qui paraît avoir repoussé la sienne d'importance, puisque le bruit est qu'elle leur a enlevé quatre vaisseaux de guerre et deux marchands. Il est certain que le commandant coule bas, qu'il est démâté de plusieurs de ses mâts, ainsi que quatre autres : et qu'on a débarqué et débarque encore à Goudelour un grand nombre de blessés. Quelques

jours de plus nous mettront plus au fait. Je vous recommande toujours la prompte expédition de ce que je vous ai demandé par mes dernières.

J'ai l'honneur, etc...

du 8 août.

Depuis ma lettre écrite, j'ai eu un peu plus de détail du combat des Anglais. On dit que la rencontre des escadres s'est faite avant la nuit : que le combat aurait cessé alors : mais que le lendemain au matin il aurait recommencé, et que les nôtres auraient enlevé deux vaisseaux de guerre, les plus gros après celui de Boscawen, et sur l'un desquels était celui qui devait lui succéder, et deux vaisseaux de Compagnie : qu'un autre vaisseau de guerre anglais aurait été si maltraité qu'on avait été obligé de l'abandonner en mer après en avoir tiré le monde. Ce combat a dû se donner en pleine mer. Si cette nouvelle se confirme, cette nouvelle escadre se trouve réduite à trois vaisseaux de guerre qui sont, dit-on, bien maltraités.

10 août 1748, M. Barthélemy.

. . . . . .

Le combat des Anglais avec une de nos escadres se confirme : l'on assure qu'il leur en coûte trois vaisseaux de guerre et deux de Compagnie et qu'il a été donné en deçà du Cap de Bonne Espérance. On travaille à force à Goudelour à mettre le vaisseau du nouveau commandant et

trois ou quatre autres en état de tenir la mer. Il paraît que le combat a été vif. Il règne beaucoup de désunion entre Griffin et le nouveau commandant. Il faut espérer que tout cela se terminera à notre avantage. . . .

12 août 1748, M. Barthélemy.

. . . . . .

Le délabrement, les pertes et le combat de l'escadre anglaise se confirment, et suivant le détail des nouveaux avis, il n'y a pas de doute que ce soit à Maurice que l'affaire a eu lieu. Si la perte est telle qu'on l'assure, que l'on fait consister en trois vaisseaux de guerre et un [ou] deux de Compagnie, les forces de cette escadre sont bien diminuées. Jusqu'à présent il n'a été descendu à terre que des malades et des blessés en grand nombre. On n'ose hasarder les *(illisible dans le manuscrit)* à terre de crainte de désertion. Elle a été considérable au Cap, où il y a même eu une espèce de sédition sur ce que ces troupes, qui sont embarquées de force, et qui sont de celles qui ont servi sous le Prétendant, ont été trompées sur les promesses qu'ils n'iraient que jusqu'au Cap de Bonne-Espérance pour renforcer les vaisseaux et revenir ensuite en Europe. Si toutes ces circonstances sont vraies, les Anglais n'entreprendront rien par terre . . . . . .

. . . . . .

17 août 1748, le P. Antoine (1).

. . . . . .

Il est assez particulier que M. Boscawen fasse la confidence à Coja Petrus de ses desseins : sans doute qu'il ne craint point qu'ils soient rendus publics. L'assurance où il est sans doute de la réussite l'empêche d'observer le secret. Cependant les forces qu'il a amenées ne sont pas assez redoutables pour ne pas observer les ménagements les plus ordinaires. . . . . .

. . . . . .

L'avis à Coja Petrus de mettre un petit pavillon anglais de Madrast sur les maisons est singulier : ne semble-t-il pas que cet Arménien serait le maître de cette ville ?

La prison de Griffin est une nouvelle fausse, ainsi que la reddition du vaisseau de Bassora. . .

. . . . . .

19 août 1748, M. Barthélemy.

. . . . . .

Il se tient tant de charrades sur les Anglais que je ne puis vous rien dire de positif sur leurs intentions. Je veille autant que je puis, et je ne puis encore entrevoir pourquoi ils se détermineront. Leur nombre de vaisseaux est beaucoup diminué.

On écrit de Palliacatte que Coja Petrus se vante

(1) Le P. Antoine de la Purification, *alias* abbé de Noronha, neveu (ou soi-disant tel) de Madame Dupleix.

beaucoup d'une lettre qu'il a reçue de M. Boscawen. Je ne me suis jamais trompé sur le chapitre de cet Arménien, et quelque faveur qu'il ait reçue de nous, il n'en sera jamais reconnaissant. L'on dit que M. Boscawen lui a écrit que lorsqu'il se présentera devant Madrast, qu'il ait soin de faire arborer un petit pavillon anglais sur les maisons qui peuvent lui appartenir et aux autres Arméniens. Je pense que si ce drôle et ses adhérents étaient capables d'une telle impudence, que vous auriez soin de faire pendre à la gaule de leurs pavillons lui ou ceux qui auraient cette audace. Il est même à propos, et je vous le prescris, de lui refuser l'entrée de votre ville s'il s'y présentait, et de tenir ferme à ce que je vous marque. Mandez-moi quand vous ferez partir votre convoi de blé, afin que j'envoie au-devant.

L'on m'a appris que le chef de Sadrast avait reçu l'ordre de se comporter avec nous comme par le passé.

J'ai l'honneur d'être très sincèrement,. . . . .

Pondichéry, 20 août 1748, M. David.

Monsieur,

Par une lettre du 6 de ce mois de M. Louet, j'apprends l'arrivée à Mahé du navire l'*Hercule*, qui apporte la nouvelle de l'arrivée à votre île de l'escadre anglaise composée de vingt six vaisseaux tant grands que petits. Il aura appris en même temps l'arrivée à cette côte de toute cette même

escadre au nombre de vingt vaisseaux dont quatre à charges : ainsi, il en manquerait cinq ou six. Il a couru ici tant de bruits différents à son sujet qu'il a été aisé de s'apercevoir par le délabrement où les principaux vaisseaux de cette escadre se sont montrés qu'il leur était arrivé quelques aventures fâcheuses. Ce ne peut être qu'à votre île où sans doute ils auront été menés de la bonne façon. Tout ce que je pourrais vous dire à ce sujet ne peut être aussi certain que ce que vous savez mieux qu'un autre, puisque ce sera sous vos yeux et par votre ordre que les choses se seront passées. Il faut que leur séjour n'ait pas été long, puisque, mouillé le quatre de juillet à votre île, le commandant a mouillé à Goudelour le cinq août. Je ne puis aussi vous dire certainement ce que sont devenus les vaisseaux qui manquent. Si je dois m'en rapporter aux discours que les espions me font, on aurait pris ou coulé trois navires de guerre, et pris deux de Compagnie : mais cela ne s'accorderait pas avec ce que M. Louet me marque de la prise du *Magnanime,* de la relâche du *Cumberland* et qu'il n'y avait que l'*Alcide* arrivé à vos îles et que de l'*Arc-en-Ciel* on n'avait point aucune nouvelle. Je vous avouerai que je suis [indéchiffrable] de voir les malheurs cruels qui surprennent notre marine et surtout ce qui [regarde ?] notre colonie. Cependant, si les forces de Toulon arrivent et l'*Arc-en-Ciel*, nous sommes très en état de faire face à l'ennemi : car suivant toute apparence il y aura une séparation dans

l'escadre d'Angleterre d'autant plus certaine que plusieurs vaisseaux de la première sont hors d'état de tenir la mer, et qu'il y a une grande division entre les deux chefs. Les navires qui auront besoin de radoub iront à Bengale; je ne puis vous dire où iront les autres.

Je comptais le bot parti : mais M. Louet me marque qu'il n'a pu l'expédier, et qu'ayant su ce qui s'est passé à votre île, il avait pris le parti de le garder jusqu'à ma réponse : ainsi, ce sera par lui que vous recevrez la présente. La *Princesse* est partie du 3 ou 4 du courant. Elle vous porte une expédition telle que celle que je vous envoyais par le bot. J'espère qu'elle vous parviendra heureusement. Deux ou trois jours de plus, elle n'aurait pu partir.

M. Louet me marque qu'il va envoyer l'*Hercule* à Goa. Je vais lui donner l'ordre de l'expédier de là pour les [îles ?] avec une cargaison telle qu'il vous la faut. Les desseins des ennemis ne sont pas encore éclaircis. Nous les attendons de pied ferme ici et à Madrast. Grâces à Dieu et à vous, nous sommes bien en état de parer à tous les coups qu'ils voudraient nous porter, et nous attendons avec patience les secours que la Providence et vous pourrez nous envoyer. Je n'ai rien à ajouter aux ordres dont mes précédentes vous auront informé. Le plus ou moins dépendra du nombre de vaisseaux que vous nous [enverrez] (1).

(1) Le déchiffrement donne pour ce mot « *ennemis* ». C'est évidemment une erreur de chiffrage.

Le plus sera toujours le mieux. Je crois que l'arrivée de l'*Hercule* tiendra les ennemis en inquiétude, et que la séparation ne se fera que plus tard. Il paraît, par l'arrivée de l'escadre anglaise, que son séjour à votre île n'a pas été long. Sans doute que la façon dont elle y aura été reçue l'aura engagée à prendre bien vite son parti. Je vous en fais mon compliment, et rien n'est plus favorable et plus heureux que cet évènement. J'avais eu avis par un vaisseau danois qui était au Cap en même temps que cette escadre qu'elle devait aller à vos îles : mes inquiétudes à ce sujet n'ont que peu duré. La prompte arrivée ici de l'escadre ennemie et les bruits qui se sont répandus m'ont tranquillisé. Je vous prie aussi de l'être sur notre chapitre. J'espère qu'avec l'aide de Dieu et des braves gens qui sont ici, que nous rendrons inutiles toutes leurs tentatives.

J'ai l'honneur d'être avec bien de la considération, etc...

(Archives de l'auteur, série A, registres 4, 5 et 8, passim.)

XX.

Deux lettres de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux.

---

21 août 1748.

Messieurs,

Je viens d'apprendre par le vaisseau l'*Hercule*, arrivé à Mahé, que l'escadre de M. Boscawen avait mouillé au Tombeau de l'Ile de France le quatre de juillet, et que de l'Ile de Bourbon on avait expédié une chaloupe à Foulepointe où était ce vaisseau, pour venir apporter à Mahé cette nouvelle. Cette escadre n'a point fait un long séjour à cette île, puisque le 5 d'août le commandant mouilla à Goudelour, et le restant le 7, au nombre de 16 vaisseaux et de quatre ou cinq brigantins. Il s'est répandu tant de divers bruits sur le délabrement où cette escadre a paru ici, que je n'ai pu jusqu'à présent savoir les vraies raisons de ce délabrement, dont le commandant et trois ou quatre autres vaisseaux se ressentaient plus que les autres. Depuis leur arrivée, ils ont été occupés à raccommoder leurs vaisseaux, et jusqu'à présent leurs desseins n'ont pas encore éclaté. Ils tiennent à ce sujet des propos qui ne répondent du tout point à leur situation ni à la nôtre, qui est aussi bonne qu'elle peut l'être sans vaisseaux. L'on m'a fait espérer que nous ne tarderions pas à avoir bientôt les nôtres, et il est certain que ceux des

Anglais seront obligés de se séparer, tant pour subsister que pour se radouber : ainsi les nôtres auront beau jeu. Madrast est dans le meilleur état, ainsi que Mahé et Karikal. La saison, de plus, s'avance, et notre bonne volonté, soutenue de la Providence, nous fait espérer que les desseins des ennemis seront confondus. L'attention que je prête à tous leurs mouvements et l'approche de quelqu'unes de leurs troupes vers Archiouak m'empêchent de m'étendre. Je le ferai plus amplement quand je serai débarrassé de mes inquiétudes.

J'ai l'honneur d'être avec respect, etc...

28 août 1748.

Messieurs,

La présente est uniquement pour vous accuser réception des paquets qui concernent l'escadre de M. le marquis d'Albert, et qui décident du sort de la ville de Madrast. Je donnerai une singulière [attention] à l'exécution de tout ce qui m'y est prescrit par la Cour et par vous, Messieurs. L'ennemi ayant fait ses approches du côté d'Archiouak au nombre, dit-on, de 14 ou 1500 blancs et deux ou trois mille noirs, attaqua avec ceux-ci le petit camp retranché que j'y ai tenu pendant plus de six mois. Des cipayes seuls le défendaient et avaient ordre après quelques décharges de mousqueterie de leur part, de se replier sur un corps de troupes que je tenais à Ariancoupan : mais ces

cipayes, extrêmement braves, soutinrent l'assaut avec intrépidité, et repoussèrent trois fois l'ennemi avec perte considérable de la part des noirs anglais, sans aucune de la nôtre. Enfin, l'ordre leur ayant été rendu de se retirer, ils firent la plus belle retraite du monde. Ce choc a fort dégoûté les troupes noires des Anglais. Les blancs ne l'ont pas moins été dans une attaque imprudente que tous leurs corps firent du fort d'Ariancoupan, à la pointe du jour le surlendemain, qu'ils prétendirent prendre sans échelles ni grenades. Cette témérité leur a coûté au moins cent blancs, dans lesquels sont compris leurs meilleurs et principaux officiers. Depuis cette action ils se sont occupés à élever une batterie qui bat en même temps le fort et deux petites batteries que je tiens en deçà de la rivière. La canonnade a commencé ce matin : le fort et les petites batteries y répondent. Toutes ces opérations leur coûtent huit jours, s'ils viennent à bout de passer la rivière, ce qu'ils pourront faire, mon intention n'étant que de leur causer du retardement dans leurs opérations, à quoi, grâce à Dieu, j'ai parfaitement bien réussi. Voilà où les choses en sont jusques à présent. Leurs vaisseaux mouillés au sud de Pondichéry vis à vis le camp qu'ils ont établi sur des sables brûlants, n'ont fait encore aucune tentative du côté de la mer. Ils y seront bien reçus ainsi que partout ailleurs : c'est sur quoi je vous prie de compter et d'être tranquilles.

Les braves officiers qui commandent à Ariancoupan sont MM. Prévot de la Touche, capitaine,

Law et de la Borderie. Ces trois jeunes gens se distinguent parfaitement.

Je ne puis guère vous faire d'autre détail. Je suis trop occupé à pourvoir à tout et à répondre aux fréquents billets que je reçois de notre petite armée. Il y a bien de la bonne volonté dans tous : MM. les officiers et les troupes et les cipayes sont à merveille.

J'ai l'honneur d'être avec respect, etc...

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, p. 1-2-3.)

XXI.

Extrait d'une Relation du siège de Pondichéry, conservée aux archives du Ministère des Colonies.

La Touche. . . . . se retira en fort bon ordre après l'avoir défendu (le fort d'Ariancoupan) neuf jours sans perdre un seul homme. Les ennemis, voyant cela, ne manquèrent pas de venir s'emparer de ce fort avec une fanfaronnade extraordinaire, y arborant quatre grands pavillons aux quatre angles, comme s'ils l'avaient pris de force. Toutes nos troupes se retirèrent à Pondichéry en fort bon ordre le 4 septembre.

Le lendemain de cette expédition, les dames anglaises vinrent complimenter le général Boscawen sur ses beaux exploits. Dans son enthou-

siasme, il les remercia fort poliment, leur donna dans le fort un bal et un festin en réjouissance, et leur promit avec serment de leur en donner un plus beau avant dix jours dans le Gouvernement de Pondichéry. Cette réjouissance fut également faite à Goudelour au bruit de 21 coups de canon, et de là passa à Tellichéry avec la même fanfaronnade.

(Archives du Ministère des Colonies. — C² 82, folio 132.)

XXII.

Lettre de Dupleix a Barthélemy, du 7 septembre 1748.

Monsieur,

Les ennemis sont enfin sortis de leur léthargie, et ont commencé hier matin à passer la rivière, vis à vis de l'endroit qui fait face à la chauderie d'Arombaté. Ils ont fait autrement à Comapac ; ils ont fait leur route pour passer au dessus d'Oulgaré. Lorsqu'ils ont été par le travers de cette aldée, ils ont voulu voir s'il n'y avait pas moyen de s'approcher un peu des limites, mais on ne leur a pas donné longtemps le temps de la réflexion par le moyen de deux batteries qui se croisaient qui leur ont fait suivre leur première route et monter le coteau qui est au delà d'Oulgaré, où ils ont continué jusqu'à ce qu'ils aient été vis à vis du poste de Charonne, ou pour mieux vous expliquer,

en face de la porte Valdaour : il était pour lors environ deux heures après midi. A trois heures et demie, un corps d'environ 100 hommes a descendu le coteau avec deux pièces de canon, qui de la moitié chemin ont commencé à tirer sur les limites pour voir s'il y avait quelqu'un. Une demi-heure après ils en ont joint deux autres et deux mortiers qui ont jeté des bombes de 40 à 50 livres sur les limites, qui n'ont fait de mal à qui que ce soit. Ils se sont approchés en tâtonnant jusqu'à la nuit, que toutes nos troupes, suivant l'ordre qu'elles en avaient, se sont repliées dans la ville, après avoir mis le feu partout, enlevé toutes les batteries, et fait entrer tous les habitants et bestiaux de façon qu'ils ne trouvassent pas un fanon de subsistance. Toute la nuit ils n'ont osé pénétrer dedans les limites, et ce n'est qu'au matin qu'ils ont eu cette hardiesse, après avoir encore tâtonné de quelques coups de canon. Tout le monde jouit de la meilleure santé et se propose de bien se mesurer contre l'ennemi s'il s'approche des murs : il me paraît que depuis l'histoire d'Ariancoupan ces gens là sont extrêmement circonspects et ne se hasarderaient pas volontiers. Voilà tout ce qu'il y a de nouveau jusqu'à présent. Ci-joint un paquet pour Mazulipatam que je vous prie de faire passer aussitôt qu'il vous parviendra. . . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre 8, p. 39.)

---

pour :

⊕ Vous y trouvés que je pense comme vous sur les Prisonniers des V.T. de Brest, je pense tout autrement de la plus Cruel et plus préjudiciable guerre que nous ayons des mêmes termes que les anglois, avec cette difference que vos plénipotentiaires pour juger et quel ne Retourneront jamais la France de tous de ses équipages.

j'ai reçu depuis peu de Copie de la Lettre de Sa Majesté à M. l'Amiral au sujet des V.T. Hollandois ou agra dans l'isle en Prisonniers.

906 ~~0~~ 917 ~~4~~ 1254 821 1568 12 6 455 1295 456 1011 454 1550 20 12 655 458 1523 1181 401 118 1478 4 mon- 620 7 ~~1550 20 6~~ 203 613 907 30 279 5 455 19 19 francs- 1146 245 458 1500 au Roi doit je prétendre 1254 1051 1555 ~~6~~ 4 162 12 6 j'ai mis pas faite doublier 907 7 332 30 que nous avons reçu 277 5 4 455 1012 906 215 5 8 567 23 15 30 857 1434 639 42 1470 949 dont tout le 1180 1514 1470 939 3 ~~tandis que j'ai dû~~ et que j'ai vu obligé ~~en attendre que des Prisonniers d'Europe jugés de ce justifier de faite avec quels il n'y a jamais donné lieu a se transporter ne pour pas dire que je me le fais fait que pour prévoir pour des ennemis Europe et le ca- ~~pour bien~~ ~~ordonné~~ ~~ainsi~~ ~~prétendu~~ Vous assurer que pays dans de fins pour et d'après les lettres sur Exactes ~~je pour pour la partie plus Sévère que je ai reçu~~ Ainsi tout pays leur, j'apprendre mieux et pour leur ~~pour de prétendre donner Nation que quelque a prononcé~~ leur d'appartenance. Je crois à pas qu'il a les conseil ~~a~~ mieux ~~pas pour plus pour~~ ~~ainsi~~ ~~et que~~ Chaque de puis qu'il a pas Rapprocher je leur de ay Europe que ~~nation pour un peu de~~ ~~ainsi~~ ~~pour~~ ~~les~~ ~~pour~~ ~~Ville~~ ~~dans~~ ~~apprend~~ en prévenir et les Europe leur ayant a ses ~~pour~~ ~~en~~ ~~pour~~ ~~pour~~ ~~de~~ ~~Ville~~ ~~en~~ ~~pour~~ ~~pour~~ informations que le Roi de cette Ville Espoir pas pour ~~pour~~ ~~ainsi~~ ~~les~~ ~~Prisonniers~~ ~~que~~ ~~pour~~ Vous me demander des pays que ~~pour~~ ~~pour~~ ~~ainsi~~ ~~pour~~ ~~pour~~ ~~pour

XXIII.

Lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 19 octobre 1748.

Messieurs,

Mes lettres des 21 et 28 du mois d'août vous ont fait mention des approches des ennemis : après deux actions que je ne puis vous détailler à présent, ils sont venus le 6 du passé commencer le siège de cette place qu'ils ont levé le 17 du courant après des peines et pertes bien considérables qui vous seront détaillées dans une relation à laquelle on travaille à force et que je compte vous faire passer par un bot que je tiens prêt à Madrast pour être expédié pour les Iles aussitôt que je le pourrai. La présente vous parviendra par la corvette la *Naïade* que l'on me marque de Madrast être à Mahé, où sont encore les lettres qui m'étaient adressées par cette occasion. Je marque à M. Louet d'expédier au plus tôt ce petit bâtiment pour les Iles, où l'on a déjà renvoyé l'*Hercule* et le *Sumatra*.

Je crois que la Compagnie verra avec satisfaction tout ce qui s'est passé au siège. Il lui en coûte un excellent sujet, qui est le Sr Paradis, qui dès les premiers jours du siège reçut une blessure mortelle à laquelle il n'a survécu que deux jours. Cette perte, dans une telle occurence, m'avait frappé. La Providence a bien voulu qu'elle n'ait eu que des suites très honorables pour la nation. J'ai trouvé en général beaucoup de bonne volonté

dans les officiers et dans les troupes. Ceux qui se sont distingués seront nommés dans la relation sans exception aucune : ce sera à la Cour et à vous, Messieurs, à décider les récompenses qu'ils méritent.

Les occupations que m'occasionnent les suites d'un siège aussi long et aussi opiniâtre pour rétablir les choses et faire revenir l'abondance ne me permettent point de m'étendre à présent, d'autant plus que je ne saurais trop presser l'expédition de la *Naïade* qu'il faut soustraire, si elle ne l'est déjà, des griffes de l'ennemi. Tous vos établissements subsistent, et je vais donner mes soins à leur conservation. Dieu veuille qu'ils aient la même réussite qu'ils ont eu jusqu'à présent. J'espère que vous voudrez bien faire part à la Cour de l'heureux évènement dont j'ai l'honneur de vous faire part par le bot : j'aurai attention de l'en instruire en détail et de lui faire passer, et à vous, Messieurs, deux personnes (1), qui, présentes à tout, pourront répondre à toutes les questions qu'on pourra leur faire.

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, p. 4.)

---

(1) Kerjean et l'abbé de Fages.

XXIV.

Lettre de Dupleix a son frère (1), du 19 octobre 1748.

Je t'écris à la hâte, cher ami, pour te dire qu'après deux mois d'attaque et quarante jours de tranchée ouverte devant cette place, les ennemis ont pris le parti de décamper et de retourner à Goudelour avec bien de la perte et des peines, qui grâces à Dieu ont été inutiles. J'expédie pour l'Europe deux personnes qui, témoins oculaires de tout, répondront à toutes les questions qu'on pourra leur faire. Ils seront porteurs de plusieurs paquets pour la Cour et la Compagnie. Je compte que tu feras tous tes efforts pour rendre service à ces porteurs et que tu seras du nombre de ceux qui les présenteront à la Cour. L'évènement dont ils vous feront part est assez intéressant pour toi et pour moi pour que tu t'y donnes tout entier. La présente n'est que pour te prévenir, et je suis bien persuadé que mes envoyés arriveront aussitôt que la présente. A Dieu, cher ami, réjouis toi avec moi, et surtout remercions Dieu qu'il ait bien voulu se servir de moi pour la conduite d'une affaire qui sera toujours bien célèbre dans l'Inde et peut-être en Europe, si l'on veut bien y mettre les choses dans leur valeur. Ma femme, qui s'est comportée comme une héroïne et qui m'a été de la plus grande utilité, t'embrasse de tout son cœur ainsi que ta chère moitié et mes

(1) Dupleix de Bacquancourt.

neveux. J'en fais autant du meilleur de mon cœur, et autant qu'un homme accablé de fatigue et de veilles peut le faire. A Dieu encore une fois : ne m'oublie point et sois persuadé des tendres sentiments avec lesquels je suis du meilleur de mon cœur ton frère, ton ami et ton serviteur.

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, p. 5.)

XXV.

21 octobre 1748.

Lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 21 octobre 1748.

Messieurs,

Ma lettre du 19 du courant, qui, je crois, vous parviendra en même temps que la présente, ne contient qu'un détail succinct de l'heureux évènement dont elle vous fait part. J'en joins ici une relation en forme de journal, à laquelle vous pourrez ajouter foi, ayant été faite par une personne qui a tout vu, et l'ayant moi-même examinée avec bien de l'attention. Les deux personnes que je charge de vous la présenter pourront suppléer à des détails qui peuvent manquer à cette relation et qui souvent ne laissent point d'être intéressants. Ils ont été témoins de ce qui s'est passé, et mon neveu était chargé de la garde du bastion Saint-Joseph, un de ceux qui ont été le

plus vivement attaqués. M. l'abbé de Fages, un de vos aumôniers, a été présent à tout, et c'est à lui qu'est due la relation que je vous présente : il était bien juste qu'il eût l'honneur de vous la porter lui-même. Cette relation fait mention des officiers qui se sont distingués particulièrement : il n'y a point de doute que tous les autres ne s'en fussent tirés également bien : mais le bonheur a voulu que le Sr Prévot de La Touche se soit toujours trouvé commander les endroits que l'ennemi a attaqués. Le Sr Dancy, commandant ici la compagnie d'artillerie, s'est prêté de tout son pouvoir à bien établir et servir les diverses batteries qu'on a cru devoir opposer à l'ennemi. MM. de la marine, avec la meilleure volonté du monde, ont eu le chagrin de se tromper sur la portée de leurs canons : le feu de nos batteries de la mer faisait un tort considérable à l'ennemi sans qu'on s'en aperçût : on s'imagina mal à propos que nos boulets n'allaient point à mi-portée, et par les différents rapports qui me furent faits de ces batteries, je fis cesser le feu, qui, s'il avait continué, aurait coulé immanquablement plusieurs des vaisseaux ennemis. Cette méprise leur a été extrêmement favorable, et leur a donné tout le temps de faire pleuvoir un nombre bien considérable de boulets dans toute l'étendue de la ville. Il est peu d'exemples d'une canonnade si continuée et si multipliée : 300 pièces de canon n'ont cessé de canonner pendant douze heures, sans un moment de relâche : il est encore plus étonnant de voir le peu de mal

que cette pluie extraordinaire a fait. Les officiers du corps de réserve, à la tête duquel étaient MM. de La Tour, capitaine des grenadiers, d'Auteuil, capitaine des dragons, et Bussy, capitaine des volontaires, se sont portés à tout avec autant de bonne volonté que de bravoure. En général, tous les officiers dont les postes étaient fixes s'y sont tenus avec une assiduité dont je n'ai eu lieu que de me louer. Le nommé Cheik-Abd-oul-Raman qui avait dans la guerre de Mahé donné des marques de sa fidélité et de sa bravoure, et qui commande ici les cipayes, s'est distingué aussi bien que son frère Cheik-Assem d'une façon singulière. La relation en fait mention à chaque page. Je suis même très mortifié de vous dire que sans eux aucune des actions dont il est mention n'aurait eu lieu et 1257. 1064. $\overline{8}$. 455. 1057. 1502. 1327. 723. 7. 463. 1051. 940. 8. 7. ennemis aurait la (*ou* eu) 1534. 907. 176. 118. 277. $\overline{9}$. $\overline{190}$. $\overline{119}$. 277. 8. ses 29. 1272. 1548. 28. 27 (1) comme il l'eût souhaité.

(1) Les lacunes qui subsistent dans la reconstitution que j'ai pu arriver à faire du chiffre employé par Dupleix dans sa correspondance avec la Compagnie ne m'ont pas permis de traduire ce passage d'une manière satisfaisante :
« et 1257. 1064. $\overline{8}$. 455. 1057. 1502. 1327. 723. 7. 463.
quelque ? d, *ou* l, de nous tenir ren - fermé - s dans
1051. 940. 8. 7. ennemis aurait la (*ou* eu) 1534. 907. 176.
nos mu - r - s tranquil - le ?
118. 277. $\overline{9}$. $\overline{190}$. $\overline{119}$. 277. 8. ses 29. 1272. 1548. 28. 27 comme il
an - ce d' av - an - ce - r t - ra - va - u - x
l'eût souhaité.

Ce qui s'était passé à la sortie où M. Paradis avait été mortellement blessé m'avait absolument déterminé à n'en plus faire, et je puis vous assurer qu'il ne m'a été proposé d'en faire aucune, dont les jeunes officiers n'étaient pas peu mortifiés. Ces sortes d'actions extrêmement délicates exigent des chefs d'une certaine capacité, dont ceux qui sont à votre service manquent absolument. Je vous avoue que j'ai été extrêmement mortifié de ne pouvoir faire tout ce que nous pouvions et d'avoir vu manquer les plus belles occasions de détruire entièrement nos ennemis : on taxait de prudence ce qui serait ailleurs traité de [*illisible*] ou de timidité. Quelque attention réfléchie vous fera voir, Messieurs, la vérité de ce que je vous avance, et vous prouvera en même temps que je n'avais pas d'autre parti à prendre que celui d'augmenter tellement nos batteries, que notre feu, extrêmement supérieur à celui de l'ennemi, faisait taire le sien : moyen qui nous a si bien réussi qu'il s'est trouvé dans les retranchements des ennemis dix pièces de gros calibre hors de service, et qu'il a été forcé d'abandonner une entreprise qui, le mettant dans l'Inde sur le pinacle, nous réduisait dans la plus cruelle situation. C'est à la Providence à qui nous devons la conservation de cette place : quels travaux et quelles fatigues l'ennemi n'a-t-il pas essuyé pour la réduire ! Plus on les examine et plus on est étonné, et plus encore devons nous remercier Dieu de les avoir rendus inutiles. La faiblesse des bastions et des murailles

m'a souvent fait trembler, et sans la précaution que je pris de faire blinder les endroits attaqués, les brèches eussent été praticables en moins de deux jours. L'épargne qu'on a eu à leur construction sera quelque jour fâcheuse à la colonie.

Pour en revenir au chef de nos cipayes, je crois qu'il est très convenable qu'on envoie à cet homme et à son frère des marques certaines de la gratitude de la nation : il est de même important de se les attacher et de les conserver ici en temps de paix avec quelques uns de leurs gens, ne fussent que deux cents, pour servir de [*illisible*] par la suite. On leur doit assez pour faire tout ce que vous pourrez pour les attacher de plus en plus. Une lettre du ministre, avec une commission du Roi qui les déclare commandants en chef de tous les maures, cipayes, et autres de cette espèce dont on pourrait se servir par la suite, les flatterait infiniment, et encore plus si elles étaient accompagnées de médailles qui eût *(sic)* rapport aux évènements qui ont donné lieu à la reconnaissance. La Compagnie, de son côté, pourrait y joindre un présent honnête en armes propres et convenables aux Asiatiques, comme sabres, pistolets, fusils, etc...

Si j'ai lieu de me louer des cipayes et surtout de leur commandant, je ne puis en faire autant de vos employés, habitués à la vie la plus molle, remplis de sentiments qui prennent leur source dans la naissance de la plupart. Ils n'ont fait le service dans le fort, dont je les avais chargés de la garde, qu'avec une indécence que je ne puis

vous exprimer, et tenu des discours qui ne tendaient qu'à décourager nos officiers et nos soldats. Leurs officiers, qui sont MM. les Conseillers, ont eu beau leur montrer l'exemple par leur assiduité et leur fermeté ; rien ne pouvait les encourager, et certainement la Compagnie ne peut du tout point compter sur de pareils gens, et je crois que le chagrin des officiers des troupes ont d'être commandés par de tels gens dans vos colonies va augmenter considérablement : il ne sera pas très mal fondé. Il y a longtemps que j'ai l'honneur de vous parler de la nécessité du choix dans ceux que vous faites passer ici : je [le] fais plus que jamais, et je ne saurais trop vous prier d'y donner toute votre attention. Les sieurs Pichard et Grandmaison se sont tirés de la foule : l'un a toujours servi dans les dragons, et l'autre a constamment servi une batterie de canon dont il est mention dans la relation. Les sieurs Cornet et de Brain que j'avais chargés de la distribution des vivres s'en sont parfaitement acquittés ; le maître canonnier Burat est un excellent sujet ; je lui ai donné une augmentation d'appointements à titre de garde-magasin des munitions de guerre : il mérite quelque attention de la part de la Compagnie. Tous les maîtres d'atelier ont parfaitement bien servi : une petite gratification de votre part les flatterait infiniment. J'ai été obligé d'en faire quelques unes pendant la durée du siège, modiques à la vérité, mais nécessaires dans une telle circonstance.

Un des évènements les plus heureux du siège

est la destruction de la pagode qui depuis de longues années occasionnait un scandale continuel. Elle est enfin abattue et il n'en sera plus question non plus que des peines qu'elle occasionnait à vos Gouverneurs pour concilier les différents sentiments que l'on avait à ce sujet. Cet évènement console les Pères Jésuites des pertes que la destruction au dehors de leurs jardins leur occasionne.

L'on travaille à force à raccommoder le dommage de nos murs et de nos bastions. Celui de la gauche de la porte Valdaour est extrêmement endommagé. Si l'ennemi a travaillé avec ardeur, je puis vous assurer qu'elle n'a pas été moindre de notre part, et que les batteries, tant de dehors que de dedans que nous avons établies pendant le siège ont été aussi promptement faites qu'on pouvait le souhaiter, surtout les deux batteries entre les courtines dont l'amas de terre est prodigieux. La première de ces deux batteries a décidé du sort de la ville : vous le pourrez voir par la copie d'une lettre de M. l'amiral Boscawen qui m'est tombée entre les mains.

A la fin de la relation, vous y trouverez le nombre de nos gens tués ou qui nous manquent. Ce nombre eût été bien modique sans le triste accident du feu sur le bord de la rivière d'Ariancoupan qui nous mit tout d'un coup plus de cent hommes hors de combat et dont les deux tiers sont morts. Vous y trouverez aussi le nombre de nos blessés : celui des prisonniers que nous avons faits sur

l'ennemi, ainsi que celui de ses déserteurs. Dans le nombre de ces derniers s'est trouvé un capitaine écossais du parti du Prétendant qui n'aura d'autre alternative que de servir toute sa vie dans l'Inde pour soldat ou de perdre la vie sur la potence. Il a profité du premier moment qu'il a pu s'échapper pour se rendre ici, où tous les déserteurs qui sont comme lui dans le même cas, l'ont reconnu pour ce qu'il était effectivement en Europe. Son nom est Taylor (1), de la famille des [*illisible*]. J'ai cru que *(sic)* pour imiter ce qu'on fait en France au sujet de ces malheureux, devoir le mettre au nombre de vos officiers, jusqu'à ce que j'aie l'occasion de le faire passer en Europe.

Les Anglais en se retirant ont fait sauter quelque portion du fort d'Ariancoupan : le dommage n'est point aussi considérable qu'ils l'eussent souhaité, et l'on travaille à le rétablir. Tous les jardins dans les limites et hors des limites ont été ravagés. Il en résultera un bien pour la Compagnie et pour la place, en ce que tous ces terrains vont rentrer au pouvoir des rentiers et qu'il n'en sera plus fait qu'en dehors des limites.

Je ne suis pas bien informé des raisons qui ont pu engager un gendre du nabab à venir se joindre aux Anglais avec environ 300 cavaliers et 2 à 3

(1) Nous retrouvons plus tard ce même Taylor, en qualité de major des troupes anglaises, dans les opérations autour de Trichinapaly : ce n'était donc pas un déserteur, mais bien un émissaire secret des Anglais. Dupleix s'était, en cette circonstance, laissé tromper.

mille pions. J'avais lieu de penser avant le siège que ce seigneur était fort éloigné d'écouter les propositions des Anglais, puisqu'il affectait de me demander des secours contre un paliagarre qui lui donnait de la tablature. J'attribue ce changement aux approches de Sandersaheb, qui vient à la tête d'un corps assez considérable s'emparer du gouvernement de cette province. Sans doute que les Maures que le gouverneur à présent persuadés de notre bonne volonté (1) pour cet ancien ami voulaient s'épauler des Anglais, ou nous abattre de façon à ne pouvoir seconder Sandersaheb. Quelles que soient leurs intentions, il est fâcheux que le nabab lui-même avec tous ses cavaliers ne soit pas venu en personne partager la honte que son gendre a eue de sa fausse démarche. Les Hollandais sont dans le même cas : ils avaient fourni deux compagnies, composant ensemble le nombre de 117 hommes. Le sieur Roussel, qui avait su trouver grâce auprès de vous, commandait une de ces compagnies : cette démarche des Hollandais ne laisse plus douter de leurs desseins, et je vous assure que je vais suivre à la lettre les ordres que j'ai reçus du ministre et de vous à leur sujet.

Aussitôt que j'avais été informé de l'arrivée au Cap de Bonne-Espérance de la flotte anglaise, j'avais marqué à M. Louët de me faire passer par terre cent blancs de bonne volonté, tous les Cafres

(1) On peut rétablir assez facilement le sens de cette phrase tronquée, que j'ai transcrite telle que je la trouve dans le manuscrit.

qui étaient à Mahé, et une centaine de cipayes. Je lui mandais en même temps d'armer le tiers de ce monde. J'ignore encore les raisons qui l'ont empêché d'exécuter le dernier article. Ce défaut d'armes, ainsi que la longueur du temps qu'ils ont mis à se rendre ici, ont été la cause qu'ils ont été pour la plupart pris par les paliagarres des Anglais. Ce qui a pu échapper, tant en blancs qu'en noirs, est à Madrast, où le tout fût bien arrivé si mes ordres avaient été exécutés.

J'ai proposé à M. Boscawen un échange. Je n'ai point encore sa réponse.

Voilà, Messieurs, le précis de ce qui s'est passé jusques aujourd'hui. Je vais travailler à ramasser des vivres et provisions de toute espèce pour remplacer celles que le siège nous a consommées et pour fournir à notre flotte, dont je n'ai des Iles que des nouvelles encore bien incertaines sur le temps qu'elle pourra nous parvenir. Je suis bien persuadé que M. David fait tous ses efforts pour la mettre en état de se rendre ici.

J'oubliais de vous dire que dans les commencements du siège, j'ai fait plusieurs officiers qui ont été choisis dans ce qu'il y avait de meilleur dans les différents corps : le nombre de blessés, de pris et de morts que j'eus tout d'un coup m'obligea à cette promotion, que j'espère que vous voudrez bien approuver. Vous en trouverez ci joint la liste.

Je vous recommande les deux personnes que j'envoie vous présenter mes dépêches : je prie M. David de vouloir bien les partager s'il trouve

deux occasions pour France et de vous les expédier le plus promptement qu'il lui sera possible. J'attends de la gratitude de la Compagnie qu'elle veuille bien récompenser ceux qu'elle jugera le mériter, et dont il est fait mention dans la présente ainsi que dans la relation. Le jeune Law sera par la suite un très bon sujet : j'ai lieu d'en être très satisfait.

Voici un état de la promotion qui a été faite de plusieurs de vos employés : on s'est conformé autant qu'on l'a pu aux intentions de la Compagnie.

Je répondrai pendant cet hiver à toutes les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Je profiterai aussi de ce temps pour mettre à exécution ce que le Roi m'a fait prescrire au sujet de Madrast : je n'ai pas encore cru devoir communiquer cette lettre à MM. du Conseil : il sera assez à temps lorsque je pourrai agir ouvertement. L'ennemi n'est pas encore éloigné et quoique abattu, il est encore assez fort pour me traverser, surtout par mer, où jusqu'à présent je n'ai rien à lui opposer.

J'ai lieu d'être satisfait du Sr Barthélemy depuis qu'il est retourné à Madrast. J'ai eu l'honneur de vous marquer dans le temps les raisons qui m'avaient forcé à lui donner le commandement de cette place, où, les choses étant dans l'ordre, il n'a qu'à l'entretenir, ce qu'il fait bien : les officiers me paraissent contents de lui.

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, pages 6 à 13.)

XXVI.

Extrait d'une lettre de Dupleix a M. Le Verrier (1) du 27 octobre 1748.

. . . . . .

Je vous dirai succintement que le 6 août l'escadre de Boscawen, composée de 22 voiles, mouilla en rade de Goudelour où était celle de Griffin et d'autres vaisseaux, le tout composant plus de 40 voiles. Le 18 du même mois, toutes les troupes blanches au nombre de 3.000 et plus de 10.000 gueux de paliagarres, etc... se mirent en marche pour Archiouak, où il se passa quelques actions qui firent honneur à nos cipayes et à notre cavalerie française. Deux jours après, l'armée ennemie vint sans trop de précautions de sa part attaquer de vive force le fort d'Ariancoupan, qui, défendu par 40 Français et quelques cipayes ou topas, repoussa si vivement l'attaque des Anglais qu'ils furent obligés de se retirer avec une perte bien considérable de blancs, et une confusion dont les troupes que j'avais de l'autre côté de la rivière ne surent point profiter. Les ennemis, rebutés de cette folle entreprise, agirent plus sagement, et travaillèrent à faire le siège en forme de ce mauvais fortin, lorsqu'un fâcheux accident de trois de nos chariots de munitions qui prirent feu, nous mit plus de cent blancs sur le carreau. Paradis, qui commandait alors dehors de la place, fut si frappé

(1) Commandant de notre comptoir de Surate.

du coup que sans trop examiner les suites fâcheuses d'une retraite précipitée et hors de la place, il donna ordre à toutes nos troupes de se replier dans nos limites, et au commandant du fort celui de le faire sauter, et de brûler ou détruire tout ce qui pouvait être utile à l'ennemi. Cet ordre fut malheureusement exécuté avant que le contre-ordre que j'envoyais eût pu parvenir. Deux heures avant l'accident des chariots, nos dragons et nos volontaires, faisant en tout une centaine d'hommes, avaient eu l'audace de forcer un retranchement de l'ennemi, gardé par plus de 500 blancs, de les tailler en pièces et de les mettre en déroute et de faire un bon nombre de prisonniers et des principaux. Cette action, qui comblera toujours de gloire les braves officiers qui commandaient de si braves troupes, doit être précieusement conservée dans les archives de la nation dans l'Inde. Cette action, ainsi que celle du fort d'Ariancoupan, rendirent les ennemis plus circonspects. Ils furent huit jours à se déterminer au passage de la rivière, quoiqu'il se fût joint à eux plus de mille matelots. Enfin ils prirent le parti de passer fort à l'ouest du fort, et vinrent, en passant à Oulgaré, se mettre sur le coteau au-delà. Ils firent leurs dispositions pour forcer nos limites qui leur furent abandonnées à la nuit tombante. Leur étendue demandait un plus grand nombre de troupes que je n'en avais, et mon but premier était la conservation de la ville. Le siège, de ce jour-là, a commencé, et le 8 de septembre la tranchée fut ouverte, vis à vis de la

barrière qui conduit à la taupe (1) des tamariniers. L'attaque des ennemis avait pour but le bastion Saint Joseph et la porte Valdaour, entre lesquels ils avaient dessein de faire brèche. Les fréquentes sorties que je faisais faire et les batteries que je faisais établir au dehors retardaient beaucoup les travaux. Dans la première de ces sorties, M. Paradis eut le malheur d'être blessé à mort, ce fut le 11 septembre, et quelques autres officiers. Quelques autres eurent plus de succès, entre autres une ou deux pièces de 24 livres avec deux grands trinqueballes furent conduits en triomphe dans la ville à la vue des armées de terre et de mer, sans que les troupes de terre aient osé nous disputer ce transport. Plusieurs autres leur ont mis bien du monde sur le carreau. Cependant leurs travaux s'avançaient, les nôtres de même. Je faisais élever des batteries en dehors qui se trouvèrent plus tôt prêtes que les leurs, de sorte que lorsqu'ils commencèrent à nous canonner, nous leur répondions avec tant de vivacité que souvent leur feu était forcé de se taire. Pendant ces attaques de terre, une galiotte à bombes ne cessait de nous bombarder, tantôt la nuit, tantôt le jour. Son feu a commencé le 9 septembre et n'a fini que le 10 ou 12 d'octobre. Tout ceci n'était rien en comparaison du salut que les vaisseaux de guerre vinrent nous faire le 8 d'octobre. Ils s'étaient embossés depuis le fort Saint Louis jusqu'au fort Saint Laurent à

(1) Bouquet d'arbres.

6 heures 1/4 du matin. Leur canonnade ayant commencé, elle ne cessa que le soir à 6 heures. Je ne puis mieux vous comparer cette affreuse canonnade qu'à un orage continuel accompagné de tonnerre et de grêle dont plusieurs grains pesaient 32 et 24 livres. Nos marins, qui étaient chargés des batteries du bord de la mer, s'imaginèrent, je ne sais comment, que leurs boulets ne parvenaient point aux vaisseaux, ce qui me fut réitéré tant de fois que je fis défendre de dépenser inutilement notre poudre. On se trompait lourdement : tous nos coups portaient et endommageaient beaucoup leurs vaisseaux, qui eussent été forcés d'abandonner la partie sans cette méprise que je ne sais à quoi attribuer. Le nombre des coups de canon du côté de la mer a dû monter à plus de dix-huit mille, puisqu'il en fut apporté au fort, le même jour, plus de quatorze mille. Le feu allait toujours son train du côté de terre et mieux redoublait de la part de l'ennemi, lorsque je pris la résolution de démasquer une batterie de six pièces de canon de 24 que j'avais fait élever pendant le siège dans le milieu de la courtine du bastion Saint Joseph à la porte de Valdaour. La vue de cette batterie, à laquelle l'ennemi ne s'attendait point, le feu continuel qu'elle faisait en même temps qu'elle détruisait les leurs, les déconcerta de façon que dès ce moment ils sentirent l'inutilité de la continuation d'un siège qui devenait déjà trop long. Dès lors, on s'aperçut qu'on commençait à plier bagage. Leur feu diminua de jour en

jour, et enfin, après avoir fait retirer et embarquer ce qu'ils purent, ils prirent congé de nous le 17 du courant. Vous sentez bien que je n'ai point laissé faire cet embarquement et cette retraite sans les harceler autant que je l'ai pu. Ils nous ont abandonné dix pièces de gros canon dans leurs retranchements et plusieurs ustensiles. L'on compte leurs pertes en blancs à plus de 1.500 hommes, et qu'ils ont emporté avec eux le flux de sang et les fièvres qui ne pourront qu'augmenter le nombre de leurs morts. Quelques Maures s'étaient joints à eux : mais ils n'ont servi qu'à être témoins des divers avantages que nous avons, grâce à Dieu, eus sur l'ennemi, auquel s'étaient jointes deux compagnies hollandaises dont l'une commandée par le très digne sieur Roussel, qui a été ci devant capitaine à Mahé. Nous avons eu 90 hommes de tués ou morts de leurs blessures : l'accident des chariots en fait la plus grande partie, autant de blessés, trois officiers de tués, y comprenant M. Paradis, et quatre ou cinq de blessés. Les cipayes se sont distingués au mieux et nous leur devons beaucoup de reconnaissance. Je ne sais ce qu'est devenu le reste de l'escadre de Griffin : il a disparu avec elle : M. Boscawen a pris quatre de ses meilleurs vaisseaux. Je ne sais pas non plus ce que deviendra celle de cet amiral, que l'on dit être en très mauvais état. L'on dit que quelques uns de ses vaisseaux passeront à la côte Malabar, d'autres à Bengale, et les plus forts à la baie de Trinquemalé : tout cela me paraît douteux. Je

n'ai aucune nouvelle de la nôtre, qui doit cependant être en mer. . . . Voici de nombreux paquets pour la Compagnie, etc...

(Archives de l'auteur, série A, registre 6, page 3 et suiv.).

XXVII.

État des officiers et soldats tués ou blessés pendant le siège et ceux que nous avons perdus par la désertion.

— Monsieur *PARADIS*, commandant de Karikal, ingénieur en chef de Pondichéry, tué à la tête de nos troupes dans la sortie du 11 septembre.

— Monsieur *ROCHE*, lieutenant de grenadiers, tué sur le revers des retranchements dans la même action.

— Monsieur *de PUYMORIN*, lieutenant de grenadiers, blessé dans la même affaire.

— Monsieur *ASTRUC*, idem.

— Monsieur *FOUBERT*, idem.

101 soldats tués ou morts de leurs blessures.

89 blessés.

Prisonniers faits sur les ennemis.

Monsieur *LAWRENCE*, major de Goudelour.
Monsieur *BRUC* (1), capitaine d'une compagnie de marine.
Monsieur *Alexandre BURNET*, écrivain du Roi.
28 soldats dans différentes actions.
} dans l'affaire du 1er septembre.

Déserteurs anglais passés à notre service.

Un officier du parti du roi Jacques, condamné au service de forçat dans cette guerre, échappé le jour de la levée du siège (2).

26 soldats en plusieurs reprises. Selon les rapports des déserteurs qui s'accordent tous sur cet article, ils ont perdu au-delà de quinze cents hommes devant la place par notre feu et les maladies.

(Archives du Ministère des Affaires étrangères. — Mss. Asie, mémoires et documents, t. 12, fol. 54.)

---

(1) Il y a « Bruc » dans le manuscrit : c'est « Bruce » qu'il faut lire.

(2) C'est du major Taylor qu'il s'agit. Dupleix ne s'était pas douté du véritable rôle qu'il venait jouer à Pondichéry, et les Anglais ne le pendirent point à son retour, comme il le craignait pour lui.

XXVIII.

Extrait d'une lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 15 janvier 1749.

. . . . . .

Il n'y a pas de doute que les Anglais n'aient fait leurs efforts auprès des Maures pour les attirer dans leur parti. Mais le passé, la situation de Pondichéry et de Madrast ont été des raisons assez fortes pour empêcher cette nation perfide de se livrer entièrement aux insinuations et aux offres des Anglais. Le nabab, vieil avaritieux, et jugeant peut être de l'avenir par le passé, sans rebuter tout à fait les Anglais, dont sans doute les offres le tentèrent, ne s'est point prêté entièrement à leur volonté. Il a seulement souffert qu'un sien gendre, homme de peu d'autorité et de mérite, se vînt joindre aux Anglais, lorsqu'ils étaient devant cette place, avec deux à trois cents cavaliers et quelques milliers de pions, tandis que le vieillard rusé se tenait à dix ou douze lieues dans les terres sous prétexte de faire contribuer les paliagares. La présence de ce gendre, qui forma un camp un peu à l'écart de celui des Anglais, ne m'intimida point, non plus que la garnison : au contraire, on souhaitait que le nombre en eût augmenté. Les services qu'il rendait aux Anglais se réduisaient à rien, et l'on pouvait dire qu'il était plutôt spectateur que partie agissante. Ce petit corps, voyant la tournure que prenait le

siège, et ayant toujours été présent, sans s'exposer, aux actions qui n'aboutissaient toujours qu'à la ruine du parti qu'il avait embrassé, décampa et disparut quelques jours avant la levée du siège, et les Anglais en furent pour leurs dépenses, soudoyant ce corps et lui fournissant des vivres.

J'avais d'autant plus lieu d'être surpris de l'arrivée de ce corps de Maures que j'avais entretenu la meilleure intelligence avec le nabab et son fils, celui qui vint en personne me demander la paix en février 1747, et qui, m'assurant de la continuation de son amitié, m'avait demandé, il y avait peu de jours, quelques munitions de guerre pour réduire à la raison un paliagarre qui lui tenait tête. Ce changement subit avait lieu de me surprendre et je n'en savais pas le motif. Je ne l'ai appris que depuis, et j'ai su que cette résolution avait été prise contre l'avis du fils, qui s'était retiré à Trichinapaly, en prédisant à son avaritieux de père ce qui arriverait, ayant déjà senti la pesanteur des coups des Français et connaissant la fanfaronnade des Anglais. Ce n'est donc purement qu'à l'avarice sordide du vieux nabab que l'on doit la fausse démarche qu'il a fait faire à son gendre et qu'il couvre aujourd'hui du prétexte d'empêcher la ruine des aldées que les Anglais détruisaient. Ce prétexte, quoi qu'il ne fût pas le vrai, est cependant d'autant plus plausible, que les Anglais effectivement ravageaient les aldées des Maures autant que les nôtres. Il en a résulté un honneur infini pour les défenseurs de cette place.

Tant de nations réunies seront toujours un témoignage authentique de la valeur de la nôtre : le projet de l'enlever allait s'exécuter lors qu'il prit le parti de décamper . . . . . .
. . . . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, page 100.)

XXIX.

Extrait d'un mémoire de Dupleix.

. . . . . Je ne perdis point de temps à réparer mes brèches et tous les désordres qu'avait occasionnés une attaque aussi longue. Les munitions de tout genre emplirent de nouveau tous nos magasins, et au commencement de janvier, j'étais en état de soutenir un second siège si l'ennemi l'avait tenté, lorsque les nouvelles de la suspension d'armes conclue en Europe suspendit également les opérations dans l'Inde. . . . .

(Bibliothèque nationale, Mss. — N. acq. fr. 9169, fol. 25.)

XXX.

Lettres ou extraits de lettres de Dupleix a Barthélemy, du 19 octobre au 9 décembre 1748.

---

19 octobre 1748.

Monsieur,

Je réponds à l'honneur de vos lettres des 6, 10, 14 et 15 du courant.

Renvoyez les [illisible]. Dorénavant les topas seront payés comme à l'ordinaire.

Faites-nous passer autant de bœufs que vous pourrez. Nous en avons fait une grande consommation pendant le siège.

Les marchandises que vous avez arrêtées appartiennent au sieur Dormus : vous les garderez jusqu'à nouvel ordre : cette nation ne mérite plus aucune attention de notre part. Deux compagnies de leurs troupes étaient jointes aux Anglais pendant le siège, et une de ces compagnies était commandée par le sieur Roussel. Vous avez dû recevoir la relation de ce qui s'est passé à l'enlèvement de deux pièces de canon des ennemis. On travaille à une relation générale que l'on fera passer dans les comptoirs.

Je suis fâché de la mort de M. de [Boisrolland].

Je trouve bien les précautions que vous avez

prises pour les embarcations qui nous viennent du nord.

Je ne sais pourquoi vous demandez que l'on fasse une estimation du brigantin du sieur Varnier : c'est une affaire qui a été terminée à Bengale. Quant au bot hollandais, le Conseil prononcera sur la validité de la prise.

Il partira ce soir deux grelins pour le bot. Gardez la chelingue qui vous les portera et tâchez d'en rassembler pour être jointes à toutes celles que je compte vous envoyer incessamment pour vous servir à nous transporter bien des choses que je compte vous demander.

Les embarcations que nous attendons de Mazulipatam et qui seront chargées de blé devront nous être expédiées de Madrast au premier vent du nord et faire en sorte de venir mouiller dans notre rade. Envoyez-moi tous les paquets de lettres que vous avez reçus pour les différents endroits.

Je suis charmé que le bot soit prêt.

Les chemins vont être libres et je vais envoyer 300 hommes dispersés sur la route de 10 en 10 *(sic)* jusqu'à Madrast pour rendre plus facile cette communication.

Faites passer à Mazulipatam avis de la levée du siège.

Je répondrai une autre fois au dernier article de votre lettre du 15. Observez un parfait silence sur les connaissances que l'ouverture de mes paquets ont pu vous donner. Vous sentez bien que j'ai bien des choses à faire et à penser actuellement.

S'il plaît au Seigneur, tout se rétablira, et la nation se trouvera sur un pied où elle n'a jamais été dans l'Inde.

Je salue Madame Barthélemy : combien d'alarmes n'a-t-elle point évitées ! Cependant toutes nos dames se sont comportées au mieux, et mieux que la plupart de leurs maris.

Je vous prie au reçu de la présente de faire cesser toutes les dépenses de construction et démolition, et de dire à M. Sornay de se rendre ici, afin que je puisse conférer avec lui sur bien des choses. Vous lui donnerez une escorte.

J'ai l'honneur d'être très sincèrement, etc...

20 octobre 1748.

Monsieur,

J'oubliai de vous dire hier de donner vos ordres pour que la galoëtte soit en état d'être mise à la mer trois ou quatre jours après la nouvelle lune, et d'ordonner que l'on fît autant de rats (1) qu'il sera possible de tous les bois qui vous restent, pour nous être envoyés au premier vent du nord ici.

J'ai l'honneur d'être bien sincèrement, etc...

21 octobre 1748.

Monsieur,

Mes dernières vous auront convaincu de la réalité de la retraite de l'ennemi : ainsi les nou-

(1) Radeaux.

velles que vous receviez des Malabars étaient vraies.

J'attends de savoir les arrangements que vous avez pris pour vous procurer la cargaison du *Nicolas*. Je crois que le plus court parti, ce serait de s'emparer avec un détachement [*illisible*] de ce vaisseau et de le conduire en votre rade où vous le déchargeriez avec promptitude.

Les Hollandais ne doivent plus attendre de ménagements de notre part. Vous ferez bien aussi de tenir toujours prêtes des chelingues pour vous emparer des embarcations du pays qui paraîtraient aux environs de votre rade : j'en aurai besoin incessamment.

Ma dernière vous marque de me faire passer tous les paquets que vous avez pour moi et le Conseil. Ma santé, que vous avez bien voulu boire à la réception de ma lettre, opère : car je vous assure que malgré toutes mes fatigues, je me porte au mieux.

Je vous ai accusé les lettres que j'ai reçues de vous. Les Anglais se jettent le ch [*illisible*] aux jambes : chacun veut avoir raison. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous leur avons fait voir que plusieurs d'entre eux s'étaient trompés. Les Jésuites ont chanté hier un *Te Deum*, et le Père Montjustin nous a donné à chacun notre paquet avec autant de politesse que d'érudition. La démolition de la pagode les flatte infiniment, et je suis en vérité bien satisfait d'avoir fait cesser un scandale si voisin et si continué. Dieu soit loué !

Je compte envoyer trois personnes sur le bot : deux pour porter en Europe mes paquets, et le troisième pour commander le bot. Le Sr de la Borde pourra être son second. Vous réglerez les vivres sur ce nombre.

J'ai l'honneur d'être très sincèrement, etc...

25 octobre 1748.

Monsieur,

Mes expéditions pour France m'ont empêché de répondre plus tôt à votre lettre du 20. Vous devez sentir combien je suis sensible aux compliments que vous me faites, étant bien persuadé de votre sincérité, et combien vous vous êtes toujours intéressé ainsi que Madame à tout ce qui me regarde. Je vous prie l'un et l'autre d'être assuré de ma reconnaissance, et que je vous en donnerai des marques en toutes occasions. Robert, qui va à Madrast, vous dira en particulier des choses qu'il est bon que vous sachiez, afin que vous en profitiez.

Faites comme nous avons fait ici : un *Te Deum*, avec trois décharges de mousqueterie, et une salve de 21 coups de canon, et point de dépenses d'ailleurs.

M. le Noir est un homme à visions : tout est pour lui vaisseaux de guerre. Vous avez bien fait de le presser sur le départ de nos embarcations. Faites-les nous passer ici aussitôt qu'elles vous parviendront.

J'expédie ce soir nos Messieurs. Je vous prie d'avoir quelques bontés pour eux : ne les retenez que le moins que vous pourrez. Voici la commission pour le Sr Ceré, dont vous ferez remplir les vides. Il est parti cette nuit quinze chelingues. Demain je vous enverrai l'état de nos demandes.

Je reçois dans le moment le gros paquet. Voilà de l'ouvrage pour moi. Ceux de la Compagnie ne sont pas nouveaux pour moi.

J'ai l'honneur d'être bien sincèrement, etc...

26 octobre 1748.

Monsieur,

Je réponds à vos lettres des 22 et 23 du courant. Vous eussiez pu nous envoyer au moins 300 bœufs, en ayant 400 de rassemblés. Faites en acheter au moins encore autant, que vous nous ferez passer de même : les fonds ne vous manqueront pas.

Le nommé Manuel de Silva n'est qu'un nom emprunté : les marchandises appartiennent au sieur Dormus. Faites le détail de cette affaire au Conseil, afin qu'il vous donne ses ordres.

L'abbé de Fages pourra vous lire la relation du siège : elle est si longue que l'on n'a pas pu fournir les copies nécessaires pour l'Europe. Les porteurs seront obligés de les faire chemin faisant.

Les Anglais n'ont jamais eu dessein de conserver Ariancoupan : à quoi pourrait-il leur être propre ?

Point d'embarcations ni de chelingues pour les

particuliers, jusqu'à ce que les effets que je vous demande ne soient rendus ici. Vous ne devez pas vous inquiéter de leur mauvaise humeur.

J'ai parlé à Abdoul Raman de la conduite de ses cipayes : il m'a paru touché et doit écrire en conséquence. Il m'avait parlé de cette démolition et ma réponse avait été conforme à mes intentions : ainsi, vous pouvez toujours travailler à la démolir, sauf à eux, s'ils veulent, à transporter les matériaux où ils voudront, et s'ils font le moindre mouvement, vous ne devez pas balancer un instant à faire arrêter les plus séditieux, et à faire désarmer tous les autres.

On prépare un présent pour le chef de Permoukal. Donnez tous vos soins à l'expédition des rats, etc... Envoyez nous ici les cipayes de Mahé qui vous sont parvenus, et faites moi de même passer l'état des Français qui se sont également sauvés, ainsi que des Cafres.

Je doute qu'après la consommation de munitions que les Anglais ont faite devant cette place et la perte de leur monde, qu'ils soient en état d'entreprendre aucun siège. Cependant, il est toujours bon de se préparer à tous les évènements. Madrast, comme il est, et Mahé, ne conviennent point aux Anglais : il n'y a nulle richesse à y acquérir, et c'est ce qui flattait ici infiniment M. leur commandant.

Babajan est un coquin : il y a longtemps que je le connais pour tel et ses confrères lui rendent justice. Il est fâcheux que vous n'ayiez pas eu dans

l'idée de faire ce que je vous marquais à l'égard de ce navire : il faudra par la suite agir comme je vous le prescrivais pour ceux qui pourront se présenter à Palliacate et ailleurs.

Vous pourrez tirer 9 coups de canon pour l'avaldar de Saint-Thomé et lui faire un modique présent. Vous connaissez peu cette race : ne vous y fiez que de sorte. Vous n'ignorez pas sans doute qu'un gendre du nabab est venu se joindre aux Anglais. C'est la crainte du retour qui tient l'avaldar de Saint Thomé et les autres en respect.

En payant bien les effets qui seront sur les champanes que vous pourrez arrêter, les Maures n'auraient rien à dire et vous pourriez me laisser démêler seul la fusée en me les envoyant ici si elles sont chargées, et en les chargeant vous-même, si elles sont vides, de tout ce que vous pourrez. Il ne faut pas oublier les pierres de la colonnade ni les canons de petit calibre que les embarcations pourront embarquer.

Je crois que vous pouvez vous dispenser de donner à connaître à la Compagnie ce qui a pu venir à votre connaissance à votre sujet : tâchez par votre conduite de la faire revenir sur votre compte et suivez les conseils que j'ai chargé Robert de vous donner : soyez plus circonspect, moins sincère, et faites réflexion à l'âge que vous avez.

Ménagez votre poudre : nous en avons besoin vous ne sauriez croire la consommation que nous avons faite de la nôtre : vous verrez dans mon état de demande qu'il m'en faut 30 milliers.

Je ne sais pourquoi le Sr de la Borde a pu se flatter qu'il serait chargé de mes paquets : les hommes ne se rendent jamais justice. Vous eussiez pu aussi vous dispenser de donner les appointements dont vous avez fait les avances aux officiers que vous avez mis sur ce bot. Ces officiers sont au service de la Compagnie et doivent la servir pour les appointements qu'elle leur paye. Le Sr Ceré n'en a pas demandé d'autres que ceux qu'il a eus pendant la campagne, et j'en connais ici plusieurs qui se seraient embarqués pour rien si je l'avais voulu : un peu plus d'attention, je vous prie, sur les dépenses.

Voilà les besoins les plus pressants pour ici :

30.000 de poudre, moitié d'Europe et moitié de celle du bot hollandais : chaque chelingue pourra en porter 3.000 livres.

Les bombes venues en dernier lieu d'Europe : chaque chelingue pourra en porter 25.

Du vin de Xérès : chaque chelingue pourra en porter deux pipes.

Du blé, tout ce qu'il sera possible : on peut l'envoyer par terre.

Je compte vous envoyer sous peu de jours des chariots couverts, des chameaux, et en rassemblant de votre côté des bœufs de charge, vous pourriez faire un grand convoi, qu'il n'est pas à propos de rendre public.

Faites partir les chelingues de dix à dix avec un blanc pour toutes, et deux cipayes dans chaque : je vous les renvoierai à mesure qu'on les déchar-

gera. Par la suite je vous marquerai ce qu'il faudra nous envoyer. Chargez le galoëtte autant que vous le pourrez.

J'ai l'honneur d'être très sincèrement, etc...

30 novembre 1748.

Monsieur,

Le Conseil, ne sachant pas les ordres que j'ai de la Cour au sujet de Madrast, vous marque de discontinuer tous les travaux, de quelque espèce qu'ils soient. Cependant vous continuerez l'ouvrage des mines, et vous direz à M. Sornay d'en faire l'entrée, autant qu'il le pourra, en dedans de la ville. Vous laisserez de même subsister les batteries de terre telles qu'elles sont. Ce à quoi vous devez vous attacher le plus, c'est de nous faire passer les pierres et autres effets. On a expédié aujourd'hui les chelingues qui ont porté les sept pipes. Suivant que les choses se trouveront, je pourrai bien vous dire de faire tirer toutes les palissades de bois rouge, qui forment un objet considérable. La façon *(sic)* dont M. de Boscawen s'explique dans la lettre qu'il m'a écrite sur cette suspension d'armes, je crois qu'on peut douter de sa bonne foi : je n'en trouve pas les termes bien clairs.

J'ai l'honneur d'être très parfaitement...

4 décembre 1748 *(extrait)*.

. . . . . .

On n'a pas regardé ici la nouvelle de la suspen-

sion d'armes, vraie ou fausse, comme un évènement fort heureux pour la nation dans l'Inde. La situation actuelle de l'escadre anglaise promettait pour la suite des avantages heureux et honorables. Au surplus, nous n'avons reçu aucuns ordres ni avis de France à ce sujet, et l'escadre que j'attends à la fin de ce mois agira comme elle le voudra. Si elle n'a pas plus d'ordres que nous, je crois qu'elle pourra repousser l'escadre anglaise si elle est assez forte pour cela. L'avenir décidera de tout cela : mais vous ne devez pas un moment discontinuer de faire vos provisions et de prendre encore plus de précautions que par le passé. Surtout soyez attentif à tout ce qui se passe autour de vous, et à faire bien examiner les noirs et autres gens dont vous n'êtes malheureusement que trop entouré. Il est bien fâcheux que depuis que Madrast est aux Français, que les commandants n'y aient jamais découvert le moindre espion dans le nombre bien considérable dont vous êtes obsédé : le moindre soupçon dans cette matière est une conviction. Je suis toujours surpris de voir dans presque toutes les opérations de Madrast le nom de ce fameux Balachetty.

Nous ne pouvons faire publier la suspension d'armes que nous n'en ayions l'ordre. Il faut que les Anglais ne l'aient pas, car ils ne font aucune publication à Goudelour. Ainsi nous continuerons à nous observer, et c'est, je crois, à quoi tout se terminera jusques à des ordres ou de nouveaux coups. . . .

9 décembre 1748 *(extrait)*.

. . . . . .

Si notre escadre n'a pas reçu d'ordre de la Cour de ne point agir, je ne crois pas qu'elle doive s'en tenir à un extrait de gazette, qui est tout ce que les Anglais nous ont envoyé. Il faut des ordres, et il paraît que les Anglais n'en ont pas eu, puisqu'ils n'ont rien fait publier à Goudelour : ainsi notre escadre peut, si elle le veut, agir : je ne l'en empêcherai point, quitte à rendre si on n'a pas bien pris.

Les préliminaires dont il est question ont été tirés de la gazette à l'article de Londres. Il n'est pas surprenant qu'on les produise de cette façon dans cette ville : mais je parierais bien ma tête que ce ne sont pas les véritables. Peut-il tomber sous le sens que le Roi, outre tant de conquêtes qu'il abandonna, ait consenti à la démolition de Dunkerque ? Non, ou il faut que la France soit réduite dans le dernier épuisement. L'article second, où il est parlé de restitution réciproque, a été tronqué par les Anglais : ou plutôt ils y ont ajouté ces mots : « dans les deux Indes. » Il n'en est pas mention dans la gazette et les ordres que j'ai au sujet de Madrast sont bien différents.

. . . . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre 8, page 89.)

XXXI.

Lettre de Dupleix au commandant de l'escadre française (1) devant Madras, du 21 décembre 1748.

Monsieur,

Après vous avoir fait mon compliment sur votre heureuse arrivée, il convient que je vous fasse part que M. le contre-amiral Boscawen m'a fait passer le 29 du mois dernier une copie des préliminaires signés à Aix-la-Chapelle le 30 avril dernier, et une autre d'une proclamation de sa Majesté Britannique, qui, en faisant mention de la suspension d'armes, limite le temps où les prises seront réputées bonnes. Ce temps est limité pour l'Inde pour six mois : c'est à dire que les prises faites dans l'Inde depuis la signature des préliminaires, le 30 avril, jusqu'au 30 octobre seront réputées bonnes, et que celles faites depuis le 30 octobre seront rendues. M. de Boscawen, en m'envoyant les pièces, me marquait qu'il avait dessein de faire cesser immédiatement toute hostilité de son côté, et qu'il espérait que de mon côté je donnerais les mêmes ordres. Ma réponse fut que quoique je n'aie pas reçu d'ordres ni d'avis en

(1) Cette escadre aurait dû être celle du marquis d'Albert, dont Dupleix ignorait le sort et dont il espérait encore l'arrivée prochaine.

conséquence, que sa conduite servirait de guide à la mienne et qu'en conséquence j'allais donner des ordres dans tous les lieux de ma dépendance. Ce sont les termes où nous en sommes ; j'ignore si M. de Boscaven a donné des ordres conséquents au dessein dont il me faisait part ; l'on m'a assuré qu'il n'y avait rien eu de publié ni d'affiché à Goudelour et qu'on y travaillait toujours à force à bien des préparatifs pour l'attaque et la défense. J'envoie la présente à Madras pour qu'elle vous soit remise aussitôt que vous vous y présenterez : j'aurai soin d'y faire passer les ordres que je pourrai recevoir par la suite de notre Cour, afin que vous en soyiez informé au plus tôt. Je n'ai au reste rien à vous dire sur la conduite que vous devez tenir avec l'ennemi : les ordres dont vous êtes porteur doivent vous guider. Je ne me suis relâché en rien des précautions qu'exige de moi le voisinage de l'ennemi : elles m'ont paru d'autant plus nécessaires que j'ai appris que M. de Boscawen n'avait reçu aucun ordre de sa Cour et que ce qu'il m'avait fait passer avait été extrait des gazettes. Le défaut de publication de cette suspension d'armes à Goudelour me ferait croire que ce contre-amiral, dont l'escadre est dispersée, agira conformément à la situation où se trouveront ses forces, et qu'il affectera l'observation de cette suspension autant qu'elle conviendra à sa situation présente. Les forces rassemblées, il pourrait bien changer de sentiments à moins qu'il ne reçoive des ordres discrets de sa Cour.

Je ne doute pas qu'avant votre départ vous ayez reçu du ministre les ordres relatifs à cette suspension. Il est surprenant qu'ils ne me soient pas encore parvenus. Mais en supposant que ceux que vous aurez reçus vous enjoignent l'observation de cette suspension, en ce cas je vous prie de vouloir bien laisser quelques-uns de vos moindres vaisseaux à Madrast pour y prendre quelques effets lourds et autres que nous avons à tirer de cette place et de vous rendre ici avec le surplus de votre escadre le plus tôt qu'il vous sera possible.

M. le commandant de Madrast aura soin de vous informer du nombre de vaisseaux qui seront à Goudelour.

En attendant la satisfaction de vous saluer ici, j'ai l'honneur d'être avec respect. . . . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre 8, page 100.)

XXXII.

Lettre de Dupleix aux capitaines des vaisseaux français devant Madras, du 21 décembre 1748.

Monsieur,

La présente est uniquement pour vous dire que si vous aviez eu connaissance de la suspension d'armes dont les Anglais nous ont fait part, que vous ayez pour agréable de rester à Madras le

temps nécessaire pour y prendre ce que le vide de votre cale et de l'entrepont pourra vous permettre, pour ensuite continuer votre route ici. Mais si au contraire vous avez des nouvelles certaines de la continuation de la guerre vous devez vous tenir le plus proche des batteries de terre qu'il vous sera possible. Cependant il ne conviendra pas de rendre publique la continuation de la guerre, jusqu'à ce que j'aie eu l'honneur de répondre à la lettre que vous voudrez bien m'écrire. Il sera d'autant plus convenable de garder le secret à ce sujet que nous pourrons profiter de l'idée où sont les Anglais à ce sujet.

J'ai l'honneur d'être avec la plus parfaite considération. . . .

(Archives de l'auteur, série A, registre 8, page 111.)

XXXIII.

Lettres écrites par Dupleix a l'amiral Boscawen, depuis la levée du siège jusqu'à la notification officielle de la suspension d'armes. — *(Onze lettres.)*

[Le commencement de la lettre manque].

. . . . et qu'ils se trouveraient déshonorés s'ils servaient un autre maître que leur souverain, et que ce n'est qu'en vertu de ces commissions que

M de Bonnaveu Du 9 janvier 1749.

Monsieur +

j'ay Reçu avec la derniere ~~[illegible]~~ des satisfaction la Lettre que Vous m'avés fait L'honneur de m'ecrire le 27 xbre 1748. j'y Vois avec plaisir que Vous estes persuadé de mes sentimens sur la situation presente des affaires et que Vous avés Reçu avec Bonté les temoignages que je vous ay presenté au sujet des Plaintes que Vous m'avés porté, je pense que Nos ordres Respectifs seront sy bien Executés que Nous n'aurons plus Lieu de Nous ecrire sur des matieres aussi desagreables.

Mon Epouse Extremement sensible a Votre politesse a L'honneur de Vous en Remercier et de Vous presenter ses Civilités, elle fait comme moy les mêmes ~~[illegible]~~ Voeux pour l'année où Nous sommes Entrés et Nous ne Desirons autre chose que le Retablissement d'une intelligence dont elle et moy Nous avons sentés souvent les Douceurs, je n'y a Rien que je ne fasse pour y Contribuer et pour Vous assurer de l'estime Parfaite et du Respect avec lesquels j'ay L'honneur d'etre &c.

la Compagnie peut choisir dans les meilleures familles de France.

Je ne puis rien changer à ma façon de penser sur les troupes noires du pays, quoiqu'elle vous soit avantageuse, puisque je suis toujours dans le sentiment de donner à ceux qui pourront tomber dans nos mains la liberté sans aucun échange. Je crois que c'est tout ce que vous, Monsieur, et M. Floyer, pouvez désirer de mieux.

Je n'ai jamais eu aucun doute sur les ordres que vous aviez donnés au sujet de M. Duplessis et de Mons : leurs lettres me faisaient voir qu'ils n'avaient point été exécutés comme vous l'aviez ordonné. Voici les propres termes de ma lettre du 27 septembre dernier : « Laissant à part tous « ces noirs, je ne puis trop vous remercier de « votre attention à faire rendre à nos pauvres « officiers leurs hardes, épées, etc... Je souhaite- « rais seulement que vos ordres eussent été exé- « cutés et que leurs lettres m'en donnassent la « confirmation. » Vous avez vu, Monsieur, le contraire.

C'est par vous, Monsieur, que j'ai reçu ces lettres. Vous y avez vu les plaintes qu'ils faisaient sur leur triste situation. N'avais-je pas raison de vous dire que vos ordres n'avaient pas été exécutés ? Le manque d'exécution ne pouvait m'apporter aucun doute sur l'ordre que vous aviez donné : aussi n'ai-je jamais eu cette pensée. C'est de quoi je puis vous protester : personne mieux que moi ne vous rendra plus de justice et ne

cherche plus les moyens de mériter votre estime. C'est de quoi je vous prie d'être bien persuadé, ainsi que de celle et de la parfaite considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc...

8 novembre 1748.

Monsieur,

Je reçois dans le moment la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 du passé v: s:. J'ai relu ma dernière lettre avec bien de l'attention : je n'y trouve rien qui blesse la décence et certainement je n'ai jamais eu l'intention d'y manquer avec vous. D'ailleurs, le sujet qui l'a occasionné ne vient point de moi : il est de mon devoir de soutenir les prérogatives d'un nombre d'honnêtes gens qui ne s'en sont point rendus indignes. Je vous assure que si vous n'aviez pas fait difficulté de les reconnaître pour ce qu'ils sont, que jamais de ma vie il n'en eût été question.

Les lettres et le domestique de M. Bruce lui ont été remis.

Les assurances de votre estime me flattent infiniment. Les occasions de vous en marquer ma reconnaissance ne pourront être assez fréquentes. Je vous prie d'en être bien persuadé, ainsi que du respect avec lequel je suis, etc....

13 novembre 1748.

Monsieur,

Votre vaisseau le *Deal Castle* étant bien arrivé en cette rade, l'échange des prisonniers s'est fait

comme vous l'avez dirigé : en voici la liste, par laquelle vous verrez que je ne fais aucune difficulté pour M. Burnet, quoi que vous n'ayez pas voulu consentir à celui de M. Cochinat contre M. Bruce. J'espère que vous voudrez bien m'envoyer une semblable liste pour servir à nos prisonniers.

J'ai l'honneur d'être, avec autant d'estime que de respect, etc....

14 novembre 1748.

Monsieur,

Voici le reçu de M. le capitaine de vaisseau le *Deal Castle* des prisonniers que je lui ai fait remettre, et pour lesquels il m'a remis 57 hommes compris dans le papier d'échange que j'ai eu l'honneur de vous envoyer hier par ce vaisseau.

Un de nos dragons vient de m'assurer qu'il a entendu dire que vous ne refuseriez pas l'échange des Cafres que vous avez avec autant de sujets de sa Majesté britannique. Je l'avais ci-devant proposé à M. Griffin, qui a eu peut être des raisons de refuser. Si vous êtes, Monsieur, d'un sentiment contraire, vous pourrez choisir les sujets que vous voudrez pour ces Cafres.

J'ai l'honneur d'être avec la plus parfaite considération et le même respect, etc....

16 novembre 1748.

Monsieur,

J'ai reçu presque en même temps les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire

les 3 ou 4 du courant v:s:. La première contenait le papier d'échange des prisonniers, et la seconde de M. Law des prisonniers anglais *(sic)*. J'ai comme vous senti l'inutilité de la première pièce : mais M. Griffin l'avait établie de même. J'ai reçu et remis les lettres de nos officiers qui étaient insérées dans la vôtre : en voici deux que je vous prie d'ordonner qu'elles soient remises.

J'ai l'honneur d'être, avec autant d'estime que de respect, etc...

21 novembre 1748.

Monsieur,

Le commandant de Mahé m'a fait parvenir hier au soir la lettre dont vous avez ci-joint une copie, par laquelle il paraît que par l'ordre du Roi de la Grande Bretagne, MM. de Bombay et de Tellichéry ont fait publier une suspension d'armes en vertu des préliminaires de la paix signés à Aix-la-Chapelle le 19 avril dernier pour le temps de six mois dans toutes les parties du monde éloignées de l'Europe. Vous me feriez plaisir de me dire si vous avez également de pareils ordres, et si cette suspension doit être *(illisible)* en ne comptant que la date de la signature, ou commencer du jour de sa réception dans l'Inde. Comme je n'ai encore reçu aucun ordre ni aucun autre avis à ce sujet, je vous prie de vouloir bien me marquer votre sentiment à ce sujet, ne trouvant pas que la lettre de MM. de Tellichéry s'explique assez, quoiqu'il paraisse qu'ils soient dans la bonne intention d'entretenir la meilleure intelligence : d'où l'on

peut conclure qu'ils comptent que la suspension commence du jour de sa publication dans l'Inde. J'attends votre sentiment à ce sujet afin de donner des ordres en conséquence, vous assurant que cette nouvelle m'a causé une satisfaction d'autant plus parfaite, que je vois avec plaisir renaître un temps dont j'ai toujours souhaité ardemment la continuation, ainsi que celui de vous assurer en tout et partout de l'estime, de la considération et du respect avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc...

22 novembre 1748.

Monsieur,

J'ai bien reçu hier la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 9 du courant v: s:, avec les pièces qui l'accompagnaient, pour lesquelles je ne puis vous donner de meilleure réponse qu'en vous présentant les pièces ci-jointes qui n'eussent jamais vu le jour si je ne m'y voyais contraint : car en vérité je suis ennemi juré de toutes ces discussions qui ne tendent qu'à aigrir les esprits et qui sont toujours occasionnées par des rapports faux et exagérés. Je suis cependant charmé que vos gens n'aient qu'à présenter les offres avantageuses qu'on leur a fait, et qu'ils ne se plaignent que de la cherté des vivres : sur quoi j'aurai l'honneur de vous dire que depuis que le riz est cher, je fais délivrer des magasins de la Compagnie 40 mesures de riz pour chaque homme par mois, qu'ils payent 12 fanons ; qu'outre le riz que l'on délivre à ceux qui leur fournissent à

manger, les uns paient 12, 13, et jusques à 15 fanons à leurs hôtes : ceux qui ne paient que 12 ou 13 fanons ne sont pas tout à fait si bien nourris que ceux qui paient 15 : mais aussi, ils ont plus de reste des 40 fanons qu'ils reçoivent par mois, et dont ils font ce qu'ils souhaitent. Le certificat ci-joint servira de preuve à ce que j'ai l'honneur de vous marquer.

On a remis à M. le major Lawrence la lettre que vous lui avez écrit, et les 400 roupies. Il s'est transporté à la prison avec M. Bruce pour examiner la vérité des plaintes que vous ont portées les prisonniers. Si vous aviez donné ordre de faire visiter les coffres, paquets et poches de ceux que je vous ai renvoyés, je crois que vous vous seriez dispensé de m'écrire tout ce que vous me marquez à ce sujet.

Il est inutile, Monsieur, que vous cherchiez à diminuer le mérite de ma complaisance envers vous, Monsieur, et le capitaine du *Deal Castle*, de lui avoir remis l'homme qu'il m'a fait demander par l'officier qu'il m'a envoyé ici à terre : qu'il soit mousse ou autre, je l'ai donné tel qu'on me l'a demandé, et je ne me suis jamais attendu à mériter beaucoup auprès de vous et de lui par ce bien modique acte de générosité qui ne peut que servir de preuve à mon empressement de donner la liberté à tous ces malheureux.

Les lettres qui étaient sous votre couvert ont été remises aux personnes à qui elles étaient adressées : en voici quelques-unes, en réponse, pour lesquelles je vous demande la même grâce.

Je reçois dans le moment la réponse à la lettre que j'eus l'honneur de vous écrire hier. Comme vous ne pourriez tarder à recevoir les ordres de votre Cour au sujet de la suspension, s'ils peuvent m'être communiqués, ou vos intentions conséquentes, je vous en serai infiniment obligé : je ne manquerai pas de même de vous faire part de ceux que je recevrai en conséquence.

J'ai l'honneur d'être, avec toute l'estime et le respect possibles, etc...

27 novembre 1748.

Monsieur,

J'ai reçu hier l'hónneur de votre lettre du 14 du courant v : s :. Si je ne vous ai point répondu sur l'article par lequel on insiste que l'on remette en prison ceux des prisonniers qui ont pris le service ici par séduction, c'est qu'il n'y en a aucun dans ce cas et que ceux qui ont été admis ne l'ont été qu'après maintes sollicitations de leur part : et à vous dire vrai, je ne suis pas fort porté à recevoir tant d'étrangers à notre service, sur lesquels il est assez difficile de compter d'ailleurs. La façon de la nation de conduire ses troupes ne s'accorde point avec celle d'agir de plusieurs de ces étrangers, et j'aime mieux m'en passer que de rien changer à une coutume qui nous est extrêmement chère. Au surplus, Monsieur, vous êtes le maître de prendre par la suite telles mesures que vous jugerez à propos : elles ne changeront rien à ma façon d'agir et de penser sur les pri-

sonniers, et certainement je n'insisterai pas auprès de vous pour qu'on remette en prison tous les Français qui, prisonniers en Angleterre, ont pris le service dans vos vaisseaux. Le nombre en est assez considérable : mais, qu'ils aient été séduits ou contraints à servir, ils n'en sont pas moins traîtres à la patrie.

Toutes les réflexions que vous faites sur les dépositions de vos gens proviennent de ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous dire. Les ordres que j'ai au sujet des prisonniers sont un peu différents des vôtres : l'inspection des uns et des autres lors de l'échange démontre que les ordres dont vous et moi, Monsieur, nous sommes porteurs, sont parfaitement exécutés. Nos prisonniers sont si satisfaits du traitement qu'ils reçoivent ici, qu'il y en a eu dans le dernier échange qui ont offert jusqu'à six pagodes à quelques-uns de leurs camarades pour marcher en leur place : on m'a rapporté ce fait que je vous présente comme il m'a été donné.

J'ai fait remettre à M. Lawrence le paquet qui était pour lui : je vous demande la même grâce pour les ci-jointes.

J'ai l'honneur d'être avec autant d'estime que de respect, etc...

30 novembre 1748.

Monsieur,

J'eus l'honneur, hier au soir, de vous accuser à la hâte la réception de la vôtre du 17 courant v:s:,

et de vous renvoyer aussitôt les gazettes, dont je vous suis infiniment obligé, ainsi que la copie des préliminaires signés à Aix le 30 avril dernier, avec la proclamation en conséquence de Sa Majesté Britannique. Pour la suspension d'armes aux termes dont il y est mention, quoique je n'aie point encore reçu d'ordre ni avis de ma Cour relatifs à cet heureux évènement, je conformerai cependant ma conduite sur celle à laquelle vous paraissez déterminé : en conséquence de quoi je vais donner des ordres dans tous les postes de ma dépendance.

Bien loin de démolir actuellement à Madrast, on y édifiait, et je puis vous assurer que j'exécuterai à la lettre les ordres que je recevrai au sujet de cette place : c'est tout ce que vous pouvez exiger de moi quant à présent, n'ayant nul dessein de ma part d'apporter aucune infraction à la cessation d'armes : c'est de quoi je vous prie d'être assuré, ainsi que de mon inclination à tout ce qui pourra conduire à l'ancienne union que j'ai tant de fois regrettée. La marque la plus certaine que je puis vous en donner à présent, c'est de vous offrir le renvoi sur leur parole d'honneur des deux officiers que nous avons ici, aux conditions ordinaires en pareil cas : me flattant en même temps que vous voudrez bien faire la même grâce aux trois que vous avez chez vous. J'espère que vous voudrez bien y acquiescer, et me rendre la justice de me croire, avec les sentiments d'estime et de respect les plus sincères, etc...

27 décembre 1748.

Monsieur,

J'ai reçu le jour de Noël à midi la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 du courant de votre style. Un grand mal de tête hier m'a empêché d'y répondre et je profite d'un moment de relâche pour le faire.

Je vous prie d'être persuadé que je recevrai avec bien de la satisfaction toutes les lettres que vous voudrez bien m'écrire.

J'ai eu l'honneur de vous envoyer, par ma lettre du 30 du mois passé, que j'exécuterai à la lettre les ordres que j'ai reçus et que je recevrai par la suite de mes supérieurs au sujet de Madrast. Si certaines précautions que l'on juge convenables donnent matière à tirer des conjectures, à vouloir pénétrer dans l'intention, ou plutôt à faire accroire que l'on est assuré de ces intentions, je ne saurais qu'y faire, ni ne me crois pas obligé de répondre ni de diminuer en rien ces précautions. Je vous dirai seulement que le donneur d'avis avance faux dans les choses qui [*illisible*] en fait. On ne mine point l'église anglaise et je n'ai point donné ordre aux habitants de sortir : il serait assez singulier que je donnasse un pareil ordre dans un endroit où il n'y a pour habitants que la garnison. Ces avis sont aussi vrais que celui qui vous a été précédemment donné au sujet des esclaves de Madrast. Votre lettre au Père [*illisible*] m'a fait voir l'erreur où l'on vous avait mis à ce sujet. Je puis vous assurer, Monsieur, qu'aucun esclave, de quelque

sexe qu'il soit, n'a été pris à Madrast, et que je défie ceux qui nous rendent si bien justice auprès de vous de nommer un seul esclave pris dans cette ville dans la possession d'aucun Français dans toute l'Inde entière.

Je n'ai pas pu faire de convention avec vous, Monsieur, contraire aux ordres que j'ai eus jusqu'à présent. Vous m'avez fait l'honneur de me communiquer les articles préliminaires signés à Aix le 30 avril dernier, et la proclamation de Sa Majesté Britannique touchant la suspension d'armes qui a été la suite de ces préliminaires : vous me marquiez en même temps que votre intention était de cesser tous actes d'hostilité : j'eus l'honneur de vous répondre que, quoique sans ordres et sans avis de mes supérieurs, votre conduite serait le guide de la mienne et de la nation dans l'Inde ; en conséquence, j'écrivis dans tous les établissements : là comme ici, on se conformera à ce qui est prescrit, et j'ai l'honneur de vous confirmer la même chose : c'est la seule convention que le défaut d'ordres où je me trouve puisse me permettre de faire avec vous, et c'est en même temps adhérer à cette suspension dont je ne doute pas que nos souverains ne soient convenus, quoique le donneur d'avis dise le contraire. Nous sommes seulement surpris que cette agréable nouvelle ne nous soit pas encore parvenue par mer, à nous aussi bien qu'à vous. Le défaut de cette publication au fort Saint-David et terres dépendantes, les préparatifs continuels que l'on y

fait, le refus constant de vos limites à mes choupdars, tandis que les vôtres pénètrent jusque dans ma maison : le même refus à quelques uns de nos marchands qui s'y sont présentés, quoique j'aie permis à quatre des vôtres d'entrer dans la ville, les courses de votre cavalerie sur les terres de notre dépendance, qui ne laissent point d'épouvanter les timides habitants ; l'extrait ci-joint d'une lettre qui vient, à ce que je crois, du même lieu que celle dont vous m'envoyez l'extrait : tous ces points, pris du mauvais côté, me persuaderont que si cette suspension n'est point douteuse, que vous ne comptez en faire usage qu'autant que vous le jugerez à propos et selon que vous le trouverez bon. Votre empressement d'ailleurs à saisir les apparences les plus simples, et à écouter les premiers avis, les menaces dont sont presque toujours accompagnées vos lettres, il n'en faudrait pas davantage pour me persuader que vous recherchez avec avidité tout ce qui peut faire cesser cette suspension. Vous ne devez point en être surpris, si la nation se tient autant que jamais sur le qui-vive ; elle ne peut oublier aucune précaution convenable, dans les circonstances présentes, sans se rendre criminelle envers ses supérieurs.

Le défaut d'ordres où je me trouve rend sa situation assez incertaine, et tandis que vous lui présentez une suspension d'armes, vous lui faites voir en même temps un dessein assez suivi de la faire bientôt cesser : ce sera donc votre conduite

qui réglera la sienne et qui décidera de bien des choses : mais je puis vous assurer que les moyens de faire cesser cette cessation ne vous seront pas fournis par moi ni par mes ordres.

J'ai examiné ce que vous me marquez touchant les 225 charges de bœufs de grains. Ces grains viennent de Vandavachy et appartiennent à des gens de là, qui ont reçu des avances des marchands d'ici pour une quantité assez considérable. Ces fournisseurs, au lieu de tenir leurs engagements, faisaient passer leurs grains ailleurs sans les envoyer ici suivant leur convention : ce qui engagea à faire envoyer au devant de ces bœufs, dont les marchands qui ont fait les avances se sont emparés avant que je n'aie su que vous aviez quelque prétention sur ces grains. S'ils appartiennent à des marchands du dehors engagés ici, je ne vois pas quelle infraction cette démarche peut apporter à la suspension d'armes, puisqu'on peut les engager sans crime à venir vendre leurs grains ici, et que celui qui a envoyé ces bœufs est débiteur et engagé envers nos marchands. Au contraire, ces grains appartiennent en propre à nos habitants : rien ne sera plus juste que de leur faire rendre la même quantité, et c'est à quoi je m'emploierai aussitôt que vous voudrez bien me marquer ce qui en est, dussé-je les payer de mon propre argent. Il me suffira de trouver l'occasion de vous marquer mon empressement à me conformer exactement aux sentiments dont vous vous voulez bien me donner les assurances. Vous

pouvez être persuadé que les miens sont aussi sincères et que je ne laisserai échapper aucune occasion de vous en assurer, ainsi que de l'estime et du respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc...

4 janvier 1749.

Monsieur,

J'ai reçu le deux de ce mois la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 21 du mois passé v: s:. Je suis extrêmement sensible à la part que vous voulez bien prendre à ma santé : je vous en remercie, et vous prie d'être persuadé de ma parfaite reconnaissance.

Il est malheureux pour moi que les termes dans lesquels mes lettres sont conçues ne puissent vous persuader de mes sentiments sur la situation présente des affaires. Cependant, je crois m'être expliqué bien clairement, lorsque j'ai eu l'honneur de vous dire que ma conduite se réglerait sur la vôtre, et que je ne vous procurerais pas les moyens de faire cesser la suspension d'armes que nos souverains respectifs avaient conclue, et que j'avais donné des ordres en conséquence dans tous les établissements de ma dépendance. C'est adhérer, autant qu'il dépend de moi, sans ordre ni avis de mes supérieurs, à cette suspension à laquelle je vous proteste encore de me conformer entièrement, autant que vous le jugerez à propos et suivant l'idée des préliminaires et de la proclamation

de Sa Majesté Britannique que vous m'avez fait l'honneur de me communiquer. Mon accession ou non aux articles préliminaires est bien indifférente aux souverains qui les ont arrêtés. Je n'ai, comme sujet, que la voie de la soumission : c'est celle que j'embrasse entièrement.

Cependant cette soumission que je dois à des conventions aussi respectables ne peut m'empêcher de prendre les plus justes mesures pour l'avenir. Elles sont d'autant plus convenables que le défaut d'ordres dans lequel je me trouve me plonge dans une incertitude bien gênante et dont certainement je souhaiterais être délivré. Cette seule incertitude occasionne mes précautions, et je vous proteste que je voudrais être au moment de les cesser entièrement. Les ordres que j'ai de mes supérieurs sont relatifs à ces précautions et n'ont pas d'autre but. Il n'est pas en votre pouvoir ni au mien d'empêcher les donneurs d'avis de donner à leur imagination une étendue qui ne sert qu'à faire naître, comme vous le dites bien, des contestations et de nouvelles inquiétudes qui ne servent qu'à interrompre la bonne harmonie à laquelle certainement je suis porté d'inclination, et que je ferai mes efforts d'entretenir, malgré les insinuations au contraire que l'on cherche à nous donner réciproquement. Vous en avez pu voir un échantillon par l'extrait que je vous en ai présenté. Je pourrais vous en présenter quelque autre ; mais non : j'aime mieux m'en tenir aux assurances que vous me donnez, et prier tous ces

donneurs d'avis d'être plus assurés dans les faits qu'ils présentent.

Je regarde la suspension d'armes comme si certaine de votre part, que j'ai donné des ordres de laisser aller et venir dans cette colonie tous ceux de la vôtre qui s'y présenteront, et, quoiqu'il paraisse que vous n'êtes point dans de pareils sentiments, je ne changerai rien à cet ordre, jusqu'à ce que je n'aie plus de doute sur le changement de sentiments où vous paraissez être à présent. J'ai conçu que dès que vous m'avez fait l'honneur de me signifier la suspension d'armes, je me suis trouvé dans le moment réduit à la défensive : l'offensive ne me sera rendue que lorsque vous serez vous-même l'agresseur. C'est ma situation actuelle : elle subsistera autant que je n'aurai pas d'ordres de mes supérieurs. De là, il vous est aisé de conclure que je ne puis rien faire qui puisse vous autoriser à faire cesser cette suspension : qu'au contraire, j'éviterai tout ce qui pourrait y porter la moindre atteinte. Soyez-en, s'il vous plaît, persuadé, et n'ajoutez nulle foi aux faux avis que l'on peut vous donner, et qui n'ont d'autre but que de vous chagriner et moi aussi.

Je fais mettre ma lettre en anglais, afin que l'on ne puisse donner diverses interprétations aux termes dans lesquels elle est conçue.

J'ai gardé votre choupdar, les pions qui l'accompagnaient, et les trois plaignants dont vous m'avez envoyé les résultats de leur plainte, pour qu'en leur présence on examinât de quoi il est

question. Vous avez ci joint une déclaration du propriétaire du nelly, nommé Annégou, premier plaignant, qu'ils ont faite en malabarre en présence de votre choupdar et des pions, etc..., que l'on atteste comme présents. Si vous voulez bien vous donner la peine de les lire avec attention, vous verrez la malice des noirs qui ont conduit cette affaire. On se plaint sans doute à Tevenapatam que les grains n'y viennent point avec une certaine abondance. L'on gronde ceux qui sont chargés de procurer cette abondance : ils ne voient pas d'autre moyen de se débarrasser qu'en inventant des mensonges dont sans partialité on découvre le faux et les menées dans les présentes déclarations. Je gronde également ici, et l'on me donne pour raison que les Anglais arrêtent tous les grains qui viennent du Sud pour cette place. Je pourrais à ce sujet vous fournir maintes déclarations : mais je connais les noirs, et leur rends la justice qu'ils méritent, et m'arrête peu à leurs discours. Un peu plus d'expérience que vous n'avez vous les ferait connaître : ils sont capables pour le plus vil intérêt de sacrifier tout à leur malice. Quant aux deux autres sujets de plainte, je n'ai rien pu découvrir : mais je pense que ces deux personnes auraient pu me porter directement la plainte d'une telle bagatelle sans vous en rompre la tête : d'autant plus qu'étant aussi étrangers pour vous que pour moi, ils devaient naturellement s'adresser au maître des pions qui les ont pillés. Je ferai cependant des perquisitions et je vous assure que les

délinquants seront punis d'importance. J'ai donné aussi des ordres très sévères pour qu'on laissât aller et venir les marchands de grains où bon leur semblerait : et les premiers qui y contreviendront seront punis sans autre examen, à la moindre plainte. En relisant la déposition d'Annegou, je trouve qu'il a avancé faux en disant que Conda Mangalam est à une lieue et demie de vos limites : il y en a plus de six : mais comme il n'y a pas de vrai dans le fond, il serait surprenant qu'il dît vrai sur la distance de cet endroit qu'il rapproche de vos limites pour aggraver de plus en plus le fait. Je suis mortifié qu'on vous importune et moi aussi pour de pareilles bagatelles : je le suis encore plus que vous me sembliez y ajouter foi. A prendre les choses dans le vrai, ceux qui sont les moteurs de semblables discussions mériteraient un châtiment exemplaire.

Il est aisé de voir le but de ces gens-là : le trouble leur convient, ils y trouvent leur compte ; ils sont au désespoir de le voir cesser. Je le serais effectivement, si une pareille bagatelle dont je vous fais voir toute la fausseté pouvait vous indisposer le moindrement : mais persuadé comme je le suis de votre équité, l'éclaircissement que je vous présente vous fera connaître sur qui votre indignation doit tomber, et vous persuadera en même temps de mon empressement à vous convaincre personnellement de la parfaite estime et du vrai respect avec lesquels j'aurai l'honneur d'être toute ma vie, etc...

18 janvier 1749.

Monsieur,

C'est avec autant d'empressement que de satisfaction que j'ai l'honneur de vous faire part qu'hier au soir mouilla dans cette rade une frégate venant en droiture d'Europe pour m'apporter la confirmation de l'agréable nouvelle que vous avez bien voulu me participer *(sic)* sur la signature des préliminaires à Aix-la-Chapelle : en conséquence de laquelle le Roi a donné l'ordonnance dont j'ai l'honneur de vous présenter un imprimé et que j'annonçai hier soir à toute la ville par une volée de vingt et un coups de canon. Je vais la faire publier et afficher partout et en faire passer des copies partout. Je me conformerai exactement aux ordres que j'ai reçus relatifs à ces préliminaires, dont les suites heureuses ne peuvent que nous être annoncées incessamment : et pour commencer à vous donner des marques bien certaines de ma façon de penser à ce sujet, en réponse de la vôtre, je ferai partir les prisonniers que j'ai ici, étant bien persuadé qu'en cas que la paix ne suivra pas l'heureux évènement dont il est question, vous me rendriez un même nombre de prisonniers aussitôt que vous en aurez l'occasion. Mais il y a toute apparence que vous ne l'aurez pas sitôt. C'est le plus sincère de mes souhaits, ainsi que celui de resserrer les nœuds de l'ancienne amitié que je me suis efforcé d'entretenir avant et après la guerre déclarée, et de vous assurer particulière-

ment de l'estime, et de la considération, et du respect avec lesquels j'ai l'honneur d'être, etc...

20 janvier 1749.

Monsieur,

J'ai bien reçu la lettre que vous m'avez l'honneur de m'écrire en réponse à ma dernière. Vous recevrez la présente par les prisonniers anglais qui partent aujourd'hui pour se rendre auprès de vous, dont ci-joint la liste, montant à quatre vingt une personnes.

J'ai l'honneur d'être avec autant d'estime que de respect.....

(Archives de l'auteur, série A, registre 7, pages 1-23.)

XXXIV.

Extrait d'une lettre de Dupleix a M. de Machault, du 15 janvier 1749.

. . . . . .

Aussitôt débarrassé, j'ai mis les fers au feu (1).

J'entre dans un détail à ce sujet avec la Compagnie, qui lui a fait voir mon embarras de concilier les ordres de Sa Majesté avec la nouvelle de la signature des préliminaires et de la suspension

(1) Pour négocier avec les princes indigènes dans le sens indiqué par la lettre de la Compagnie du 15 janvier 1748 : l'échange de Madras contre des territoires de rapport.

d'armes dont M. de Boscawen m'a fait part à la fin de novembre : j'espère que le rapport qu'elle vous en fera, Monseigneur, vous fera sentir l'étendue de mes inquiétudes qui sont en vérité des plus vives. Je me flatte que je ne puis tarder à être bientôt tiré de peine, et que la Compagnie se sera servi de toutes sortes de voies pour me faire parvenir cette nouvelle et les ordres de Sa Majesté pour ma conduite sur cette place (1). Je les attends avec la dernière inquiétude . . . . . .

. . . . . .

(Suite de la même lettre, continuée le 20 janvier).

Depuis la présente écrite, j'ai reçu par la voie de Suratte, en passant par Mahé, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 mai dernier. Cette lettre, en même temps qu'elle me confirme les bonnes nouvelles dont M. de Boscawen m'avait déjà fait part, me tire des inquiétudes dont j'ai eu l'honneur de vous faire part ci-dessus. Je sais à présent à quoi m'en tenir et j'ai donné des ordres en conséquence, et réitéré ceux de vider cette ville autant qu'il sera possible. J'observerai d'ailleurs tout ce que vous me faites l'honneur de me marquer touchant sa conservation, et celle de cette place sera d'autant mieux exécuté *(sic)*, que je vois par les ordres que le ministre de la marine a donnés aux Iles pour le rappel des vaisseaux du Roi avant la signature de la paix,

(1) Madras.

que nous nous trouverons encore réduits à nos propres forces pendant que celles de l'ennemi seront encore toutes rassemblées dans peu au fort Saint-David, circonstance qui sera cause que la réforme à laquelle je me préparais sera encore suspendue pour quelque temps, jusqu'à ce que je voie clair sur la conduite de l'ennemi, qui continue toujours ses préparatifs et fait faire achat de chevaux à Arcatte et ailleurs.

J'ai eu connaissance des ordres dont j'ai l'honneur de vous parler par le vaisseau la *Favoritte*, qui a mouillé en cette rade le 17 à 5 heures du matin, étant parti de Cadix le 2 d'août. Cette frégate ne nous apporte d'autre nouvelle que celle de la suspension et de la signature des préliminaires dont sans doute s'ensuivra la paix. J'ai aussitôt communiqué l'avis que je venais de recevoir à M. de Boscawen à Goudelour et lui ai offert en même temps l'élargissement des prisonniers que j'ai encore, aux conditions que si la paix n'avait pas lieu, ce qu'à Dieu ne plaise, il me rende le même nombre à la première occasion. Il a consenti à ma proposition et je vais faire partir ces prisonniers qui sont encore au nombre de 81. . . . .

. . . . . .

(Archives de l'auteur, registre 1, page 129.

XXXV.

Extrait d'une lettre de Dupleix a M. de Montaran du 30 janvier 1749.

. . . . . Votre lettre du 24 mai m'annonce l'heureux évènement de la paix tant désirée et si nécessaire aux progrès du commerce de la nation. Les Anglais nous avaient fait déjà part de cette agréable nouvelle dès le mois de novembre dernier : elle m'a été confirmée par les lettres de la Compagnie qu'elle avait fait passer par la voie de Constantinople, et enfin, la *Favoritte* vient de nous la confirmer. Dieu soit loué ! Il ne faut, comme vous le dites, ne songer qu'à faire oublier le passé. J'y vais donner tous mes soins . . . . . .

. . . . . .

Quelque diligence que l'on ait recommandée à Constantinople pour me faire parvenir les ordres de la Cour et de la Compagnie, au sujet de la suspension d'armes, les paquets qui les contenaient ne me sont parvenus que deux ou trois jours avant l'arrivée de la *Favoritte*. Il n'était plus temps de prévenir les desseins de l'amiral Boscawen, et l'affaire était décidée : et je doute qu'il se fût trouvé en état de recommencer une seconde fois. Les pertes d'hommes et ses consommations de munitions avaient été trop considérables pour songer à renouer cette entreprise sans des secours aussi puissants que ceux que lui-même

avait conduits, et, à dire vrai, je crois que dans le fond il est autant satisfait que moi de cette bonne nouvelle qu'il n'a pas encore reçue par mer. Son escadre a tenu bon pendant toute la mauvaise saison à cette côte, et quoiqu'il ait envoyé les vaisseaux les plus maltraités à Trinquemalé et à la côte Malabare, il en a toujours gardé à Goudelour. Cette nation risque plus volontiers que nous sur mer. Il serait difficile de persuader à nos marins de courir les risques auxquels l'Anglais s'est exposé deux années consécutives. Ils ont senti que leur éloignement de Goudelour mettait cet établissement en compromis, et comme ils ont vu que j'ai toujours profité des moindres absences, ils ont mieux aimé courir le risque de perdre des vaisseaux que cette colonie. Je doute que l'on voulût penser de même chez nous.

(Archives de l'auteur, série A, registre 1, pages 159-160.)

XXXVI.

Armement et manière de combattre des Maures.

. . . . . .

Leurs canons sont de fer battu, cerclés comme des barriques : et une pièce du calibre de 12 à la volée n'est que de six à la culasse : ils sont on ne peut plus mal montés, [avec] des affûts dont la

construction les rend presque inutiles. Ceux de citadelle, comme ceux de campagne, sont faits d'une espèce d'auge où on ne peut ni élever ni abaisser la culasse : de sorte qu'ils ne peuvent se pointer ni plus bas ni plus haut que la position où ils se trouvent. Pour leurs fusils, ils ne se servent que de fusils à mèche, dont quelques-uns, qu'ils appellent des caïtoques, sont assez grands pour porter des balles d'un quarteron. Cette fourche qu'il leur faut toujours pour appuyer et ajuster les empêche bien de faire un feu de mousqueterie si vif que le nôtre, surtout lorsqu'il faut presser le pas. Leurs cavaliers n'ont ni pistolets ni mousquetons : mais, à la vérité, de beaux et d'excellents sabres dont ils se servent peut être plus avantageusement que nous. Ils sont en général bien montés, bien équipés et même de bon air à cheval avec leur robe longue qui est le plus souvent de mousseline blanche ou teinte en quelque autre couleur, et leur toque en turban assez semblable à celle des Turcs : elle est formée de plusieurs tours de mousseline assez bien arrangée et en assez grande quantité pour pouvoir parer un coup de sabre : quelques uns des chefs y ajoutent une petite plaque d'argent cintrée qui s'avance au-dessus des yeux de 5 à 6 pouces. Il y a aussi de leurs sabres dont la garde remonte en enveloppant leur bras jusqu'au coude, et leurs lames sont du plus beau poli du monde, ce qui fait un assez bel effet quand ils escadronnent. En cette manœuvre ils diffèrent aussi de nous par se trop diviser, sur-

tout lorsqu'il faut donner. On les voit venir par petits pelotons, quelques-uns s'avancer au galop jusqu'à la portée de la mousqueterie, et puis tourner bride tout d'un coup pour recommencer la même manœuvre. Ils cherchent presque toujours à cerner un ennemi et pour cet effet ne craignent jamais de trop s'étendre.

Nous avons lieu de croire qu'ils sont plus propres au combat singulier, ce qui prouve que d'homme à homme ils valent les nôtres : on les a vus plus d'une fois s'escrimer ensemble de la bonne façon, et si le Français a eu plus souvent l'avantage, il ne le devait qu'à celui des armes à feu dont les cavaliers mogols ne sont point pourvus. Ceux-ci dressent même leurs chevaux pour cet exercice comme on le voit en Europe à s'élever à pic dans le moment qu'ils joignent l'adversaire pour donner l'avantage du coup de sabre à son cavalier, souvent même le lui parer et chercher à gagner la croupe de l'autre. Tout ce qu'on peut conclure de ces différences, c'est que nous mettons à profit leur défaut de faire manœuvrer en gros une troupe : cela, joint à l'avantage des armes à feu dont nous savons tout autrement tirer parti que ces peuples forment les principales causes de tous ces avantages que nos petites troupes ont si souvent remportés sur leurs nombreuses légions.

Les fouguettes dont ils se servent si fréquemment dans leur infanterie sont des espèces de fusées ou lances à feu enfermées dans un petit canon de 5 à 6 pouces de longueur, un peu plus

gros que celui d'un fusil et qui est attaché à une gaule de 4 ou 5 pieds de long pour pouvoir la lancer : elle vous a deux bonnes portées de fusil. Il est vrai qu'il n'est pas difficile de les éviter ; on les voit mieux venir qu'une bombe, mais elles seraient plus dangereuses s'ils trouvaient le moyen de les faire crever à terre, ce qui ne serait pas bien difficile. . . . . .

(Bibliothèque Nationale. — Mss. — Fr. 12087, fol. 75-76.)

XXXVII.

Note (de l'auteur) sur les embarcations en usage aux Indes au XVIIIe siècle.

Les *boths,* ou *bots,* étaient des bâtiments destinés au cabotage, portant généralement de 50 à 80 tonnes de marchandises, parfois même davantage. On s'en servait pour faire le commerce le long de la côte, et on les employait même pour des traversées relativement longues, comme celle d'Inde à l'Ile de France, ou à Achem. La construction et le gréement en étaient fort analogues à ceux du *boutre* arabe. Les dimensions restreintes de ces bateaux leur permettaient de pénétrer dans l'embouchure des rivières, où les gros bâtiments étaient obligés de se tenir au large. On ne débarquait les cargaisons et le personnel au moyen de chelingues ou de catimarons, que faute de pouvoir s'approcher

de la terre à cause de la barre qui règne presque partout à un mille ou deux de la côte.

Les *chelingues* étaient de petites embarcations sur lesquelles on pouvait charger deux ou trois tonnes. Elles étaient construites de manière à pouvoir impunément talonner sur les hauts fonds, sans se briser ni se disjoindre :

« Chelingue, s. m. *(marine)*. C'est un petit bâti-
« ment qui n'a de membres (le dictionnaire de
« Trévoux dit membranes) (1) que dans le fond,
« et qui n'est guère plus long que large. Il n'entre
« point de fer dans sa construction, pas même de
« clous. Les bordages de ses hauts ne sont cousus
« qu'avec du fil de caret fait de coco. Ils sont fort
« légers et hauts de bord : ils obéissent à la rame.
« On s'en sert à la côte de Malabar et de Coro-
« mandel. » *(Encyclopédie)*.

. . . . . .

. . . . « Ces schelingues sont des bateaux du
« pays, plats de varangue, fort relevés par les
« bords, qui tirent peu d'eau et en reçoivent beau-
« coup. Ils sont construits d'un bois blanc et léger.
« Ces planches sont cousues ensemble par des
« cordelettes de coco. Ces coutures sont recou-
« vertes en dedans par un long cordon fait de
« joncs, encore cousu avec des ficelles de coco :
« de sorte que ces embarcations, que les Macois
« (espèce de naturels, tous mariniers), mènent
« fort adroitement, talonnant à tout moment sur

(1) Note de l'*Encyclopédie*.

« la barre et craquant de poupe à proue, la fran-
« chissent, poussées par l'impétuosité des vagues.
« Mais ces planches ainsi calfatées, dans l'assem-
« blage desquelles il n'entre ni fer, ni clous, ni
« chevilles obéissent, et rien ne se sépare. Rare-
« ment même les balles des marchandises sont
« elles trop mouillées, parce qu'on a soin de
« relever un espace en carré dans le milieu de la
« schelingue avec des bûches, des nattes, de la
« paille, qu'on appelle grenier, sur lequel sont
« posées les balles, tandis qu'on a soin de vider
« avec des panelles les deux bouts du bateau qui
« boit beaucoup. Il est vrai qu'il y a peu de per-
« sonnes venant d'Europe et débarquant pour la
« première fois dans une schelingue qui ne fré-
« misse de se voir enveloppé dans toutes ces
« lames agitées qui se brisent sur la barre, sou-
« lèvent la schelingue toute droite pour la laisser
« retomber sur le pur sable surtout si la mer est
« un peu mâle. Mais on en est quitte pour être
« passablement mouillés, et non pas toujours. »
(Bibliothèque Nationale. — Mss. — N. acq. fr. 9364, fol. 150.)

. . . . . .

Le catimaron (on écrit parfois cantimaron) est une embarcation très légère, pouvant porter un homme, deux au plus. L'étymologie de ce mot est *catti-maram*, en tamoul *arbres liés*. D'autres embarcations, dont l'emploi était le même portaient au Malabar le nom de *tonnes*. « C'est une pirogue faite d'un seul arbre creusé, et plate par dessous,

et haute de bord. » *(Bibliothèque Nationale. — Mss. — Fr. 12087, fol. 3, note en marge.)*

. . . . . .

« Un catimaron est un composé de cinq à six « morceaux de bois de quinze à vingt pieds, atta- « chés ensemble, sur lesquels un homme est assis « avec deux rames. » *(Bibliothèque de l'auteur, mémoires pour la Bourdonnais, p. 111, en note.)*

. . . . . .

« Catimarons ou cantimarons, s. m. *(marine)*. « Ce sont deux ou trois canots de pieds d'arbres « croisés et liés ensemble avec des cordes de coco, « qui soutiennent des voiles de nattes en forme « de triangle, dont les nègres de la côte de Coro- « mandel se servent pour aller pêcher et même « trafiquer de proche en proche. Ceux qui les « conduisent sont ordinairement à demi dans « l'eau, assis les jambes croisées, n'y ayant qu'un « endroit peu élevé au milieu pour mettre leurs « marchandises. Ils ne font aucune difficulté « d'aller à dix ou douze lieues au large, ils vont « très vite pour peu qu'il vente. » *(Encyclopédie)*.

XXXVIII.

NOTE (DE L'AUTEUR) SUR LES PIÈCES DE CAMPAGNE *employées aux Indes par les Français et particulièrement sur les petites pièces dites : « canons à la minute ».*

Dans la plupart des relations des combats livrés aux Maures, au moment de la prise de Madras et du siège de Pondichéry, il est question de la rapidité du tir de notre artillerie, rapidité qui a contribué en mainte circonstance au succès de nos troupes. Les manuscrits datant de cette époque donnent le chiffre fantastique de *vingt-deux coups* par minute. Il faut évidemment faire une bonne part à l'exagération ; mais il n'en reste pas moins hors de doute, par la concordance de tous les récits des affaires auxquelles les artilleurs de Pondichéry ont pris part vers 1748, que certains de leurs canons pouvaient réellement tirer beaucoup plus vite que les pièces du modèle ordinaire. En rapprochant les divers passages où il en est question, on arrive à conclure qu'il devait s'agir de pièces dites *à la Suédoise,* construites d'après un système qu'on avait expérimenté en Europe et en France au commencement du règne de Louis XV. Ce type de canons n'avait pas été adopté pour notre artillerie continentale : il est vraisemblable que la Compagnie des Indes aurait

acheté à bas prix une partie de ce matériel inutilisé pour en tirer parti dans ses établissements en pays sauvage. Il devait être caractérisé par des affûts légers, très mobiles, pouvant être facilement manœuvrés à bras d'homme : une vis de pointage, perfectionnement introduit vers l'époque dont il s'agit dans l'artillerie de campagne : un très faible calibre (*deux livres* de balle, pour certaines pièces), ce qui permettait d'atténuer le recul, même avec des pièces très légères. Le chargement devait se faire par la bouche, et d'un seul coup, à l'aide d'une gargousse à laquelle étaient fixés le boulet et son sabot. Ce genre de munitions s'appelait un *guerron*. Ce fut l'explosion d'un chariot qui en était rempli, et qu'on avait placé, pour pouvoir accélérer le tir, près de la pièce qu'il approvisionnait, qui détermina Paradis à ordonner prématurément l'évacuation de nos ouvrages d'Ariancoupan.

Nous extrayons d'une *Note historique sur la rapidité du tir dans l'artillerie de campagne depuis le moyen âge jusqu'à nos jours, par L. Poncet, lieutenant d'artillerie. — Paris, Berger-Levrault, 1899, (Bibliothèque Nationale, Imprimés, 8° V, pièce 12750)*, les passages suivants :

« Vers la fin du XVIe siècle, et au début du « XVIIIe, quelques essais, peu nombreux à la « vérité, furent tentés pour augmenter la rapidité « du tir des bouches à feu. C'est ainsi que l'ar- « tillerie allemande avait fait construire un certain « nombre de canons se chargeant par l'arrière.

« Dans les uns, le système de fermeture était « constitué par un coin mobile que l'on fixait à la « pièce au moyen d'une clavette traversant à la « fois la culasse et le coin : dans d'autres *(Kam-* « *mergeschütze)* la chambre était mobile et se « chargeait à part. On disposait de plusieurs « chambres dans lesquelles on plaçait le charge- « ment pendant le temps employé à pointer et « à fixer au canon une autre chambre chargée.

« En 1594, Errard de Bar-le-Duc recomman- « dait l'emploi d'un canon de 12 se chargeant « par la culasse : c'était une pièce à boîtes ana- « logues à la *Kammergeschütze* des Allemands. « et dans laquelle on se servait d'un projectile « réuni d'avance à la charge. La fermeture s'opé- « rait au moyen d'un cylindre en fer qui traversait « la culasse de la pièce ainsi que la partie postè- « rieure de la boîte.

« En 1606, Saint-Julien écrivait que pour tirer « plus vite, on se servait de cartouches auxquelles « le boulet était attaché d'avance et il proposait « l'emploi de gargousses en fer blanc sans fond. « Le même fait ressort d'une recommandation « faite dans le « *Livre du Canonnier* » imprimé « en 1651. « Serait bon avoir des guerrons pour « les dites petites pièces, pour en tirer plus sou- « vent. » Faut-il voir dans ces cartouches à bou- « let primitives, les précurseurs des cartouches « métalliques en honneur aujourd'hui dans la « plupart des systèmes d'artillerie à tir rapide ?

. . . . . .

« Les recherches ayant pour but d'accroître la « vitesse du feu ne purent devenir sérieuses que « lorsque Gustave-Adolphe eut créé « un maté- « riel suffisamment léger pour suivre les troupes « dans leurs déploiements sur le champ de « bataille. » C'est en effet lorsque les pièces « légères furent devenues d'un usage courant « dans toutes les armées européennes qu'on vit « s'accentuer les tendances à l'accélération du « tir.

« En 1728, le général prussien Linger imagina « un système de fermeture composé d'un coin que « l'on manœuvrait à l'aide d'un levier, et qui « glissait perpendiculairement à l'axe de la pièce « dans le sens vertical. Ce mécanisme, appliqué à « des canons légers, permettait une assez grande « rapidité de tir et rendit des services pendant la « guerre de Sept ans.

« Vers la même époque, en 1730, le général « Obenaus proposait en Autriche un modèle de « pièces à tir accéléré *(Geschwindgeschütze)*. Son « projet n'ayant pas été accueilli, il le portait en « Saxe, où l'on construisait, en 1734, sur ses indi- « cations, des pièces de 6 « pourvues de machines « à pointer fort commodes. » Dans un essai, au « camp de Radwitz, l'artillerie saxonne tira, avec « 48 de ces canons, *6 coups par pièce en une « minute.*

« La France avait suivi, quoique sans grand « enthousiasme, l'exemple des puissances étran- « gères. En vue d'alléger le matériel et d'accélérer

« le tir, on avait construit des pièces dites : *à la*
« *Suédoise*, du calibre de 4, se chargeant par la
« bouche et placées sur un affût très maniable,
« muni d'une vis de pointage analogue à celle des
« canons de 4 rayés que nous avons adoptés en
« 1859.

« Le maréchal de Saxe, malgré l'opposition que
« ce matériel rencontrait en haut lieu, n'hésita pas
« à l'introduire dans l'armée qu'il commandait en
« 1746. Il se montrait un fervent partisan de la
« diminution de calibre, au profit de la vitesse du
« tir. Il avait même proposé une pièce d'une
« demi-livre, qu'il appelait amusette, et qui pou-
« vait lancer par heure 200 projectiles de 40^{mm},
« pesant 250 grammes. Cette pièce, pour le service
« et le transport de laquelle trois hommes suffi-
« saient, constituait une véritable mitrailleuse au
« sens actuel du mot. Elle ne fut d'ailleurs jamais
« expérimentée, mais il était intéressant d'en signa-
« ler la conception à une époque où la question
« de tir accéléré était encore dans l'enfance. »

. . . . . .

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

RÉPERTOIRE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

RÉPERTOIRE DES PIECES JUSTIFICATIVES.

Pages.

I. Dupleix à son frère, 26 janvier 1749 (*extrait*) 253
II. Lettre de Maphouz-Kan à La Bourdonnais, au moment du siège de Madras. — Réponse de La Bourdonnais. . 254
III. Extrait d'une lettre de Kerjean au Maréchal de Noailles, du 2 mars 1750. 256
IV. Traduction d'une lettre de congratulation sur la prise de Madras, écrite par Imansaeb à Monsieur le Gouverneur 261
V. Lettre d'Iman-Saheb à Monsieur le Gouverneur 264
VI. Lettre d'Iman-Saheb au Gouverneur de Pondichéry, écrite de la part de Nizam el Moulk Bahadour . . . 266
VII. Lettre de Ragogy Bonzola, général de l'armée des Marattes, à Monsieur le Gouverneur de Pondichéry, écrite du royaume de Cetara 269
VIII. Lettre de Chandasaheb à Monsieur le Gouverneur de Pondichéry, écrite du royaume de Cetara. 272
IX. Lettre de Mouhamet-Ali-Kan, frère de Chandasaheb à Monsieur le Gouverneur de Pondichéry, écrite de sa forteresse de Polono. 274
X. Lettre de Mirza-Mouhamed-Kan, bakchy de l'armée de Nasserjingue, à Rangapa, écrite du camp de Nasserjingue dans le royaume de Maïssour. 276
XI. Lettre du nabab Mafouskan à Rangapa. 279

Pages.

XII. Lettre d'Iman Sahib à Monsieur le Gouverneur *(reçue le 7e avril 1748)*. . 280
XIII. Lettre d'Iman-Sahib à Dupleix. . . 285
XIV. Extrait d'un mémoire de Dupleix, rédigé après sa rentrée en France. . 287
XV. Extrait d'une lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 15 janvier 1749 289
XVI. Extrait d'une lettre des Syndics et Directeurs généraux à Dupleix, du 30 mai 1747. 292
XVII. Extrait d'une lettre des Syndics et Directeurs généraux à Dupleix, du 11 juillet 1747. 294
XVIII. M. David à M. de Lozier-Bouvet, 24 avril 1748 296
XIX. Lettres ou extraits de lettres écrites par Dupleix, du 22 juin à la fin d'août 1748, à divers correspondants (Barthélemy, David, Bouvet, Paradis, les directeurs de la Compagnie, etc...) (vingt-sept lettres) 299
XX. Deux lettres de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux (21 et 28 août 1748) 327
XXI. Extrait d'une relation du siège de Pondichéry conservée aux archives du Ministère des Colonies. 330
XXII. Dupleix à Barthélemy, 7 septembre 1748. 331
XXIII. Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, 19 octobre 1748 333
XXIV. Dupleix à son frère, 19 octobre 1748. . 335
XXV. Lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 21 octobre 1748. 336
XXVI. Extrait d'une lettre de Dupleix à M. Le Verrier, du 27 octobre 1748. . . . 347
XXVII. État des officiers et soldats tués ou blessés pendant le siège, et ceux que nous avons perdus par la désertion. 352

Pages.

XXVIII. Extrait d'une lettre de Dupleix aux Syndics et Directeurs généraux, du 15 janvier 1749 354
XXIX. Extrait d'un mémoire de Dupleix . . 356
XXX. Lettres ou extraits de lettres de Dupleix à Barthélemy, du 19 octobre au 9 décembre 1748 (huit lettres) . . 357
XXXI. Lettre de Dupleix au commandant des vaisseaux français devant Madras, 21 décembre 1748. 369
XXXII. Lettre de Dupleix aux capitaines des vaisseaux français devant Madras, 21 décembre 1748 371
XXXIII. Lettres écrites par Dupleix à l'amiral Boscawen, depuis la levée du siège jusqu'à la notification officielle de la suspension d'armes (onze lettres) . 372
XXXIV. Extrait d'une lettre de Dupleix à M. de Machault, du 15 janvier 1749 . . . 392
XXXV. Extrait d'une lettre de Dupleix à M. de Montaran, du 30 janvier 1749. . . 395
XXXVI. Armement et manière de combattre des Maures 396
XXXVII. Note (de l'auteur) sur les embarcations en usage aux Indes au XVIIIe siècle . 399
XXXVIII. Note (de l'auteur) sur les pièces de campagne employées aux Indes par les Français et particulièrement sur les petites pièces dites « canons à la minute » 403

RÉPERTOIRE ONOMASTIQUE.

RÉPERTOIRE ONOMASTIQUE.

(Les noms qui ne sont pas suivis d'une indication de page ou de chapitre sont ceux de personnages ou de localités très connues, ou dont il est question à peu près partout dans le cours de l'ouvrage. — Les noms géographiques sont en italiques).

A.

ABD-ER-RAMAN (Cheik Ibrahim). — Commandait une des compagnies de cipayes au service de France, pendant le siège de Pondichéry. — A pris part aux diverses sorties et coups de main contre les assiégeants.

ABDOUL-NABY-KAN. — Soubedar de Cadapé. — 277.

Achem. — Dans l'île de Sumatra, 5° lat. N. et 95° long. E. — Les vaisseaux français y sont envoyés après la prise de Madras. — 11.

ACHILLE. — Vaisseau amiral, monté par la Bourdonnais. — I.

Adyar ou *Sydrapetta.* — Rivière se jetant dans la mer à Saint-Thomé. — Maphouz-Kan se retranche derrière ce cours d'eau, près de Saint-Thomé, et est délogé de cette position par les Français. — 41.

AIMABLE. — Vaisseau de l'escadre de M. de Saint-Georges; un de ceux qui continuèrent leur route malgré la tempête qui assaillit la flotte lors de son premier départ. — 132.

Aix (île d'). — Côtes de France, en face de la Rochelle.

Aix-la-Chapelle (traité d'). — La nouvelle des préliminaires signés au mois d'avril parvient aux Indes en janvier 1749. — 243, 245.

D'ALBERT (marquis). — Reçoit le commandement de l'escadre partie pour les Indes en 1747. Ses vaisseaux sont dispersés par une tempête et le *Magnanime*, démâté, est pris par les Anglais avec l'amiral qui le montait. — 135.

ALCIDE. — Vaisseau de l'escadre du marquis d'Albert, commandé par M. de Kersaint. — Il rentre au port après la tempête qui disperse la flotte (135), appareille de nouveau et arrive à l'Ile de France le 27 juin, et prend part à la défense de Port-Louis contre Boscawen. — 164, 166.

ALY-HEKBER-SAHEB. — Envoyé par Chandasaheb porter une lettre à Dupleix. — 273.

ANANDARANGAPOULLÉ ou RANGAPA. — Courtier de la Compagnie des Indes, écrit un journal de ce qui s'est passé à Pondichéry (*Documents consultés*, page XI) sert d'intermédiaire et d'interprète à Dupleix. — 276 et suiv.

D'ANCY (le chevalier). — Commandant l'artillerie de Pondichéry pendant le siège. — XII, XIII, XIV, *passim*.

ANGLESEA. — Vaisseau affrété par la marine royale pour faire la course dans la mer des Indes. — Cédé à la Compagnie pour la défense de ses établissements à la suite de la destruction de la flotte de M. de Saint-Georges. — 133.

Antongil (*baie d'*) à la pointe N.-E. de Madagascar. — La Bourdonnais y est jeté par la tempête (printemps 1746.) — *Introduction*, p. XVII.

ANWAR-OUDIN-KAN, nabab d'Arcate. — Cherche à s'emparer de Madras. — Ses troupes sont battues à Saint-Thomé (octobre 1746.) — Fait échouer l'expédition sur Goudelour. — Traite avec Dupleix (février 1747.) — Envoie des troupes au secours des Anglais qui assiègent Pondichéry (septembre 1748.)

APOLLON. — Vaisseau cédé par la marine royale à la compagnie avec l'*Anglesea.* — 133.

Arcate. — Capitale du Carnate, et résidence du nabab Anwaroudin-Kan.

ARC-EN-CIEL. — Vaisseau de l'escadre du marquis d'Albert, poursuit sa route pour l'Ile de France. — 135.

Archiwack. — Petit village à trois lieues au Sud de Pondichéry, sur la route de Saint-David. — Brûlé par les Anglais. — Défense du camp retranché établi aux environs par les cipayes. — 173.

ARGY (d'). — Officier français, commande les bastions de la porte de Madras pendant le siège de Pondichéry. — 201.

Ariancoupan. — Village, à un quart de lieue au Sud de la rivière du même nom, sur la route de Pondichéry à Saint-David. — Dupleix organise à proximité une redoute, attaquée par les Anglais, évacuée par nous le 1er septembre 1748. — 181 et suiv.

Arméniens (voir page 30, note.)

Arombaté (Chauderie d'). — Hôtellerie malabare, sur le territoire français, au Sud-Ouest de Pondichéry, et à proximité du passage de la rivière d'Ariancoupan. — 331.

ASSRIDGE-MAHOMEDA-SOUJEL. — Commerçant à Madras. — Ses biens ont été respectés par les Français. — 263.

ASTRUC. — Capitaine de grenadiers. — Sa belle conduite à l'évacuation des ouvrages d'Ariancoupan. — Blessé à la sortie du 11 septembre. — 192, 352.

Attour. — Ville du Carnate sur la route de Pondichéry à Mahé. — Dupleix y envoie des agents pour guider les renforts qu'il attend de ce comptoir. — 309.

AUGER. — Commandant les services de la marine à Pondichéry. — Au début du siège fait enlever une bouée mouillée par les Anglais dans la rade. — 175.

AUGUSTE. — Vaisseau de l'escadre de M. de Saint-Georges. — S'échoue à la sortie de Nantes. — 292.

Aurungabad. — Ville du Dekan, dans la haute vallée du Godavery, à peu de distance de Surate. Golconde et Aurungabat étaient les deux résidences habituelles du soubab.

ANSON (amiral.) — Amiral anglais. — Détruit la flotte de M. de Saint-Georges au large du cap Finisterre. — 294.

AUTEUIL (Combault d'.) — Capitaine de dragons, passé à l'Ile de France en 1736 comme capitaine réformé. — Vient à Pondichéry en 1740, passe au Bengale pour y faire le commerce. — De retour à Pondichéry, forme en 1746 une compa-

gnie de dragons qui prend part au siège de Madras. — En conserve le commandement et se distingue pendant la défense de la ville contre Boscawen.

B.

BADÉSAHEB. — Frère de Chandasaheb. — Une bombe éventre sa maison pendant le siège. — 205.

BAHADOUR-KAN. — Soubedar de Kanoul. — 277.

BALACHETTY. — Trafiquant indigène de Madras, homme de paille pour des achats de coton. — 314, 367.

Bandapollam ou *Guddilam* (rivière de). — Bras de rivière se jetant dans la mer au nord de Goudelour. — 148.

BARNET (le commodore). — Amiral anglais, commandant la flotte de la mer des Indes. — Capture des vaisseaux français, au début de la guerre. — Vient s'installer avec sa flotte à Goudelour (1746), est transporté à terre et y meurt, laissant le commandement au commodore Peyton. — Introduction, p. XVI et XVIII.

BARTHÉLEMY. — Membre du Conseil supérieur de Pondichéry. — Envoyé à Madras après la prise de cette ville par la Bourdonnais en qualité de conseiller provincial. — Y prend le commandement après le départ de d'Espréménil, soutient l'attaque de l'armée de Maphouz-Kan, est remplacé par Paradis, puis par d'Esprémenil, et revient prendre à la place de ce dernier le gouvernement de Madras qu'il conserve jusqu'à la restitution de cette ville aux Anglais.

Batavia. — Capitale des possessions hollandaises, dans l'île de Java.

Batticaloa. — Rade sur la côte orientale de Ceylan, par 8° lat. N., et 78° long. E. — 7.

BECCARD. — Officier de la marine royale, commandant le *Jazon*, de l'escadre de M. de Saint-Georges. — 131.

BÉARD. — Officier de marine au service de la Compa-

gnie, commandant le *Saint-Louis*, de l'escadre de la Bourdonnais. — 3.

DE BOISQUENAY. — Officier de marine au service de la Compagnie, commandant le *Lys*, de l'escadre de La Bourdonnais (1746). — 3.

DE BOMPARD. — Officier de la marine royale, désigné pour prendre le commandement des vaisseaux armés à Toulon, après la prise du *Magnanime* par les Anglais. — 135.

DE LA BORDERIE. — Jeune officier de la garnison de Pondichéry, prend part à la défense de la redoute d'Ariancoupan (septembre 1748.) — 330.

BOSCAWEN (l'amiral.) — Commande la flotte anglaise envoyée contre Pondichéry et dirige les opérations du siège.

BOURBON. — Vaisseau français de l'escadre de la Bourdonnais. — Fort endommagé par la tempête du 13 octobre 1746. — Ramené en rade de Pondichéry, y est armé de nouveau en décembre de la même année en vue d'un coup de main sur Goudelour. — 3, 78.

BOUVET (de Lozier-Bouvet.) — Officier de la marine royale, commande le *Lys*, de l'escadre de M. de Saint-Georges. — Poursuit sa route sur l'Ile de France malgré la tempête qui force la plupart des vaisseaux de l'expédition à rentrer dans les ports de Bretagne. — Prend à Port Louis le commandement d'une escadre destinée à secourir Dupleix. — Paraît devant Goudelour, trompe l'amiral Griffin sur ses projets et arrive à Madras (juin 1748.) — IX, et P. J. XIX et XX.

DE BRAIN. — Chargé du service des approvisionnements pendant le siège de Pondichéry. — 201, 341.

DU BROSSAY (Gardin.) — Officier de marine au service de la Compagnie. — Commande le *Mars*, de l'escadre de Dordelin, et prend part à l'expédition de Bouvet. — I.

BRUCE. — Capitaine de la marine anglaise, fait prisonnier avec Lawrence dans la tranchée devant Ariancoupan. — 189, 353.

BRUYÈRE. — Conseiller de Pondichéry, nommé au

Conseil de Madras, par Dupleix, en octobre 1746. — 26, 49.

BURAT. — Maître canonnier à Pondichéry, chargé de la direction du service des munitions pendant le siège. — 201, 341.

BURNET. — Ecrivain du Roi (d'Angleterre), fait prisonnier avec Lawrence et Bruce dans la tranchée devant Ariancoupan. — 189, 353.

DE BURY. — Major de la garnison de Pondichéry. — Dirige une expédition contre le fort Saint-David en octobre 1746. — Envoyé au devant du nabab Maphouzkan lors de sa visite à Pondichéry en février 1747. — Conserve le titre de major de la garnison pendant le siège, mais est remplacé par La Touche pour le service actif. — Son fils est fait prisonnier par les Maures en octobre 1746.— 28, IV passim, 94.

BUSSY (le marquis de). — Charles-Joseph Patissier, marquis de Bussy-Castelnau. — Originaire du Soissonnais. — Vient aux Indes avec la Bourdonnais, reste à Pondichéry et commande, pendant le siège, la compagnie de volontaires. — Fait prisonnier le major Lawrence dans la tranchée devant Ariancoupan. — 189, et passim, XIII à XVI.

C.

Cadapé (Cuddapah).— Forteresse du nabab Abdoul-Naby-Kan, 13° 30 lat. N., 76° 40' long. 0. — 277.

CALAPETTE (bois de).— Bouquet de bois à trois lieues au nord de Pondichéry sur la route de Madras. — 55.

Cangyvaram (Conjeveram). — Ville du Carnate, sur la rivière Palar, à 30 milles environ au S.-O. de Madras. — 270.

Carnate. — Province du Dekan, capitale Arcatte. — Limitée au nord par la vallée de la Krishna, au sud par celle du Coleroon, à l'ouest par le Maïssour et le pays des Marattes, à l'est par la mer.

CENTAURE. — Vaisseau français, monté par Dordelin, arrivé aux Indes en octobre 1746, prend part à la croisière de Bouvet.

CERÉ. — Prend le commandement à Madras d'un bot destiné pour Pondichéry, après la levée du siège. — 365.

CHAMONDAS. — Trafiquant indigène à Madras, n'est pas accepté comme caution dans une affaire de commerce. — 314.

CHANDASAHEB. — Ancien nabab d'Arcatte, fait prisonnier par Ragogi Bhonsla en 1740, et remplacé sur le trône du Carnate par Anwaroudin-Kan. — Remis en liberté par les Marattes, et fait prisonnier de nouveau par le nabab de Chitradourga, qui le relâche en 1747. — S'entend avec Mouzafersingue pour revendiquer ses droits.

DE CHANTOISEAU. — Officier de marine au service de la Compagnie, commandant le *Sumatra*, de l'escadre de la Bourdonnais. — 17.

CHARIAPA. — Trafiquant de Madras, accepté comme caution dans une affaire commerciale. — 314.

CHARLES II. — Roi d'Angleterre.

Charonne (poste de). — Redoute en terre, à la sortie des limites du territoire de Pondichéry sur la route de Valdaour, défendue par Bussy au début du siège. — 200, 331.

CHEICK-ASSEM. — Frère d'Abd-Er-Raman, commande la compagnie de cipayes à cheval à notre service pendant le siège de Pondichéry.

CHEICK-IBRAHIM. — Frère du précédent, commandant la compagnie de cipayes à pied. — (*Voir Abd-Er-Raman.*)

CHEMNAGI. — Père de Ragogi-Bhonsla, général des Marattes. — 268.

CHESTER. — Vaisseau anglais de 60 canons, de l'escadre de Boscawen. — 160.

CHOKAPOULÉ. — Brame, homme d'affaires d'Imansahib à Madras. — 286.

Chonambark. — Bras méridional de la rivière de Gingi, coulant parallèlement à la rivière d'Ariancoupan à une lieue plus au sud. — 176 et suiv.

CLIVE. — Employé aux écritures de la Compagnie an-

glaise à Madras. — Réfugié à Saint-David après la prise de la ville par les Français, prend une part très active à la défense de ce poste. — Devenu par la suite le plus célèbre et le plus redoutable ennemi de Dupleix et des Français. — 55.

Coblon ou *Covelong*. — Petite rade du Coromandel, à mi-chemin entre Madras et Sadras, 12° 30' lat. N.

COCHINAT. — Lieutenant de dragons français. — Est fait prisonnier dans l'affaire de la tranchée devant Ariancoupan, ayant eu son cheval tué, et étant lui-même blessé. — 190.

Coin de Mire. — Ilot à la pointe N.-E. de l'Ile de France. — 164.

COJA-BABAJAN. — Trafiquant arménien de Madras. — 363.

COJA-PETRUS. — Trafiquant arménien de Madras, affidé des Anglais, correspond avec Boscawen. — 171, 322.

COMANÉ. — Espion au service des Anglais à Madras.

CONTENT. — Vaisseau de la Compagnie, expédié de France pour les Indes en 1747 avec le *Lion* et le *Saint-Antoine*. — 295.

CORNET. — Chargé, avec de Brain, du service des approvisionnements pendant le siège de Pondichéry. — 202, 341.

Coromandel. — Nom donné à la côte orientale de l'Inde, depuis l'embouchure de la Kistnah jusqu'au détroit de Palk.

DE COSSIGNY. — Ingénieur, venu aux Indes en 1741 pour organiser les fortifications de nos comptoirs. — 125.

Covelong. — Nom moderne de *Coblon* (voir ce mot.)

CUMBERLAND. — Vaisseau français de l'escadre du marquis d'Albert. — Relâche à la Corogne. — 135.

CYBELLE. — Corvette française, de l'escadre de Bouvet. — 137 et suiv.

D.

DANCY. — *(Voir d'Ancy.)*

DARMOUTH. — Vaisseau français, de l'escadre de M. de Saint-Georges pris par l'amiral Anson. — 132, 294.

DAVID. — Gouverneur des îles de France et de Bourbon. — Organise une escadre pour aller au secours de Dupleix, et défend Port Louis contre la flotte de Boscawen. — 138 et suiv., 163 et suiv., 296.

DEAL CASTLE. — Vaisseau anglais, ramène à Pondichéry les prisonniers échangés après la levée du siège. — 242.

DEPTFORD. — Vaisseau anglais, de l'escadre de Boscawen. — 160.

DESJARDINS. — Commissaire et membre du Conseil à Madras en 1746. — Résigne ses fonctions en même temps que la Villebague. — III.

DESPRÉMENIL. — *(Voir Duval d'Esprémenil.)*

DU DÉZERT. — Officier de marine au service de la Compagnie, commandant du *Brillant*, de l'escadre de Dordelin. — 3.

DUC DE CHARTRES. — Vaisseau de la Compagnie, parti pour les Indes avec le *Prince* en juillet 1747. — 292.

DUC D'ORLÉANS. — Vaisseau français, de l'escadre de La Bourdonnais, perdu corps et biens dans la tempête du 13 octobre. — 2.

DORMUS. — Négociant hollandais de Madras. — 362.

DUMAS. — Gouverneur de Pondichéry et des établissements de la Compagnie dans l'Inde. — Succède à Lenoir. — Dupleix le remplace en 1741. — *Introduction*, p. XIV.

DUVAL D'ESPRÉMENIL. — Gendre de Madame Dupleix. — Prend le gouvernement de Madras après le départ de La Bourdonnais, rentre à Pondichéry dans le courant de novembre, prend de nouveau le commandement à Madras lors du retour de Paradis à Karikal. — Remplacé une seconde fois dans ce poste par Barthélemy à la fin de 1747.

F.

DE FAGES (l'abbé.) — Aumônier de la Compagnie, chargé de rédiger la relation du siège et de l'apporter à la Cour. — 337.

FAVORITE. — Frégate française. — Apporte dans l'Inde la nouvelle de la suspension d'armes. — 246.

DE FLOISSAC. — Officier de grenadiers. — Reçoit mission d'aller ravager les villages des environs de Madras, afin d'attirer Maphouzkan de ce côté. — 85.

FOUBERT. — Officier de grenadiers. — Blessé à la sortie du 11 septembre. — 352.

Foulepointe. — A l'extrémité Nord de l'île de Madagascar.

FRIELL. — Neveu de Dupleix, nommé conseiller à Madras pour remplacer M. Gosse, fait prisonnier par Mafouzkan. — 49.

FULVY. — Vaisseau français de l'escadre de M. de Saint-Georges, ayant poursuivi sa route avec le *Lys* et l'*Aimable.* — 294.

G.

GARDIN DU BROSSAY *(Voir Brossay).*

GAZERDIKAN. — Frère aîné de Nassersingue, titulaire d'un emploi important à la Cour du Grand Mogol, disgracié et emprisonné à cause du rôle qu'il avait joué lors de l'assassinat d'Hamet-Chah. — 118.

GIRCANYAUDEE. — Homme d'affaires et correspondant de Ragogi Bhonsla à Pondichéry. — 271.

Goa. — Établissement des Portugais et siège d'une vice-royauté. — Côte du Malabar, 15° 40' lat. N.

Golconde (Ayderabat). — Ville du Dekan, résidence habituelle, avec Aurungabat, du soubab ou gouververneur de cette province. — 17° 30' lat. N., 77° long. E.

GOSSE. — Sous-marchand de la Compagnie des Indes à Pondichéry, nommé, en octobre 1746, membre du Conseil de Madras. — Chargé avec Kerjean d'une mission auprès des Maures, est arrêté, conduit à Arcate, et remis en liberté en février 1747. — 28, 92.

Goudelour, actuellement Cuddalore. — Établissement anglais sur la côte du Coromandel, à l'embouchure d'un des bras du Pounar (rivière de Bandapollam), à 20 kilomètres au sud de Pondichéry.

GOUPIL. — Capitaine de grenadiers. — Amène une compagnie de renfort de Madras à Pondichéry et fait partie du corps de réserve pendant le siège. — 198.

GRIFFIN (l'amiral). — Arrive aux Indes à la fin de 1746 avec deux vaisseaux de guerre, rejoint l'escadre du commodore Peyton dans le Gange, et prend le commandement. — Se présente devant Goudelour en février 1747, bloque Pondichéry par mer, et est rejoint en août 1748 par l'amiral Boscawen. Il lui cède le commandement et quitte Goudelour avec une partie des vaisseaux.

H.

HAMET-CHAH. — Empereur de Delhi, assassiné en 1739. — Son fils lui succède, et tire vengeance des complices de l'assassinat de son père. — 116 et suiv.

HERCULE. — Vaisseau français de la Compagnie, parti de Lorient en janvier 1748, arrivé à l'Ile de France en mai de la même année. — 138.

HUSSEIN TARKAN. — Seigneur de la cour d'Anwar-Oudin. — Recueille Kerjean et Gosse pendant leur captivité à Arcate. — 87, 92, 260.

I.

Içwara (pagode d'). — Au milieu de la ville de Pondichéry. — Dupleix la fait démolir pendant le siège. — 202.

IDAYET-MOODIN-KAN. — *Voir Mouzafersingue*.

INVINCIBLE. — Vaisseau de la marine royale, monté par M. de Saint-Georges. — Pris par l'amiral Anson en 1747. — 131-132, 292, 294.

J.

JAZON. — Vaisseau du Roi, de l'escadre de M. de Saint-Georges. — 131-132, 292, 294.

DE LA JONQUIÈRE. — Commande une escadre de quatre vaisseaux du Roi pour renforcer ceux de M. de Saint-Georges. — Pris par l'amiral Anson, 1747. — 132, 294.

K.

Kanoul (Kurnool). — Forteresse du nabab Bahadour-Kan, 16° lat. N., 76° long. E. — 277.

Karikal. — Établissement français, côte du Coromandel, 11° lat. N.

DE KERANGAL. — Lieutenant d'artillerie.— Se distingue à l'affaire d'Ariancoupan. — Prend part à la sortie du 11 septembre. — 191, 210.

DE KERJEAN (DESNOS). — Neveu de Dupleix. — Fait prisonnier par les Maures après la prise de Madras, emmené à Arcate, mis en liberté en février 1747. — Commande pendant le siège le bastion Saint-Joseph, envoyé en France pour rendre compte des évènements de l'Inde et apporter une relation officielle du siège. — 28, 87, 201, 256 et *passim*.

DE KERSAINT. — Officier de la marine royale, commandant l'*Alcide*, arrivé à l'Ile de France le 27 juin 1748. — Prend part à la défense de Port-Louis. — 164.

L.

DE LA MABONNAIS. — Officier de la marine royale, commandant du vaisseau l'*Anglesey*. — En remet à Port-Louis le commandement à M. Selle, officier de marine au service de la Compagnie. — 137.

DE LA MOTTE. — Officier de grenadiers. — Vient de Madras à Pondichéry amener un renfort au début du siège. — 198.

DE LA TOUCHE (PRÉVOST). — Le plus ancien officier de Pondichéry après le major général Bury. — Assume les fonctions actives de cet officier pendant le siège. — Commande dans la redoute d'Ariancoupan, et est chargé, pendant l'attaque du corps de place, de la direction de la défense à la porte Valdaour. — 181 et suiv., 200, 337 et *passim*.

DE LA TOUR. — Capitaine de grenadiers. — Commande une sortie de la garnison de Madras contre l'armée de Maphouzkan. — Arrive après l'action sur le champ de bataille de Saint-Thomé. — Défend, en août 1748, le passage du Chonambark. — Prend part aux affaires d'Ariancoupan, et à la sortie du 11 septembre, où il rallie les troupes françaises après la mort de Paradis. — 37 et suiv., 41, 55, 178, 184.

DU LAURENS. — Conseiller de Pondichéry. — Refuse d'accepter le poste de conseiller à Madras en octobre 1746. — 26.

LAW. — Neveu du financier. — Officier de grenadiers. — Prend part à la défense de la redoute d'Ariancoupan, sous les ordres de La Touche. — 181, 330.

LAWRENCE (le major). — Officier anglais, envoyé aux Indes pour prendre la direction des opérations à Goudelour. — Organise la défense du Fort Saint-David. — Fait échouer la tentative de Dupleix sur Goudelour en juin 1748. — Est fait prisonnier dans la tranchée d'Ariancoupan. — Remis en liberté en décembre 1748. — 120, 189, 246 et *passim*.

LE RICHE. — Prend le commandement à Karikal lorsque Paradis est rappelé à Pondichéry en juillet 1748. — 153.

LE VERRIER. — Commande la loge française de Surate. — 347.

LINGUARAZOU. — Habitant de Saint-Thomé. — 314.

LION. — Vaisseau de la Compagnie, expédié de Nantes en juillet 1747, pour apporter aux Indes la nouvelle de la destruction de l'escadre du marquis d'Albert, et les nouveaux ordres de la Compagnie. — 137, 285.

LIVELY. — Vaisseau de 24 canons, de l'escadre de Griffin. — 302.

LOUET. — Commandant notre établissement de Mahé.

LYS. — 1. Vaisseau de la Compagnie, de l'escadre de la Bourdonnais, commandé par M. de Boisquenay. — Revient aux Iles après la prise de Madras. — I, *passim*.

2. Vaisseau du Roi, monté par M. de Lozier-Bouvet. — Parti avec l'escadre de M. de Saint-Georges, poursuit sa route malgré la tempête, et arrive aux Iles, d'où il repart avec l'escadre envoyée au secours de l'Inde. — 132, 292, 294, 307.

M.

DE MACHAULT. — Contrôleur général des finances, et plus tard ministre de la marine.

MACHAULT. — Vaisseau de la Compagnie, parti de France en janvier 1746 avec l'*Hercule* et le *Jazon*. — 136.

MAGNANIME. — Vaisseau amiral, monté par le marquis d'Albert. — Démâté dans un coup de vent et séparé de la flotte, est pris par les Anglais. — 135.

MAHAMET-ALI-KAN. — *Voir Saladad-Kan.*

Mahé. — Comptoir français au Malabar, 10° 30' lat. N.

MAHÉ DE LA VILLEBAGUE. — Frère de La Bourdonnais. — Conseiller de Madras et capitaine de la *Princesse Marie*. — Mis en demeure de résigner ses fonctions (novembre 1746). — Arrêté sur un ordre venu de France (mai 1748). — I, *passim*. — 303.

DE MAINVILLE. — Officier de grenadiers. — Commande l'arrière garde, pendant la retraite de Paradis sur Sadras. — Chargé, avec M. de Floissac, de ravager le pays autour de Madras, en janvier 1747. — Dirige la dernière tentative sur Goudelour. — Commande les bastions du front sud pendant le siège. — 65, 147, 201.

MAISSOUR (Mysore). — Royaume de l'Inde Méridionale, entre 11° et 15° lat. N., 75° et 77° long. E.

MALABAR (côte de) — Côte occidentale de l'Inde, de Goa au cap Comorin.

MALDIVES (les îles). — Dans l'océan Indien, par 4° lat. N., 71° long. E. — 139.

MAMET-DAKIL. — Ambassadeur envoyé à Pondichéry par Anwaroudin, en février 1747, pour discuter les conditions de la paix. — 93.

MANUEL DA SILVA. — Nom d'emprunt, pris par un trafiquant hollandais de Madras. — 362.

MAPHOUZ-KAN. — Fils aîné du nabab Anwaroudin, et général de ses armées. — Vient bloquer Madras après le départ de la Bourdonnais, et est battu à Saint-Thomé. — Cherche à s'emparer du convoi que Paradis ramène à Pondichéry, et vient attaquer la colonne envoyée par Dupleix contre Saint-David (octobre à décembre 1746). — Demande à traiter, vient à Pondichéry (février 1747). — Se retire à Trichinapaly. — Reparaît un instant pendant le siège de Pondichéry, pour appuyer les Anglais.

Marattes. — Peuplades aborigènes, refoulées par les invasions successives dans les montagnes de l'ouest. — Tribus de cavaliers pillards, se répandant à certains moments dans tout l'Indoustan. Font prisonnier Chandasaheb, nabab du Carnate (1740) ; leur roi Savouraja et leur chef de guerre Ragogi le remettent en liberté et briguent les bonnes grâces de Dupleix (1747).

MARIE-GERTRUDE. — Goëlette anglaise capturée à Madras après la prise de cette ville par La Bourdonnais. — Perdue dans la tempête du 13 octobre. — 2.

Mariquichena. — Nom donné dans le pays à la rivière Pounar ou Pennar, près de son embouchure. (*Voir Pounar*).

MARS. — Vaisseau français, de l'escadre de Dordelin, commandant Gardin du Brossay. — Fait partie de l'escadre de M. de Lozier-Bouvet. — 136.

Matécarré. — Ville du Maïssour, sur la route de Pondichéry à Mahé. — Dupleix y envoie un brame pour guider les renforts qu'il attend de ce comptoir. — 310.

Mayé. — Ancienne orthographe de *Mahé.*

Mazulipatam. — Loge hollandaise et port de la côte Coromandel, 16° lat. N., 79° long. O. — Les Français y fondèrent par la suite un établissement.

Mergui. — Archipel et rade, côte Indo-Chinoise, 15° lat. N. et 96° long. E. — 8.

DE LA MÉTRIE-QUENTIN. — Capitaine de la marine

royale, commandant l'*Apollon*, remet son commandement à M. de la Porte-Barré. — 137.

MIRAN. — Conseiller de Pondichéry, envoyé à Achem en octobre 1746 pour négocier avec le roi du pays. — 15.

MIRZA-MOUHAMED-KAN. — Officier de l'armée de Nassersingue. — 276.

MODESTE. — Vaisseau de la Compagnie, destiné pour les Indes. — 293.

MONTJUSTIN (le Père). — Supérieur des Jésuites de Pondichéry, fait chanter un *Te Deum* après le siège. — 360.

MONSON. — Second du gouverneur anglais de Madras. Ramené avec son chef à Pondichéry. — Son départ pour l'Angleterre est retardé par le changement de la destination donnée au *Saint-Louis*. — 55, 103.

le Mont. — Agglomération de maisons de campagne des Anglais, sur les collines au sud de l'Adyar. — Mainville et Floissac l'incendient (janvier 1747). — 34, 84.

Montaron. — Rivière alimentant les fossés de Madras et se jetant dans la mer au sud de cette ville. — 33.

MONTARAN (le Mis de). — Grand seigneur français, protecteur de Dupleix à la Cour de Louis XV.

MOREL DE LOMER. — Auteur d'un poëme : « Pondichéry sauvé. » — *Documents consultés*, p. VII.

Mormogon. — Baie de la côte Malabare, près de Goa. — Les vaisseaux de Dordelin y restent abrités en 1747. — 112.

MORSE. — Gouverneur anglais de Madras, signe la capitulation avec la Bourdonnais. — Conduit à Pondichéry en novembre 1746. — 55.

MOUHAMED AYAN. — Cavalier indigène passé à notre service, émissaire des Français à l'armée de Nassersingue. — 276 et suiv.

MOUHAMED ZEMAN. — Compagnon du précédent. — Ibid.

MOUTAIL NAYQUEM ou MOUTIYAR NAIQUEM. — Agent des Anglais à la Cour de Golconde. — 281, 283.

MOUZAFERSINGUE. — Fils d'une fille de Nizam-el-Moulk, issue elle-même d'une princesse de sang impérial, et de Saatodoloskan. — Le Mogol change son nom d'Idayet-Moodin-Kan et l'investit, sous celui de Mouzafersingue, de la soubabie du Dekan dont Nassersingue s'était emparé à la mort de Nizam sans attendre l'approbation de la Cour de Delhi. — Il rencontre Chandasaheb et fait alliance avec lui pour reconquérir le trône. — 118.

N.

NAIADE. — Corvette française, arrivée à Mahé et réexpédiée à l'Ile de France en octobre 1748. — 334.

NAMUR. — Vaisseau amiral de la flotte anglaise, monté par Boscawen. — 160.

NASSERSINGUE. — Fils de Nizam-el-Moulk, soubab du Dekan. — Se met en possession du pouvoir à la mort de son père, au grand mécontentement du Mogol, qui lui oppose Mouzafersingue.

Negapatam. — Comptoir hollandais, côte de Coromandel, à deux lieues au sud de Karikal.

NEPTUNE. — Vaisseau français de l'escadre de la Bourdonnais, endommagé par la tempête du 13 octobre. — Utilisé comme ponton à Madras, brûlé par Griffin dans cette rade. — 2, 3, 114.

NIZAM-EL-MOULK. — Soubab du Dekan. — Complice de l'assassinat de l'Empereur Hamet-Cha par ses omrahs. — Meurt plus que centenaire en juin 1748.

O.

D'OR. — Lieutenant d'artillerie, prend part à la sortie du 11 septembre 1748. — Commande, au cours du siège, une des batteries élevées en avant des remparts, à la porte Valdaour. — 210, 216.

ORME. — Historien anglais du XVIIIe siècle, auteur d'une histoire des guerres de l'Inde. — (*Documents consultés*, page XI.)

Oulgaret. — Village à deux lieues à l'ouest de Pondichéry, au pied d'une colline sur laquelle les Anglais installent leur camp pendant le siège.— 189 et suiv.

P.

PADISCHA. — Titre officiel de l'Empereur de Delhi.

Palliacate (Pulicat). — Rade de la côte Coromandel, entre Madras et Mazulipatam. — 15.

PANON. — Ingénieur français. — Envoyé à Madras en octobre 1746, arrêté par les Maures, puis remis en liberté. — 27.

PARADIS. — Voir p. 32, *note*. — Bat Maphouz-Kan à Saint-Thomé. — Remplace Barthélemy à Madras. — Rappelé à Pondichéry en décembre 1746. — Commande l'expédition contre Saint-David en février 1747. — Retourne à Karikal. — En revient pour diriger la défense de Pondichéry en juillet 1748. — Est tué le 11 septembre dans une sortie.

PÉDRE. — Mêlé à l'affaire de l'enlèvement des bois de Madras par Péroumal Modely. — 315.

PEMBROKE. — Vaisseau anglais de 60 canons, de l'escadre de Boscawen. — 160.

DE PENLAN.— Officier de marine au service de la Compagnie, commandant du *Saint-Louis*, de l'escadre de la Bourdonnais. — I.

PÉROUMAL MODELY.— Trafiquant de Madras.— Fait sortir des bois de la ville malgré les ordres de Barthélemy et de Dupleix. — 315.

PETIT CHASSEUR. — Corvette française de l'escadre de M. de Saint-Georges, abordée par le *Prince* pendant une tempête. — 292.

PEYTON (le commodore). — Officier de la marine anglaise, remplace le commodore Barnet dans le commandement de la flotte des Indes. — Est rejoint au Bengale en 1747 par l'amiral Griffin et deux vaisseaux de guerre. — I. — 106.

PHÉNIX. — Vaisseau français, de l'escadre de la Bourdonnais. — Disparu à la suite de la tempête du

13 octobre. — Parvient à rallier l'Ile de France. — 2.

PHILIBERT. — Vaisseau français, de l'escadre de M. de Saint-Georges. — 294.

PICHARD. — Lieutenant de dragons dans la compagnie de d'Auteuil. — Sauve notre détachement de cipayes à l'affaire d'Archiwack. — 179, 341.

Pointe de Galle. — Ile de Ceylan : 6° lat. N., 78° long. E.

DE LA PORTE-BARRÉ. — Officier de marine, commandant le *Neptune*, de l'escadre de la Bourdonnais. — Dirige en l'absence de celui-ci, une première expédition contre Madras, en août 1746. — Prend part à la prise de cette ville. — Revenu aux Iles, est investi en 1748 du commandement de l'*Apollon*, et fait partie, en cette qualité, de l'escadre de Bouvet. — *Introd.* p. XX, 137, 141.

PORT-LOUIS. — Capitale de l'Ile de France. — Défendue par David contre l'amiral Boscawen, en juillet 1748. — 163 et suiv.

Pounar ou *Pennar* (ou *Mariquichena*). — Rivière coulant de l'ouest à l'est, se jetant dans la mer à trois lieues de Pondichéry et à deux de Goudelour. — 70 et suiv., 104.

LE PRÉTENDANT (CHARLES-ÉDOUARD). — La Cour d'Angleterre fait envoyer aux Indes des troupes ayant servi dans ses armées. — 162.

PRINCE. — Vaisseau de la Compagnie, devait partir avec M. de Saint-Georges. — Son départ est retardé par un défaut d'arrimage, ce qui le fait échapper au désastre du reste de l'escadre. — 292.

PRINCESSE ÉMILIE. — Vaisseau français, prend part à l'expédition de Bouvet, et est laissé à Madras avec un chargement de matériel de guerre. — 318.

PRINCESSE MARIE. — Bâtiment enlevé aux Anglais en rade de Madras, après la prise de cette ville. — Commandé à cette époque par Mahé de la Villebague. — Suit l'escadre de Dordelin, est abattu en carène à Goa et s'ouvre en deux. — 112.

DE PUYMORIN. — Capitaine de grenadiers. — Se distingue à l'affaire d'Ariancoupan. — Est blessé à la sortie du 11 septembre 1748. — 192.

R.

RAGOGI-BHONSLA. — Fils de Chemnagy, et général de l'armée maratte. — Fait prisonnier Chandasaheb dans Trichinapaly (1741). — Lui rend la liberté trois ans plus tard. — Sollicite l'alliance de Dupleix après la prise de Madras. — 269.

RAMJAM. — Mois de l'année musulmane. — Madras a capitulé le 4 du mois de Ramjam, l'an de l'Egire 1159 (23 septembre 1746).

RENOMMÉE. — Vaisseau français, de l'escadre de la Bourdonnais. — 4, 12, 18.

ROCHE. — Officier de grenadiers, tué à la sortie du 11 septembre. — 352.

ROUSSEL. — Ancien officier au service de la Compagnie à Mahé. — Passé à celui des Hollandais, commande une des compagnies de cette nation qui s'étaient jointes à l'armée de Boscawen. — 344, 351.

DE RUMIÈRE. — Officier français, victime d'un vol à Madras. — 313.

S.

SABDER-ALI-KAN. — Fils de Chandasaheb, nommé soubedar du Carnate sous la tutelle d'Anwaroudin. — Périt assassiné. — *Introduction*, p. XV.

Sadras. — Comptoir hollandais du Coromandel, à l'embouchure de la rivière Palar. Paradis vient s'y mettre en sûreté en décembre 1746. — 65.

SAINT-ANTOINE. — Vaisseau de la Compagnie, parti de Nantes avec le *Lion* et le *Content*. — 295.

SAINT-DAVID. — Forteresse des Anglais, située à une lieue au nord de Goudelour.

DE SAINT-GEORGES. — Amiral français, commande l'escadre destinée aux Indes en 1747. — Part de Brest en février. — Sa flotte est dispersée par un coup de vent. — Repart en mai, et est pris avec tous ses vaisseaux par l'amiral Anson. — 132, 292.

Saint-George (le Fort). — Citadelle de Madras.

Saint-Helen. — Près de Liverpool, embouchure de la Mersey. — C'est de là que part l'escadre de Boscawen (novembre 1747). — 160.

Saint-Joseph (le bastion) à Pondichéry. — Attaqué particulièrement par des Anglais.

SAINT-LOUIS. — Vaisseau français, de l'escadre de la Bourdonnais, commandé par M. de Penlan. — Fait ensuite partie de celle de Dordelin. — Entre à Goa pour être caréné, et y est laissé seul par le reste de l'escadre partant pour l'Ile de France, en 1747. — I, et 112.

SAINT-MARTIN (M. de). — Gouverneur de l'Ile de Bourbon. — 137.

Saint-Paul (église). — Cathédrale de Pondichéry, appartenant aux Jésuites. — 202.

Saint-Thomé. — Ville de la côte Coromandel, à l'embouchure de l'Adyar, à 2 lieues au sud de Madras. — II.

Sajanabat. — La ville de Delhi.

SALADAD-KAN. — Second fils du nabab Anwaroudin, devenu plus tard célèbre sous le nom de Mahamet-Ali-Kan.— Se laisse entraîner dans un complot contre son frère aîné Maphouz-Kan (février 1747). — 88.

SAMORIN. — Royaume sur la côte Malabare, entre le pays de Maïssour et la mer. — 310.

SATODOLAS-KAN. — Mari d'une fille de Nizam-el-Moulk, et père de Idayet-Moodin-Kan (Mouzafersingue). — 118.

SAVERIMOUTTOU. — Chef des pions chargés de la police à Pondichéry. — 174.

SAVOURAJA. — Roi des Marattes, résidant à Cettara (Pounah). — Recherche l'alliance de Dupleix après la prise de Madras. — 270.

SCIALLARETTY. — Espion au service des Anglais à Madras. — 316.

SELLE. — Officier de marine, commandant le *Bourbon*, de l'escadre de la Bourdonnais.— Prend, à Port-Louis, le commandement de l'*Anglesea* et fait partie, en cette qualité, de l'escadre de Bouvet. — 137.

SORNAY. — Ingénieur, envoyé par Dupleix à Madras après la levée du siège de Pondichéry. — 244, 359.

STRIHARA-PILLEI-QUADER-ALI-KAN. — Fils de Badésaheb, frère de Chandasaheb, blessé par une bombe pendant le siège. — 205.

SUMATRA. — Vaisseau français, de l'escadre de la Bourdonnais, rentré à l'Ile de France avec l'*Achille* et le *Lys*. — 3, 21.

Surate. — Au nord de Bombay, 21° lat. N., 70° 30' long. E.

T.

Table (baie de la). — Au Cap de Bonne-Espérance.

TAIRCAVY. — Accepté pour caution dans une affaire de commerce de Madras. — 314.

TAYLOR. — Officier anglais, ayant servi dans l'armée du Prétendant. — S'introduit à Pondichéry en se donnant comme déserteur, et s'évade à la levée du siège. — 343, 353.

Tellichéry. — Établissement anglais au Malabar, à trois lieues au nord de Mahé. — 101.

TERRANANGAVALAQUI. — Espion au service des Anglais à Madras. — 316.

Tevenapatam. — Nom donné à la ville de Goudelour par les indigènes.

THÉTIS. — Frégate française, de l'escadre de M. de Saint-Georges. — 294.

Tombeau (rivière et baie du). — Petite rivière de l'Ile de France, se jette dans la mer au fond d'une anse, à une lieue au nord-est de Port-Louis. — 164.

Tortues (baie des). — Anse à l'embouchure d'une autre petite rivière, de l'Ile de France, à une demi-lieue au nord de la précédente. — 164.

Tranquebar (ou *Trinquebar*). — Établissement danois sur la côte Coromandel, à deux lieues au nord de Karikal.

Travancore. — Territoires de l'extrême sud du Malabar.

Trichinapaly. — Forteresse du Carnate, sur la frontière du Tanjaour, à un mille au sud du Coleroon,

qui forme en cet endroit l'île de Seringham. — *Introduction*, p. XIV. — 95.
Trincomali. — Port de la côte orientale de Ceylan, point de relâche des vaisseaux anglais. — 8, 245.

V.

VALDAOUR. — Petite ville à trois lieues au nord-ouest de Pondichéry.
VIGILANT. — Vaisseau anglais de 60 canons, de l'escadre de l'amiral Boscawen. — 160.
DE LA VILLEBAGUE (Voir *Mahé de la Villebague*).
Ville Blanche. — Partie de la ville de Madras renfermant les établissements anglais et le fort Saint-George. — 33.
Ville Noire. — La ville indigène de Madras, au nord de la Ville Blanche. — Rasée par Dupleix en 1748. — *Introduction*, page XX. — 33, 35.
Villenour. — Gros village à trois lieues à l'ouest de Pondichéry. — Les troupes du nabab y viennent camper pendant le siège.
VINCENS. — Neveu de Madame Dupleix, commande le bastion Sans-Peur pendant le siège. — 201.
VINGATAQUICHENAMACHETTY. — Possède à Madras des marchandises qu'on cherche à faire sortir. — 314.
VINSON. — Professeur à l'École des langues orientales, à Paris : a traduit partiellement le manuscrit tamoul des mémoires d'Anandarangapoullé. — *Documents consultés*, p. XI.
VANDAVACHI. — Aldée à sept ou huit lieues au nord-ouest de Pondichéry. — 385.
VIRAMPATNAM. — Village de pêcheurs, sur la plage, entre l'embouchure de la rivière d'Ariancoupan et celle du Chonambark. Les Anglais établissent leur camp en ce point au début du siège.

FIN DE LA TABLE ONOMASTIQUE.

TABLE DES MATIÈRES.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

Avant-propos . . . . . I.
Principaux documents consultés . . . . VII.
Introduction. . . . . XIII.

I.

Le départ de la Bourdonnais.

Tempête du 13 octobre. — Projets contradictoires de La Bourdonnais et de Dupleix au sujet de la destination à donner aux vaisseaux. — Conflit à propos du droit de disposer de ceux dernièrement arrivés de France. — Instructions cachetées remises par le Conseil de Pondichéry à Dordelin. — Départ du *Centaure*, du *Mars*, du *Brillant*, du *Saint-Louis* et du *Lys*. — Leur retour à Pondichéry avec l'*Achille*. — La Bourdonnais appareille définitivement pour Achem. — Dislocation de l'escadre . . . . . Page 1.

II.

La bataille de Saint-Thomé.

Situation tendue à Madras. — Les troupes du nabab Anwar-Oudin viennent bloquer la place. — D'Espréménil revient à Pondichéry. — Kerjean et Gosse sont faits prisonniers. — Sortie de La Touche. — Envoi de Pondichéry d'une colonne sous les ordres de Paradis. — Bataille de Saint-Thomé . . . . . Page 23.

III.

ANNULATION DE LA CAPITULATION DE MADRAS.

Paradis prend le commandement à Madras. — La capitulation signée par La Bourdonnais est déclarée nulle et non avenue. — Le Gouverneur et les principaux fonctionnaires anglais sont ramenés à Pondichéry. Page 45.

IV.

PREMIÈRE TENTATIVE CONTRE GOUDELOUR ET LE FORT SAINT-DAVID.

Projets de Dupleix sur le dernier établissement des Anglais. — Préparatifs faits à Pondichéry. — Rappel de Paradis de Madras. — Retraite de cet officier sur Pondichéry. — Les officiers refusent de marcher sous ses ordres. — Échec de l'expédition commandée par Bury contre Saint-David, et d'une autre tentative par mer contre Goudelour . . . . . Page 58.

V.

TRAITÉ CONCLU AVEC ANWAR-OUDIN.

Diversion tentée du côté de Madras pour attirer l'armée de Maphous-Kan loin du fort Saint-David. — Incendie du Mont et des aldées du voisinage. — Insuccès de cet expédient. — Propositions faites secrètement à Saladad-Kan. — Retour des vaisseaux français d'Achem. — Maphouz-Kan écrit à son père Anwar-Oudin pour lui conseiller de faire la paix avec les Français. — Sa visite à Pondichéry. — Conclusion d'un traité avec le vieux nabab . . . . . Page 81.

VI.

Troisième expédition contre Saint-David.

Envoi des vaisseaux de Dordelin au Malabar. — Préparatifs d'une nouvelle attaque contre Saint-David. — Paradis prend le commandement de la colonne. — Il franchit le Pounar et prend position sur la rive Sud. — Apparition de la flotte anglaise commandée par l'amiral Griffin. — Retraite des Français. . . . . Page 99.

VII.

Blocus de Pondichéry par Griffin.

Les vaisseaux anglais s'installent en rade de Goudelour. — Dupleix veut faire revenir au Coromandel l'escadre de Dordelin. — Refus d'obéir des capitaines, qui partent pour l'Ile de France avec la flotte.

Propositions faites aux nababs par les Anglais. — Mort de Nizam-el-Moulk et avènement de Nassersingue au trône du Dekan. — Mécontentement du grand Mogol, qui donne l'investiture du gouvernement de cette province à Mouzafersingue, lequel fait alliance avec Chandasaheb. — Les Anglais accumulent des troupes au fort Saint-David. — Arrivée d'Europe du major Lawrence. Page 109.

VIII.

Préparatifs de défense a Pondichéry.

Dupleix s'apprête à soutenir un siège. — Réfection des fortifications. — Attente d'un secours envoyé des Iles. — Détresse financière de Dupleix. — Arrivée à Madras de l'escadre française commandée par M. de Lozier-Bouvet. Page 123.

IX.

Croisière de M. de Lozier-Bouvet.

Armements faits en France pour envoyer des secours aux Indes. — Départ de l'escadre de M. de Saint-Georges. — Sa destruction par celle de l'amiral Anson. — Cession par la marine royale à la Compagnie des Indes de l'*Apollon* et de l'*Anglesea*. — Envoi du marquis d'Albert. — Ses vaisseaux sont dispersés et l'amiral lui-même est pris par les Anglais. — Arrivée de M. de Lozier-Bouvet à l'Ile de France. — Formation d'une escadre de fortune. — Bouvet se présente devant Goudelour, trompe Griffin sur ses projets et parvient à Madras . . . Page 131.

X.

Dernière tentative sur Goudelour.

Griffin se met à la poursuite de Bouvet. — Dupleix profite de l'absence de la flotte anglaise pour tenter un coup de main sur Goudelour. — Stratagène de Lawrence pour attirer notre colonne dans une embuscade. — Déroute des Français. — Dupleix s'applique à perfectionner ses travaux de défense du côté d'Ariancoupan et fait revenir Paradis de Karikal. — Apparition de la flotte de l'amiral Boscawen . . . . . Page 145.

XI.

L'amiral Boscawen aux Indes.

Départ d'Angleterre de la flotte de l'amiral Boscawen. — Son séjour au Cap. — Attaque, en passant, sur l'Ile de France. — Insuccès de cette tentative. — Arrivée des

vaisseaux anglais devant Goudelour, et jonction des deux escadres.— Tentatives faites pour attirer Anwaroudin et Nassersingue dans le parti des Anglais. — Les propositions de Boscawen sont repoussées par les nababs. — Divergence de vues entre Boscawen et Griffin. — Départ de ce dernier. . . . . Page 159.

XII.

COMBAT D'ARCHIWACK. — DÉFENSE D'ARIANCOUPAN.

Les travaux de fortification d'Ariancoupan sont complétés. — Précautions prises à Pondichéry.

Boscawen fait reconnaître un mouillage aux environs de la rade.

Attaque du poste avancé d'Archiwack. — Retraite de nos cipayes. — Les Anglais passent le Chonambark. — Leur échec devant la redoute d'Ariancoupan. — Canonnade réciproque. — Explosion dans une de nos batteries. — Évacuation de nos ouvrages. — Belle conduite de MM. de Kerangal et de Puymorin. . . Page 173.

XIII.

LES ANGLAIS S'EN PRENNENT AU CORPS DE PLACE.

Affolement de la population à Pondichéry. — Dupleix se détermine à faire rentrer les troupes dans la place. — Manœuvre de Paradis dans l'intérieur des limites. — Les Anglais n'osent pas attaquer la ligne de défense extérieure et vont s'installer sur le coteau d'Oulgaret. — Organisation des troupes françaises pour la défense. — Les Anglais viennent camper sous le canon de la ville : ils en sont délogés par les bombes tirées des remparts, et reviennent à leur ancien emplacement. — Envoi d'un

détachement pour ouvrir la tranchée au nord-ouest de Pondichéry, derrière un marais qui les sépare de la place. — Bombardement de la ville du côté de la mer par une galiote à bombes . . . . . Page 194.

XIV.

Sortie du 11 septembre. — Mort de Paradis. — Tranchée ouverte.

Dupleix fait sortir le corps de réserve et les cipayes pour déloger les ennemis de leurs travaux commencés. — Le mouvement des Français est signalé par les vaisseaux des Anglais à leur camp, d'où on envoie des secours à Paccamodeanpett. — Retard dans la marche des Français. — Assaut du village, finalement repoussé. — Paradis est mortellement blessé. — Retraite de notre colonne sur Pondichéry. — Dupleix renonce à faire des sorties et procède par coups de main contre les convois des ennemis. — Progrès des travaux du siège. — Bombardement de la ville par terre. — Lutte entre les deux artilleries. . . . . Page 210.

XV.

Dernier bombardement.

Les Anglais battent en brèche le bastion Saint-Joseph. — Difficultés qu'ils rencontrent pour s'avancer davantage dans le terrain inondé. — Découragement de leurs officiers. — La lutte d'artillerie continue plus violente que jamais. — Prise de deux canons de gros calibre par nos cipayes. — Boscawen ordonne un bombardement général pour amener la place à capituler. — La flotte

et les batteries de terre tirent simultanément sur la ville. — Résultat négatif de cette canonnade. Boscawen se décide à la retraite. — Évacuation des travaux d'approche . . . . . Page 227.

XVI.

LEVÉE DU SIÈGE. — SUSPENSION D'ARMES.

L'armée anglaise se retire à Saint-David. — Réjouissances à Pondichéry. — Dupleix refait ses approvisionnements épuisés. — Correspondance avec Boscawen au sujet des prisonniers. — Bruits d'armistice conclu en Europe. — Dupleix reste sceptique à ce sujet et se tient sur ses gardes. — Arrivée de la *Favorite* apportant la nouvelle officielle de la suspension d'armes. Page 239.

Épilogue . . . . . Page 249.

PIÈCES JUSTIFICATIVES . . . . . Page 254
RÉPERTOIRE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES. . — 411
RÉPERTOIRE ONOMASTIQUE. . . . . — 418

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

LAON. — Imp. du *Journal de l'Aisne*.

70

2979 4

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

01 DEC. 1991
27 NOV. 1991

a39003 002209475b

CE DS 0462 .8
.D8D82 1908
COO DU CAUSE DE DUPLEIX ET
ACC# 1424220

COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 04 03 01 05 03 2